

Le Monde

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE N° 14039 - 4,50 F

SAMEDI 17 MARS 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Vatican-URSS : un pas de géant

CE n'est qu'un premier pas, mais quel pas ! L'échange de représentants entre le Saint-Siège et l'URSS, annoncé simultanément jeudi 15 mars à Rome et à Moscou, n'équivaut pas encore à l'ouverture de relations diplomatiques formelles. Il était attendu depuis la rencontre historique du 1^{er} décembre dernier entre M. Gorbatchev et Jean-Paul II. Mais depuis plus de soixante-trois ans aucun lien n'existait entre Rome et Moscou. Cette première forme de reconnaissance tire un trait sur des décennies d'ignorance, de persécution et de haine.

L'annonce de cette décision est survenue le jour même où M. Gorbatchev prenait ses fonctions de président exécutif de l'Union soviétique et vingt-quatre heures après l'abolition du rôle dirigeant du Parti communiste. Faut-il y voir un signe et comparer le séisme du grand empire marxiste à la consécration apparente d'une diplomatie pontificale menée, en vain pendant si longtemps, depuis Paul VI et le cardinal Casaroli ?

DEPUIS moins d'un an, le Saint-Siège a renoué des relations diplomatiques complètes avec la Hongrie et la Pologne. Le pape peut nommer librement des évêques dans tous les pays de l'Est, ce qui ne s'était pas vu depuis la guerre. Une hiérarchie catholique a été complètement reconstituée en Lituanie, en Tchécoslovaquie et, ces derniers jours, en Roumanie, dans des pays où le clergé était hier encore contraint au silence et des fidèles réduits à la clandestinité.

Pour autant, avec l'Union soviétique débordante de bonnes intentions à son égard, la diplomatie pontificale n'entend pas brûler les étapes. Surtout sous l'impulsion de Jean-Paul II, l'« Ostpolitik » vaticane repose sur le principe de la liberté religieuse, dont le premier pape slave de l'histoire, qui connaît par cœur le bréviaire des régimes marxistes, fait le pilier de toutes les libertés civiles. L'avenir du dialogue entre Rome et Moscou passe par la détente de la situation religieuse à l'intérieur de l'URSS. Or, si les églises et les séminaires continuent de s'ouvrir en territoire soviétique, la nouvelle législation sur la liberté de conscience et de propagande religieuse trahit singulièrement.

LE principal cactus L'empire soviétique en Ukraine, sur une terre marquée par quatre siècles de déchirements souvent sanglants entre les fidèles de rite grec, que Rome a ramené à sa cause (les uniates) et la toute-puissante Eglise orthodoxe. Les frictions se multiplient à propos de la restitution, réclamée par les uniates sortis de la clandestinité, des églises, des monastères, des séminaires confisqués en 1946 par Staline et remis au patriarche orthodoxe de Moscou. Un conflit identique couve aussi en Roumanie. Heureusement, les ponts ne sont pas rompus entre le Vatican et les dignitaires orthodoxes de Moscou, et, sur place, une commission tripartite tente d'apaiser les esprits.

Mais le pape attend toujours la reconnaissance légale de cette Eglise uniates ukrainienne, promise en décembre dernier par M. Gorbatchev. En ouvrant aujourd'hui avec Moscou une ultime phase de transition, le Vatican se réserve une carte pour influencer les événements dans son sens. S'il doit se rendre en avril en Tchécoslovaquie, en Hongrie l'an prochain, s'il est déjà invité en Lituanie et en Bulgarie, il n'ira pas en Union soviétique sans avoir la certitude de pouvoir se déplacer librement parmi ses quatre millions de fidèles en Ukraine.

M 0147 - 3170 - 4,50 F



3790147004500 03170

Un entretien avec M. Pierre Joxe

Le gouvernement veut accélérer l'organisation de l'islam en France

M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, chargé des cultes, installera officiellement, lundi 19 mars, le conseil de réflexion qu'il a créé sur l'avenir de l'islam en France. Cette instance doit préparer les règles de fonctionnement d'un conseil consultatif de la communauté musulmane. Dans un entretien au *« Monde »*, M. Joxe précise le sens et le contenu de son initiative.

Affaire Rushdie, affaire des foulards islamiques, opposition à la construction de mosquées, attentat contre un lieu de prière musulman à Rennes le jour de l'ouverture du congrès du PS : l'intégration de l'islam, deuxième religion en France, crée un climat passionnel. La division des associations, la tutelle exercée sur elles par des pays étrangers et l'absence d'instance représentative rendent vulnérable la communauté musulmane.

Pour pallier cette déficience institutionnelle, le gouvernement français engage une procédure d'organisation de l'islam, autour d'un conseil dont M. Pierre Joxe précise les compétences. Il en fait la condition d'un « islam à la française ».

Lire les propos de Pierre Joxe recueillis par Henri Tacy page 16 - section B



Le congrès de Rennes

MM. Fabius et Jospin continuent de se disputer le contrôle du PS

M. Rocard devait prendre la parole vendredi après-midi 16 mars à la tribune du congrès de Rennes, après que le numéro deux du PS, M. Emmanuelli, eut demandé au gouvernement de « prendre le départ d'une nouvelle étape sociale ». En coulisse, M. Fabius et M. Jospin continuent de se disputer le contrôle du parti en s'alliant, l'un avec M. Poperen, l'autre avec M. Chevènement.

Le président et le parti

par Jean-Marie Colombani

Au-delà de la bataille d'appareil qui préoccupe les congressistes (qui dirigera le PS pour les deux prochaines années ?), l'enjeu du congrès de Rennes concerne - V^e République oblige - la relation Mitterrand-Rocard. Relation complexe s'il en est, étroitement dépendante d'un système pervers car il institutionnalise la lutte pour le pouvoir au sommet de l'Etat. Relation qui est aussi fonction de l'attitude du président à l'égard du PS, à savoir : éloignement, affaiblissement, adoucissement.

L'éloignement caractérise la transformation que M. Mitterrand a opérée, et qui lui a beaucoup profité.

Lire la suite page 10 et les articles de nos envoyés spéciaux pages 9 et 10

Révolution est-allemande, dernier acte

Les manifestants de l'automne voient leur mouvement emporté par la vague de la réunification

par Daniel Vernet

En votant dimanche 18 mars, les Allemands de l'Est vont jouer le dernier acte de la révolution commencée avec les grandes manifestations silencieuses de l'automne et mûrie pendant quatre décennies dans la résistance passive à un régime stalinien-prussien qui passait pour le meilleur modèle de « socialisme réel ». A peine fût son quarantième anniversaire qui devait être aussi le dernier, le « premier Etat socialiste en terre allemande » comme il se baptisait fièrement, s'est effondré tel un château de cartes. Abandonné par ses propres citoyens, isolé

par ses anciens alliés, lâché par Mikhaïl Gorbatchev, il a été dépourvu de tous ses attributs jusqu'à ce que l'existence même de la RDA soit mise en question.

Ces élections, le premier scrutin libre dans l'Est de l'Allemagne depuis 1946, ne porte pas sur la réunification. Celle-ci est acquise et acceptée y compris par le PDS, le Parti du socialisme démocratique, héritier

honteux de l'ancien parti communiste SED. Mais du résultat dépendra son rythme et le prix de l'OPA que la RFA a lancée sans vergogne sur la RDA.

Les hommes politiques onest-allemands, de la coalition chrétienne-démocrate-libérale comme de l'opposition social-démocrate, occupent l'essentiel des meetings.

Lire la suite page 4

Lire également

- « Les Allemands de l'Est partagés », par notre envoyé spécial Henri de Bresson page 4
- Un entretien avec le président du patronat onest-allemand page 27 - section C

Les projets de M. Mikhaïl Gorbatchev

« Liberté à l'économie » et « dialogue » avec les Lituaniens

page 3

La crise en Israël

Le gouvernement Shamir est tombé

page 5

Elections municipales partielles

Sarcelles, Pantin, Clichy-sous-Bois

pages 11 et 12

Mort de Jacques Chapsal

Il avait dirigé pendant plus de trente ans l'Institut d'études politiques de Paris

page 18 - section B

Les déboires de Léos Carax

Le tournage du film *Les Amants du Pont-Neuf* : un imbroglio juridique et financier

page 13 - section B

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 36 - section C

Titouan des mers

Le Français Lamazou est arrivé vendredi aux Sables-d'Olonne après avoir établi un nouveau record du tour du monde à la voile en solitaire

Arrivé aux Sables-d'Olonne peu après minuit, vendredi 16 mars, le navigateur solitaire Titouan Lamazou (« Ecoreuil-d'Aquitaine ») a remporté le premier Vendée Globe Challenge et établi un nouveau record du tour du monde à la voile en 109 jours 8 heures 48 minutes 50 secondes pour les 25 000 milles du parcours (19,48 nœuds de moyenne).

LES SABLES-D'OLONNE

de notre envoyé spécial Les lumières des Sables-d'Olonne qui scintillaient à l'horizon sous un ciel étoilé n'étaient pas un mirage. Après une interminable journée où même le vent du large avait semblé s'essouffler pour ne pas rendre à la terre ce valeureux compagnon de cent neuf jours d'aventures sur les trois océans du globe, Titouan Lamazou a atteint son grail en gagnant le Vendée Globe Challenge, la première vraie course autour du

monde en solitaire, sans escale et sans assistance.

A la foule encore massée sur les quais au-delà de minuit pour saluer son retour en vedette en attendant que la marée lui permette de rentrer son voilier au port, le skipper d'Ecoreuil-d'Aquitaine a pu mesurer l'écho de cette gigantesque régatée de 25 000 milles (47 000 kilomètres) à l'échelle de la planète. En tête dès le troisième jour, Titouan Lamazou a mené cette course à un rythme (9,48 nœuds de moyenne) encore jamais approché autour du monde.

Avec son monocoque de 60 pieds (18,28 mètres), il a battu de quatorze jours le temps réussi, avec deux escales techniques, par Olivier de Kersauson sur un trimaran de 23 mètres, et surtout de... quarante et un jours l'ancien record sans escale détenu depuis 1986 par l'Américain Dodge Morgan !

Plusieurs jours, peut-être des semaines, seront maintenant nécessaires à Titouan Lamazou pour vraiment « revenir sur terre » et mieux cerner, pour lui-même et chez les autres, l'impact réel de cette odyssée. Pour sa victoire, le navigateur béarnais a, certes, empoché 200 000 F et 80 000 F supplémentaires pour ses passages en tête aux îles Canaries puis au cap Horn, mais le gain reste modeste par rapport aux efforts et à l'investissement consentis pendant les deux à trois années de préparation.

GÉRARD ALBOUY

Lire la suite page 18 - section B

HERVÉ

GUIBERT

À l'ami
qui ne m'a pas
sauvé la vie

roman

nrf

GALLIMARD

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 800 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,96 \$; Grèce/Haïti, 7,20 F ; Côte d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 160 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,40 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cr. ; Suisse, 1,80 L. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

DÉBATS

Géopolitique

La Pologne face à ses frontières

par Michel Foucher

« FAIRE la guerre, c'est promener sa frontière sur le territoire d'autrui », écrivait le géographe allemand Ratzel. Si les Polonais se montrent aussi sensibles à la question des frontières, avec une insistance presque anachronique dans l'Europe de 1990, c'est sans doute que leur Etat est, dans sa configuration présente, le plus jeune du continent, alors que leur nation est l'une des plus anciennes.

Si ses dirigeants, toutes tendances confondues, plaident pour être associés aux décisions prochaines qui esquisseront le nouveau système européen, c'est que trop longtemps leur destin fut déterminé sans eux, au point que la Pologne disparut comme Etat entre 1792 et 1919.

Si, enfin, l'accent est mis aujourd'hui sur le statut définitif d'une frontière encore nommée « ligne Oder-Neisse », comme pour en pointer l'inachèvement, il n'est pas exclu que demain l'attention doive se porter sur les confins orientaux de la Pologne.

Voilà, en effet, un Etat dont 80 % de l'enveloppe terrestre a été tracée en 1945-1947. Seule la section polono-slovaque est restée conforme aux dispositions territoriales de la restauration de la Pologne en 1919. Partout ailleurs, les limites de 1945 diffèrent nettement de celles qui avaient été définies vingt-cinq ans plus tôt.

A l'est, la frontière polono-soviétique suit à peu près la première ligne Curzon, proposée en 1919 par le diplomate britannique. Elle coïncidait avec le cours

du Bug marquant le contact entre populations polonaises et populations biélorusses et ukrainiennes. Ce tracé n'avait pas été retenu alors, car les Occidentaux avaient besoin d'une avant-garde face au bolchévisme ; le traité de Riga (1921) avait porté la frontière bien plus à l'est, jusqu'aux abords de

Communes, justifié cette expulsion : son souci était d'éviter que la Silésie et la Poméranie ne devinssent une nouvelle Alsace-Lorraine.

La vigueur du débat actuel sur la ligne Oder-Neisse montre que la Silésie aurait pu devenir une véritable cause de conflit si cette déci-

une ligne provisoire et douloureuse. Il n'en est pas moins vrai que pour le maintien de la stabilité – et de la paix – des peuples et des Etats doivent parfois faire le deuil de certaines représentations. J'entends par là renoncer à cette combinaison sélective d'images, de souvenirs, de droits



Minsk. La Pologne reconstituée devenait un Etat multinational à direction polonaise et manquait de viabilité. Ce dispositif, imposé au nouvel Etat soviétique, lui était inacceptable ; il s'efforça, à la faveur du pacte germano-soviétique, d'en corriger le tracé : retour au Bug, donc, ancienne limite administrative de l'empire tsariste. Cela fut confirmé à Yalta – 8 février 1945 : les provinces biélorusses et ukrainiennes de Pologne, et de Volhynie-Ukraine ainsi que la province lituanienne de Wilno furent incorporées à l'Union soviétique ; les minorités furent « échangées » dans le cadre de l'opération W.

La ligne Curzon, devenue frontière d'Etat, fut revue et corrigée : au sud, par l'annexion du district de Lvov, ville polonaise de Galicie, qui offrait à Staline un accès à la Ruthénie, sur le versant sud des Carpates ; au nord, par le partage de la Prusse-Orientale entre les deux Etats, selon une ligne est-ouest (traité spécial du 17 août 1949) ; le nord, autour de Königsberg-Kaliningrad, forma une oblast (région administrative) de 13 000 kilomètres carrés, séparée de la Lituanie et directement rattachée à la République de Russie.

Des terres allemandes depuis le XIII^e siècle

Ce qui avait été perdu à l'est devait trouver une compensation à l'ouest. Churchill avait proposé, lors de la conférence de Téhéran, un tracé suivant le cours de l'Oder et de son affluent de rive gauche, la Neisse orientale – ou Neisse de Glatz. La Silésie minière revenait ainsi à la Pologne, mais la Silésie agricole restait à l'Allemagne, car Churchill estimait préférable de nourrir l'Allemagne à partir de ce grenier à blé et à betteraves plutôt que de devoir lui livrer ces denrées. Staline était plus ambitieux et songeait à un tracé appuyé soit sur la Queiss, soit sur la Neisse occidentale, ou Neisse de Lusace.

Churchill ignorait-il qu'il existait deux Neisse ? Le désaccord éclata à Yalta, et la décision finale – qui portait sur un espace de 103 000 kilomètres carrés peuplé de 5 millions d'Allemands en 1939 – fut reportée à la conférence de Potsdam, qui entérina le choix de Staline et accepta le transfert des populations germanophones. Churchill avait, dans un discours à la Chambre des

sion de Real Politik avait été écartée. Mais il reste que l'on a ainsi incorporé dans l'Etat polonais des terres qui étaient allemandes depuis le XIII^e siècle et qui n'avaient été véritablement polonaises qu'à la fin du X^e siècle. Les traités de Moscou et de Varsovie (1970) « constatent » que la ligne Oder-Neisse est la « frontière occidentale de la Pologne » et non la « frontière orientale de l'Allemagne ».

Une pédagogie nécessaire

D'une certaine manière, les Polonais ont bénéficié de Yalta, dans son aspect territorial. Certes, leur participation au pacte de Varsovie leur imposait une fonction de glacis pour le grand voisin oriental, mais cela coïncidait avec leurs intérêts nationaux, garantis par la présence de l'armée rouge en RDA – l'Etat-major du pacte est d'ailleurs installé à Legnica, entre l'Oder moyen et la Neisse. Et le pacte tend à se réduire à une alliance soviéto-polonaise.

Le processus accéléré d'unité allemande, par effacement de la RDA, est un changement géopolitique majeur, conduisant la Pologne à exiger des assurances d'un voisin en requête de souveraineté. Comme cette frontière polono-allemande a été décidée par les trois puissances de 1945, il est logique que la question de son statut soit soulevée, sur les deux rives de l'Oder, dès lors que les grands Etats traceurs s'effacent.

Passer d'un ordre impérial à un système plus démocratique de relations inter-nations implique un changement dans la conception de la frontière : non plus ligne décidée par les vainqueurs, mais confirmée par deux Etats voisins. La « bonne » frontière est, en effet, celle que deux Etats contigus et deux nations voisines considèrent comme légitime. Les notions d'inviolabilité – exclusion du recours à la force – et d'intangibilité – respect d'un tracé – sont essentielles ; mais qui a décidé ? Elles doivent être complétées par la notion, plus géopolitique que juridique, de légitimité, impliquant l'engagement des deux Etats.

Le processus exige aussi une pédagogie. On peut admettre que la frontière polono-allemande soit encore perçue par les expulsés de Silésie et de Poméranie comme

historiques sur des territoires que chaque protagoniste peut afficher avec une part de raison, mais dont l'évocation nourrit des querelles infinies.

Quelques mots d'homme d'Etat suffiraient pour manifester que ce travail de renoncement est achevé. Mais ce qui est valable pour les Allemands à propos de la frontière Oder-Neisse devra l'être tout autant pour les Polonais sur leurs bordures orientales, dans ces territoires que Varsovie contrôla entre 1919 et 1939, et convoita dans le passé, jusqu'à Kiev.

Là, les risques de tensions sont beaucoup plus sérieux qu'à l'Ouest si, au terme d'une évolution qui n'a rien d'improbable, les forces centrifuges à l'œuvre conduisent à l'indépendance de la Lituanie – pays catholique longtemps lié à la Pologne. Dans ce cas, Kaliningrad, district russe, deviendrait une enclave, qu'il faudrait peut-être relier à la Russie par un « corridor ».

En tout état de cause, les craquements de l'empire soviétique interne rendent plus impératif encore de régler, de manière concertée, les questions frontalières en suspens dans ce qui reste de l'empire externe.

Michel Foucher géographe, dirige l'Observatoire européen de géopolitique.

Partis

Changer la politique

par Monique Pelletier

On ne peut assister sans réagir au spectacle affligeant que donne d'elle-même la classe politique française. Sa démarche suicidaire laisse les Français si pantois qu'ils ne seraient plus, d'après les derniers sondages, que 2 % à s'intéresser au sort des partis politiques. Or, ces mêmes Français se passionnent pour les événements qui se déroulent en Allemagne, en Russie, partout dans le monde. Ils se mobilisent à propos de la santé, de l'immigration... et même du Téléthon !

Est-il possible de leur redonner goût et appétit pour la « chose politique », qui est leur bien commun ? Poser cette question, c'est proposer une transformation de la vie politique. Car si les citoyens, devenus plus exigeants, disent, en perdant l'appétit, que la politique telle qu'elle leur est proposée ne leur convient plus du tout, c'est à la classe politique de changer, et non l'inverse.

De fait, si la société politique est devenue un monde clos de derivatives tournant sur eux-mêmes, c'est parce qu'elle est confinée dans son organisation, décalée dans son discours, et dès lors bien incapable de susciter l'intérêt.

La carpe et le lapin

La première urgence est d'instaurer un peu de clarté dans le paysage politique. Qui est avec qui ? Qui pense quoi ? Les partis sont hétéroclites dans leur composition. Chacun d'eux réunit la carpe et le lapin. Qui pourrait s'y reconnaître ? A terme, compte tenu notamment de l'effacement du Parti communiste, il y aura, selon toute probabilité, en France comme ailleurs, deux principaux partis, et deux seulement : l'un plus conservateur et plus libéral, l'autre plus social-démocrate et plus réformiste. Ce dernier, « le parti du mouvement », a vocation à s'inscrire dans la majorité présidentielle et à remplacer progressivement les partis, qui s'en réclament actuellement. Cette nécessaire clarification ne se fera que si les socialistes ont le courage de reconnaître que le pragmatisme fait bon ménage avec l'éthique, et qu'on peut abandonner les dogmes archaïques sans renoncer pour autant à l'essentiel, c'est-à-dire au combat pour la solidarité, l'égalité des chances et la défense des droits de l'homme.

Si l'ouverture annoncée par M. François Mitterrand n'a pas encore tenu sa promesse, si le thème de la « France unie » n'est pas encore devenu une réalité, c'est sans doute parce que le Parti socialiste ne l'a pas vraiment accepté. S'il persistait dans cette voie, s'il continuait de n'être que le champ des luttes fratricides, aucun vrai changement ne pourrait intervenir. Et pourtant ce vaste rassemblement est plus que jamais nécessaire. Il répond à l'attente de la grande majorité des Français, de tous ceux qui se reconnaissent dans les valeurs du partage, de la justice et de la modernité. Certes, il n'est pas exclu que, demain, d'autres critères puissent fonder les clivages, par exemple, les positions que prendront les uns et les autres par rapport à l'Europe. On peut, avec M. Jacques Delors, imaginer

une grande alliance nationale « pour l'Europe » venant bousculer l'organisation politique actuelle. Mais en attendant, il est nécessaire, à côté du Parti socialiste, de fédérer le Centre et de l'élargir. C'est une première étape qu'il faut réussir et donc soutenir activement.

Mieux organisée, la vie politique doit se nourrir d'un authentique débat. Les combats entre les personnes ne sauraient en tenir lieu. Il faut un ton nouveau, simple et vrai. Il suffit d'interroger les jeunes pour réaliser à quel point le débat politique tel qu'il leur est proposé les ennuitie ! Et peu importe s'il faut changer les pratiques, voire les institutions, pour lui permettre de renaitre. Car les grandes questions ne manquent pas qui passionnent les Français, et qui doivent être traitées hors des divages traditionnels : la drogue, la génétique, l'environnement, la justice, l'argent, la pauvreté, la solitude, le tiers-monde, etc. C'est grâce à ce débat restant que seront trouvés les « consensus forts », qui rassemblent au lieu de diviser. C'est là une révision drastique des comportements qui conduit à préférer la pédagogie patiente aux effets d'annonces, le dialogue sans cesse recherché à la distance ou à l'arrogance.

Enfin, les Français ne se reconcilieront vraiment avec la politique que si celle-ci devient transparente. La moralisation de la vie politique répond à une exigence forte. Il faut fixer de nouvelles règles sous peine d'éloigner plus encore les citoyens.

Pour moderniser ainsi notre vie politique, si l'effort de chacun est nécessaire, seul le président de la République peut créer cette dynamique d'ouverture de la politique sur la société et donc sur la vie.

En a-t-il la volonté ? Je le crois. En a-t-il les moyens ? Oui. Le fera-t-il ? Nous sommes nombreux à l'espérer.

Monique Pelletier est ancien ministre.

Extrême droite

Opportune immunité

par Daniel Amson

LEVER l'immunité parlementaire de M. Le Pen est-il le meilleur moyen de lutter contre le succès de ses idées ? Il est assurément permis d'en douter.

Dans quelques mois, en effet, le leader du Front national sera, notamment, jugé pour avoir employé l'expression « internationale juive ». Or, s'il est condamné, il sera regardé comme un « martyr » par une certaine partie de l'opinion. Et, s'il ne l'est pas, beaucoup verront en lui un plaideur victorieux qui aura échappé, une fois de plus, aux foudres de la justice. Dans les deux cas, il ne fait pas de doute que sa popularité sera renforcée.

Est-ce bien utile ? Répondre aujourd'hui à la provocation de M. Le Pen ne revient-il pas à lui offrir demain l'occasion de séduire de nouveaux électeurs ? Les bonnes intentions des parlementaires qui ont levé son immunité ne vont-elles pas provoquer le résultat inverse de celui qu'ils avaient espéré ?

On peut se demander si, pour le leader du Front national, la meilleure stratégie n'est pas maintenant de tenir régulièrement des propos outranciers, d'« obtenir » ainsi le levée de son immunité, de bénéficier de la tribune que lui offre un procès et de sortir de celui-ci victorieux ou martyr ?

Daniel Amson est avocat.

250 ans de grands vins

Domaines du Château de Beaune
82 hectares dont 71 hectares
de premier et grand cru.
BOUCHARD PÈRE & FILS
Documentaire ILM
BOITE POSTALE 70
21202 BEAUNE CEDEX
Tél. : (80) 22 14 41
Téléc. : BOUCHARD 360 630 F



« A consommer avec modération »

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Administrateur général : Bernard Woutts

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet

Rédacteurs en chef : Bruno Frappet, Claude Sals

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-87-27

Télécopieur : (1) 45-23-06-81 ; Telex 650572 F MONDPAR

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-60-30-00

Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

صكنا في الامم

URSS : inaugurant ses fonctions présidentielles

M. Gorbatchev entend « donner la liberté à l'économie » et ne refuse pas de « dialoguer » avec les Lituanien

Tant dans son discours d'investiture qu'au cours d'une conférence de presse donnée tard dans la soirée du jeudi 15 mars, M. Gorbatchev a insisté sur son intention de « donner à l'économie la liberté nécessaire à son fonctionnement ». Il a d'autre part déclaré qu'il était prêt à un « dialogue respectueux avec le peuple de Lituanie ». Jeudi, avant de se séparer, les députés avaient élu un ami de longue date de M. Gorbatchev, M. Anatoli Loukianov, à la présidence du Soviet suprême - dont il était déjà premier vice-président. Vendredi matin, le comité central du PC a repris les travaux qu'il avait ajournés mercredi soir afin d'examiner maintenant un projet de nouveaux statuts du parti.

MOSCOU

de notre correspondant

L'hymne soviétique a retenti dans la grande salle du palais des congrès. En quatre jours de session extraordinaire du parlement fédéral tout avait été voté et l'URSS avait changé de régime. Les députés se sont levés dans des trahies déjà claires par l'heure tardive et, dix minutes plus tard, M. Gorbatchev ouvrait sa première conférence de presse de premier président de l'Union soviétique.

Le Kremlin était désert et froid. Les collaborateurs du président blâfards, et le moins qu'on puisse dire est qu'il n'y avait pas foule. Aussi épuisés que les députés, les journalistes étaient au lit mais M. Gorbatchev, lui, était aussi rose que la social-démocratie à laquelle il s'est si mollement défendu d'être converti.

« Le président n'aura pas de repos », a-t-il déclaré après avoir martelé, au fil des questions, que ses deux priorités allaient maintenant être la redéfinition de la Fédération soviétique et l'instauration de la « liberté » économique. En fin de matinée déjà, ces deux thèmes avaient charpenté son discours d'investiture, mais là, moins grave et jouant, pour le bonheur des photographes, des mains et du sourire, il résume le tout en deux phrases.

« Nous allons, dit-il d'abord, donner à l'économie la liberté nécessaire à son fonctionnement », et, non, « nous n'allons pas mener de pourparlers (avec les lituaniens) pas de pourparlers mais... » un dialogue, un dialogue respectueux avec le peuple de Lituanie et avec ses représentants », des « représentants » qui sont, entre autres au moins - M. Gorbatchev ne le précise pas mais chacun le sait - les députés indépendantistes du mouvement Sajudis, ceux qui forment la nouvelle majorité du parlement lituanien à la tête duquel il est placé leur président M. Landsbergis.

En cinq jours, M. Gorbatchev a ainsi développé la stratégie qu'il avait préparée avec ses collabo-

teurs depuis que la proclamation d'indépendance lituanienne était devenue certaine. Comme prévu (le Monde du 13 mars), il n'a commencé, lundi matin, par parler fort des « intérêts vitaux de l'URSS » et d'un refus de tout pourparler que pour mieux faire adopter par le congrès, jeudi soir, une résolution parfaitement calme et annonciatrice de futurs compromis.

C'est le dernier point à l'ordre du jour de cette session historique. Les réserves de passions indigènes sont déjà épuisées par le désir d'aller dîner et c'est le président du Soviet des nationalités qu'on envoie au feu avec un projet de résolution qui ravit les conservateurs. C'est une refutation point par point de l'argumentation indépendantiste, un rejet de l'accusation d'annexion forcée de la Lituanie par l'URSS et l'on croit entendre la musique de cette longue lettre de communistes lituaniens orthodoxes que la Pravda a publiée le matin même.

Aussitôt, réformateurs et représentants baltes protestent. L'atmosphère se tend et entre en scène M. Faline, ancien ambassadeur à Bonn, responsable de la section internationale du comité central et proche collaborateur donc de M. Jakovlev, le plus réformateur des membres du bureau politique. Historien de formation, M. Faline se lance sur un ton déabusé dans un long développement sur la relative et la complexité des tenants et aboutissants historiques du dossier.

« Ce qui a été vrai à une époque, ne l'est pas une autre. Si l'on ressort trop de dossiers des placards tout le monde pourra tout revendiquer. Bref, personne n'a rien à gagner aux jeux de l'Histoire et

mieux vaut donc être concret, s'en tenir à la situation et aux problèmes du moment. A ce moment-là, plusieurs personnalités modérées ont déjà parlé de la nécessité d'en passer par un référendum.

Des « liens fédéraux » différenciés

M. Bronstein, député d'Estonie et père de l'idée d'indépendance économique des Républiques, a déjà expliqué qu'il ne fallait pas fermer, par des grandes philippiques, la porte à une « solution raisonnée ». Car, a-t-il dit, cette possibilité existe dans la mesure où les Lituaniens proposent à l'URSS le maintien et le renforcement de liens économiques étroits.

Là, les conservateurs sentent le piège se refermer. Ça gronde sec mais à juste titre puisqu'on commence, par petites touches, à cerner la l'idée d'établissement de « liens fédéraux différenciés ». Cette idée, M. Gorbatchev l'a lancée il y a plusieurs mois déjà de sorte qu'elle ait, le moment venu, fait son chemin. Elle figurait en bonne place, bien sûr, dans le discours d'investiture et le président soviétique prend la parole pour dire qu'on peut beaucoup couper dans le projet de résolution et n'en garder que les deux idées force - c'est à dire la confirmation du droit constitutionnel à la sécession et la non-validité de la proclamation d'indépendance lituanienne tant qu'une loi n'aura pas défini les modalités d'application de ce droit.

Jusque-là, c'est le président et lui seul qui sera chargé de veiller à la préservation des droits de l'Union et des citoyens soviétiques en Lituanie. On vote : 1 463

pour, 94 contre et 128 abstentions. La Lituanie vient de tomber dans ce que l'URSS ne sait pas encore appeler le « domaine réservé ». Avec cela, la république peut se considérer dehors tandis que l'Union la considère toujours dedans.

Est ainsi gagné le temps de mettre au point (et éventuellement par décret présidentiel) la nouvelle loi sur l'Union qui permettrait d'offrir préventivement diverses possibilités de statut aux républiques. L'idée est de ne pas laisser comme seule perspective la sortie-rupture. De ne solennellement réaffirmer le droit à la « sécession » (M. Gorbatchev emploie le mot) que pour mieux faire valoir d'autres formes de liens plus avantageuses qui pourront, effectivement tenter d'autres Républiques. Quant aux Lituaniens dont le président soviétique assure qu'il serait, au fond, « intéressés par le maintien de l'union », s'ils ratifient par référendum leur volonté de partir, eh bien, ce sera un « processus ».

Les réformes économiques

C'est tout sauf le drame, ce n'est pas même le grand chantage que pouvait laisser craindre les estimations sur le montant des « indemnités » que la Lituanie devrait verser à l'URSS pour partir. Pesant tous ses mots, M. Gorbatchev parle seulement de la nécessité qu'il y aurait alors à « prendre en compte les intérêts de la Lituanie et de l'Union soviétique ».

Et puis il y a l'autre grand chapitre, en vérité infiniment plus complexe : l'économie. Après avoir parlé, là, d'embellie d'une

nécessaire « radicalisation » des réformes, le président soviétique, explique qu'il veut en premier lieu « exploiter l'immense potentiel constructif » que recèlent les toutes nouvelles lois sur la terre et sur la propriété. Autrement dit, les pouvoirs présidentiels vont être mis au service de l'application de ces lois.

On comprend mieux là l'origine du malaise grandissant entre M. Gorbatchev et son premier ministre, M. Ryjkov qui plaise, lui, pour la prudence et avait, jusqu'ici, su l'imposer avec succès. « L'essentiel de la responsabilité de toutes ces mesures reviendra, bien sûr, au gouvernement », dit le président. Mais des décrets présidentiels seront nécessaires, pour ce qui est des problèmes-clés, afin de clairement définir les objectifs, fixer des dates et nommément désigner ceux qui seront en charge de les respecter.

Le message n'aurait pu être plus clair. Non seulement le clan des économistes réformateurs gagne mais l'heure de l'anonymat inerte des ministères est révolue et M. Gorbatchev énonce ses priorités : la création d'un véritable système fiscal, la mise en place d'une politique de crédit, la réglementation de la circulation monétaire par la seule banque d'Etat, la réduction des dépenses publiques et l'augmentation des prix annoncée par le biais de la définition de mesures sociales propres à en compenser les effets pour les plus démunis.

Démanteler le système bureaucratique

Et là - moment de faiblesse - il ne résiste pas au plaisir de faire un petit cours de réformisme à tous ceux qui l'accusent, sur sa gauche, d'avoir jusqu'ici fait preuve d'« indécision » en multipliant les « demi-mesures ». Il y a quelque chose de vrai, dit-il dans un grand sourire, mais « j'aimerais voir comment on aurait pu faire plus vite », car il s'agitait là d'une « indispensable phase de préparation » sans laquelle le pays « ne serait parvenu à l'actuelle compréhension des problèmes qui se posent et des meilleurs moyens de les résoudre par les réformes économiques », et, « bien sûr », ajoute M. Gorbatchev, ces réformes n'étaient pas possibles sans qu'il y ait eu, « premier lieu, démantèlement du système bureaucratique autoritaire ».

C'est chose quasi faite avec l'instauration du présidentielisme et du multipartisme et avant de souhaiter - c'est bien une citation - « bonne chance » au parti communiste, M. Gorbatchev redit, clairement et jamais, que celui-ci devra « démanteler, participer aux élections, à égalité avec les autres formations politiques, pour conquérir, par des moyens démocratiques, le droit de former les gouvernements fédéral et des Républiques (...)

« Dans mon idée, dit-il, le président devrait se sentir représentant non pas d'un courant politique particulier mais représentant investi de l'ensemble du peuple et agir en tant que tel ».

dit-il encore, que le caractère démocratique de la présidence suppose dialogue et coopération avec les représentants des différentes tendances de l'opinion ainsi que leur participation à l'élaboration des initiatives et projets présidentiels », une phrase encore : « L'une des plus importantes fonctions de la présidence et de ses instances est la consolidation des courants politiques et mouvements publics ». En clair, M. Gorbatchev s'assigne aussi pour tâche, la création du futur échiquier politique de l'URSS - du multipartisme sans lequel la nouvelle présidence tournerait vite au simple bonapartisme.

Et c'est là, peut-être, que l'ambition est sans commune mesure avec les possibilités.

BERNARD GUETTA

Vilnius et Staline

En présentant à la Lituanie la note qu'elle avait à payer à l'URSS, au cas où elle ferait effectivement sécession, pour tous les équipements dont elle a bénéficié durant les cinquante années de son appartenance à l'empire, l'attitude de M. Mikhaïl Gorbatchev rappelle l'histoire de cette charmante maman qui avait demandé à son fils, le jour de sa majorité, le remboursement de la nourriture par lui consommée depuis sa naissance. Peut-être aurait-il été mieux avisé de lui réclamer, disons... une commission, pour le cadeau que lui avait fait jadis Staline : tout simplement la restitution de sa capitale.

Lorsque la Lituanie a accédé à l'indépendance, en effet, au lendemain de la première guerre mondiale, Vilnius, d'où les grands princes la gouvernaient au Moyen Age, a été occupée par des corps francs polonais. Ses protestations n'ayant servi à rien, elle dut installer sa capitale à Kaunas, et ne récupéra Vilnius que le 11 octobre 1939, au moment où le général père des peuples, qui venait de s'entendre avec Hitler sur le partage de l'Europe de l'Est, décida de faire occuper les Républiques baltes par ses troupes. C'était évidemment un moyen d'essayer de faire avaler l'amère pilule, et les populations intéressées allaient vite découvrir la valeur réelle relative des engagements pris par lui sur le respect de l'indépendance des trois pays. Il n'empêche que c'est bien Staline qui a restitué sa capitale historique à la Lituanie et que celle-ci n'a pas trop l'air, ces jours-ci, de s'en souvenir.

A. F.

Les principaux points de l'intervention du président après son élection

Voici les principaux points de l'intervention du président Gorbatchev, jeudi 15 mars, devant le Congrès des députés aussitôt après son élection.

- **Annule des mandats de président et de secrétaire général du PC :** La compatibilité du poste de président et de secrétaire général du Parti communiste de l'URSS est dictée par la nécessité et les intérêts de la perestroïka à brève échéance.

- **Fédération :** « Il faut élaborer un nouveau traité de l'Union » des Républiques soviétiques, a déclaré M. Gorbatchev, se prononçant pour « l'unité » du pays. « Il faut reconnaître la souveraineté des Républiques, leur indépendance économique et leurs statuts. (...) Il faut que chaque République ait droit à sa souveraineté jusqu'au droit à la séparation de l'Union », a-t-il dit. A l'adresse des nationalistes des diverses Républiques, il a appelé à « la coopération sur cette question cruciale ».

- **Réformes économiques :** selon M. Gorbatchev, il est nécessaire de

« démanteler le système administratif », de procéder à une « radicalisation de la réforme économique », d'utiliser le « potentiel des lois adoptées par le Soviet suprême », de créer « un marché intérieur », de procéder à « la démonopolisation de l'économie ». Il s'est prononcé pour « un nouveau système d'impôt, de contrôle des finances, de régulation de la masse monétaire par la banque centrale et de tous d'intérêts tenant compte des réalités ». « Je dois être franc, a-t-il averti, le nouveau climat sera assés pénible car ces mesures toucheront aux intérêts de certains ».

- **Pouvoirs des nouveaux soviets :** « Il faut faire le nécessaire pour prévenir une intervention des organes du parti dans le processus économique, et donc les soviets doivent s'habituer le plus vite possible au pouvoir sinon un vide du pouvoir est inévitable ».

- **Armée :** M. Gorbatchev a souligné que l'accélération des réformes toucherait également l'armée. « Nous avons besoin, a-t-il dit, de réformes militaires radicales

en l'Union soviétique ». Il a ajouté que l'armée serait l'une des questions les plus importantes qu'il aurait à traiter avec le Conseil consultatif présidentiel et affirmé que l'URSS ne se servirait pas de son armée hors de ses frontières sans l'accord du Parlement.

- **Relations entre le président et les communistes soviétiques :** s'adressant aux députés déjà comme un président au-dessus de la mêlée, M. Gorbatchev a souhaité aux communistes « force et influence ». « Je leur souhaite succès dans la réalisation de leur programme », a-t-il lancé.

- **Rôle du président :** prêtant serment, M. Gorbatchev a déclaré : « Je jure solennellement de servir avec fidélité les peuples de notre pays, de respecter strictement la Constitution de l'URSS, de garantir les droits et les libertés des citoyens, de remplir scrupuleusement les hautes obligations présidentielles qui m'ont été imparties. (...) Le président doit agir au nom du peuple tout entier. »

TCHÉCOSLOVAQUIE

M. von Weizsacker est le premier chef d'Etat reçu par M. Vaclav Havel

Les drapeaux ouest-allemand et tchécoslovaque ont flotté en signe de réconciliation jeudi 15 mars sur le Château de Prague, siège de la présidence, cinquante et un ans après l'invasion de la Tchécoslovaquie par Hitler le 15 mars 1939. Le président tchécoslovaque Vaclav Havel avait choisi ce jour anniversaire symbolique pour accueillir le président de la RFA, M. Richard von Weizsacker, afin d'ouvrir « un nouveau chapitre dans le drame millénaire germano-tchèque ». Se tenant la main, les deux chefs d'Etat ont reconnu les erreurs du passé. « C'est un préjudice profond que les Allemands nous ont fait subir », a déclaré M. von Weizsacker en évoquant l'invasion et l'occupation nazie de la Tchécoslovaquie. Nous avons agi par esprit de « vengeance et non de justice » en déportant plus de trois millions d'Allemands des Sudètes après la guerre, a admis à son tour le président Havel.

Il appartient aux Allemands « de

faire disparaître la peur liée à l'unification (...) et d'éteindre toute velléité de retour à une idéologie nazie », a déclaré M. Vaclav Havel, tandis que le président ouest-allemand affirmait « les frontières sont ouvertes, nous n'avons aucune revendication territoriale contre aucun de nos voisins ». A en juger par la réaction des Pragoais, le président von Weizsacker a réussi à rassurer les Tchécoslovaques.

La visite du président de la RFA a encore donné lieu à une première. Le président-dramaturge tchécoslovaque a habillé sa garde présidentielle de coquets uniformes dessinés par Théodor Pistek, le décorateur de Milos Forman (*Amadeus*) et César des meilleurs costumes 1990 (*Václav*). Les bleus discrets remplacent le kaki militaire de la garde des présidents communistes et le cérémonial a été allégé par l'introduction d'une fausse conque par le chanteur de rock et député Michael Kocáb. (AFP.)

ESPAGNE : après l'assassinat d'un de leurs collègues

Douze mille gardiens de prison en grève pendant vingt-quatre heures

MADRID

de notre correspondant

L'absence de personnel dans les prisons espagnoles, où près de douze mille gardiens ont observé un arrêt de travail de vingt-quatre heures, jeudi 15 mars, à l'appel de leurs deux syndicats majoritaires - Commissions ouvrières et UGT (CO) - a entraîné de multiples incidents. Dans certains établissements pénitentiaires, les policiers et les gardes civils sont intervenus pour disperser des piquets de grève ou pour assurer eux-mêmes la surveillance là où les détenus protestaient contre la suppression des palloirs et des proménades.

Le ministre espagnol de la justice, M. Enrique Mijang, a tenté de calmer les esprits en disant qu'il comprenait les raisons du mouvement de protestation des gardiens de prison provoqué par l'attentat qui a coûté la vie à un fonctionnaire de la prison de Mortueros, près de Saint-Sébastien. Il a menacé de prendre des

sanctions disciplinaires contre ceux qui enfreindraient les règles de sécurité. Selon les syndicats, l'assistance minimale aux détenus, comme l'alimentation, les services sanitaires et les urgences médicales, ainsi que l'application des ordres de mise en liberté sont assurés.

Pour M. Miguel-Angel Sanchez, secrétaire général des gardiens de prison CO, cette grève était le seul moyen de faire pression. « Les gardiens, a-t-il dit, ne voulaient pas faire le jeu de l'ETA (organisation indépendantiste basque) et ils souhaitent faire appliquer au plus vite l'accord conclu l'été dernier avec la direction de l'administration pénitentiaire. » Les gardiens de prison réclament le changement de plaques d'immatriculation de leurs véhicules et de leurs numéros de téléphone personnels. Ils souhaitent aussi que leurs moyens de transport en commun soient munis d'un bludge, comme ceux de la police. (Interim.)

HORIZON 1992

L'ACTE UNIQUE EUROPEEN

LE PARLEMENT EUROPEEN

J. De Ryck, 2^e éd. 1989, XVI - 392 p.

Ed. J.-V. Louis et D. Waalbroeck, 2^e éd. 1989, 408 p.

EN VENTE DANS LES MEILLEURES LIBRAIRIES

LE PARLEMENT EUROPEEN

L'ACTE UNIQUE EUROPEEN

EDITIONS DE L'UNIVERSITE DE BRUXELLES

EUROPE

RDA : les élections du 18 mars

Les Allemands de l'Est sont partagés entre les promesses d'un « miracle » économique et l'attachement à leurs avantages sociaux

Le ministère des affaires inter-allemandes à Bonn a dépensé environ 7,5 millions de deutschmarks, soit plus de 26 millions de francs, pour la campagne électorale en RDA. Selon un porte-parole de ce ministère, ces sommes ont été versées principalement à des fondations proches de la CDU-CSU. Le Parti libéral (FDP) et le Parti social-démocrate (SPD) ont obtenu chacun 1,5 millions de DM. Vingt-quatre partis présentent des candidats aux élections du 18 mars en RDA.

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

« Plus jamais sans doute nous n'aurons autant de démocratie qu'aujourd'hui », regrette-t-il y a peu Amina, la jeune dramaturge de Berlin-Est, en écoutant une retransmission des débats télévisés de la « table ronde ». Après six semaines de dictature, beaucoup auraient souhaité que la recherche de la meilleure voie à suivre pour sortir de l'ère communiste ait un peu plus de cette sérénité qu'il a marquée les travaux de la « table ronde ». Mais les pressions vers l'unification et les exigences de la double campagne électorale en Allemagne de l'Est et de l'Ouest n'en ont pas laissé le loisir.

La RDA est épuisée, psychologiquement et moralement, de ces cinq mois qui lui ont apporté la démocratie, mais aussi beaucoup d'incertitudes sur son avenir. Poussée par la rue, l'unification est certes là, à portée de main, admise désormais comme un fait accompli par tous à l'intérieur des deux Allemagnes comme à l'extérieur. Sur ce qu'elle cache, sur les modifications qu'elle entraînera dans la vie, tout le monde a sa propre idée. C'est-à-dire personne.

La campagne électorale se termine pour beaucoup avec un sentiment d'angoisse. Les uns ont tenté de faire croire qu'il n'y avait qu'à s'en remettre au grand frère de l'Ouest et que tout serait plus simple, qu'il y aurait « du travail honnête et du bon argent » pour tous, selon un des sto-

gans du Renouveau démocratique, une des composantes de l'Alliance pour l'Allemagne. Les autres agitent l'épouvantail d'un capitalisme sauvage qui n'attend que son heure pour déferler de l'Ouest, mettre le pays sous sa coupe, déposséder les locataires de leurs logements, les paysans de leurs exploitations.

L'apprentissage idéologique a été brutal. « Nos gens n'ont pas la tête aussi solide qu'à l'Ouest », reconnaît M. Lothar de Maizière, le président du Parti chrétien-démocrate de RDA, en confessant qu'il aurait parfois souhaité des débats plus sérieux. La droite de RFA a mis à fond sur la fibre nationaliste et sur l'amalgame de tout ce qui porte le nom de socialisme et rappelle la dictature honteuse, pour aider les conservateurs est-allemands à rattraper le retard qu'ils avaient au départ sur les sociaux-démocrates.

L'ex-PC a tenté, en vain, de jouer la carte de la peur de l'extrême droite. La bombe à retardement que constituaient les listes d'anciens collaborateurs de la police politique (Stasi) a fini par éclater. Comme tout le monde le redoutait. La première victime en a été l'avocat Wolfgang Schnur, l'un des trois leaders de la coalition conservatrice, sur lequel le chancelier Kohl avait personnellement placé ses espoirs (le Monde du 16 mars).

Qui s'écroulerait, dans un pays peu habitué encore à ce genre de jouets, que beaucoup se sentent désorientés et ne savent toujours pas, au dernier moment, pour qui voter. La tension est montée d'un cran en fin de campagne entre les radicaux des deux camps. Quelques bagarres ont été signalées où et là en marge de meetings dans le Sud. Rien de bien grave, mais, en cas de crise économique, d'aggravation du chômage, cette violence latente pourrait devenir plus dangereuse.

La découverte du désastre

Il se sera écoulé très exactement cinq mois entre la chute d'Erich Honecker, le 18 octobre 1989, et les premières élections libres de ce dimanche 18 mars. Cinq mois durant lesquels l'appareil du Parti communiste, l'un des plus puissants de l'Est, s'est effondré comme un château de cartes, laissant le pays à

nu, paralysé, incapable de s'en remettre à ses propres forces. « Plus d'expérimentation, l'unification ! », scandaient les manifestants du mois de décembre, faisant allusion aux plans ébauchés par les réformateurs du Parti communiste pour tenter de se sauver du désastre.

Le choc de l'ouverture de la frontière, le 9 novembre dernier, a été trop brutal. La supériorité économique de l'Ouest s'est imposée avec une telle évidence, une telle force, qu'elle a eu tôt fait de convaincre de la totale inanité d'une compétition.

Les premiers manifestants étaient descendus dans la rue pour se battre pour leurs droits, arracher leurs libertés, « pérestroïker » le pays. La seconde vague exigeait d'avoir sur le champ une Volkswagen au lieu d'attendre quinze ans pour une Trabant, d'aller en vacances où bon lui chantait, d'avoir sa part de cet étalage de luxe que représentait le moindre supermarché de la moindre petite ville d'Allemagne de l'Ouest.

La peur du chômage

Les yeux se sont ouverts. Pour découvrir un pays au bord de la ruine, que l'on croyait jusque-là performant ; des villes lépreuses près de s'écrouler, des catastrophes écologiques sans nom... Au pays des grandes conquêtes de la révolution socialiste, champion de l'économie planifiée, qui se vantait de pouvoir tout réunir, les enfants mouraient à petit feu sous les fumées des usines chimiques, des villages entiers étaient sacrifiés au lignite ; tout un patrimoine historique urbain menaçait de disparaître tout aussi sûrement que par la politique de « reconstruction » des villes en Roumanie. Le découragement était proclamé d'avance. Le pays n'avait pas le courage de se prendre en main lui-même. On a toujours vécu avec la peur. Fais ce que tu dois et tu feras carrière, tu pourras survivre : c'est ce que les gens ont appris sous les nazis et puis après 1945. La politique est vite comprise de la structure mentale ; on a peur de ne pas être comme il faut », analyse le Dr Jochen Gauk, vété de file de Neues Forum à Rostock.

Ce sentiment d'impuissance a été avivé par les surenchères des partis à

sanctionner par le régime pour contestation ; puis quand j'ai refusé de passer en RFA, et maintenant je vais être purement et simplement avalé après avoir lutté pour une RDA démocratique. » Les intellectuels ne sont pas les seuls à éprouver face à la réunification des craintes que le PDS exprime habilement : qu'advient-il-il des retraités, des loyers, des bourses pour étudiants, des crèches, etc. ? Le gouvernement issu des élections de dimanche sera-t-il assez fort pour ne pas être étouffé par les embarras sociaux qu'il devra affronter ?

« Deux hypothèses se présentent, explique Konrad Weiss, un metteur en scène, animateur de Démocratie maintenant, qui est candidat à Berlin de l'Alliance 90. Ou bien Bonn soutient le gouvernement démocratiquement élu ou il cherche à le miner pour accélérer l'unification. » Le chancelier Kohl pourra difficilement traiter avec autant de désinvolture une équipe à la représentativité démocratique incontestable et le gouvernement Modrow, qui n'en avait aucune.

Selon le rapport des forces dans la nouvelle Assemblée, le gouvernement de RDA peut être amené à demander immédiatement son rattachement à la RFA, en application de l'article 23 de la Loi fondamentale, ou il peut mettre en chantier une nouvelle Constitution, une sorte de « testament », laisse échapper un représentant de Neues Forum, qui servira de base, avec la Loi fondamentale de la RFA, à la Constitution de la future Allemagne unie. Une unification progressive, par étapes négociées entre deux partenaires égaux, qui tienne compte, non seulement du contexte international et des intérêts des voisins et alliés de la RFA, mais également de la « dignité » des Allemands de l'Est. Le mot revient souvent dans la bouche des acteurs désenchantés de la révolution d'automne. Que cette dignité ait été bafouée pendant des décennies par un régime totalitaire ne justifie pas, considèrent-ils, à juste titre, qu'on leur dénie aujourd'hui le droit d'être eux-mêmes. C'est aussi l'enjeu de ces élections : quarante ans d'histoire méritent-ils d'être brusquement effacés, comme s'ils étaient seulement l'histoire de quarante années de répression et d'obscurantisme, alors qu'ils sont aussi l'histoire de quarante années de résistance ?

/DANIEL VERNET

Révolution dernier acte

Suite de la première page

« Ce sont des gens venus de l'extérieur qui font chez nous leur propre campagne électorale », dit à regret à propos des hommes politiques ouest-allemands, le professeur Jens Reich, un des fondateurs de Neues Forum, le mouvement à l'origine des manifestations d'octobre et novembre qui s'est lié à d'autres petits groupes dans l'Alliance 90 pour essayer d'échapper au laminage des grandes formations électorales par leurs homologues de l'Ouest.

Le groupe parlementaire CDU-CSU au Bundestag tient sans se gêner des réunions à Dresde. Les anciens propriétaires d'Allemagne de l'Est passent depuis longtemps à l'Ouest viennent le montrer sur leurs possessions de jadis. Le scintillement du roi Deutschmark a gommé toutes les zones d'ombre de l'Anschluss économique, et le chancelier Kohl ne se gêne pas pour considérer comme nulles et non avenues les décisions prises par la table ronde de Berlin-Est. Bref, ces dernières semaines, les Allemands de l'Ouest ont donné à leurs compatriotes de l'Est, à la fois ravis et légèrement inquiets, de plus en plus l'impression de se comporter de l'autre côté de l'Elbe en pays conquis.

Ce n'est pas ce dont avaient rêvé ceux qui avaient eu le courage de braver la répression de la Stasi. Idéaliste comme le sont beaucoup de révolutions, non violente comme peu le restent, la révolution d'automne, après avoir renversé le régime communiste, a été récupérée par l'appât de consommation de seize millions d'Allemands de l'Est qui pendant des années avaient eu le nez collé à l'écran de la télévision occidentale comme sur la vitrine d'un magasin de luxe à l'entrée interdite, et par le roulement compresseur des partis politiques ouest-allemands, qui y ont trouvé un champ de manœuvres idéal.

Le débat politique de la RFA a été décalqué sur la RDA. L'utopie d'une « troisième voie » entre le

capitalisme occidental et le stalinisme, évoquée au début par les protagonistes intellectuels du mouvement a été balayée. Ils n'étaient pas peu fiers pourtant d'être les premiers Allemands à avoir réussi une révolution, alors que — ajoutent-ils ironiquement — les Allemands de l'Ouest n'ont pas eu à lutter pour une démocratie qui leur a été imposée par les alliés. Reste la discussion sur l'« identité » de l'Allemagne de l'Est. Certains l'affirment, d'autres la nient. Les élections de dimanche donneront-elles une réponse claire ?

Une représentativité démocratique

« Si on nous laissait le temps, nous pourrions exister par nous-mêmes. Mais on est dépassé », dit une jeune femme de Rostock, infirmière dans un hôpital de la région, qui milite à Neues Forum non parce qu'elle rêve d'une carrière politique mais parce c'est une façon pour elle de montrer sa solidarité avec ses compatriotes. Proches des « alternatifs » occidentaux, sensibles aux thèmes anti-étatiques, partisans d'une démocratie à l'écoute des citoyens, ces intellectuels et ces militants auraient voulu que, sortant de soixante ans de dictature, nazie puis communiste, les Allemands de l'Est apprennent à prendre en main leurs propres affaires et ne se laissent pas dicter leur conduite par leurs grands frères de l'Ouest après avoir été traités en mineurs par les bureaucrates staliniens. Ils n'ont pas été entendus. Tout est allé trop vite. Après quarante ans de disette, le mirage du « miracle économique allemand » a été le plus fort.

« J'ai été puni plusieurs fois, dit un réalisateur de télévision un peu amer qui se demande si ses films, jusqu'alors subventionnés par l'Etat, seront désormais acceptés par des chaînes fonctionnant selon les lois du marché. La première quand en 1961 je suis rentré chez moi en RDA après la construction du mur alors que je me trouvais à l'Ouest ensuite, quand j'ai été

AMÉRIQUES

BRÉSIL : dans son discours inaugural

Le président Collor promet d'enrayer le « cancer social » de l'inflation

M. Fernando Collor a inauguré, jeudi 15 mars, ses fonctions présidentielles en faisant un pari téméraire : il a promis de liquider dès cette année l'« hyper-inflation », qu'il appelle un « cancer social ». C'est peu après sa prestation de serment, devant le Congrès à Brasília, que le nouveau chef de l'Etat a pris cet engagement, dans un long discours sur les priorités de son gouvernement : outre la lutte anti-inflationniste, la réorganisation de l'Etat, l'écologie, et les réformes sociales.

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Rompant avec la monotonie habituelle de ce genre d'allocutions, M. Collor a utilisé un ton véhément pour parler de ses projets. Une fois de plus, il s'est pris aux « élites » qui se réclament du nationalisme ou du libéralisme pour vivre des faveurs publiques. Il a critiqué un Etat qui, non seulement n'investit plus, mais « inhibe ceux qui veulent le faire ». Se présentant comme un « démocrate moderne », à l'opposé des « populistes démocratiques », il a dit qu'il n'avait « aucun préjugé colonial » devant le capital étranger, et s'est déclaré prêt à acquiescer à la « non-tense et criante dette sociale » de son pays. Il a expliqué ses conceptions économiques en disant : le marché est un bon producteur, mais un mauvais redistributeur de richesses. C'est à l'Etat qu'il revient de corriger les déséquilibres.

Passionné dans la forme, mais très social-démocrate quant au fond, ce discours a été prononcé devant un parterre comme on n'en avait pas vu depuis longtemps à Brasília. L'Amérique latine était là, au grand complet. M. Fidel Castro en vedette, assis à côté d'un cardinal, n'a rien perdu, au Brésil, de son aura. La plupart des invités étrangers ont profité de leur déplacement au Chili, où ils sont allés dimanche dernier assister à la fin du régime Pinochet, pour venir rendre hommage au premier chef d'Etat brésilien élu au suffrage universel depuis près de trente ans.

Au Congrès, M. Collor a dit qu'il mènerait « une lutte de tous les instants » en faveur de la stabilisation économique. A peine avait-il reçu l'écharpe présidentielle des mains de M. Sarney, au palais du Planalto, qu'il a signé plusieurs décrets visant à montrer que l'exemple viendrait d'en haut. Des organismes publics vont être supprimés (tels que l'Institut du sucre ou celui du café), le cumul de charges sera interdit dans l'administration, des biens immobiliers de l'Etat seront mis en vente, ses dépenses de fonctionnement seront réduites, etc.

Après l'annonce de ces mesures, le suspense était loin d'être fini. On attendait le plan choc que le nouveau président devait annoncer vendredi, au cours de son premier conseil des ministres. Un congé bancaire a été décrété mercredi jusqu'à la fin de la semaine. Dans les super-marchés, les prix ont doublé, voire triplé ces derniers jours, dans l'attente d'un blocage général. Le ministre de l'Economie, M^{re} Zélia Cardoso de Melo, n'a rien dit de ses intentions. On s'attend à une réglementation des salaires et des prix : soit sous forme d'un blocage (comme il y en

a eu à trois reprises sous le gouvernement Sarney) soit par des réajustements basés sur des taux d'inflation établis à l'avance, et en baisse, évidemment.

L'essentiel du plan — qui lui donnera sa couleur social-démocrate — consistera en un prélèvement sur le capital et une forte taxation des banques, pour diminuer les flux monétaires. Seront aussi créés un impôt sur le patrimoine des entreprises et sur les grandes fortunes, ainsi que des taxes sur les applications financières et les bénéfices bancaires. L'argent placé jusqu'à présent au jour le jour n'aurait plus qu'un rendement hebdomadaire. L'objectif serait de mettre fin à la « ronde financière » provoquée par l'endettement de l'Etat, lequel émettait des titres à des taux d'intérêt de plus en plus élevés pour capter l'épargne des particuliers.

La chasse aux « marajás »

M. Collor, qui a bâti sa fortune électorale en se présentant comme le chasseur de marajás (les privilégiés et cumulards de l'administration) dit qu'il va désormais traquer les fraudeurs du fisc. L'une de ses décisions les plus commentées a été la nomination du directeur de la police fédérale, M. Romeu Tuma, à la tête des services des impôts. Une initiative visant l'effet immédiat, pour ne pas dire les médias. M. Tuma dit qu'il va « mettre les fraudeurs en prison ». Mais quand il a eu à portée de la main des escrocs d'une autre sorte, ceux qu'on appelle ici les criminels « à cols blancs » — généralement de haute lignée — il s'est révélé étrangement impuissant.

Le nouveau président avait promis, pendant sa campagne électorale, de supprimer le SNI (Service national d'information), organisme de gauche fondé en 1964 peu après l'avènement du régime militaire. Le SNI a servi à la répression de nombreux opposants, et à l'espionnage généralisé. Au fil des ans, il était devenu une sorte de lobby au sein de l'armée, agissant de façon quasi autonome, pratiquant enlèvements, attentats, assassinats jamais éclaircis. Il avait fini, malgré tout, par être ramené dans le rang. M. Collor a opté néanmoins pour sa dissolution : ses employés militaires retourneront aux casernes. A sa place, fonctionnera un secrétariat des affaires stratégiques qui fera office de service de renseignement et dont la direction a été confiée à un civil, M. Leonir Ramos, le plus jeune membre, à vingt-neuf ans, du nouveau cabinet.

CHARLES VANHECKE.

□ HONDURAS : le Parlement demande l'expulsion des contras. — Le Parlement hondurien a voté, jeudi 15 mars, une résolution demandant au président Alfredo Callejas l'« expulsion immédiate » de quelque 10 000 guérilleros de la Contra antistalinienne basés dans le département d'El Paraiso (ouest du pays), et a « exigé » un dédommagement de 7,744 millions de dollars du gouvernement américain. La résolution a été adoptée à l'unanimité par les 128 membres du Parlement, vingt-quatre heures après que le président hondurien eut exigé la démobilitisation et le rapatriement de la Contra avant le 25 avril, date de l'investiture de M^{re} Violeta Chamorro, récemment élue présidente du Nicaragua. — (AFP.)

ETATS-UNIS

Inculpation du « plus grand producteur de drogue du Triangle d'or »

Les Etats-Unis ont annoncé, jeudi 15 mars, l'inculpation pour trafic de drogue de Khun Sa, dirigeant de l'ethnie shan en Birmanie, qu'ils ont qualifié de « plus grand producteur de drogue du Triangle d'or » (région située aux confins des territoires thaïlandais, laotien et birman, d'où provient près de 45 % de l'héroïne consommée aux Etats-Unis). Khun Sa a été inculpé par un tribunal fédéral de Brooklyn (New-York) à la suite de la saisie, en février 1988 à Bangkok, de la plus importante quantité d'héroïne — plus d'une tonne — jamais saisie. La cargaison était destinée à New York.

Les Etats-Unis et la Birmanie ont signé un traité d'extradition, mais Ragoon n'est pas en mesure de contrôler Khun Sa, qui dirige une armée privée de milliers de Shan, en lutte depuis des années contre le gouvernement. De plus, les relations américano-birmanaises se sont détériorées après une suspension de l'aide américaine décidée à la suite de la répression sanglante, en 1988, de manifestations pour l'instauration d'une démocratie. Toutefois, selon la justice américaine, les deux pays ont décidé de coopérer pour arrêter Khun Sa. — (AFP.)

سكيا من الامال

PROCHE-ORIENT

L'exécution en Irak du journaliste de l'« Observer » Farzad Bazoft

« Réaction mesurée » de la Grande-Bretagne qui rappelle son ambassadeur à Bagdad

L'exécution de Farzad Bazoft a suscité une « réaction mesurée » de la Grande-Bretagne, pour reprendre l'expression d'un parlementaire conservateur aux Communes. M. Thatcher a certes déclaré qu'il s'agissait d'un « acte barbare qui provoquait une profonde répulsion chez tout être civilisé », mais Londres ne rompt pas ses relations diplomatiques avec Bagdad et ne prend aucune mesure de rétorsion commerciale ou financière.

LONDRES

de notre correspondant

M. Douglas Hurd, secrétaire au Foreign Office, a expliqué jeudi après-midi 15 mars, devant les Communes, que des représailles économiques ne feraient pas tomber le régime du président Saddam Hussein et causeraient plus de tort à la Grande-Bretagne qu'à l'Irak.

Le caractère très déséquilibré, au profit de Londres, de la balance commerciale entre les deux pays a certainement joué un rôle dans ce refus de toute véritable sanction économique. Les exportations britanniques vers l'Irak se sont élevées à 450 millions de livres en 1989, alors que les importations n'ont été que de 93 millions. Il était évident, aux yeux de M. Hurd, que les Irakiens trouveraient facilement d'autres fournisseurs si les Britanniques interrompaient leurs relations

commerciales avec eux. D'autre part, un crédit de 250 millions de livres (2,5 milliards de francs) récemment accordé à l'Irak ne sera pas annulé.

Bien que les Britanniques aient décidé de rappeler leur ambassadeur pour consultations, celui-ci, après un délai décent, reprendra son poste. M. Hurd justifie cette modération par la nécessité de maintenir une ambassade en état de marche à Bagdad afin de veiller aux intérêts des deux mille Britanniques qui vivent en Irak. Il s'agit aussi de poursuivre les efforts diplomatiques engagés pour la libération de M. Dephne Parish, une infirmière britannique vivant à Bagdad, condamnée à quinze ans de détention en tant que « complice » de Farzad Bazoft, ainsi que d'un homme d'affaires, M. Ian Richter, emprisonné « à vie » depuis 1986 pour corruption.

Il n'est pas question, comme le proposait l'opposition travailliste, de « renvoyer chez lui » l'ambassadeur d'Irak à Londres. Le conseil de cabinet, qui se réunit habituellement le jeudi, a seulement décidé quelques mesures assez limitées.

Visites ministérielles suspendues

Toutes les visites ministérielles prévues entre les deux pays sont suspendues. Les six étudiants irakiens en stage au ministère de la Défense seront priés de rentrer chez eux. Un ancien ministre travailliste a suggéré que cette mesure s'applique aussi aux élèves irakiens des écoles de police venues

se perfectionner en Grande-Bretagne et M. Hurd a promis d'étudier cette requête.

Les Britanniques vont enfin demander aux onze autres pays de la Communauté de les soutenir en condamnant l'exécution de M. Bazoft. Londres ne réclame aucune mesure concrète à ses partenaires mais seulement l'expression d'une solidarité morale. M. Hurd a conclu sa déclaration aux Communes en affirmant que, par leur geste, les autorités de Bagdad avaient « terni le nom de l'Irak à travers le monde ».

M. Hurd a été écouté par l'opposition travailliste dans un silence qui contrastait avec le chahut des jours précédents, lequel a d'ailleurs repris dès que le sujet a changé. Même s'ils prônaient des mesures plus vigoureuses, les travaillistes ont assuré le gouvernement de leur « soutien complet » dans cette affaire.

« Mépris silencieux »

Le secrétaire au Foreign Office a indiqué aux Communes que M. Bazoft avait tenté à quatre reprises, depuis trois ans, d'obtenir un rendez-vous à Scotland Yard pour, disait-il, faire état d'informations en sa possession. Cette demande n'a pas eu de suite, selon M. Hurd qui a affirmé à cette occasion que Farzad Bazoft n'avait jamais travaillé pour la « branche spéciale » de Scotland Yard chargée de la lutte anti-terroriste.

Selon le quotidien populaire *The Sun*, le journaliste aurait voulu parler de « complots terro-

Indignation à Paris et à Washington



« Investissements occidentaux et technologie demandés d'urgence. Si vous plaît, donnez généreusement » (*The Independent* du 16 mars).

L'exécution de Bazoft, poursuit le Quai d'Orsay, « les autorités irakiennes ont choisi d'ignorer ces appels humanitaires et ont pris la responsabilité d'un acte qui suscite la réprobation et appelle de la part de la France une condamnation sans équivoque ».

A Washington, les Etats-Unis ont déploré la « hâte excessive » apportée par l'Irak à l'exécution et la décision de ne pas tenir compte des nombreux appels internationaux à la clémence. Même protestation aux Nations unies - où le secrétaire général, M. Perez de Cuellar, a exprimé « ses profonds regrets » - et à Strasbourg, de la part du Conseil de l'Europe.

A Londres, l'Institut international de la presse, qui représente les médias du monde entier, a vivement condamné l'exécution « barbare », et a estimé qu'il s'agit du premier journaliste à être exécuté à la suite d'une mission de reportage. L'exécution de Bazoft a été également condamnée à Paris par l'Association française des journalistes spécialisés sur le Maghreb et le Moyen-Orient (AJMO) et par l'association indépendante Reporters sans frontières, qui s'interroge « sur la bonne foi de ceux qui, tout en condamnant une dictature implacable, continuent à entretenir des relations commerciales avec elle ».

A Bagdad, M. Tarek Aziz, le chef de la diplomatie irakienne, a déclaré que l'Irak « ne se précipitera pas » des mesures de rétorsion annoncées par le Foreign Office.

L'irrésistible ascension d'une dictature impitoyable

La révolution baasiste des 17-30 juillet 1968 a amené au pouvoir à Bagdad l'un des régimes les plus brutaux et répressifs de l'histoire de l'Irak.

Dès leur accession au pouvoir, les nouveaux dirigeants irakiens inaugurèrent toute une série de procès politiques contre leurs adversaires non-baasistes, tour à tour accusés d'être des agents d'Israël, des Etats-Unis et d'autres « puissances impérialistes ».

Le plus spectaculaire de ces procès fut celui de l'issue duquel seize personnes - dont dix de confession israélite - furent, le 26 janvier 1969, condamnées à mort. Le lendemain, quatorze d'entre elles furent pendues haut et court, place de la République à Bagdad, en présence d'une foule estimée à plusieurs centaines de milliers d'Irakiens amenés sur les lieux par les militants du parti Baas.

Cette macabre mise en scène à grand spectacle a marqué à jamais le régime baasiste dont l'histoire sera désormais jalonnée à intervalles plus ou moins réguliers de règlements de comptes impitoyables, de procès expéditifs et d'exécutions sommaires. En 1971, l'ancien général Hardan el Takriti, qui avait été membre du Conseil du commandement de la révolution, fut assassiné dans sa résidence d'exil au Koweït. Il était considéré comme un rival potentiel de Saddam Hussein qui, à l'époque, partageait le pouvoir avec le maréchal Hassan el Bakr, un baasiste modéré, mais vieillissant.

En juillet 1978, c'est l'ancien premier ministre irakien Abdel Razzak el Nayef, qui avait pendant un court moment collaboré avec le Baas, qui tombait sous les balles des tueurs, sur les marches de l'hôtel Intercontinental de Londres. Ce qui entraîna un léger mais momentané refroidissement des relations entre la Grande-Bretagne et l'Irak. Tous jours à la même époque, plusieurs cadres de l'OLP, dont Ezzedine Kalaf et Sald Hammami, représentants de l'organisation palestinienne à Paris et à Londres, furent tués par des membres du groupe d'Abou Nidal, qui avait alors pignon sur rue à Bagdad.

Toutes ces liquidations physiques faisaient le jeu de Saddam Hussein, le numéro deux du régime, mais de loin la personnalité la plus influente au pouvoir à Bagdad. Rien ne semblait devoir alors arrêter l'irrésistible ascension de l'homme fort irakien. Un culte de la personnalité savamment orchestré fait déjà de lui pratiquement le numéro un du régime. Miné par la maladie et, dit-on, mécontent des procédés cavaliers utilisés par son lieutenant, le président Hassan el Bakr s'efface progressivement de la scène politique. Le 16 juillet 1979, il cède le pouvoir à Saddam Hussein qui inaugure son règne par une des purges les plus sanglantes de l'histoire du parti Baas.

L'assassinat de l'ayatollah Bagher Sadr

Le 9 août 1979, vingt et une personnalités, des hauts dignitaires du parti et du régime - dont Adnan Hussein, économiste renommé et ami personnel du président Saddam Hussein, nommé par ce dernier au poste de vice-premier ministre - sont fusillés à l'aube, à l'issue d'un procès sommaire au cours duquel elles ont « avoué » avoir « trahi le parti et la révolution » au profit d'une puissance étrangère qui n'est autre que la Syrie, avec laquelle l'Irak venait pourtant de conclure un accord d'unité. Pour bien marquer la primauté de l'esprit du parti sur tout autre sentiment, les suppliciés sont fusillés par un peloton d'exécution comprenant « des militants civils et militaires du parti Baas irakien venus de toutes les régions du pays et se servant de leurs propres armes ».

Le président Saddam Hussein profite de cette purge sanglante pour faire condamner et exécuter M. Abdel Khalek Samarraï, l'un des dirigeants historiques du Baas qui se trouvait en prison depuis juin 1973. Tout semble indiquer qu'en l'éliminant, il a voulu supprimer un responsable baasiste dont la stature lui portait ombrage et menaçait son pouvoir personnel. Il n'était d'ailleurs un secret pour personne que M. Samarraï était partisan d'un retour au multipartisme et à la

démocratie. Avec ce bain de sang, M. Saddam Hussein engage désormais son régime dans la voie de la répression d'une manière irréversible. Répression contre le mouvement autonomiste kurde qui n'a pas désarmé, contre le puissant parti communiste décliné par les exécutions de ceux de ses dirigeants qui n'ont pu joindre la clandestinité et contre les chéites, majoritaires dans le pays, tentés par l'exemple iranien.

La répression contre les chéites irakiens sera particulièrement cruelle. Pour répliquer aux attentats organisés par les membres de l'organisation Daoue, le président Saddam Hussein fait enlever le chef spirituel des chéites irakiens, l'ayatollah Bagher Sadr. Ce dernier sera exécuté sans autres formes de procès le 9 avril 1980 avec sa sœur. Selon Amnesty International, soixante-six chéites irakiens, comprenant des chefs religieux, des professeurs et des étudiants, ont été passés par les armes entre juillet 1979 et février 1980. En 1983, quatre-vingt-dix membres de la famille Al Hakim, pour la plupart des religieux, professeurs, chercheurs et penseurs chéites sont arrêtés et se font exécuter dans le but manifeste d'exercer une pression sur les membres de la famille qui, de Téhéran, dirigent l'opposition chéite irakienne.

La guerre contre l'Iran déclenchée en septembre 1980 renforce les pouvoirs du président irakien. Le culte de la personnalité prend des proportions gigantesques. Les portraits du président Saddam Hussein sont partout. L'opposition au sein de la classe politique a cessé depuis belle lurette faute d'opposants. Cependant, la défaite de l'armée irakienne à Khorramchahr en mai 1982 ébranle l'image de marque du président irakien, qui cumule alors les postes de président du Conseil du commandement de la révolution, de secrétaire du commandement régional du parti Baas, le secrétaire général adjoint du commandement national du parti, de président de la République, de premier ministre et de commandant en chef des forces armées. L'obstination de

l'imam Khomeiny qui refuse de faire la paix avec l'armée irakienne en pleine débâcle et entend marcher sur les lieux saints de Hérat et de Kerbala, sauvent en fin de compte le président Saddam Hussein qui devient, aux yeux du peuple irakien, le symbole de la résistance contre l'envahisseur persan.

La crainte du khomeinisme

C'est également la « crainte du khomeinisme » qui a poussé les grandes puissances à appuyer le régime de Bagdad, en lui fournissant tout ce qui lui était nécessaire pour ne pas perdre la guerre contre l'Iran. Elles ont pour cela fermé les yeux, ou fait semblant de ne pas voir certaines violations du droit international par l'armée irakienne, dont la plus sinistre a été l'utilisation des armes chimiques d'abord contre les militaires iraniens, et ensuite contre les civils kurdes.

Ce laxisme international a sans doute renforcé le pouvoir personnel du président Saddam Hussein. Mais la force principale du chef de l'Etat irakien réside dans le contrôle qu'il exerce sur l'appareil du parti Baas, taillé à sa mesure. Quadrillé par des dizaines de milliers de cadres qui lui sont totalement dévoués, le parti contrôle d'une manière efficace la plupart des aspects de la vie en Irak. Il se confond parfois avec le gouvernement et peut à tout instant mobiliser des centaines de milliers d'Irakiens. Le parti, devenu au fil des ans tentaculaire, dispose, outre une branche militaire qui contrôle l'armée, de services de renseignements (les Moukhabarats) omniprésents ainsi que de milices populaires destinées à contrebalancer toute velléité bonapartiste au sein de la hiérarchie militaire.

Ainsi muselé, l'Irak est un pays où le journaliste peut difficilement exercer son métier. Même s'il comprend l'arabe, il a peu de chances de tomber sur un interlocuteur qui oserait lui parler d'autre chose que de la pluie et du beau temps. La chepe de silence dont le Baas a réussi à couvrir le pays ne comporte pratiquement aucune faille et nul ne peut la soulever sans encourir les pires ennuis.

JEAN GUEYRAS

LIBYE

Le colonel Kadhaï accuse la RFA d'avoir saboté l'usine de Rabta

Le colonel Mouammar Kadhaï a implicitement confirmé, jeudi 15 mars, les informations selon lesquelles un incendie s'était déclaré la veille dans l'usine libyenne de Rabta (au sud-ouest de Tripoli), important complexe de fabrication d'armes chimiques selon diverses sources occidentales (*Le Monde* du 16 mars).

Dans une déclaration radiodiffusée, le colonel Kadhaï a annoncé avoir ordonné une enquête sur une « action complotée en Libye », mais il a créé la surprise en indiquant que ses soupçons se portaient sur les services de renseignement ouest-allemands, alors que depuis une semaine, les responsables libyens mettent en garde contre toute velléité d'« agression » américaine.

Un groupe jusqu'ici inconnu, affirmant représenter l'opposition libyenne, l'Organisation de l'aile patriotique de l'armée libyenne, a revendiqué la responsabilité de l'incendie dans un appel téléphonique au bureau de la chaîne de télévision ouest-allemande, ARD, au Caire.

LIBAN

Le Djihad islamique rappelle ses exigences pour la libération des otages américains

Le Djihad islamique pour la libération de la Palestine, qui détient trois otages américains au Liban, a affirmé, jeudi 15 mars, qu'il se refusait à envisager toute libération avant que ses exigences ne soient satisfaites.

Dans un communiqué remis au bureau d'une agence de presse occidentale à Beyrouth-Ouest, le Djihad dénonce en outre l'immigration de juifs soviétiques en Israël et menace de s'en prendre à « tous les aéroports et à toutes les compagnies d'aviation qui aident à leur transport ».

Le message, manuscrit en arabe, est authentifié par un cliché instantané en couleur d'un des otages, M. Robert Polhill, 55 ans. Le Djihad islamique, qui ne s'était pas manifesté depuis février 1989, a réclamé à plusieurs reprises un échange entre ses otages et quatre cents prisonniers palestiniens détenus par Israël. (AFP.)

De son côté, le président américain, George Bush, a affirmé que les Etats-Unis n'étaient en rien impliqués dans cette affaire et l'ambassadeur d'Israël à Paris, M. Ovadia Sofer, a dégaï toute responsabilité de son pays dans l'incendie.

« Une enquête est ouverte pour savoir si les services de renseignements ouest-allemands sont impliqués dans une action complotée en Libye », a-t-il précisé, ajoutant qu'il aurait payé « 1 milliard » de [dollars] à toute société ou tout Etat qui aurait accepté de construire une usine chimique en Libye.

Si la Libye avait pu produire des armes destructrices, elle n'aurait pas hésité. Elle n'aurait même pas pris la peine de le cacher parce qu'il n'existe malheureusement pas de loi interdisant la production de telles armes », a ajouté le dirigeant libyen.

« Mais en comptant uniquement sur elle-même, la Libye aurait besoin de vingt années de plus pour pouvoir produire une bombe chimique », a-t-il précisé, ajoutant qu'il aurait payé « 1 milliard » de [dollars] à toute société ou tout Etat qui aurait accepté de construire une usine chimique en Libye.

Convoqué au ministère libyen des affaires étrangères, l'ambassadeur de RFA à Tripoli, M. Jürgen Hellner, n'a pas pu s'y rendre parce que près de deux mille manifestants bloquaient la chancellerie, scandant des slogans hostiles au gouvernement de Bonn.

(Publicité)

INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ARABE : UNE MENACE MORTELLE
Du Golfe à l'Asie, un tiers de la population sera gérée par la famine, à l'horizon 2000... Les raisons qui empêchent la France, deuxième puissance agro-alimentaire mondiale, d'élargir ses parts de marché au Maghreb et au Moyen-Orient.
Dans le numéro de Mars d'Arabic en kiosques et en librairie 78, rue Joffroy 75017 Paris (Tél. : 46.22.34.14)



En pharmacie, on achète des cosmétiques sûrs.

Les allergies provoquées par des produits cosmétiques constituent souvent un problème pour les femmes.

Si vous avez la peau sensible ou si vous avez besoin d'un conseil professionnel sur les produits cosmétiques ou sur leur utilisation, entrez dans une pharmacie.

La pharmacie est l'endroit apte à vous aider à résoudre vos problèmes en toute sécurité.

En pharmacie, on achète des produits cosmétiques sûrs.

CAMPAGNE POUR LES PHARMACIES EN FRANCE S.A.
La Grande Arche, 92044 Paris La Défense



GRATUIT

Entrez dans une pharmacie ayant l'emblème KORFF. Votre pharmacien vous remettra gratuitement* un produit anti-rides KORFF avec lequel vous obtiendrez des résultats visibles dès les premières applications.

*Jusqu'à épuisement des stocks et sans aucune obligation d'achat.

KORFF
Cosmétiques Spéciaux pour Pharmacies
Genève - London - Milan - New York - Paris

صكنا من الامل

صكنا من الراحل

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : censuré par la Knesset après l'éclatement de « l'union nationale »

Le gouvernement Shamir est tombé

En Israël, les rabbins font les mariages et les divorces. C'est aussi vrai en politique que dans la vie privée, et M. Itzhak Shamir a dû le constater d'autant plus amèrement qu'il n'a jamais caché être un tantinet anticlérical. Car c'est bien parce que certains des partis religieux ont « lâché » le Likoud que le premier ministre est devenu, jeudi soir 15 mars, le premier chef de gouvernement israélien à avoir jamais été mis en minorité à l'occasion d'un vote de censure à la Knesset. « Vote historique », tirait la presse, et qui fut incertain jusqu'au dernier moment.

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Le chef du Likoud s'est longtemps interrogé sur les intentions des trois petits partis ultra-orthodoxes - Shas, Degel Hatorah et Agoudat Israël. Il a espéré qu'ils reconduiraient le mariage de convenance conclu avec lui à l'issue des élections de novembre dernier. Accrocher et entêté, il a joué sa chance jusqu'au bout, acceptant le débat dans l'hémicycle alors que, pressentant un scrutin difficile, il aurait pu aller remettre sa démission au président de l'Etat, M. Herzog, comme l'ont fait nombre de ses prédécesseurs, plutôt que de courir le risque d'un vote de censure.

Marchandages, manœuvres et retournements

En dépit d'une épreuve série de tractations et de retournements, le geste de M. Shamir a permis à une certaine logique politique de l'emporter sur d'éventuels arrangements politiques. On s'est enfin « compté » après cinq semaines de majorité d'union nationale entre le Likoud et les travaillistes - les deux grands partis de la scène politique israélienne ; des années qui ont singulièrement perverti le jeu normal des institutions en gommant la notion d'opposition. Cette majorité a peu fait, ou contre-nature, reconduite à l'is-

sue des élections de novembre, a finalement craqué sous le poids de ses contradictions et sur un vrai débat : le processus de paix. Le chef du Likoud a fait le plein des voix à droite (55) et le chef travailliste, M. Shimon Peres, en a fait tout autant à gauche (60) : les cinq voix qui ont manqué à M. Shamir pour défaire la motion de censure sont celles du parti Shas (1).

Le contentieux qui opposait M. Shamir et M. Peres reflète l'attitude différente des deux partis sur l'avenir des territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza. Parce qu'il redoute un engrenage qu'il ne pourrait contrôler ou que son parti ne pourrait supporter, M. Shamir a renoncé à s'engager plus avant - sans garanties supplémentaires, dit-il - dans la voie d'un dialogue entre Israéliens et Palestiniens, comme le proposaient les Etats-Unis. M. Peres voulait une réponse positive qui devait permettre, selon lui, de progresser vers la mise en œuvre du projet d'élections dans les territoires. Ce projet était le consensus minimal entre les deux partis, le ciment de l'union nationale. M. Shamir n'a sans doute pas pris les travaillistes suffisamment au sérieux lorsque ceux-ci, il y a deux semaines, avaient menacé de provoquer une crise si le projet était arrêté ou suspendu.

Le débat a été tranché - pour le moment à l'avantage de M. Peres. Très affaibli dans son parti, M. Shamir n'en reste pas moins le chef d'un gouvernement de transition, sans les travaillistes, qui en ont été chassés au début de la semaine. S'il veut concrétiser ce premier succès, M. Peres devra maintenant arriver à constituer une majorité restreinte avec les petits partis de la gauche, du centre gauche et l'indispensable appui des inévitables religieux. M. Shamir - ou quelque autre responsable du Likoud ? - va tenter d'en faire autant avec la droite, l'extrême droite et les mêmes religieux. Chaque camp dispose, successivement, d'une période de quarante-deux jours, au moins, pour conclure ces négociations qui vont s'ouvrir dès la semaine prochaine. Le problème de M. Peres est qu'il n'est pas certain de pouvoir compter sur les soixante députés de son parti : la majorité qui vote la censure ne fait pas forcément une majorité de gouver-

nement. Les partis religieux vont de nouveau jouer un rôle central, comme ce fut le cas toute la journée de jeudi.

A 10 heures, le débat sur la censure était engagé ; à la mi-journée, il était clair que les formations ultra-orthodoxes allaient faire la différence des l'instants que travaillistes et Likoud ne voulaient plus gouverner ensemble. Par rancœur contre M. Shamir qui n'avait pas tenu toutes les promesses qu'il leur avait faites avant les dernières élections - notamment leur accord de la gestion de la Loterie nationale, les cinq députés de l'Agoudat Israël ont, pour la première fois depuis 1977, voté contre le Likoud.

Une opinion fatiguée

L'inconnue était du côté des deux autres partis orthodoxes, le Degel Hatorah (ashkénaze) et le Shas (séfarde). Tous deux associés à la majorité, et même au gouvernement, lors d'un jolii succès aux élections de novembre dernier et divisés sur l'attitude à adopter, ils ne voulaient pas choisir. Dès mercredi soir, le collège de rabbins qui les dirigeait - le Conseil des sages de la Torah - était réuni à Be'er-Brak, près de Tel-Aviv. Les dirigeants du Likoud et des travaillistes faisaient leur siège et promettaient beaucoup, espérant orienter la décision des Sages dans un sens ou dans l'autre. Jeudi, les rabbins multipliaient les contacts à la Knesset et à Be'er-Brak pour tenter une médiation entre les deux « grands » et recoller l'union nationale.

La séance à la Knesset était peut-être « historique » mais il n'y avait personne, deux ou trois députés à peine, pour écouter les orateurs dans l'hémicycle. Le débat était dans les couloirs et dans les bureaux à l'étage. Les « hommes en noir », les chefs des partis religieux, consultaient, et, au fil des entrées et des sorties des responsables travaillistes ou likoudistes dans leurs bureaux, on donnait l'union nationale pour resoudée ou bien défilée. Commentée en direct à la radio et à la télévision, l'affaire eut des allures de médiocre pièce de boulevard. En fin de journée, MM. Shamir, Peres et Itzhak Rabin ont coiffé la kippa et

se sont rendus non loin de la Knesset, rue Jabotinsky, au domicile du rabbin Ovadia Yosef, qui, avec le rabbin Eliezer Schach, est l'un des guides spirituels du Shas.

Ni député ni ministre, ni même détenteur d'une quelconque fonction publique, le rabbin Yosef n'en proposait pas moins un ultime compromis : le premier ministre devait dire « oui » aux propositions américaines, réintégrer les travaillistes et se voyait garantir, en échange, que les élections dans les territoires ne remettraient pas en cause la réunification de Jérusalem sous la souveraineté israélienne. Mais, menacé d'une mini-révolte dans un Likoud qu'il semblait contrôler de moins en moins, M. Shamir ne put acquiescer. Il était près de 21 heures, le compromis avait échoué et, en conséquence, les députés du Shas recevaient l'ordre de s'abstenir lors du vote de censure - ce qui scella le sort de M. Shamir et la victoire de M. Peres.

Ce permanent recours au jugement de rabbins dont personne ne conteste l'autorité spirituelle mais qui ne disposent pas du moindre mandat électif et ne sont responsables devant aucune instance a laissé un goût amer. « Ce fut un des jours les plus durs pour la démocratie israélienne », a déclaré le député et professeur de droit, Amnon Rubinstein (Shinui) : « Nous en sommes encore à faire ce que la chrétienté ne fait plus depuis deux cents ans : aller consulter le Vatican pour les affaires politiques », disait son collègue Arieh Eliaz (travailliste). Les sondages trop rapides que sont les exercices de micro-trottoir de la presse audiovisuelle reflétaient une fatigue de l'opinion et, plus grave, parfois un début de sentiment antiparlementaire à l'issue de ces semaines de tractations.

C'est, en partie, la rançon d'un mode de scrutin, la représentation proportionnelle. En cinq ans et demi, les deux « grands » auraient eu amplement l'occasion de le réformer, sans que les petits partis puissent s'y opposer. Ils ne l'ont pas fait, et c'en est peut-être un des plus grands échecs de l'union nationale.

ALAIN FRACHON

(1) La Knesset comprend cent vingt membres, et son président vote comme les autres députés.

ASIE

CHINE

Nouveau durcissement du régime et pressions sur les journalistes étrangers

PÉKIN
de notre correspondant

Des hommes au pouvoir à Pékin cherchent-ils à torpiller le semblant d'amélioration enregistré ces derniers temps dans les relations extérieures de la Chine ? Le *Quotidien du peuple* a carrément accusé, vendredi 16 mars, un « petit nombre » de journalistes occidentaux de « falsifier les faits, répandre des rumeurs, critiquer vicieusement le gouvernement chinois et compromettre délibérément la sécurité du pays », autant d'activités « incompatibles avec leur statut ». Cette tirade venait en réponse à l'inquiétude formulée par les journalistes étrangers au sujet de la surveillance policière dont certains d'entre eux se plaignent d'être l'objet.

Jeudi, le ministère des affaires étrangères avait convoqué un correspondant de l'agence britannique Reuter. Guy Dinmore, pour lui tenir le même langage : « Les correspondants étrangers n'encourront aucun ennui et ne se retrouveront pas dans une situation embarrassante s'ils observent l'éthique journalistique et obéissent aux lois et règlements chinois ».

Le *Quotidien du peuple* a enjoint aux journalistes de cesser de « chercher à exercer des pressions sur le gouvernement chinois à un moment où certains pays occidentaux s'efforcent de créer un courant adverse à l'encontre de la Chine sous le prétexte de la question des droits de l'homme ». Il leur a promis « toutes sortes de mesures d'assistance (...) à condition qu'ils poursuivent des activités journalistiques normales » et conformes à la loi. Il faut entendre par là que la presse étrangère est priée de se borner à faire état des informations officielles sans les commenter. Dans le même esprit, le journal du PC chinois a donné ce qui se veut un exemple en annonçant sans la moindre réserve l'exécution du « journaliste espion » britannique Farzad Bazoft à Bagdad.

Après les vives critiques adressées aux Etats-Unis alors même que le président Bush s'efforçait de tempérer les relations avec Pékin, la France pourrait faire l'objet d'une même tactique destinée à réinsuffler une certaine amitié dans les rapports entre Paris et Pékin. On a ainsi appris jeudi que l'ambassadeur de Chine à Paris, M. Zhou Jue, approcherait de la fin de son séjour. Ce diplomate - qui vient d'être élu membre du comité national de la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC), seconde chambre du Parlement, dénuée de toute influence réelle - jouit d'une réputation de libéral. Il avait failli être rappelé en décembre lorsqu'il avait été question que la France vende des frégates à Taïwan.

Ces manœuvres de politique extérieure accompagnent une relance de l'épuration des personnalités libérales. Le général Hoang Xuezhong, membre de la commission militaire du PCC, qui s'était opposé initialement à l'emploi de l'armée pour ramener l'ordre l'an dernier, a été lui aussi bombardé membre de la CCPPC, en prélude à sa retraite. Cette mesure suit la « démission » de M. Yao Mingfu et l'éviction de M. Hu Jiwei (*Le Monde* du 16 mars).

Cette stratégie du durcissement adoptée par la tendance que représente le premier ministre, M. Li Peng, découle d'une perception xénophobe des bouleversements intervenus dans le monde socialiste et qui a été exprimée en termes dépourvus de la moindre ambiguïté par le chef de la propagande du PCC, M. Wang Renzhi, le 15 décembre dernier. Pour M. Wang, les réformes et l'ouverture ont conduit « les marxistes » à se retrouver « pieux et peignés liés ». La substance de son discours revient à dire qu'après plus de dix ans de compromis il n'est plus question de faire la moindre concession. Déclaration de guerre ou chant du cygne ?

FRANCIS DERON

sûrs.

ÉGYPTÉ

Série d'attentats islamistes contre les coptes

Les maximalistes musulmans égyptiens poursuivent contre les chrétiens leur nouvelle campagne dont les premières actions remontent au début du mois.

LE CAIRE
de notre correspondant

Mercredi 14 mars, les maximalistes musulmans ont incendié deux pharmacies appartenant à des coptes dans la ville de Minieh, en Haute-Egypte, à 250 km au sud du Caire. Appliquant une tactique qui s'était révélée payante sous Anouar el Sadate, ils ont fait des coptes leur cible dans ce qui ressemble fort à un bras de fer engagé avec le nouveau ministre de l'Intérieur, le général Abdel Halim Moussa.

Les premiers incidents - les plus graves depuis dix-huit mois - remontent au 2 mars, quand une église d'Abou Quorouss, à 270 km au sud du Caire, a été incendiée.

Le 9 mars, ils avaient attaqué à la bouteille incendiaire une autre église de la banlieue populaire d'Ain Chams, au nord-est du Caire, blessant deux des policiers chargés de la garder. A l'origine de ces actes : des tracts islamistes accusant des coptes de prostituer des musulmanes et de les filmer en vidéo avant de vendre les cassettes.

Les dirigeants égyptiens ne se sont pas contentés de mises en garde. Le 10 mars, le ministre de l'Intérieur a limogé le responsable de la sécurité de la province de Minieh. Une manière de calmer les coptes, qui n'avaient pas manqué de critiquer le laxisme des forces de l'ordre.

A peine en place, le nouveau chef des services de sécurité a procédé à des rafles dans les milieux intégristes musulmans. Onze personnes appartenant à un groupe-culte extrémiste ont été arrêtées tandis que leur chef, selon la police, a trouvé la mort en tombant d'une fenêtre.

ALEXANDRE BUCCIANTI

DIPLOMATIE

La présidence de la banque pour l'Europe de l'Est Le ministre néerlandais des affaires étrangères s'élève contre la candidature de M. Jacques Attali

AMSTERDAM
de notre correspondant

Comment dire en latin (approximatif) que les journalistes néerlandais se laissent trop facilement impressionner par les initiatives de la diplomatie française ? « *Paris locuta causa finita* » : l'expression figure dans une « Tribune libre » publiée jeudi 15 mars par le très sérieux quotidien *NRC Handelsblad* et dont l'auteur n'est autre que le ministre des affaires étrangères, M. Hans Van den Broek. Il critique, en termes choisis mais fermes, la candidature de M. Jacques Attali à la direction de la Banque pour la reconstruction et le développement de l'Europe de l'Est (BERD), et reproche aux journalistes de son pays de faire preuve d'esprit anti-national.

Il a suffi, selon le ministre, que le président Mitterrand avance le nom de son conseiller, pour que les

commentateurs néerlandais jouent ce dernier gagnant contre M. Onno Ruding, le candidat du gouvernement de La Haye, qui fut ministre des finances de 1982 à 1989. Et M. Van den Broek de déplorer que la presse néerlandaise souffre d'une espèce de complexe d'infériorité : « On ne voit guère rarement à l'étranger », s'indigne-t-il.

« Pourquoi ne pas avoir simplement dit la vérité », demande M. Van den Broek, nos confrères, c'est-à-dire que « M. Ruding est le meilleur candidat, en raison de son expérience internationale - financière, politique et à l'égard de l'Europe de l'Est - qui est plus grande que celle du candidat français. Pourquoi ne pas dire (...) que la France est déjà royalement servie en ce qui concerne les hautes fonctions internationales (présidence de la Commission européenne, secrétaire général de l'OCDE, Direction générale du Fonds monétaire international, poste le plus important du Conseil de l'Europe) ».

On attendrait de la France « dirigée par un Européen convaincu et inspirateur de l'Europe » qu'elle soit plus soucieuse « d'une répartition plus équilibrée des responsabilités internationales », ajoute M. Van den Broek. En tout cas, une nouvelle forme de diplomatie est née : celle du « courrier des lecteurs ».

CHRISTIAN CHARTIER

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LA SANTÉ PUBLIQUE

Envoyer 80 F (finibus à 2 F ou chèque) à APPO-CEHAP, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 180 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

A TRAVERS LE MONDE

HAÏTI Pas de militaires au Conseil d'Etat

L'armée n'anverra pas de représentants au Conseil d'Etat, l'organisme qui doit assister le président, dit Ertha Pascal Troulot. La haïtienne commandement militaire a fait valoir, jeudi 15 mars, que des raisons liées au règlement de l'armée et à des problèmes de hiérarchie l'empêcheraient de participer au Conseil d'Etat où sont représentées les diverses institutions du pays, tout en proposant qu'une concertation permanente s'instaure avec cet organisme, dont quatre des dix-neuf membres restaient encore à désigner.

Dans l'attente de l'installation du Conseil, qui devait avoir lieu vendredi, la situation reste très tendue dans le pays. Deux personnes ont été tuées par balles à Port-au-Prince, et, en province, de violentes affrontements à propos de conflits tenus ont provoqué une douzaine de morts. - (AFP.)

CÔTE-D'IVOIRE Baisse imminente des salaires et des prix

Le gouvernement ivoirien a décidé, jeudi 15 mars, une baisse des salaires supérieurs à 100 000 F CFA (2 000 francs) dans le secteur public et le prélevement d'une contribution de « solidarité » dans le secteur privé, assortie de diminution des prix de certains produits de première nécessité contrôlés par l'Etat. L'annonce en a été faite à la radio peu après une réunion de ministres autour du président Félix Houphouët-Boigny, qui a également décidé d'avancer au printemps la tenue du congrès du Parti démocratique de Côte-d'Ivoire (PDCI), au pouvoir depuis l'indépendance,

initialement prévu à l'automne. Le président avait déclaré lundi sur TF 1 que le congrès désignerait son successeur cette année.

Les salaires et indemnités des ministres et présidents des principales institutions d'Etat diminueront de 40 %, ceux des députés de 25 %. Pour les autres fonctionnaires, la baisse est de 17 % pour les salaires supérieurs à 500 000 F CFA, de 14 % pour les salaires de 250 000 à 500 000 F CFA et de 8 % pour les salaires de 100 000 à 250 000 F CFA. Dans le secteur privé, les salariés vont devoir apporter une contribution de « solidarité » variant de 5 % à 10 % en fonction du niveau des revenus », a déclaré à la radio le ministre des finances, M. Moïse Komoué Koffi. Ces mesures, selon les déclarations officielles, devraient entrer en vigueur à la fin du mois. - (AFP.)

GABON Reprise de l'agitation sociale

L'agitation sociale qui s'était calmée depuis les troubles du début du mois a repris jeudi 15 mars au Gabon. Plusieurs mouvements de grève ont ainsi été déclenchés dans la capitale, Libreville. Si les agents du ministère des finances qui demandent le départ de leurs responsables ont travaillé « au ralenti », ceux de la Banque gabonaise de développement ou de la Société des cigarettes gabonaises ont arrêté totalement le travail. Toutefois, le mouvement le plus important concerne la compagnie aérienne Air-Gabon, plus de mille employés, dont le mouvement de grève a paralysé totalement l'activité dans l'aéroport de Libreville. On annonçait cependant une reprise du trafic vendredi.

La télévision gabonaise, signe de la « démocratisation » qui s'installe dans le pays, a rendu compte

avec objectivité de ces mouvements sociaux, qui n'ont pour le moment aucun prolongement « politique ».

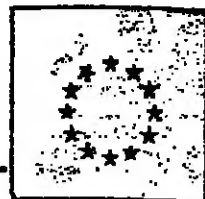
Le président Omar Bongo, qui s'est adressé à ses concitoyens mercredi, a de nouveau prôné la création d'un « rassemblement social démocratique gabonais » qui remplacerait le parti unique au pouvoir et qui pourrait intégrer toutes les sensibilités politiques du pays. Une conférence nationale où toutes ces sensibilités devraient pouvoir s'exprimer s'ouvre ainsi le 23 mars à Libreville. - (Corresp.)

MONGOLIE M. Tsedenbal a été exclu du PC

Les nouveaux dirigeants du Parti populaire révolutionnaire mongol (PPRM, communiste) ont renouvelé jeudi 15 mars leur engagement de permettre des élections libres. Lors d'une conférence de presse, le nouveau secrétaire général, M. Gonboshavyn Oshirbat, a déclaré que « les nouvelles organisations politiques prendront part aux élections sur un pied d'égalité avec le PPRM ». Pour concrétiser la rupture avec la période précédente, le comité central du PPRM a d'autre part décidé d'exclure de ses rangs M. Yumjagin Tsedenbal - au pouvoir de 1940 à 1994 - de réhabiliter des membres du parti victimes des purges passées et de convoquer un nouveau congrès pour le 10 avril prochain.

Réagissant pour la première fois aux récents événements en Mongolie, et en Union soviétique, la Chine a souligné jeudi son souhait de développer « des relations amicales et de bon voisinage » avec ses deux voisins, tout en se refusant à tout commentaire sous prétexte de « non ingérence » - (AFP, Reuter.)

EUROPE 93



Nouvelle offensive des parlementaires européens

Les élus de Strasbourg relancent le débat sur l'accroissement de leurs pouvoirs

Les parlementaires européens ont adopté à la quasi-unanimité, mercredi 14 mars, un rapport sur les relations institutionnelles au sein de la Communauté, le rapport Martin, premier d'une série préparée dans la perspective de la conférence intergouvernementale qui doit commencer en décembre prochain. Au centre du débat : l'accroissement des pouvoirs du Parlement européen.

STRASBOURG

de notre envoyée spéciale

Les parlementaires européens sont des élus tourmentés, en perpétuelle crise d'identité. L'origine de leur malaise est bien connue : bien qu'ils aient le suffrage universel direct, ils ne détiennent qu'un pouvoir restreint, celui d'adopter ou de rejeter les textes législatifs dans certains domaines délimités. D'où un perpétuel combat pour le renforcement de leurs prérogatives.

La récente évolution des pays de l'Est leur fournit une nouvelle occasion de dénoncer le « déficit démocratique » de la Communauté : la CEE peut-elle rester, sur le continent, la seule entité à ne pas disposer de structures démocratiques ? argument-ils. Ils sont d'ailleurs d'autant plus sûrs de leur fait qu'en 1989, avant même que n'intervienne l'événement qui a bouleversé l'Europe de l'Est, MM. Felipe Gonzalez, François Mitterrand et Helmut Kohl, en visite à Strasbourg, ont tour à tour estimé leurs revendications fondées.

Fort de ces soutiens et d'un léger glissement à gauche de l'Assemblée, la suite des élections européennes de juin dernier, les élus se sont donc lancés dans une nouvelle offensive. Les grandes manœuvres ont commencé à l'automne 1989, sur une base très logique. Les Douze doivent réviser les traités au cours d'une conférence intergou-

vernementale afin de parvenir à l'union économique et monétaire (UEM). Les parlementaires - ils ne sont pas les seuls - voient là une excellente occasion de réformer les institutions. Encore veulent-ils avoir un droit de regard sur cette réforme. Aussi le président du parlement, M. Enrique Baron, a-t-il repris une idée lancée par le premier ministre espagnol, M. Felipe Gonzalez : l'organisation d'une conférence préparatoire à la conférence intergouvernementale, dont on sait depuis le conseil européen de Strasbourg qu'elle commencera fin décembre.

Cette préconférence, qui aura lieu à la mi-mai à Strasbourg, si les vœux de M. Baron sont exaucés, réunira des représentants du Parlement et de la Commission européenne et des douze États membres (tous n'ont pas encore répondu à l'invitation). L'objectif est de fixer l'agenda de la future conférence intergouvernementale, la question fondamentale étant de savoir si elle sera exclusivement consacrée à l'UEM, comme prévu en juin 1989 au conseil européen de Madrid, ou si une réforme institutionnelle figurera à l'ordre du jour.

Un « pas » ou une avancée politique ?

Il semble d'ores et déjà acquis que les Douze ne se borneront pas à discuter de l'UEM. D'où une multitude de questions : quelle forme prendra-t-elle ? Serait-elle consécutive à la première ? Dans quelle mesure le Parlement et la Commission y prendraient-ils part (une question primordiale pour l'Assemblée) ? S'agira-t-il, comme l'a encore demandé M. Jacques Delors mercredi à Strasbourg, d'un « pas » comme celui accompli par les Douze lorsqu'ils ont signé l'Acte unique, ou d'une véritable avancée politique ? Autant d'interrogations soulevées à la poussée des événements. Le président de la Commission européenne semble d'ailleurs de plus en plus

convaincu que Bonn accepterait plus volontiers une union politique qu'une union économique et monétaire. Mais il aura certainement du mal à convaincre les États membres de s'orienter dans cette direction, dans la mesure où même les plus « intégrationnistes » d'entre eux voient le « risque de faire capoter la barque, à vouloir la trop charger », comme dit un diplomate.

Toujours est-il que le Parlement européen, qui, lui, réclame l'union politique à cor et à cri, fourbit ses armes. Il doit, en juin, remettre son avis sur la conférence intergouvernementale et peut, s'il s'estime insuffisamment associé aux travaux, ajourner cet avis. Dilemme pour les parlementaires : comment participer à la conférence intergouvernementale sans être « phagocyté », autrement dit comment éviter, tout en étant partie prenante à la conférence, d'en cautionner par avance les résultats ? Une question révélatrice de l'état d'esprit offensif qui régit actuellement dans l'Assemblée.

Plus concrètement, quatre membres de la commission institutionnelle du Parlement ont été chargés d'élaborer des rapports dont les thèmes forment le canevas de la nouvelle stratégie des parlementaires. A M. Valéry Giscard d'Estaing est revenue la tâche de plancher sur la subsidiarité ou, plus simplement, la répartition des compétences entre les États et la Communauté. Pour l'ancien président de la République, qui en fait son nouveau cheval de bataille, la subsidiarité est le maillon manquant du projet Spinnelli - la « bible » des parlementaires -, projet de traité instituant l'union européenne, adopté par le Parlement en février 1984. Un nouveau projet de Constitution est d'ailleurs à l'étude. M. Emilio Colombo, ancien premier ministre italien, y travaille.

Autre thème en chantier : l'organisation d'assises qui doivent réunir, à l'automne prochain, un tiers des parlementaires européens et autant de parlementaires nationaux issus des douze États mem-

bres. C'est M. Maurice Duverger qui est chargé de ce dossier pour le moins délicat, dans la mesure où la grogne est de plus en plus perceptible chez les parlementaires nationaux qui s'estiment dessaisis de leurs pouvoirs.

Le quatrième et dernier sujet de réflexion porte sur la conférence intergouvernementale en elle-même. Il s'agit de l'objet d'un rapport préliminaire, élaboré dans la perspective de la préconférence.

Quatre propositions

Pour son rapporteur, le travailliste britannique David Martin, ce document préliminaire contient quatre propositions essentielles en matière institutionnelle :

- L'introduction de la codécision, c'est-à-dire le partage du pouvoir législatif entre le Conseil (les douze États) et le Parlement ;

- L'élargissement du contrôle de la Commission par le Parlement (les parlementaires auraient un droit d'« approbation » des nominations à la Commission et, à la suite de l'adoption d'un amendement, éliraient le président) ;

- L'extension du vote à la majorité qualifiée, au sein du Conseil, au domaine de l'environnement et au domaine social (pour l'instant, dans ces deux domaines, les douze États ne peuvent se prononcer qu'à l'unanimité) ;

- L'attribution à la Commission européenne de pouvoirs lui permettant de mettre en place une véritable politique étrangère de la Communauté.

Débatte mercredi 14 mars, le rapport Martin a montré - une fois de plus - que les questions institutionnelles font l'objet d'un consensus dans l'Assemblée. S'y sont montrés hostiles : le groupe des droites européennes, dirigé par

M. Jean-Marie Le Pen ; le groupe Coalition des gauches qui comprend les communistes français ; le groupe RDE, auquel appartiennent les élus du RPR, dont le président, M. Christian de La Malène, a prévenu qu'il s'abstiendrait sur ce texte.

Si M. Giscard d'Estaing est intervenu au cours de ce débat, c'est uniquement pour faire un rappel au règlement : le Conseil n'était pas présent dans l'hémicycle ; autrement dit, la présidence irlandaise, qui aurait dû être représentée, ne l'était pas. Une manière de souligner le « dédain » dont les parlementaires estiment être victimes. Il est vrai, en tout cas, que les douze États n'ont jusqu'alors pas mené la réflexion sur les questions institutionnelles aussi loin que les parlementaires. Logique, les uns placent d'une situation, les autres s'en accommodent.

MARIE-PIERRE SUBTIL

Dans la CEE

Progression de 9,5 % du revenu agricole en 1989

Le revenu des neuf millions d'agriculteurs de la CEE a progressé de 9,5 % l'an dernier, selon les estimations publiées mercredi 14 mars par l'Office statistique de la communauté Eurostat.

La France, avec une progression de 11,5 % du revenu (calculé en termes réels par unité de main d'œuvre) se situe un peu au-dessus de la moyenne, les meilleurs résultats ayant été obtenus au Danemark (+24,8 %), en Belgique (+19,3 %), au Luxembourg (+19,3 %), en RFA (+16,3 %) et aux Pays-Bas (+11,9 %), alors que

les revenus des agriculteurs espagnols et irlandais ont stagné et que la progression enregistrée au Portugal, en Italie et en Grèce a été inférieure à la moyenne.

Ces résultats s'expliquent, selon Eurostat, par une hausse des prix des produits agricoles (+7,3 %), nettement supérieure à celle des prix moyens de production (+4,1 %), alors que le volume produit ne s'est accru que de 0,4 %. En outre, souligne Eurostat, les subventions liées à la production ont progressé de 9,6 % tandis que les impôts n'ont augmenté que de 5,6 % seulement en moyenne.

Helmut Kohl défend Strasbourg comme siège du parlement européen. - Alerté par une lettre de M. Otto von Habsbourg (CSU), parlementaire européen, de la nouvelle offensive de Bruxelles contre la capitale autrichienne dans la bataille pour le siège du parlement européen (le Monde du 16 mars), le chancelier ouest-allemand Helmut Kohl a indiqué dans sa réponse que « les députés CDU-CSU devraient continuer à soutenir activement Strasbourg ». La lettre du chancelier se conclut en ces termes : « Je resterais imperturbable dans mon soutien pour Strasbourg en raison de sa valeur symbolique pour l'unité franco-allemande et sa dimension européenne ». (Corresp.)

Le Monde
RADIO TELEVISION
COMMUNICATION

FRANTOUR Histoire d'une agence...

Les portes sont ouvertes, toujours. Il suffit de passer dans le couloir, d'avancer la tête dans le bureau pour engager le dialogue avec Claude Pô, directeur général. Chez Frantour on est ainsi accueillant, ouvert, dynamique. Dans le vieil hôtel de la rue Monceau, sous les plafonds dont les stucs semblent encore résonner des festes du Second Empire, la belle mécanique de l'entreprise fonctionne en douceur dans un enthousiasme discret qui débouche sur une belle efficacité.

Histoire d'une agence ? Histoire de voyages ? Peut-être. Histoire d'hommes surtout qui posent dans l'audace des fondateurs de cette étonnante agence l'originalité actuelle de leurs activités, 530 000 jolis billets sortent chaque année des bureaux de ce voyageur, pas tout à fait comme les autres, et la moitié d'entre eux sont vendus à l'étranger en direction de la France. « La vocation première, à l'origine, dit Claude Pô, est de promouvoir le train en Europe, et l'autre aspect fondamental, c'est la France... »

Une vision européenne

Quand, en 1949, les fondateurs de cette agence commencent leurs activités, tout de suite ils voient large. Et loin. Bien sûr il est important d'emmener en train des touristes français vers des horizons lointains ainsi que le font tous les voyageurs. Mais comme les trains effectuent des allers et retours, autant qu'ils relient avec des passages, des voyageurs étrangers souhaitant visiter la France. Avant même que l'idée de l'Europe n'effleure les esprits des hommes politiques ou des hommes d'affaires, chez Frantour on œuvre boutique dans les capitales voisines, Amsterdam, d'abord, et puis Bruxelles, Francfort, Londres, ensuite Genève, Madrid et enfin Milan, curieusement oubliée jusqu'à ces dernières années.

Si bien qu'au moment où les voyageurs français commencent à tourner leurs regards vers les horizons européens, Frantour se targue de posséder sept filiales, réparties dans les principales villes d'Europe, bien implantées, et certaines depuis plus de quarante ans ! Dans quelques pays comme la Suisse, son activité est telle qu'il se situe à la quatrième place des tour-opérateurs du pays. Ainsi Frantour vend la moitié de ses forfaits, 260 000 environ, à l'étranger dont la plus grande partie en direction de la France, et devient le premier, sinon le seul, importateur de touristes.

« Donc, dit Claude Pô, le premier exportateur de devises. Frantour est le seul groupe de tourisme en France ayant ce rôle économique, nous sommes un tour-opérateur européen avant l'heure, et avant tous nos autres concurrents. Je tiens essentiellement à cette fonction qui me paraît dans le prolongement normal de la filiale d'un service public tel que la S.N.C.F. »

Démarche originale face au travail de voyageurs habitués qui s'efforcent d'envoyer les Français hors frontières, ici, et depuis longtemps, pour la moitié des activités de l'agence, on va chercher des touristes, dans les pays voisins. Clientèle proche, principalement attirée par Paris mais qui ne dédaigne pas découvrir les hauts lieux touristiques de la province. « Mon rôle économique est en grande partie d'apporter des devises en France, c'est ce qui me différencie complètement des autres... »

Une complémentarité hôtelière

Différente aussi dans sa conception profonde cette agence qui tient à regrouper en son sein toutes les activités nécessaires à l'organisation et à la réussite des voyages de ses clients. À l'origine toutes les promotions.

Ainsi, pour recevoir ses touristes, l'entreprise a varié ses activités en fonction de ses besoins. À l'arrivée des trains il faut des hôtels. Ils seront donc construits là où les touristes ont envie d'aller. À Paris d'abord, à la gare de Lyon ou au pied de la Tour Eiffel, puis à Chamonix, à Besençon sur la Côte d'Azur, à Nice. Pour ceux qui préfèrent une forme d'hébergement plus familiale ou des résidences qui ressemblent à des clubs avec des activités sportives ou de superbes lieux de vacances, Frantour développe aussi son hôtellerie de loisirs. À Boulogne, à Nîmes, à Saint-Raphaël, en Corse, s'étagent des établissements nichés sous les pins, entourés autour de vastes piscines baignées de vertes collines, véritables sites de détente et de séjour.

Mais déjà Claude Pô et ses collaborateurs précisent : « La vocation du groupe n'est pas d'être à la tête d'une chaîne hôtelière et de louer des chambres mais d'intégrer l'hébergement dans un ensemble de prestations afin de rester maître du produit en son entier. Les investissements de Frantour dans le domaine hôtelier sont directement liés à ses exigences de tour-opérateur et nous les développerons toujours dans ce sens. Nous avons ainsi un ensemble complet. Quant on maîtrise son parc hôtelier, on maîtrise la qualité des prestations que l'on offre à sa clientèle. Pour être un commerçant honnête vis-à-vis de nos acheteurs de l'étranger il faut que nous puissions leur dire que nous sommes présents et que nous avons des chambres à leur proposer même en période d'affluence. Nous pouvons le réaliser parce que nous connaissons l'offre et la demande. Là aussi nous avons de l'avance sur nos concurrents car nous fabriquons des produits dont nous possédons toutes les données : la plupart des éléments nous appartient ! »

Mais dire qu'ils ne sont pas hôteliers serait de la provocation reconstruite. Car on ne peut pas posséder des hôtels sans pratiquer ce métier avec le savoir-faire d'un bon professionnel. « Notre hôtelier qui dirige l'hôtel de Nice sera aussi bon si ce n'est meilleur que les autres, mais en plus il reçoit l'appui d'autres collègues qui sont les agents de

la France, évoque encore le fruit des chemins de fer, les rêves qui s'attachent aux arrivées et aux départs dans les grands crissements des locomotives essouffées, la joie des retrouvailles sous les verrières des gares. Quelque chose du train lui tient au corps, à cette agence de voyages et lui donne des essies solides, aussi fortes que les rails traversant le continent. C'est que l'entreprise, longtemps, s'est accrue et s'accroît encore aux frictions des bureaux de tourisme de la S.N.C.F. et, même s'il n'est plus le moyen de transport obligé, le train reste privilégié, celui par qui tout est né, tout est arrivé. Celui qu'on aime et qu'on respecte avec d'autant plus d'enthousiasme qu'il reste à travers la S.C.E.T.A., société holding majoritaire, elle-même filiale de la S.N.C.F., un partenaire actif.

Si l'aspect ferroviaire est une composante historique, il engendre aussi une fidélité à un mode de transport sur lequel le groupe s'est bâti et qui conserve ainsi des relations de capital et de famille avec la S.N.C.F.

voyages de Frantour, car ils font partie de la même entreprise. Tous ont intérêt à ce que le groupe s'épanouisse et fonctionne dans son ensemble. C'est l'avantage des prestations intégrées. »

L'originalité jusqu'au bout

Car ces forfaits produits avec leurs propres éléments sont distribués par eux-mêmes. En plus des filiales européennes, des bureaux de voyages portant l'enseigne Frantour touristes desservent la France, et leur nombre, par la prise de participation de Frantour dans la société Sud-Ouest Voyages, atteint maintenant la centaine. Les fonctions de ce « tour-opérateur » jouent un rôle important au cœur de l'activité de Frantour qui se trouve alors avec le transport, l'hébergement et la vente de ses produits totalement maître des éléments qui composent les voyages de ses clients.

Agence classique qui vend des voyages, fait de la billetterie mais bien sûr garde une attention tout à fait particulière pour les « forfaits-maison » dont le plus original est peut-être ce Train-Hôtel lancé en 1974 et qui, pour le prix d'un voyage en train et d'une chambre d'hôtel, permet de découvrir la France et les destinations de proximité avec une facilité déconcertante. L'attachement à « un mode de transport qui peut être extrêmement efficace » reste présent. On retrouve toujours la vocation d'origine qui est le train.

L'envie joue son rôle aussi. Pour élargir le choix et proposer des destinations d'hiver un peu plus exotiques que la Corse ou la Côte d'Azur, Frantour s'implante en Grèce puis en Martinique. Toujours avec la maîtrise de l'hôtel et toujours avec ce besoin d'être souverain de son produit.

Un avenir tranquille

Original ce voyageur l'est dans toutes ses activités et souhaite conserver cette particularité. Avec ses hôtels, ses résidences de loisirs, ses bureaux à l'étranger Frantour possède 36 filiales autonomes qui toutes travaillent les unes avec les autres. Estimant qu'un responsable ne se réalise pleinement que lorsqu'il est totalement investi, Claude Pô longtemps homme de mer, affirme que « chacun doit être aux commandes de son navire » et que l'entreprise ne peut fonctionner que dans le respect de l'individualisme et de la capacité d'innovation ou de génie de ses collaborateurs.

L'avenir s'inscrit dans cette perspective. Leurs atouts chez Frantour, ils les connaissent bien : « Nous ne souhaitons pas nous mettre à la tête de nous-mêmes, nous ne sommes pas des hommes de main, nous sommes des hommes de main. Cela n'appartient à personne. Mais nous sommes une petite entreprise, nous voulons garder les pieds sur terre et coller à notre activité. »

L'avenir, pour eux, c'est être un voyageur sur le marché européen tant à l'étranger qu'en France, être un fabricant de voyages significatif dont le développement s'inscrit par la création d'autres outils de diffusion à travers des agences de voyages, et l'investissement dans des hébergements là où leur clientèle en a besoin d'eux. « Avec un confort, une qualité de prestations, un esprit qui correspondent à la demande que nous avons. »

Des investissements hôteliers, mais seulement dans les lieux qui correspondent à des destinations souhaitées par leurs voyageurs, ce qui leur permettra de conserver ce taux de 90 % d'occupation, particulièrement élevé, véritable signe de réussite au sein de la profession hôtelière et en des endroits que le développement du TGV va favoriser en ouvrant des destinations nouvelles. Des forfaits Train-Hôtel jusqu'à 70 % vendus entre province et Paris et en grande partie à des hommes d'affaires mais dont la progression vers les villes européennes tend à prendre de l'ampleur. Favoriser la mise en place d'un savoir-faire dans la gestion de la restauration et peut-être ne pas se contenter de quelques prestigieuses buffets de gare mais avoir l'œil sur l'ampleur que vont prendre les aéroports de province dans les années prochaines. Et là affirmer une compétence très « pointue » dans cette technique de gestion si particulière.

Cela s'ajoute aux accords réalisés avec Fran et Sotair, qui permettent de mettre en valeur les spécificités de chaque agence et probablement de trouver, pour les années à venir, une dimension nouvelle. Fran, en apportant son expérience du voyage et du séjour « grand public », Sotair en apportant sa superbe maîtrise du forfait aérien confort les assises et unissent la terre et l'air au rail.

Une histoire d'hommes dans une entreprise qui respire avec sérénité derrière ses portes et qui regarde de loin les tribulations des professions du tourisme, quand elles s'insolent de l'Europe. À Frantour, l'Europe c'est hier et c'est demain, c'est leur domaine depuis longtemps. Reste le monde. Peut-être est-ce pour le découvrir avec toujours la même sagesse que les portes restent si largement ouvertes.

s européens

POLITIQUE

Le congrès du Parti socialiste de Rennes

M. Fabius soutient M. Poperen MM. Mauroy et Jospin font alliance avec M. Chevènement

RENNES

de nos envoyés spéciaux

Dans le rapport d'activité présenté à l'ouverture des travaux du congrès du PS, jeudi 15 mars à Rennes, le numéro deux du parti, M. Henri Emmanuelli, a demandé au gouvernement de prendre « le départ d'une nouvelle étape sociale » et de « redonner au plus vite des repères plus évidents et plus lisibles » à un électoralat de gauche aujourd'hui « désorienté ».

En coulisses, M. Laurent Fabius et ses amis, en concurrence avec MM. Pierre Mauroy, Lionel Jospin et Louis Mermaz pour prendre le contrôle du parti, s'efforcent toujours de consolider une majorité avec le renfort des motions les plus minoritaires mais leurs négociations avec, d'une part, les signataires de la motion présentée par M. Julien Dray et, d'autre part, avec M. Jean Poperen, n'avaient pas encore abouti vendredi matin.

En revanche, MM. Mauroy, Jospin, Mermaz et le courant de M. Jean-Pierre Chevènement ont conclu, dans la nuit de jeudi à vendredi, une alliance en bonne et due forme.

M. Michel Rocard, qui apparaît en position d'arbitre, devait être présent vendredi après-midi.

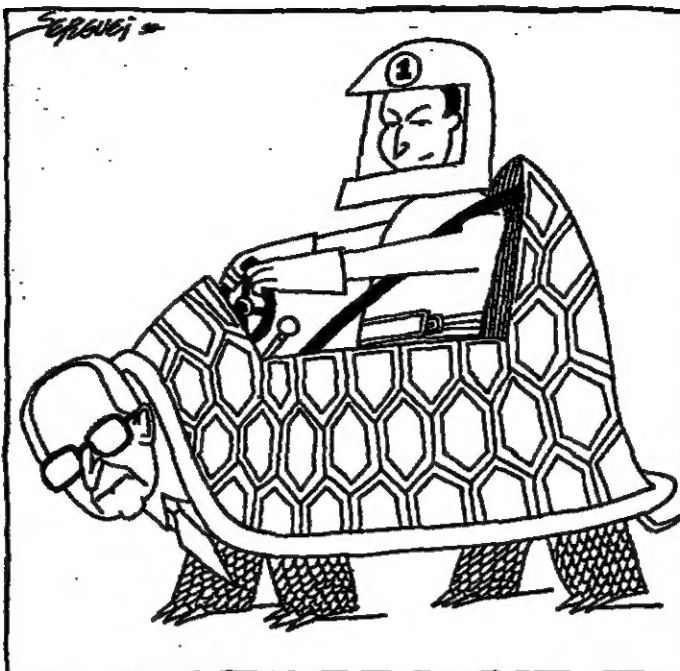
« Normalement, dans un congrès, on commence par compter les mandats, puis on fait un accord politique, enfin on désigne la direction. Ici, c'est le contraire : il faut d'abord s'entendre sur la direction pour faire un accord politique, et ce n'est qu'ensuite que l'on pourra annoncer le décompte des mandats. » Rocardien, M. Jean-Pierre Saur, maire d'Orléans, ironisait sur la marche curieuse du congrès de Rennes, où les négociations sur la recherche d'alliances entre les courants ont débuté, jeudi 15 mars, sans qu'ait été officiellement annoncées, ni même évoquées, les résultats du vote des fédérations, qui déterminent les rapports de force. Les rocardiens, en effet, n'étaient pas concernés, au moins dans un premier temps, par les tractations menées par les deux principaux courants pour tenter d'élargir leur assise.

Comme disait un autre partisan du premier ministre, M. Gérard Fuchs, membre du secrétariat national, « quand on fait une longue course en mer, il faut savoir à quel moment dormir : nous nous réveillons peut-être samedi à 18 heures, pour changer une ou deux voiles ». D'ici là, les rocardiens observent avec un sourire dissimulé, malgré tout, une pointe d'inquiétude, l'agitation qui s'est emparée des responsables de l'ex-courant mitterrandien.

Tout le monde ne jouit pas du confort des rocardiens qui, plus que jamais, sont en position d'arbitre. Une bonne partie de l'après-midi, dans les couloirs du congrès, a été occupée par une polémique obscure et compliquée entre MM. Pierre Mauroy et Laurent Fabius à propos de vaines fausses propositions qu'aurait faites le premier secrétaire du PS au président de l'Assemblée nationale sans que celui-ci s'en satisfasse. Innovation dans un congrès socialiste : les adversaires règlent leurs comptes à coup de communiqués vengeurs, qui sont distribués aux journalistes, quitte, pour les délégués, à aller chercher des informations auprès des porteurs du badge « presse ».

Course de vitesse

La nervosité des deux adversaires tient au fait que chacun est engagé dans une course de vitesse pour prendre l'ascendant sur l'autre. Depuis plusieurs jours, les jospino-mauroyistes étaient en négociation avec M. Jean-Pierre Chevènement, en vue d'un accord qui pourrait amorcer un processus de fusion entre les deux courants. M. Jean Poperen, lui aussi, a été approché par le premier secrétaire, mais le ministre des relations avec



le Parlement n'a pas cédé aux sirènes du rapprochement avec les signataires de la motion (Mauroy-Mermaz-Jospin). Du coup, M. Fabius a, lui aussi, tenté sa chance auprès de M. Poperen, malgré les propos aigres dont M. Poperen n'avait pas été averti, pendant la campagne dans les fédérations, à l'encontre du président de l'Assemblée nationale. Parallèlement, les amis de M. Fabius continuaient à reprocher à MM. Mauroy et Jospin de vouloir « exclure » leur chef de file qui ne serait, lui, soucieux que de « rassembler ».

On en était là quand le congrès s'est ouvert. Le premier, M. Poperen a fait diffuser un texte rejetant les « regroupements partiels » et les « combinaisons tactiques », qui, selon lui, « reviennent, en fait, à écarter ». « On le voit bien, affirmait le ministre des relations avec le Parlement, la méthode à laquelle paraît rivailler Pierre Mauroy ne mène à rien. » M. Poperen annonçait des « initiatives » en vue d'une synthèse intégrant une proposition de « contrat entre la croissance économique et la justice sociale » et qui « tiennent compte », surtout, du « puissant mouvement pour la rénovation qui s'est exprimé durant la préparation du congrès ».

Si M. Fabius avait besoin d'une explication de texte, M. Poperen était prêt à la lui donner. Les deux hommes déjeunent à la même table devant les caméras de télévision, puis ils se rejoignent à l'ouverture du congrès. Le président de l'Assemblée nationale fait diffuser un texte dans lequel il explique que sa motion « n'a été saisie d'aucune

proposition réelle de rassemblement de la part de Pierre Mauroy ». « Or, ajoute-t-il, ce n'est évidemment pas en commençant par écarter qu'on peut unir. » Ayant « pris connaissance des dernières déclarations de Jean Poperen », il estime que la démarche de ce dernier « rejoint » son propre « objectif de rassemblement ».

Phase gesticulatoire

M. Fabius a réussi à déjouer la manœuvre d'encerclement (M. Poperen d'un côté, M. Chevènement de l'autre) qu'avait lancée le camp opposé. L'avantage est au président de l'Assemblée nationale qui a trouvé un allié. L'allié en question est, lui aussi, bénéficiaire de l'opération : M. Fabius est le premier qui apporte son soutien à l'entreprise jusqu'alors solitaire de M. Poperen. Le principal lieutenant du ministre des relations avec le Parlement, M. Jean-Marc Ayrault, maire de Nantes, que les jospinistes disaient rallié à leur cause, leur oppose un démenti formel, en expliquant que l'initiative de son chef de file dispose, à ses yeux, de solides chances de réussite. Il précise toutefois que, pour sa part, il refuse les synthèses partielles, que ce soit avec MM. Mauroy et Jospin ou avec M. Fabius.

En somme, un drame se noue dans les coulisses, même si, officiellement, les congressistes ne sont toujours au courant de rien. Tout en niant la réussite de la percée adverse, les amis de MM. Mauroy et Jospin organisent une contre-attaque en deux temps : premier temps, les proches du premier secrétaire expliquent que M. Mauroy, la veille, a tenté vainement de joindre M. Fabius. Faute d'y parvenir, le maire de Lille a transmis toute une série de propositions au directeur du cabinet du président de l'Assemblée, ainsi qu'une invitation pour un petit déjeuner en commun vendredi. Il demande une réponse pour jeudi matin, mais celle-ci ne viendra que dans l'après-midi, sous la forme du communiqué de M. Fabius.

Les amis de M. Mauroy, dans la foulée, ne se privent pas d'ironiser sur l'alliance entre le héraut de la rénovation du PS - titre que, au demeurant, ils lui contestent - et M. Poperen, qui, il n'y a pas si longtemps, raillait ceux qui enfourchaient l'« écu de mieu », « le cheval fou du jour de la rénovation ».

Second temps : les jospino-mauroyistes font donner M. Henri Emmanuelli. Le numéro deux du PS daube sur cette « phase gesticulatoire », cette « espèce de guerre de communiqués dans le dos des congressistes », qu'il trouve « assez étonnante ». Pour M. Emmanuelli, tout cela est « surréaliste ».

Tout juste quelques minutes après, nouvelle bousculade de journalistes dans les couloirs du congrès : M. Fabius vient s'expliquer. « Off the record », précise-t-il. Comme il y a au moins vingt-cinq journalistes, M. Fabius peut s'attendre, tout au plus, à ne pas être cité entre guillemets dans la presse. Maniant une ironie froide, comme il aime à le faire, le président de l'Assemblée réduit en poussière les propositions de M. Mauroy. Il réaffirme sa volonté d'accorder à chacun sa place et de refuser les exclusions, quelles qu'elles soient, précise qu'il a soutenu les déclarations de M. Poperen parce qu'elles lui semblaient aller dans le sens du rassemblement, ce qui n'est pas le cas d'un accord partiel Jospin-Mauroy-Chevènement.

Le président de l'Assemblée souligne encore, avec force, qu'il n'a vraiment aucune vocation minoritaire. A propos de la désignation du premier secrétaire, il rappelle que M. Mitterrand, en 1971, était arrivé très minoritaire au congrès d'Epinal, et en était sorti pleinement premier secrétaire. Enfin, il explique, en souriant à peine, que s'il ne demande pas le poste pour lui-même, c'est parce qu'il manque d'ambition.

Sensible aux critiques des amis de MM. Mauroy et Jospin qui attendent à ne pas heurter ses partisans, M. Poperen éprouve, de son côté, le besoin de préciser les limites de son pas de deux avec M. Fabius. Il est « tout à fait faux », explique le ministre des relations avec le Parlement, qu'il ait passé un accord avec le président de l'Assemblée nationale. Il a seulement « pris connaissance avec

intérêt » du communiqué de M. Fabius et refuse toute « opération à parti », que ce soit au profit de l'ancien premier ministre ou contre lui. On en conclut que M. Poperen, s'il souhaite l'appui de M. Fabius, n'est pas prêt, pour autant, à le suivre dans la minorité du parti faute d'une synthèse générale.

Un « nouvel axe politique »

Les délégués de chacune des sept motions se réunissent séparément dans la soirée. L'attention se porte surtout sur la réunion des amis de M. Chevènement, qui se préparent à rejoindre ceux de MM. Mauroy et Jospin. La perspective d'une fusion avec le courant A-B est loin de faire l'unanimité, mais, pour ceux qui y sont favorables, cette initiative volontariste se peut-être la dernière chance d'assurer la survie d'un courant affaibli. En outre, même s'il faut beaucoup de bonne volonté pour trouver des convergences éclatantes entre - par exemple - MM. Mauroy et Chevènement sur le désarmement, ou MM. Delors et Chevènement sur l'Europe, les méthodes et les perspectives prêtées à M. Fabius font la différence, à leurs yeux, en faveur de M. Jospin.

L'un des points d'achoppement de la discussion est la fédération de Paris, enlevée aux amis de M. Chevènement par les mitterrandiens, sous la direction de M. Jospin, en 1983. Les militants parisiens de Socialisme et République aimeraient, à la faveur d'un accord entre les deux courants, reprendre la fédération ou, du moins, évincer de sa direction son premier secrétaire actuel, M. Jean-Marie Le Guen. Celui-ci déclare, devant les délégués de la motion 1, qu'il n'entend pas être un « obstacle » à une entente nationale entre les deux courants. De fait, la négociation s'embourbe, entre autres, à l'éviction de M. Le Guen, sans qu'il soit pour autant question, comme cela avait été envisagé, de son entrée au bureau exécutif.

Appel au rassemblement

Les délégués de Socialisme et République ayant approuvé, pour les deux tiers d'entre eux, la procédure d'accord proposée, MM. Mauroy, Jospin et Chevènement mettent au point, à 1 heure du matin, un « appel au rassemblement des socialistes », dont le ministre de l'éducation nationale affirme sèchement qu'il est le premier événement du congrès. « Vous avez vu l'accord Fabius-Poperen ? demande-t-il. Moi pas. »

En revanche, le texte commun aux motions 1 et 7 est écrit. « Il faut savoir, affirme-t-il, dépasser les clivages hérités du passé pour susciter de nouvelles dynamiques. » Les signataires se proposent de mettre en place un « nouvel axe politique » afin de rassembler le PS en « évitant les errements qui ont marqué la préparation de ce congrès ».

D'accord pour supprimer le poste de numéro deux du parti, les signataires envisagent la mise en place d'un « conseil de coordination » associant, autour de M. Mauroy, premier secrétaire, les chefs de file, au secrétariat national, des courants participant à la synthèse souhaitée. A moyen terme, Socialisme et République, avatur du CERES (Centre d'études, de recherches et d'éducation socialistes), créé en 1964 par les jeunes militants de la SFIO qu'étaient, alors, MM. Chevènement, Didier Motchane, Michel Charzat, Pierre Guidoni, Alain Gomez, est appelé à se fonder dans un même courant avec celui de MM. Mauroy et Jospin. La recomposition est en cours.

Vendredi matin au petit déjeuner, MM. Mauroy, Jospin et leurs amis d'une part, M. Fabius de l'autre, se rencontrent sans autre résultat que le café bu ensemble. M. Fabius considère que l'accord Mauroy-Jospin-Chevènement est la confirmation d'une démarche d'exclusion à son égard. « C'est, dit-il, une logique d'écartement. » La recomposition court toujours.

JEAN-LOUIS ANDREANI
et PATRICK JARREAU

Si les plus beaux tapis d'Orient ne sont plus en Orient
c'est qu'ils sont déjà sur la Rive Gauche.



LE
BON
MARCHÉ
RIVE GAUCHE

Au BON MARCHÉ depuis plus d'un siècle, nous nous passionnons pour le tapis d'Orient. Notre acheteur et expert, François Ollivier, rapporte chaque année de ses voyages les pièces les plus rares et les plus précieuses : ses expéditions le mènent jusque dans les coins les plus reculés d'Iran, d'URSS, d'Afghanistan ou de Turquie. C'est là qu'il rencontre les tribus nomades ou sédentaires qui détiennent le secret et la mémoire de l'art oriental. Chaque tapis rapporté est une œuvre unique.

Pour en savoir plus sur ce qui fait la beauté d'un tapis d'Orient, le BON MARCHÉ vous propose de visiter sa collection et de rencontrer ses experts. En spécialistes, ils s'attachent à attribuer à chaque tapis sa juste valeur et vous proposent des services tels que présentation à domicile, restauration, nettoyage, garde, certificat d'origine, expertise. Crédit 3 mois sans frais à partir de 5 000 F d'achat. Remises non cumulables. 3^e ÉTAGE M^e SÈVRES-BABYLONE. TÉL. : 45.49.21.22. JUSQU'AU 31 MARS SUR TOUS LES TAPIS D'ORIENT. -20%

DFMA

POLITIQUE

Le congrès de Rennes du Parti socialiste

M. Emmanuelli invite le gouvernement à « redonner des repères » aux plus défavorisés

RENNES

de notre envoyé spécial

Le vrai héros de la première journée du congrès de Rennes est un modeste militant du pays angevin. Un maître d'école à l'ancienne, qui enseigne l'histoire et la géographie comme on pratiquait le sacerdoce laïque à l'époque de Jules Ferry et qui porte encore la barbe flamboyante des jours anciens de la « République des professeurs ». Celle qui, avant 1981, rêvait de « changer la vie ».

Il s'appelle Jean-Paul Brachet mais les annales politiques ne retiendront sans doute jamais son nom parce que, jeudi après-midi 15 mars, sur ce forum breton signalé à la ronde par des boudins multicolores remplis d'air et plantés comme d'immenses saucisses sur un champ de foire, les héros officiels restent obnubilés par la parade fabiusienne, le papillonnage popereeniste, les conciliabules jospino-mauroyistes et les concubines chevéniennes.

Pourtant, c'est bel et bien cet humble délégué de la fédération de Maine-et-Loire qui a osé formuler la seule question pertinente devant le psychodrame qui dilapide depuis des mois l'héritage mitterrandiste : à quoi sert aujourd'hui le Parti socialiste ? Il l'a fait à sa façon, sans grande phrase, en disant qu'il ne savait plus, aujourd'hui, quoi répondre à son fils de dix-neuf ans quand celui-ci lui demandait quelle était la raison d'être de son parti. Mais il a été le seul à demander la parole pour le dire sans fard et peu de délégués l'ont écouté. Le spectacle n'était pas à la tribune.

Pourtant, tout invitait à ce débat fondamental. Dans son rapport d'activité, Henri Emmanuelli venait lui-même de tirer la sonnette d'alarme : « Nous n'avons plus ou pas pu ramener à nous les voix perdues des électeurs déçus. Malgré l'œuvre accomplie par notre gouvernement une partie de l'électorat de gauche est aujourd'hui désorientée. La persistance des inégalités, voire leur accroissement entre revenu du travail et revenu du capital, l'argent facile des gains spéculatifs face aux situations de précarité, l'apologie du consensus comprise comme une acceptation tacite de l'existant, ou l'ouver-

ture » interprétée comme un abandon partiel d'identité : autant de facteurs qui nourrissent au mieux l'indifférence, au pire l'amertume (...). Il nous faut redonner au plus vite des repères plus évidents et plus lisibles à toutes celles et à tous ceux qui aspirent à plus de liberté et surtout à plus de justice. »

Déphasage total

Malheureusement, le propos du numéro deux du parti était surtout destiné aux rocardiens, en charge de l'Hôtel Matignon, et s'il résonnait comme un constat de carence, il apparaissait aussi comme un aveu d'impuissance : « Nous ne demandons pas l'impossible. Nous

volonté ».

Un peu plus tard, la discussion de la nouvelle « Déclaration de principes » du parti, actualisée pour la première fois depuis 1968, n'a pas suscité plus d'intérêt. Comis d'office, cinq autres orateurs seulement, sur huit cent quarante et un délégués, essayèrent de combler le vide sidéral qui caractérise ainsi, depuis plusieurs mois, aux yeux de l'opinion, les débats internes du PS. Sans plus de succès que le petit professeur d'Angers.

Député mauroyiste du Rhône, Gérard Colloby, n'eut à vrai dire, pas de chance. Il s'apprêtait à exhorter les socialistes français à « porter très haut le génie de la liberté » et à clamer leur « passion de l'égalité » après l'abandon de

exister réellement, en France, un « problème d'identité nationale », la confrontation se limita à un échange contradictoire sur l'avenir de l'Europe.

Pour le premier, la France n'a plus le choix, dans un univers économique voué à l'internationalisation et dans la perspective de la construction européenne : « Elle ne peut faire que deux choses de sa souveraineté nationale : la perdre ou la partager. » Pour le second, les bouleversements de l'Europe de l'Est forcent à dire que le regain des nationalismes risque très vite de rendre obsolètes tous les scénarios européens actuels.

Tribune et coulisses

Le très fidèle mauroyiste Jean Le Garrec invita bien, lui aussi, ses camarades au suraut : « Si nous ne retrouvons pas le sens de l'engagement et de la vertu républicaine, nous ne pourrions pas répondre à l'attente des jeunes. » Son collègue du Calvados, Louis Mexandeau, regretta que le mot « prolétaire » soit désormais prosaïque des programmes socialistes alors qu'il garde tant d'actualité dans tant de pays du tiers et du quart-monde. Mais le cœur n'y était pas. Entre le congrès de la tribune et celui des coulisses, le déphasage était total et pendant que ces quelques témoignages s'exprimaient, la plupart des congressistes papillonnaient autour des dernières rumeurs.

Anonyme, déjà oublié, dans le fond de la salle, Jean-Paul Brachet, signataire de la motion Popereen, poursuivait son monologue : « Notre parti a perdu toute audace conceptuelle. Entre la base et le sommet, la chambre d'écho ne fonctionne plus. Le parti et le gouvernement marchent à côté de leurs baskets. Le PS est progressivement coupé de la vie quotidienne. On a perdu de vue que les gens ne se rassemblent que s'ils ont envie de se retrouver. Qui, quand mon fils me demande à quoi sert mon engagement, ne lui plus de réponse ferme à lui donner et ça me gêne... »

Il y avait ainsi quelque chose de fâcheux, jeudi après-midi, à Rennes, dans le bourdonnement de ce congrès fasciné par la guerre suicidaire de ses chefs mais sourd à l'angoisse des petites voix de sa majorité silencieuse.

ALAIN ROLLAT

du désarmement, préférer passer par profits et pertes ces intéressants débats pour joindre leurs mandats.

Pour Michel Rocard, la fin de l'hégémonie mitterrandiste est à la fois une chance et un risque. A l'inverse de M. Mitterrand, il a construit son image sur la base de sa distance à l'égard du PS, au point que le parti était bel et bien son seul obstacle sur la route qu'il doit le conduire, du moins l'espère-t-il, à l'Elysée. Décidément réfractaire, ou impuissant à se doter d'une armature plus forte au sein de la formation socialiste, le premier ministre n'a profité ni de sa fonction ni de son accueil loyal à l'égard du président. Mais si hier, à 28 % dans le parti, M. Rocard était isolé, il est aujourd'hui, alors qu'il ne « pèse » plus (comme disent les apparatchiks) que 24 %, intégré. Si hier, il devait jouer au plus fin avec un président qui avait promis, en le nommant à Matignon, de « lever l'hypothèque Rocard », il peut, aujourd'hui, retrouver une marge de manœuvre dans un parti qui est, vis-à-vis du président, sur le chemin de l'autonomie.

Mais s'il a l'assurance de pouvoir compter sur une fraction non négligeable des mitterrandistes, dans la perspective de la prochaine élection

présidentielle, il lui faut à la fois éviter que M. Fabius ne se réfugie dans une minorité (qui serait critique à l'égard du gouvernement) et que le même Fabius contrôle le parti (il imposerait une ligne critique contre le même gouvernement).

Dans la relation qui lie MM. Mitterrand et Rocard, et qu'il cherche à préserver pour la prolonger, le premier ministre a donné des gages. Il s'est contenté d'un profil bas, et a refusé d'entrer dans ce fameux « front anti-Fabius » que certains appelaient de leurs vœux. Mais il n'est pas quitte pour autant. Car M. Mitterrand, qui a désormais moins de moyens d'imposer ses vues au PS, n'aura pour sa seule carte maîtresse que l'hôtel Matignon, et le choix de celui qui l'occupe. Paradoxalement, M. Rocard retrouve un véritable jeu dans le parti, et se trouve du même coup fragilisé par le fait que M. Mitterrand, lui, y a perdu une partie de sa marge de manœuvre.

Si bien qu'il y a fort à parier que M. Mitterrand tentera, plus que jamais, d'user son premier ministre et que, le congrès achevé, la relation Mitterrand-Rocard entrera dans une nouvelle zone de turbulences.

JEAN-MARIE COLOMBANI

J'ai l'impression d'être
UNE TASSE DE PORCELAINE
DANS UN MAGASIN D'ÉLÉPHANTS



ENTRÉE DES MILITANTS

souhaitons que l'action gouvernementale marque d'une manière raisonnable mais déterminée notre volonté commune de transformer la société. A petits pas si les grands pas ne sont pas possibles. Mais que ça bouge, que ça avance et que le chemin soit clair ! Une nouvelle étape sociale et une action résolue et déterminée pour sauvegarder les valeurs fondamentales de notre démocratie doivent, dans les années qui nous séparent des élections législatives de 1993, marquer notre

leur conception messianique de l'histoire et leur conversion au réformisme, quand Laurent Fabius fit son entrée impériale sous les bravos de sa chapelle, lui coupant tous ses effets.

Entre le rocardien Gérard Fuchs, qui récite l'identité du PS au « double refus du communisme totalitaire et du libéralisme intégral », et le chevénienniste Max Gallo, qui regrette que son parti ne comprenne pas mieux, devant la pression de l'extrême droite, qu'il

Le président et le parti

Suite de la première page

Le premier secrétaire que M. Mitterrand a continué d'être pendant les premières années Jospin — les leaders socialistes sont alors conviés à un petit déjeuner hebdomadaire, auquel s'ajoutent mille et une rencontres — cède la place progressivement, à partir du tournant de juillet 1984 (nomination de Laurent Fabius à la tête du gouvernement), au président de tous les Français, celui de la « France unie ». Ce positionnement a bien évidemment facilité la réélection de M. Mitterrand, obtenue grâce à son jeu pendant la cohabitation et confinant le PS à un rôle finalement modeste.

L'affaiblissement découle des conditions dans lesquelles M. Mitterrand a voulu sa victoire de 1988 : le PS, qui avait été l'instrument de la conquête du pouvoir, n'était plus, et n'est plus, dans son esprit qu'un élément, important certes mais parmi d'autres, du dispositif présidentiel. Cette volonté-là était apparue au grand jour au beau milieu de la campagne législative de 1988 : « Il n'est pas sain qu'un seul parti gouverne », avait dit, du haut de la roche de Solutré, le président réélu. Un autre test, plus modeste mais non négligeable, de cette volonté fut le soutien ouvert de l'Elysée accordé à M. Vigouroux à Marseille, contre M. Pezet (coupable à l'époque d'avoir refusé son appui à M. Fabius), qui précipita la chute de la forteresse socialiste des Bouches-du-Rhône.

Aujourd'hui, cette stratégie se concrétise par les efforts déployés par M. Jean-Pierre Soisson pour regrouper, autour de la France unie, le centre-gauche (et peut-être au-delà) pour conserver au président son assise électorale et lui éviter, en 1993, une seconde cohabitation.

Il va de soi que M. Mitterrand a beaucoup gagné à séparer son

image et son sort de ceux du Parti socialiste. Comme il va de soi que l'éloignement et l'affaiblissement sont deux attitudes parfaitement cohérentes et qui se confortent l'une l'autre, à condition d'admettre — ce que fait M. Mitterrand — que le PS n'est pas à même de remplir un rôle hégémonique, majoritaire à lui seul dans la société française. Mais elles ont l'une et l'autre pour conséquence, d'une part, de réduire l'emprise du président sur le parti, d'autre part, de rendre difficilement acceptable le troisième volet de la stratégie présidentielle : l'adoubement de Laurent Fabius.

Il peut sembler étonnant, en effet, de voir le chef de l'Etat vouloir réapparaître, tout à coup, comme le premier des socialistes pour le seul compte du jeune premier (secrétaire) qu'il pensait donner au PS. Car, malgré les efforts tardifs faits par M. Mitterrand pour ménager M. Jospin, il est apparu clairement qu'il a pesé de tout son poids en faveur du président de l'Assemblée nationale.

La loyauté de M. Rocard

De ce point de vue, l'événement politique majeur du congrès a déjà eu lieu et réside dans le constat de décalage du courant mitterrandiste (et non du mitterrandisme), dressé, maladroitemment mais courageusement, par M. Jospin. Assurément, ce constat-là, qui clôt une décennie de domination sans partage à l'intérieur du PS, pèse plus lourd que les combinaisons qui obsèdent le congrès, et qui poussent d'ailleurs un peu loin la domination de l'arithmétique électorale. Ainsi, on ne savait pas M. Fabius adepte du « front de classe » cher à M. Popereen. De même découvre-t-on avec surprise que MM. Chevènement et Delors, qui séparent leur idée de l'Europe, comme MM. Chevènement et Jospin, que sépare leur idée

« Il paraît que... »

RENNES

de notre envoyée spéciale

Il y a eu une minute de silence. Une vraie, respectée par tous. De la tribune, M. Henri Emmanuelli, numéro deux du PS, venait d'évoquer la mémoire des « camarades disparus », Joseph Franceschi et Charles Harnu, et celle des « victimes de la haine raciale ». Tout le monde s'est levé, solennellement.

Puis le litane des discours officiels a repris, et le congrès de couloirs a commencé. Avec ses guerres de petites phrases, ses conciliabules, ses communications et ses contre-communications, ses semi-confidences et ses rumeurs.

Expertes de l'anecdote qui plait tant aux médias, les attachées de presse rivalisent de formules en kit, prêtes à la publication. « Il paraît que » M. Laurent Fabius n'a pas voulu prendre le train « comme tout le monde » et a emprunté un avion pour venir à Rennes. « Il paraît que », d'ailleurs, M. Lionel Jospin a fait de même. Un point pour lequel il paraît que le ministre de l'Éducation nationale a tué le temps de vol en dévorant les « Fragments d'un discours amoureux ». « Il paraît que » une salle a été spécialement aménagée, à l'abri des regards indiscrets, pour recevoir les nombreuses délégations anonymes de manifestants en tout genre. « Il paraît que » M. Ibrahim Souss, délégué général de l'O.L.P., a protesté parce qu'il était logé dans un hôtel « deux étoiles » alors que la délégation israélienne était reçue dans un « quatre étoiles ».

« Pourris ! Pourris ! »

Deuxième étape, les « vous avez vu que... ». M. Laurent Fabius est sorti discrètement de la salle pour mieux entrer triomphalement. On a vu en effet, à 17 h 10, le président de l'Assemblée nationale, baigné de la lumière des caméras, faire une entrée remarquée et bruyamment applaudie, tandis que l'orateur du moment, M. Gérard Colloby (mauroyiste) refusait obstinément d'interrompre pour la circonstance sa fresque historique sur la contribution jospinoiste au débat d'idées socialistes.

On a vu d'ailleurs le même président de l'Assemblée quitter une heure plus tard la même salle, dans la même discrétion, sous le regard peu amène d'un rocardien, laissant tomber un assassin : « C'est du mauvais Mitterrand », tandis qu'un autre constatait : « Ça manque un peu de simplicité... »

On a aussi vu M. André Lajoine, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, venu courtoisement remplacer le préposé aux relations avec le PS, M. Paul Laurent, entrer, un franc sourire aux lèvres, dans les allées socialistes-démocrates. Lui n'a sans doute pas vu, au même moment, les fonctionnaires de l'équipement COT-COT-FO protester à l'extérieur de l'enceinte, contre la rétrocession de certains services publics dans les collectivités locales et leur aux cris de « Pourris ! Pourris ! » les cortèges officiels qui approchaient tandis que l'un des manifestants confiait : « J'ai dix-sept ans d'ancienneté et je gagne 5300 francs par mois pour nourrir six personnes. Demandez donc à ces nantis s'ils pourraient vivre, eux, avec ces revenus-là. » On a vu aussi que le seul café existant en bordure de la halle où se tient le congrès du PS affichait un — prémonitoire ? — « changement de propriétaire ».

On a remarqué que l'enfant terrible du parti, M. Julien Dray, portait une cravate de la plus stricte orthodoxie socialiste, impressionnante de poings et de roses sur fond marine. On a constaté que le Parti socialiste avait vieilli puisque,

au côté du stand des « Gais pour les libertés », avait pris place une échoppe des « Gais retraités ». On a aussi constaté que le parti refusait de se voir vieillir puisque le stand « Synthèse flash » du nom de la feuille d'information popereeniste, affichait un portrait en chevron du ministre chargé des relations avec le Parlement.

On a noté qu'au stand de « La mémoire courte », association d'obédience fabiusienne, où était installée une loterie sur les futurs dégringolades du PS, la roue avait une fâcheuse tendance à s'arrêter sur la tête du président de l'Assemblée nationale.

Pan sur le PAF

On a entendu M. Jean-Pierre Suar, député rocardien du Loiret confier avec attendrissement que « les congrès du PS, c'est en fait comme un marché, une gigantesque foire où tout le monde se retrouve » alors qu'à la tribune M. Edmond Hervé, président de séance et maire de Rennes, prêtait avec irritation les congressistes friands de confidences médiatiques, d'aller se faire entendre ailleurs. M. Gilbert Bonnemaison, député de Seine-Saint-Denis, commentait à sa façon cette première journée de congrès : « dans une semaine, je pars à Washington étudier les problèmes de délinquance et d'insertion des jeunes. C'est du concret, ça ».

Un peu isolé dans les très officielles délégations de tout nouveaux partis frères de l'Est, M. Joazas Satas venait timidement représenter le Parti social-démocrate de Lituanie, en espérant qu'on lui permettrait de lire un communiqué rappelant que, le 11 mars dernier, le parlement lituanien avait rétabli l'indépendance de cette République et demandant au gouvernement français de renouer des relations diplomatiques. M. Joazas Satas souhaitait aussi s'entretenir avec quelques témoins socialistes d'ici dimanche, mais comme-t-à, j'ai l'impression que ce n'est pas vraiment le moment.

« Il paraît que » d'ailleurs, la délégation soviétique n'a pas vraiment apprécié la présence de ce représentant lituanien à Rennes. Il est en revanche certain que Joazas Satas n'a pas complètement saisi l'humour de la petite histoire que conte M. Jean-Christophe Cambadélis, député jospinoiste de Paris : « Le 1 congrès du PS, avec ses motions (1), c'est comme le PAF : la 1 et la 5 sont des idées privées qui ont beaucoup de recettes grâce à la publicité ; la 2 est très service public, un peu dérivée ; la 3 est aimée sur tout le territoire et en progression ; pour la 4, il faut vraiment le décodage ; la 6, c'est la chaîne culturelle ; quant à la 7, c'est la chaîne culturelle, mais on n'arrive pas à la saisir sur tout le territoire ».

PASCALE ROBERT-DIARD

(1) motion 1 : Mauroy-Mermaz-Jospin ; motion 2 : Popereen ; motion 3 : Rocard ; motion 4 : Dray-Mélenchon ; motion 5 : Fabius ; motion 6 : Lissmann ; motion 7 : Chevènement.

Un nouvel obstacle devant le « plan Rocard » pour l'Ile-de-France

Le chef de file des rocardiens n'est peut-être pas mécontent de l'accord entre MM. Lionel Jospin et Jean-Pierre Chevènement. Mais le premier ministre, et surtout le maire de Conflans-Sainte-Honorine, doit être fort soucieux devant une de ses conséquences : le départ de M. Jean-Marie Le Guen du premier secrétariat de la fédération de Paris du PS.

M. Le Guen, député de Paris, fidèle du ministre de l'Éducation nationale, avait compris que l'avenir des socialistes à Paris passait par une stratégie de conquête de

l'ensemble de la région par son parti. Il avait donc été un chaud partisan de la volonté de M. Michel Rocard de mettre tout son poids de chef de gouvernement dans le « plan pour l'Ile-de-France ». M. Pierre Joxe partageant cette analyse, le député du treizième arrondissement de Paris a fortement soutenu l'implantation du ministre de l'Intérieur dans la capitale. C'est aussi lui qui a réussi à convaincre les sept fédérations du PS de travailler — enfin — ensemble.

Les trois hommes qui, au-delà de

leur appartenance à des courants opposés, avaient décidé de collaborer, n'ont vraiment trouvé sur leur chemin que les amis parisiens de M. Chevènement. Alors que les militants de Socialisme et République de banlieue s'associaient à la stratégie globale de leur parti, ceux de Paris ville émettaient de sévères critiques contre le plan du premier ministre. Leur retour en force à la direction de la fédération ne pourra que compliquer la tâche de MM. Joxe et Rocard.

TH. B.

Manifestations à Rennes. — Mercredi soir, 15 mars, une quinzaine de pneus imbibés d'essence ont brûlé en bordure de la voie ferrée à l'entrée de la ville, provoquant un ralentissement de la circulation ferroviaire. Jeudi, à 0 h 52, un troublement attentat endormissait légèrement le centre culturel islamique de Rennes qui ne compte que trois mille personnes de confession musulmane.

Dans les rues de Rennes, ce sont les transports routiers et les étudiants qui ont eu la vedette. Manifestation également, dans le centre ville, de 300 fonctionnaires des finances, et de ceux de l'équipement (400).

Vendredi 16 mars, le centre ville de Rennes devait être le théâtre d'une manifestation des salariés du commerce et de deux rassemblements de protestation contre l'attentat de la veille. (Corresp.)

POLITIQUE

La préparation des élections municipales partielles

Pantin, son maire, ses Verts et son mur

Les électeurs de Pantin votent le même jour que les Allemands de l'Est.
L'occasion pour le chef de file de la liste de droite de lancer un slogan... en béton

Mais où se trouve donc ce satané « mur » ? Il y a bien deux nationales, une voie de chemins de fer et un canal qui traversent la ville, mais de « mur », point ! Tel un appel au peuple, pourtant, comme si c'était la mobilisation générale, une affiche « mur » toute la ville : « Faisons tomber le mur de Pantin » Berlin-Pantin, même combat ! Le « mur » est évidemment communiste.

Le jour où les Allemands de l'Est auront leurs premières élections libres dimanche 18 mars, les habitants de cette commune de Seine-Saint-Denis vont voter une nouvelle fois — le scrutin de mars 1989, qui avait vu la victoire de la liste de gauche (1), a été annulé par le Conseil d'Etat pour une histoire de tract douteux — pour élire leur conseil municipal. Inventeur de ce slogan en béton, M. Jacques Oudot (RPR), chef de file de la liste de la droite unie, n'aurait jamais espéré voir l'analogie poussée aussi loin. M. Jacques Isabet (PCF), maire sortant invalidé et tête de la liste d'union de la gauche, n'a qu'une

réponse outrée : « Montrez-moi ce mur ». Le slogan vaut ce qu'il vaut mais il faut dire que dans ce département, les discours politiques ne ressemblent pas à la dentelle de Calais.

M. Isabet se serait probablement bien passé de cette nouvelle consultation dont il prédit qu'elle se jouera en deux manches. Ni famille ni mariage sur ses affiches. Campagne locale à 100 %, qui mise sur la « continuité ». Une campagne dans l'union avec des socialistes qui assurent le service minimum. Bonhomme, faux calme et vrai sanglier qui se retient, le brave M. Isabet tire sa campagne comme un bonif sa charrie. Seul, il est vrai qu'en rappelant récemment à M. Georges Marchais qu'il était favorable à la retraite, il a été mal noté par la fédération de son parti dont le responsable est un fervent admirateur du secrétaire général.

Ancien mécanicien à la RATP et maire depuis 1977, M. Isabet se plaît à dire que « Pantin n'est pas

un bastion » — la municipalité est communiste depuis 1959 — qu'il a « un bilan » soutenant l'examen et qu'il n'attend pas les élections pour « dire bonjour aux gens sur les marchés ». L'allusion est directement destinée à son adversaire du RPR.

Le choix est simple

Cadre financier d'entreprise, M. Oudot reconnaît avoir « une belle situation » qui lui donne les moyens de ses convictions. Il les a cultivées au conseil national du mouvement (l'ancien comité central) et, présentement, il les préserve avec force pots de colle dans l'entrepôt de l'usine d'un ami pantinois. Comme il connaît du monde, et le fait savoir, il a reçu la visite, pour les poignées de main, de MM. Alain Juppé, Jacques Toubon, Robert Pandraud et Charles Pasqua.

Pour lui, le choix est simple, dimanche : c'est le communisme ou la liberté. Le « mur » ou la pioche. « Ma conviction est que je vais gagner », assure-t-il car « c'est la première fois que la plus large union est réalisée depuis trente et un ans autour de ma modeste personne ». Accusé par son adversaire de gauche de préparer, en cas de victoire, une grande braderie des avantages octroyés par la mairie, M. Oudot rétorque qu'il vient des Lilas où il était adjoint au maire : « Regardez ce que nous avons fait dans les domaines de la culture, du sport et pour les personnes âgées ». Conseiller général, il ne cache pas que son élection à la mairie de Pantin serait un tremplin lui permettant de viser le poste de député occupé par un socialiste. « Avec deux ministres de droite, Pantin et Les Lilas, Claude Bartolone pourrait se faire du souci pour sa circonscription », dit-il.

Incidents et manœuvres

En attendant, M. Oudot a mis beaucoup d'atouts de son côté pour réussir dans son entreprise. Sa liste est composée pour moitié de candidats RPR et de candidats UDF auxquels s'ajoutent les toujours mythiques « personnalités locales ». Son second est M. René Boyer, un radical, qui conduisait une liste divers droite en mars 1989. Et puis, surtout, il a mis toute son énergie pour faire en sorte que les Verts arrivent au bout leur peine. Du coup, les pauvres écologistes locaux se sont retrouvés

pris en tenaille — eux disent « en otage » — par des chiraquiens qui les bénissaient et des communistes qui les maudissaient.

Les versions données par les trois parties des « incidents » à la mairie de Pantin qui ont abouti au « non-enregistrement » de la liste des Verts, vendredi 9 mars dans la nuit, par la préfecture (le Monde du 13 mars) sont évidemment différentes. Celle des écologistes et celle du RPR ont une parenté mais elles ne ressemblent en rien à celle du PCF. Les premiers ont dénoncé, en détail, les « manœuvres » qui ont conduit à « empêcher » le dépôt de la liste verte : le second s'est indigné qu'on puisse faire un tel procès en n'oubliant pas de pointer le doigt sur « l'incroyable machination du RPR ». Chargé de démentir l'écheveau, le tribunal administratif de Paris a estimé que la version partagée par le RPR et les écologistes fleurait plus la vérité que l'autre. Ordre a donc été donné d'enregistrer la liste de M. Krasnobrodski au grand dam des communistes qui se sont fendus d'un tract grand format de quatre pages modestement intitulé : « Prête à tout pour s'emparer de la mairie, la droite fabrique une quatrième liste ». L'excès de cette propagande est telle qu'il conduit à se demander si certains ne sont pas prêts à tout... pour la garder.

Loin de cette petite bataille dont il se frotte secrètement les mains, M. André Besnard fait une campagne de « père tranquille » sur les thèmes favoris du Front national dont il est la tête de liste : immigration, insécurité, chômage qui s'ajoutent aux « abus de préretractions ». Ancien commissaire de

police qui a achevé sa carrière à Pantin, M. Besnard a gardé quelques amitiés aux Renseignements généraux (RG) qui l'assurent d'une troisième place au premier tour et d'un gain substantiel par rapport à mars 1989. Ancien de l'« Afrique occidentale », il se désole de voir M. Oudot ne pas répondre à sa « lettre ouverte » dans laquelle il rappelle que M. Norbert La Rosa (RPR), nouveau maire du Lac (Var) « grâce à son accord avec le Front national vient de reconquérir une ville sous domination socialiste communiste depuis cent quarante ans »... soit bien avant le congrès de Tours de 1920 et pratiquement... sous le Second Empire ! « On dirait que s'allier au FN, confie M. Besnard avec un élan de sincérité, c'est les chambres à gaz. C'est idiot. »

OLIVIER BIFFAUD

(1) En mars 1989, la liste d'union de la gauche conduite par le maire sortant communiste, M. Jacques Isabet avait, dès le premier tour, obtenu 6 399 voix (50,27 %) et 33 sièges (12 PC, 15 PS, 1 MRG, 4 maj. p. et 1 écol.). Elle avait devancé celle d'union de la droite conduite par M. Jacques Oudot (RPR) qui avait 5 575 voix (28,07 %), avait eu 6 élus (2 UDF et 4 RPR), celle du FN conduite par M. André Besnard qui avait 1 834 voix (14,41 %), avait eu 3 élus et celle de divers droite conduite par M. René Boyer et crédités de 921 suffrages (7,23 %) qui avait obtenu 1 siège. Il y avait en 12 727 suffrages exprimés et 15 085 votants (soit 44,49 % d'abstention) sur 23 573 inscrits.

Menaces !

Après avoir tenu un meeting à Colombes, M. Jean-Marie Le Pen est venu « faire un préau » à Pantin, jeudi 15 mars dans la soirée. La salle était bondée. Dûment prévenu de la présence d'un journaliste du Monde, Alain Sanders, du quotidien d'extrême droite Présent, est venu immédiatement lui déclarer : « Je n'en ai pas fini avec vous, Biffaud, petit journaliste-flic. » Devant l'absence de réaction de son

interlocuteur, il a vociféré dans l'espace, sans doute, de créer un incident et de mettre sa menace à exécution. Alors qu'il lui était demandé s'il était possible de travailler dans la tranquillité, Alain Sanders a répondu catégoriquement : « Non ! » Le journaliste du Monde a donc quitté la salle.

Alain Sanders a été condamné le 31 janvier dernier par le tribunal de grande instance de Paris à 50 000 F de dommages-intérêts

pour diffamation dans Présent à l'égard de ce journaliste du Monde.

[Si le Front national n'est pas capable d'assurer la sécurité physique et un travail sérieux dans l'escadron même de ses meetings, il est à craindre pour lui que les journalistes en tirent les conclusions. Dans l'immédiat, et faute de garanties, le Monde ne « couvrira » pas le discours prononcé par M. Le Pen dimanche 18 mars, en clôture d'un banquet organisé par Présent.]

Ce soir,
un bon dîner, un bon film et dodo !



UN VOL DE NUIT EST GÉNÉRALEMENT FAIT POUR GAGNER DU TEMPS ET ARRIVER À DESTINATION FRAIS ET DISPOS. AUSSI AIR AFRIQUE A PRIS LA PEINE D'EN FAIRE UN PEU PLUS : COMME PAR EXEMPLE PROPOSER DES SIÈGES PARTICULIÈREMENT CONFORTABLES, UN DÎNER DE QUALITÉ, UNE SÉLECTION DES MEILLEURS FILMS INTERNATIONAUX, DE NOMBREUX MAGAZINES, BRIEF UN LITZ DE PETITS DÉTAILS POUR VOUS RENDRE LA NUIT PLUS DOUCE. VOUS VOYEZ, MÊME SI NOUS SOMMES LA PREMIÈRE COMPAGNIE DU CONTINENT NOIR AFRICAINE, CELA NE NOUS DÉPENSE PAS D'EN FAIRE CHAQUE JOUR UN PEU PLUS.

AIR AFRIQUE

NOUS EN FAISONS CHAQUE JOUR UN PEU PLUS

COMPTES DES ENTREPRISES.

MÊME UNE AUTRUCHE N'AURAIT PAS OSÉ FAIRE ÇA.

Années 70 : Dans l'euphorie générale, beaucoup d'entreprises promettent à leurs salariés de généreux compléments de retraite.

Années 80 : Ces charges à venir ne sont pas provisionnées dans les comptes. D'ailleurs c'est à peine si on les connaît. On verra bien demain.

Années 90 : Demain c'est maintenant. Il va falloir commencer à payer les compléments de retraite. Or, l'ardoise est plus lourde que prévue. On parle de 400, voire de 1 000 milliards de francs ! Et puis, comme aux États-Unis, les autorités de Bruxelles vont obliger les entreprises à intégrer ces dépenses futures dans leurs comptes. Alors, tous les bilans seraient faux ?

La bombe des compléments de retraite est prête à exploser.

Un grand dossier exclusif de la Vie Française.



POLITIQUE

La préparation des élections municipales partielles

A Clichy-sous-Bois, un maire communiste face à l'immigration

Les six cents nouveaux électeurs de Clichy-sous-Bois, inscrits sur les listes électorales depuis un an, ont plus de chance que les 434 qui ne le sont pas. A la différence de ces derniers, qui avaient eu le choix entre quatre listes aux municipales de mars 1989 (1), les premiers sont appelés à en départager six, dimanche 18 mars (2).

A moins de 20 kilomètres des tours de Notre-Dame, Clichy (Seine-Saint-Denis) étend ses 413,47 hectares à la lisière de la banlieue parisienne, quasiment aux portes de la plus rurale Seine-et-Marne. Ville-dortoir sans activités économiques spécifiques susceptibles de lui procurer les ressources de la taxe professionnelle, elle pâtit d'un réseau de transports notoirement insuffisant. Sans centre-ville véritable, son habitat est hétérogène, partagé en quelque 2 500 pavillons traditionnels et 7 300 logements collectifs pour une population estimée - en attendant les résultats du recensement - à environ 28 000 habitants. On y trouve 1 600 chômeurs (dont 30 % d'origine étrangère) sur 10 000 actifs, 7 000 enfants de 3 à 15 ans, un lycée qui se fait attendre, une vingtaine d'hectares libérés par l'abandon du projet autoroutier de l'A 87... Manque à cet inventaire à la Prévert un chiffre, celui du taux d'immigration, évalué à au moins 35 % avec vingt-cinq nationalités allant des Portugais aux Maghrébins en passant par les Africains, les Turcs et les Asiatiques, « des gens au teint un peu verdâtre », selon l'expression utilisée par M. André Déchamps.

Maire depuis 1965, communiste depuis 1952, M. Déchamps se défend contre les accusations de la droite et de l'extrême droite : il n'est pas responsable de cet afflux, il a expliqué-t-il, la maîtrise de l'attribution de 400 logements seulement sur 3 500. « J'ai beau guère comme un duc, je n'y peux rien et ça fait une santé au FN ! », dit-il, avant d'ajouter : « Le seul problème, c'est que trop, c'est trop. » Il en appelle à l'Etat pour une meilleure répartition géographique des étrangers et des aides substantielles.

Comme à Montfermeil

Ne livrerait-il pas le même combat que son collègue et voisin, M. Pierre Bernard, maire (divers droite) de Montfermeil ? « Certains ne comprennent pas que je dise que je le comprends, même si je ne suis pas d'accord sur les méthodes. » Voilà, répliquent ses ex-amis socialistes et ses adversaires de droite : « Déchamps avait refusé non pas quarante mais cent quarante inscriptions d'enfants immigrés dans les écoles. Sauf que lui, contrairement à Bernard, il a cédé à la première adjuration. »

Plus maire que communiste - « Je préfère me consacrer à la gestion et laisser à d'autres le travail des cellules », reconnaît-il, - M. Déchamps a abandonné toute référence partisane sur son matériel de propagande, pour ne retenir que la formule « Clichy au cœur ». Le Parti ne peut prétendre lui imposer ce qu'il ne veut pas. Aux législatives de 1988, l'affiche de désistement au profit de M^{me} Isabelle Thomas (PS) a bien été collée, mais à l'envers.

Lâché par une bonne partie des socialistes locaux qui, il y a un an, ont choisi de faire liste à part, le

PCF se retrouve cette fois sans autre allié que les habituelles « personnalités démocratiques ».

Prise dans le dilemme entre politique et morale, la section socialiste avait éclaté pour les municipales de 1989. Une partie des militants avait accepté de renoncer *in fine* à une liste séparée au nom de l'intérêt supérieur du Parti. Aujourd'hui, les mêmes qui s'étaient promis de peser de tout leur poids dans le conseil municipal, se sont vu proposer par le maire sept ou huit places éligibles pour onze sortants... On a beau être orthodoxe, et discipliné, il y a un moment où « trop, c'est vraiment trop ». Alors, M. Guy Depelley, adjoint sortant a saisi le prétexte de la volonté claire de M. Déchamps de remettre en cause la minorité de blocage au sein du conseil municipal pour décider d'organiser une « primaire »... tout en promettant les mêmes qui s'étaient promis de peser de tout leur poids à gauche pour le second tour.

Cette perspective laisse pour le moins perplexe M. Léon Testé. Lui et ses amis ont rompu avec le PS parce qu'ils ne voulaient pas cautionner le « despotisme » de M. Déchamps. Mais, la liste de « l'éveil clichois » entretient l'espoir bien mince que les frères séparés socialistes feront cause commune avec eux au second tour.

Divorce à droite

La droite ne présente pas un front plus uni. Dans ce camp-là aussi, le divorce est consommé. Numéro deux sur la liste unique RPR-UDF en 1989, M. Christian Iriart (CDS) part en numéro un d'une liste sur laquelle figurent des RPR... et M. Francis Culot, chef de file du FN il y a un an. Promis, juré, l'UDF assure la main sur le cœur que leur nouveau colistier a fait amende honorable et que son passage au Front n'était qu'une « erreur de jeunesse ».

Le RPR a finalement décidé de réaccorder sa confiance à son chef de file de l'an dernier, M. Gérard Boutillier qui en matière de patchwork partisan n'est pas en reste : sa liste comprend des UDF, un ex-PS et une conseillère sortante de droite soupçonnée de beaucoup d'indulgence envers le maire, M. Boutillier, gaulliste mais qui n'adhère plus au RPR. « Qui n'est plus un rassemblement mais un parti », s'était désengagé de la vie politique locale après son insuccès de 1989, allant jusqu'à se démettre de son mandat de conseiller municipal. Du coup, M. Iriart a pris la tête de l'opposition locale. Auteure du recours qui vaut aux Clichois de retourner aux urnes, il s'est refusé à laisser la place. Ce divorce, même s'il est assorti d'un engagement de retrouvailles après le premier tour, fait un heureux : le Front national.

Jugeant que leur précédent porte-drapeau, M. Culot, « n'avait pas rempli son contrat », le FN fait confiance à son second, M. Laurent Daffos. Son programme est simple : « priorité aux Français, halte à l'immigration ». Le Front, assuré d'arriver devant les listes concurrentes de droite, se réserve pour le second tour avec appel à des personnalités nationales comme M^{me} Marie-France Stirbois. Il ne perd pas de vue que la droite unie à l'extrême droite a besoin de ses électeurs tandis qu'il a besoin à Clichy de ceux du RPR et de l'UDF.

Clochemerie et pagaille ? Configuration politique à tout le moins atypique pour une mairie qui -

architecturalement - ne l'est pas moins. Le bâtiment ne ressemble guère à la commune : dans un paysage urbanistique éclaté, le drapeau tricolore est accroché sur une sorte de pavillon de chasse, badigeonné d'ocre, que la légende - aux fondements historiques incertains - attribue à un cadavre d'Henri IV à Gabrielle d'Estres.

ANNE CHAUSSEBOURG

(1) Les résultats du second tour des élections municipales de mars 1989 avaient été les suivants : Inscr., 10 263 ; vot., 6 145 ; abst., 40,11 % ; suffr. expr., 6 062 ; liste d'union de la gauche conduite par le maire sortant, M. André Déchamps (PCF), 2 438 voix (40,51 %) ; 26 élus (14 PCF et 12 PS) ; liste d'union de la droite conduite par M. Gérard Boutillier (RPR), 2 190 (36,12 %) ; 6 élus (1 UDF, 3 RPR et 2 div. d.) ; liste du FN conduite par M. Francis Culot, 691 (11,39 %) ; 2 élus ; liste divers gauche conduite par M. Léon Testé, 543 (8,95 %) ; 1 élu. Ceux du premier tour avaient été les suivants : Inscr., 10 253 ; vot., 6 121 ; abst., 40,30 % ; suffr. expr., 5 999 ; liste de M. Déchamps, 2 553 voix (42,55 %) ; liste de M. Boutillier, 1 821 (30,35 %) ; liste de M. Culot, 958 (16,13 %) ; liste de M. Testé, 657 (10,95 %).

(2) Le Conseil d'Etat avait confirmé le 2 février dernier le jugement du tribunal administratif de Paris, qui le 21 juin, avait annulé le scrutin de mars 1989. Les délégués de la liste de gauche avaient relevé au second tour le nom des électeurs qui n'étaient pas encore venus voter, afin que leurs amis puissent mobiliser ces abstentionnistes potentiels avant la clôture du scrutin.

M. Le Pen, la provocation et l'exclusion

De « détails » en « incidents »

par Olivier Biffaud

UN des arguments politiques, sinon le principal, de M. Jean-Marie Le Pen est la provocation verbale. Se faisant passer pour la victime des médias qui compléteraient en permanence contre lui, le chef de l'extrême droite ne peut sortir d'un discours univoque qui le fait toujours s'écrouler sur le même thème : l'exclusion. L'incapacité du président du Front national à faire de la politique « en positif » répond au souhait d'une fraction de l'électorat (grandissante) d'avoir une appréhension du monde « en négatif ».

Pour faire sa démonstration, M. Le Pen a besoin de bœufs émissaires. A la trilogie traditionnelle de l'extrême droite - le juif, le communiste et le frano-maçon - il a ajouté l'immigré. Il prend bien soin de ne pas globaliser, comme le firent avant lui ses prédécesseurs, le racisme du « socialisme national », mais il lui arrive tout de même de lever le fond de sa pensée. Ses prédécesseurs mirent la leur à exécution.

Alore il évoque le « détail » que constituent les chambres à gaz dans l'histoire de la seconde guerre mondiale, il lâche « Durs-four-crématoire » en parlant du ministre de la fonction publique et il demande à M. Lionel Stoléru, dont il ignore pas la confession israélite, s'il n'aurait pas deux nationalités. M. Le Pen fait plus que suggérer. Et pour ne pas être en reste, il dénonce le rôle de « l'Internationale juive » dans la création d'un « esprit anti-national », les maçons participant également à la construction de cet esprit cosmopolite. Bien qu'il soit « rompu à l'art du discours et aux

« Je préfère perdre la mairie

que m'allier avec le Front national. » M. Raymond Lamontagne, maire sortant RPR de Sarcelles (Val-d'Oise), avait été clair sur ses intentions la veille du premier tour de l'élection municipale partielle, le 11 mars dernier (1). Il l'est resté dès le lendemain, en ne répondant pas aux appels de M. Jean-Marie Le Pen, puis du candidat du mouvement d'extrême droite à Sarcelles, le docteur Jean Germonot. A ses risques et périls. Une triangulaire l'opposera donc, le 18 mars, au candidat de l'union de la gauche, le député socialiste Dominique Strauss-Kahn, et à celui du Front national qui a choisi de se maintenir.

Quarante-neuf voix séparaient la liste RPR-UDF et la liste PS-PCF arrivées en deuxième position le 11 mars. Toutes deux ont donc théoriquement les mêmes chances avec entre elles les abstentionnistes (46,43 % des inscrits) et une campagne très locale pour justement mieux les séduire. Les voix qui se sont portées au premier tour sur les petits candidats passeront aussi dans la balance. M. Strauss-Kahn espère retrouver les 183 voix de M. Guy Gatouby (div. g.) et M. Lamontagne les 341 voix de M. Jean-Pierre Urriez, un dissi-

dent CDS qui avait fait sa propre

liste de socioprofessionnels. Les électeurs du FN seront peut-être confrontés au « vote utile » même si le secrétaire départemental du mouvement, M^{re} Yves de Coatsgouder, n'est pas tendre avec le candidat de la droite : « Il est allé jusqu'à susciter une autre liste d'extrême droite au premier tour pour déstabiliser le Front national. Raymond Lamontagne n'est pas un novice en politique et s'il avait voulu empêcher la gauche de passer, il aurait fait alliance avec nous. Nous ne voulons pas entrer dans le jeu de la droite ou de la gauche. C'est pourquoi nous n'acceptons pas qu'on nous dise que nous favorisons la gauche en maintenant notre liste. M. Lamontagne a joué un jeu dangereux en diabolisant le Front national. Il a pris le risque de faire gagner la gauche. »

Pour M^{re} de Coatsgouder, le prochain maire de Sarcelles, quel qu'il soit, sera M. Strauss-Kahn. Quant aux Verts, ils n'ont donné aucune consigne de vote, mais le deuxième de la liste, M. Edmond Pierre David, un des responsables du Réseau écologique Val-d'Oise est (REVE), appelé à titre personnel, à rallier le député socialiste.

Ce sont donc surtout les abstentionnistes du premier tour qui feront la différence. Pour M. Strauss-Kahn, « la situation se présente bien, car Raymond Lamontagne a fait le plein de ses voix dès le premier tour ». De fait, la gauche avait totalisé 8 247 voix au premier tour de élections de mars 1989 contre 3 316 dimanche dernier. Son adversaire, M. Lamontagne, avait « fait », l'an dernier, seulement 93 voix de plus que dimanche dernier : « Je ne pensais pas, d'ailleurs, arriver en première position », s'il en dit.

Ce résultat le rend confiant car pour lui, pas de doute, le candidat socialiste sera une nouvelle fois doublement sanctionné dimanche, comme il l'a été le 11 mars. Par le PCF, mécontent de ne pas avoir dans la liste d'union une place de choix, et par les modérés du PS pour la raison inverse, qui est d'avoir fait alliance avec le parti de M. Georges Marchais au moment où les pays de l'Est abandonnent le communisme. Il est vrai qu'au premier tour, les communistes, pourtant peu abstentionnistes, ont quelque peu manqué au rendez-vous. Ils pourraient bien pourtant voter utile eux aussi, ne serait-ce que pour redonner au PCF une chance d'exister dans la vie politique locale.

La campagne du Parti communiste a été plus que discrète, à l'instar de celle de la présidente du comité de soutien à la liste de gauche, mais cette discrétion peut être un atout pour le candidat d'union de la gauche. Au deuxième tour des élections de mars 1989, la candidate du PCF, M^{me} Marie-Claude Beaudou, sénateur et

conseiller général, qui s'était maintenue, avait obtenu 2 481 voix et Dominique Strauss-Kahn 7 143. Plus de 9 600 bulletins au total. Difficile de faire mieux et même autant. Raymond Lamontagne avait, lui, rassemblé sur son nom 7 424 voix. Il est vrai que 1 663 électeurs de plus s'étaient finalement rendus aux urnes pour ce deuxième tour.

JACQUELINE MEILLON

(1) Inscr., 26 717 ; vot., 14 312 ; abst., 46,43 % ; suffr. expr., 14 094. Liste d'union de la droite conduite par M. Raymond Lamontagne (RPR), m. s., cons. rég., cons. gén., 3 365 voix (38,06 %) ; liste d'union de la gauche conduite par M. Dominique Strauss-Kahn (PS), dép., cons. mun., 5 316 (37,71 %) ; liste du Front national conduite par M. Jean Germonot, 1 909 (13,54 %) ; liste des Verts conduite par M. Pascal Boucot, 720 (5,10 %) ; liste divers droite conduite par M. Jean-Pierre Urriez, UDF-CDS diss., adj., m. s., 341 (2,41 %) ; liste d'extrême droite conduite par M. Jean Darrigues, 260 (1,94 %) ; liste d'extrême gauche conduite par M. Guy Gatouby, 183 (1,29 %).

L'extrême droite voit un « diktat » juif

« Lamontagne, le maire sortant de Sarcelles, préfère être le maire sorti plutôt que de composer avec le Front national », écrit le journal Présent du 15 mars, en ajoutant : « Cela paraît aberrant. Et c'est aberrant. » M. Raymond Lamontagne ayant refusé de faire alliance avec le FN, le quotidien intégriste d'extrême droite indique : « On peut chercher longtemps, on ne trouvera pas d'explication rationnelle à l'attitude suicidaire obstinée de l'UDF-RPR. »

Selon cette publication, « on n'en trouvera pas d'autre que celle que nous avons maintes fois exprimée et expliquée : des représentants de l'UDF-RPR se sont engagés devant les B'nai Brith à ne « s'allier en aucun cas au Front national. Condition sine qua non pour que l'UDF-RPR continue d'être considérée comme une « droite civilisée » par un B'nai Brith dont les dirigeants UDF-RPR ont mesuré l'influence occulte sur le monde politico-médiatique. Le diktat du B'nai Brith est respecté à la lettre. »

Le B'nai Brith est une association juive de type maçonnique.

Le Monde EN BANQUE DE DONNÉES

LE TEXTE INTÉGRAL DU « MONDE » INDEXÉ DÉPUTÉS JANVIER 1987 EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL OU VOTRE MINITEL POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS :

EUROPÉENNE DE DONNÉES

Tél. : (1) 46-05-41-56

LES PETITS DÉJEUNERS D'INTER

JACQUES DELORS

LUNDI 19 MARS

7h30 8h45

Au lendemain des élections allemandes et du Congrès du Parti Socialiste, Monsieur Jacques DELORS, Président de la Commission Européenne, sera l'invité d'un petit déjeuner spécial de France Inter

France inter

صباحنا من الامل

14 Le nouveau projet de la porte Maillot

15 Cible du satellite : la RPR monte au créneau

16 Islam : un entretien avec M. Joxe

17 L'affaire des « cliniques de Marseille »

18 Les mal-logés à Paris

Les projets de reprise de l'ACP

Les amants du pont d'or

Un tournage interrompu deux fois, un décor qui n'en finit pas d'être construit, un feuilleton juridico-financier, « Les Amants du Pont-Neuf » de Léos Carax est un film à hauts risques mais un film à sauver.

Les Amants du Pont-Neuf, de Léos Carax, est déjà un film mythique. Deux ans après sa mise en œuvre, il est inachevé. Si on parvient à le terminer, son budget initial aura au moins quintuplé pour atteindre 160 millions de francs. Principal accusé : le Pont-Neuf, reconstitué grandeur nature près de Montpellier. Décor sublime et fou de Michel Vandestien que beaucoup continuent de juger inconstructible.

Mais les images des Amants du Pont-Neuf qui existent sont les meilleures avocates d'une cause qu'on refuse de croire perdue. Ce film blessé est un hymne à Paris, un hymne à Juliette Binoche, un hymne au cinéma. Ce film est avant tout une histoire d'amour.

Alors, du Pont-Neuf à Notre-Dame, la Seine soudain s'embrase. Sur les deux rives, des feux de Bengale blancs ruissellent en cascade de neige brûlante, des rideaux d'eau transforment les piliers des ponts en étoffe de pierre mouillante. Au milieu du fleuve surgit un hors-bord que pilote un garçon ; le petit bateau furieux est illuminé de girandoles comme le paquebot d'Amarcord, et tire à sa suite, slalomant éperdument, une fille à ski nautique. C'est une fête enroulée dans la nuit de Paris, une scène d'amour comme on n'en a jamais vue au cinéma, un fragment magique des Amants du Pont-Neuf, le troisième film de Léos Carax, vingt-huit ans.

Film qui est en train de rejoindre dans la légende fatale des grands maudits du 7^e art les Rapaces de Stroheim et les Portes du paradis de Cimino. Film mis en chantier il y a deux ans, et toujours inachevé, film dévoreur d'argent et d'énergie, victime d'un terrible enchaînement d'erreurs humaines et de catastrophes financières. Et devenu, par le silence orgueilleux de son auteur, l'objet de rumeurs délirantes. « Carax a la folie des grandeurs, il n'adresse pas la parole à son équipe, il a limé les dents de Juliette Binoche, il a simulé la blessure de Denis Lavant pour se faire payer le décor par l'assurance, il ne tourne que 15 secondes utiles par jour, il a mis en faillite tout le système d'aide au cinéma français... » Faux, scandaleusement faux.

Une fausse Samaritaine en Camargue

Ce qui est vrai, c'est qu'il existe aujourd'hui quarante minutes de ce film. Quarante minutes éblouissantes, d'une violence poétique, d'une liberté et d'une tendresse infinies, mais quarante minutes seulement. Vrai aussi que, démarré avec un budget « normal » de 32 millions de francs, le film a déjà engagé un financement de 80 millions, et que 80 millions supplémentaires sont nécessaires pour le terminer. Vrai que dans le budget final, évalué désormais à 160 millions de francs, le poste du décor seul — le Pont-Neuf reconstruit près de Montpellier — s'élève à 60 millions de francs.

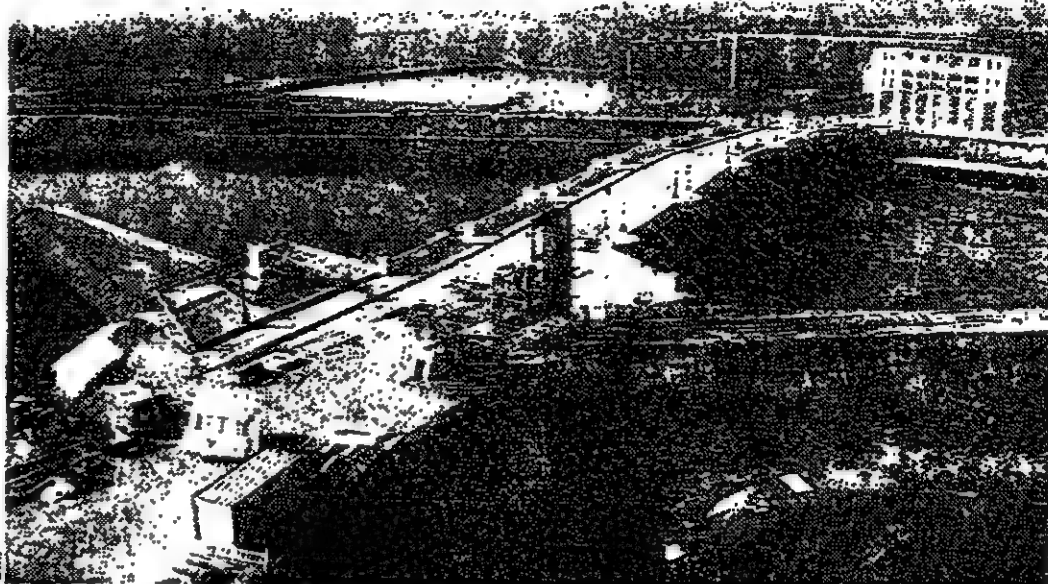
On comprend bien que les chiffres sont ténus. Réels. Implacables. On comprend bien qu'il y a des tempêtes qui n'en finissent pas de bousculer les rêves et de secouer en Camargue un faux immeuble de la Samaritaine beaucoup plus vrai

que le vrai. On comprend bien qu'il faut être raisonnable et que rien de raisonnable ne plaide pour la reprise et l'achèvement des Amants du Pont-Neuf. Rien, sauf la certitude que les images sont plus fortes que les chiffres et l'amour plus fort que tout. Un homme est convaincu qu'il est urgent de reprendre les Amants du Pont-Neuf, et surtout que c'est possible. Ce n'est ni un inconscient ni un suicidaire, il a une carrière de producteur d'un électricisme insolent, qui va de l'Alie ou la Cuisse avec de Funès à Camille Claudel, et une religion, le succès populaire. Il est aussi magicien professionnel, ce qui explique beaucoup de choses, il s'appelle Christian Fechner. Et se donne peu de temps (jusqu'au début du mois d'avril) pour sauver les Amants.

Pour comprendre l'ampleur de la tâche qu'il a entreprise, pour essayer de reconstituer l'histoire incroyable de ce film dont le parain est Sisyphos et les marabouts les Danaïdes, le mieux est d'en rétablir la véritable chronologie.

Début 1987 : pendant la tournée de promotion de Mauvais sang à travers le monde (Inde, Caraïbes, États-Unis), le scénario des Amants du Pont-Neuf s'élabora. Comment est-il né ? Léos Carax, blotti dans un pardessus trop grand pour lui comme un enfant de la DASS inadaptable, répond. Il ne faut pas se fier à sa fragilité de jeune lémurien, il est à l'évidence indestructible : « C'est né d'un rêve. L'image d'un couple debout sur le parapet du Pont-Neuf. L'image de ces amoureux qui tombent à l'eau l'un et l'autre. Ils sont clochards. Ce qui m'intéresse chez les clochards, c'est le sentiment de l'immédiatité. Ils vivent sur le Pont-Neuf en train de s'enfoncer. Le pont leur appartient. Elle est peinte et perd la vue, c'est Juliette Binoche. Il est crocheur de jeu, c'est Denis Lavant. Le couple de Mauvais sang. Paradoxe, le film se termine bien, et, paradoxe, à l'époque, je sais déjà que je n'apprête à faire un film cher aux gens qui n'ont rien. Les Amants du Pont-Neuf doivent constituer le troisième volet d'une trilogie des années 80, commencée avec Boy meets girl, poursuivie avec Mauvais sang, et que j'appellerai L'amour de la fille et du garçon ».

Pour information, Boy meets girl a coûté moins de 3 millions de francs. Mauvais sang, avec un budget de 12 millions, a fini à 17 millions avec dix-huit semaines de retard. Léos Carax, malgré la suite de l'histoire, exprime encore sa



Reconstruit en plein champ, près de Montpellier, le Pont-Neuf et ses indispensables atours : le square du Vert-Galant, la statue équestre et l'immeuble de la Samaritaine.

reconnaissance à Philippe Diaz et Alain Dahan, producteurs de Mauvais sang et au départ des Amants, de lui avoir permis de prendre le temps du dépassement. Dont il dit qu'il n'est « ni arrogant ni négatif ».

Fin 1987 : le financement des Amants du Pont-Neuf, 32 millions, est bouclé. Rarement en aura-t-on vu un aussi sain. Exemplaire, quasiment. L'équipe Diaz-Dahan, très affaiblie par l'échec commercial de la Nuit bengali, s'est reformée pour créer une société en participation, FCP. A la lecture du scénario des Amants, que tout le monde s'accorde à trouver magnifique — mais, on verra, elliptique sur les scènes spectaculaires — sont entrés dans le jeu A 2 (4,9 MF), la Gaumont, qui prend quelques précautions (elle s'engage pour 12,3 MF mais ne règlera son avance distributeur qu'à la livraison du film), la SEPT, un coproducteur canadien, deux SOFICA (Investimage et Sofinergie), une filiale des laboratoires LTC, une avance sur recettes (2,5 MF). Le Centre du cinéma trouve même une petite rallonge de 1,5 MF grâce à la signature d'un mini-traité franco-canadien.

Sont prévues vingt semaines de tournage, dont trois semaines de jour sur le Pont-Neuf, le vrai, après obtention d'autorisations très contraignantes auprès de la Mairie de Paris et de la préfecture de police. Sept semaines de plans du Pont-Neuf la nuit seront rajoutées, dans un décor de Michel Vandestien construit à Lansargues, à 10 kilomètres de Montpellier. Un décor considéré comme « succinct », constitué du pont grandeur nature, mais de « lointains » plus sommaires, suffisant à assurer l'illusion dans la pénombre. Sur les 32 millions du budget, le poste dévolu au décor est déjà (très) dodu : 8 millions environ. Six millions pour satisfaire aux exigences du tournage dans un décor naturel aussi sensible. On ne neutralise pas le Pont-Neuf, même au mois d'août, comme un chemin creux de campagne.

4 juillet 1988 : jour J moins 8. Denis Lavant, l'impressionnant, l'agile, Denis Lavant, répète une scène en chaussons de danse. Les semelles sont trop glissantes, il veut les bricoler et s'entaille profondément le pouce gauche avec le

cuir coupant. Rupture du tendon. Huit semaines d'immobilisation. Blessure grave. D'autant plus grave que Lavant est aussi jongleur et acrobate. Blessure vraiment grave, puisqu'elle va marquer le début de l'incluctable dérapage.

A l'origine du dérapage : une rupture de tendon

Deux solutions se présentent. Ou l'arrêt total du projet (Christian Fechner affirme que c'est ce qu'il aurait préconisé), le tournage sur le vrai pont étant désormais exclu, et impossible même à reporter à l'année suivante pour cause de Bicentenaire. Ou sa poursuite... coûte que coûte. Le film est assuré à Paris par les Assurances continentales, que dirige Jean-Claude Benoit (frère du réalisateur), et suivi par le cabinet d'expertise Graham Miller. Mais il est aussi largement réassuré. Par des Anglais (le groupe Sprinkles, lui-même représenté par la société Sun Alliance), eux-mêmes dépendants du groupe américain Firesman Fund, basé à Los Angeles.

DANIELE HEYMANN
Lire la suite page 14

Témoignages

« Finir », disent-ils

A quelques semaines du point de non-retour, mort ou résurrection des « Amants du Pont-Neuf », voici ce que disent, par ordre alphabétique, les principaux protagonistes de cette aventure hors du commun.

Juliette Binoche, comédienne : « J'ai toujours pensé qu'on le finirait, c'est beau que ce film soit assez fort pour nous porter. »

Gérard Calderon, directeur de l'Union pour le financement du cinéma et de l'audiovisuel (UFCA) : « Il y a trente-quatre ans que je m'occupe de financement de cinéma ; je n'ai jamais vu une succession de catastrophes pareilles. Mais si Carax n'avait pas le talent qu'il a déjà prouvé, jamais nous n'aurions essayé de sauver le film. Ne cherchons pas de coupables : tout le monde a fauté pour éviter que ça s'arrête. Pour nous, arrêter un film, c'est comme brûler un livre, comme un avortement, c'est insupportable. Mais attention, dans l'attitude que nous avons adoptée, il n'y a pas de scandale. L'ensemble du compte de soutien de l'audiovisuel représente 1,5 milliard de francs. Que pèse face à ça le fonds de l'Institut pour le financement du cinéma et des industries culturelles (IFCIC) qui garantit les sommes qu'avance l'UFCA ? Le 3 janvier 1990, il y avait en caisse 33 307 000 francs dégageant

des en-cours de 363 millions de francs. Avec ça, on finance la trésorerie de cent films par an depuis 1968. Ça marche, ça fonctionne. Alors quand il y a un sinistre de 15 millions, il ne faut pas en faire une maladie. Si Christian Fechner reprend le film et me demande 80 millions de crédits, je lui dis : « A quelle heure passez-vous prendre le chèque. »

« Un éblouissement poétique »

Léos Carax, réalisateur : « Avant, on attendait les films au tournant. Maintenant, on les attend au tournage. J'entends dire partout que je prends l'argent des jeunes cinéastes, c'est comme dire que le Sahel prend l'argent de l'Éthiopie... L'adversité rend finalement les choses nécessaires. Nécessaire l'exercice de son métier, la poursuite d'un travail qui ne peut être jugé que s'il est achevé. On n'a pas réussi à tuer en nous le désir de ce film. »

Patrice Chéreau, metteur en scène (après avoir vu les rushes) : « J'ai vu quarante minutes d'un film magnifique qui n'est malheureusement pas fini et dont j'espère qu'il le sera très vite, très bientôt. La force de Carax, tout le monde le connaît, mais j'ai vu ici un éblouissement poétique d'une évidence totale. Deux acteurs, pour l'instant, Lavant et Binoche — si belle — et un objet remarquable, le Pont-Neuf, devenu mythique, beau et familier, surgi des eaux de la Seine ou prêt à s'y engouffrer avec ses habitants et qu'on ne peut plus regarder de la même façon après avoir vu ce film. Il faut que ce film existe, donc il faut le finir. »

Jean-Yves Escoffier, chef opérateur des Amants du Pont-Neuf : « On a perdu la confiance des autres, mais pas la confiance en nous. Le film n'est pas l'auteur des difficultés qu'il rencontre. Il y a eu imprévision sur le décor. Mais c'est une question d'honneur pour nous et le cinéma français de parvenir à le construire. »

« La troisième star du film »

Christian Fechner, producteur : « Les films méritent les risques qu'on prend, à partir du moment où on peut supposer qu'à l'arrivée il y aura une récompense à la hauteur du pari engagé. C'est ma position personnelle vis-à-vis des Amants du Pont-Neuf. Bien sûr, le budget du film est anormal, mais ça n'est pas du fait de Carax. Quel artiste refuserait la proposition de continuer une œuvre qui lui tient tant à cœur ? Nous sommes arrivés à une situation monstrueuse dont le metteur en scène porte le poids, pas la responsabilité. Mais abandonner maintenant le décor de Montpellier serait une folie, c'est la troisième star du film. » Jack Lang, ministre de la culture : « Je me suis personnellement occupé des Amants du Pont-Neuf lorsque j'ai suscité, avec Dominique Wollon, le directeur du Centre du cinéma, la réunion d'une table ronde de producteurs privés, destinée à favoriser la relance du film après le premier arrêt. Les résultats ont été décevants. Que peut faire aujourd'hui le ministère ? Exercer une magistrature d'influence, dans le style des présidents de la IV^e République. Pour aider Léos Carax, je ne peux pas frapper de monnaie, mais je peux encore frapper aux portes. »

Georges Prost, directeur de l'IFCIC : « Le ministère de la culture aurait pesé sur les décisions des banquiers ? Ridicule. L'Institut a toujours été libre de ses décisions. De plus, c'est sous le ministère de M. François Léonard que les premiers crédits ont été accordés aux Amants du Pont-Neuf. Des banquiers purs et durs n'auraient sans doute pas produit le film de Carax et auraient jugé les fonds propres de Philippe Diaz trop faibles. Mais avec ces critères, on ne financerait pas beaucoup de films français. Un système mixte, assisté par l'Etat, se doit de prendre des risques. Si Christian Fechner reprend les Amants du Pont-Neuf, l'IFCIC sera à ses côtés. »

Propos recueillis par DANIELE HEYMANN

OPERA
DE PARIS
GARNIER

ECOLE DU BALLET DE L'OPERA DE PARIS

Direction : Claude Bessy

JEUX D'ENFANTS

Bizet - Aveline - Vaussard

LES FORAINS

Sauguet - Kochno - Petit - Bérard

DAPHNIS ET CHLOE

Ravel - Skibine - Bessy - Chagall

Orchestre de l'Opéra de Paris

Direction : Manuel Rosenthal

24, 25 (m et s), 27 mars 1990

Location (14 jours à l'avance) : 47 42 53 71
et aux caisses de l'Opéra de Paris Garnier
Tarif : de 10 à 150 F

Les amants du pont d'or

Suite de la page 13

Après expertise, le devis d'arrêt du film (tous les contrats signés devant être honorés) est présenté à l'assurance pour une somme de 23 millions. La production propose alors que l'assurance règle le sinistre en assumant le surcoût de la transformation du décor de nuit en décor de jour : au départ, 8,5 millions de francs. L'assurance accepte - trop rapidement - cette solution d'apparence avantageuse, mais, on s'en rendra compte, nettement sous-évaluée. Tout le monde suit.

Gérard Calderon, directeur de l'UFCA (Union pour le Financement du cinéma et de l'audiovisuel) explique : « Nous restions dans l'ère du départ, un devis de 32 millions entièrement financé. Tout semblait en ordre. Notre organisme avait escompté environ pour 13 millions de contrats, garantis à 80 % par l'IFCIC. Mais toutes les factures de la construction du pont - et Dieu sait s'il y en avait - devaient remonter la chaîne des reassureurs, de Paris à Londres, de Londres à Los Angeles et retour, avant d'être réglées... trois mois plus tard. Nous avons bientôt été obligés de prendre le relais et de faire des avances sur les indemnités de la compagnie d'assurances. Situation malsaine... »

Et le décor ? « Il avance », disait-on. Mais à reculons. Comme il est destiné à ne durer que quelques mois, on néglige d'acheter le terrain de 10 hectares à son propriétaire. Deux ans après, on s'en rend compte. La location court toujours. De même, on n'envisage pas de le construire « en dur », mais en privant toute la région de ses tubes métalliques. Deux ans après, on s'en rend compte. La location des échafaudages dure toujours...

12 000 branches de platane naturalisées

Pour le terrassement, on fait appel à un grand spécialiste d'aménagement de parcours de golf un décor de cinéma n'est pas forcément de son ressort... De toute façon, le terrain est glisseux : 40 bulldozers défoncent donc 350 000 mètres cubes de terre. On dégage ensuite la nappe phréatique, et la « Seine » monte entre les fausses berges. Le devis aussi. L'assurance suit en ricanant. Tous les clignotants se mettent au rouge : manifestation, personne n'a mesuré à sa véritable valeur le coût du pont camarguais. L'autotome venant, on colle des feuilles sur 12 000 branches naturalisées de platane qu'on entasse dans un hangar de 100 mètres de long...

Et Carax ? Pourquoi ne surveille-t-il pas mieux les travaux ? Parce qu'il est à Paris, qu'il tourne des scènes de passage, de transition, qui ne mettent pas en danger la santé de l'œuvre. Et qu'il attend, de plus en plus tendu et angoissé, l'apogée du tournage chronologique en continuité, la livraison du décor. Il ne vient toujours pas, les semaines passent, les retards s'accumulent. Tant et si mal que la fameuse scène des feux d'artifice que Juliette Binoche avait répétée six mois plus tôt dans les eaux tièdes de la Floride va être réalisée en novembre à Paris... par - 7°C. Il faut si froid que, pour résister, les comédiens n'ont d'autre solution que d'uriner dans leurs combinaisons de plongée avant de pénétrer dans le fleuve glacé...

On évalue le coût de cette scène sublime, indiquée en deux lignes dans le script (*le Michelle fait du ski nautique sur la Seine, Alex conduit le hors-bord*), à 3 millions de francs.

Décembre 1988 : la compagnie d'assurances prend peur et met le couteau sous la gorge des producteurs. « Ou vous acceptez une indemnité forfaitaire de 14 millions, ou on suspend tous les paiements. » L'UFCA, qui admet qu'elle « aurait sans doute dû retirer avant » et qui n'a plus rien à escompter, lâche à son tour. Philippe Diaz n'a plus qu'à déposer le bilan de sa société. *Les Amants du Pont-Neuf* sont arrêtés le 15 décembre.

C'est alors que Christian Fechner fait un premier tour de piste, établit un nouveau devis et avance le chiffre de 60 millions de francs pour terminer. « On m'a mis de fou, dit-il. Dix et Dahlan affirmaient que 30 MF suffiraient. Mais je comprends les banquiers de ne pas m'avoir suivi. Je leur peignais un tableau tout en noir, et en outre je n'assurais pas la garantie de bonne fin du film » Exit

Fechner. On demande reprenne désespérément. Plusieurs producteurs, dont Ariel Zeitoun et Yanick Bernard, semblent intéressés, puis après étude toujours hâtive et toujours sous-évaluée du dossier, fuient en courant.

On envisage de confier la reprise du film à un mandataire sans responsabilités financières, on réunit des tables rondes, on demande à Carax des sacrifices, il pourrait peut-être ne pas tourner ceci, couper cela... Il refuse. Il a raison. « On était devenu le mal absolu, dit-il. Il fallait nous rayer de la carte. »

Murée dans sa solitude, dans son abandon, dans le silence retombé, l'équipe - réduite - des *Amants* résiste. Mieux que le pont là-bas, le pont trop loin, trop cher, trop exigeant qui devient le symbole de ces amants malades, et qui commencent, son chantier déserté, déjà, à se dégrader.

Quarante minutes de pellicule

Juillet 1989 : enfin un sauveur. Le financier suisse Francis Van Buren s'associe à Dominique Vignier pour créer la société Pari à deux et s'implique pour une trentaine de millions de francs dans la reprise du film. Plein d'enthousiasme, il déclare dans *Première* : « Avec Carax, notre « pari à deux » est devenu un pari à trois. » Van Buren obtient, sur son nom, un nouveau crédit de 4 millions que l'UFCA lui consent à la demande de l'IFCIC. Il règle une grande partie des fournisseurs, nomme un directeur de production efficace, Albert Prevost, et dans un grand souffle d'énergie retrouvée, le tournage reprend à Paris le 25 juillet. Léo Carax, rassuré, respecte parfaitement le plan de travail. Les *Amants* toucheraient-ils enfin au port ?

C'est compter sans le décor. Une fois encore, enfer et damnation, on va pêcher par sous-évaluation. A Lansargues, Ubu règne. Le lundi, on engage quatre cents ouvriers non spécialisés pour colmater une brèche, on oublie de leur donner des outils. Le mardi, on apporte les outils, il n'y a plus d'ouvriers...

Incapable de dominer le chantier, empiété dans des problèmes juridiques compliqués (le négatif des scènes déjà tournées est la propriété du syndicat de faillite des producteurs présidents), Van Buren, ayant tout de même déboursé environ 18 millions, déclare forfait, sans préavis. Le film s'arrête, guillotiné.

Début 1990 : pendant six mois la situation va pourrir comme le pont abandonné à toutes les tempêtes, sans haubannage des bâtiments, sans bâches sur le sol. Que restait-il aux naufragés du Pont-Neuf ? Il ne reste plus à Carax, Binoche, Lavant et Escoffier, leur chef opérateur, que l'énergie du désespoir, la solidarité rageuse du dernier carré et quarante minutes de pellicule impressionnante.

Quarante minutes suffisamment impressionnantes pour que tout recommence. Et pour que tout, cette fois, semble-t-il, aboutisse. Christian Fechner a refait les comptes : 80 millions de francs à trouver. Encore 80 millions ? Cela paraît insensé, un budget de départ qui aura quintuplé. Mais si les chiffres avaient dit plus tôt la vérité, on n'en serait pas arrivé là. Il faut désormais finir le pont (!), recommencer la préparation, résigner des contrats, payer les dettes, absorber les agios et les frais financiers... Christian Fechner s'en sent capable, mais pas tout seul. Il vient de vendre quinze ans de sa vie, son catalogue, à la Générale des eaux : sa « surface » est donc considérable, mais plus déterminante peut-être encore, la confiance qu'il inspire à la profession. Il cherche donc ces jours-ci, avec un optimisme raisonné, des partenaires. « Il faut, dit-il, inventer de l'argent... » Et l'on sait qu'il a beaucoup d'imagination.

Il est aussi superstitieux. L'autre soir, allant à Montpellier avec Léo Carax rendre une visite discrète au pont, leur cher souci, il voit sur la route, dans la lumière des phares, une buse, les ailes déployées, terrassant une proie. On arrache de ses serres un jeune garçon palpitant. Fechner voit là un très heureux présage. Pour lui, l'animal sauvé est la métaphore des *Amants du Pont-Neuf* enfin libéré de ses entraves. Une fable ? Avec déjà une morale. Pour le lapin comme pour le film, il fallait arriver à temps.

DANIELE HEYMANN

ARCHITECTURE

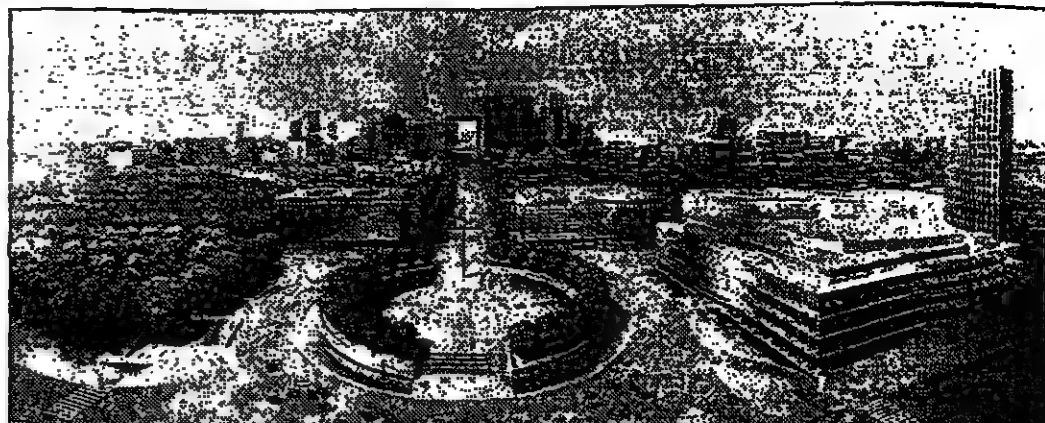
Réconciliations parisiennes

La cohérence du nouveau projet pour la porte Maillot n'évite pas les incertitudes du parti architectural

M. Jacques Chirac, maire de Paris, a présenté, vendredi 16 mars, une nouvelle version de son vaste projet pour la porte Maillot, après les vives réticences qu'avaient suscitées les premières esquisses, en 1988. L'architecte, M. Clément Cacoub, se trouve à présent intégré dans une équipe qui comprend l'urbaniste M. Wagnier et le paysagiste M. Corrajaud, ainsi que, pour la place, MM. Collet et Burger. Car le projet manifeste à présent une indéniable volonté de cohérence urbaine et économique, prouvant en cela la capacité du maire à revenir sur ce que lui-même estime avoir été une erreur, et par là même un courage certain.

Ce courage lui sera utile, quelles que soient les précautions prises, les travaux vont gêner temporairement mais durablement la circulation, ce qui n'est pas toujours du goût des habitants-électeurs. De même, il n'est pas certain que l'architecte, bien qu'aimablement et discrètement encadré, rencontrera l'enthousiasme de la critique.

Le projet prévoit de part et d'autre de l'actuelle place, la couverture du boulevard périphérique sur une longueur d'un kilomètre et demi, ce qui signifie au moins la réconciliation géographique de la capitale et de sa banlieue. D'un côté, cette couverture, malgré une brève interruption pour des raisons d'aération, permettra de retrouver la continuité jusqu'à la porte Dauphine, où sera érigé un hôtel de luxe, de 211 chambres et d'une trentaine de suites. Elle permettra d'autre part de retrouver une certaine continuité entre Paris et le bois de Boulogne qui se trouve agrandi de 2 hectares, tandis que le véritable stade Jean-Pierre Wimille fera l'objet d'une rénovation. Mais on sait qu'en matière d'équipements sportifs le maire de Paris a vu son enthousiasme rafraîchi par des déboires tels (Bercy, les Tourelles) qu'il préfère



La future porte Maillot.

opter pour la frilosité (Charlitz). Au nord, la couverture ira jusqu'à l'actuel stade Paul-Faber, avant la porte Champerret. L'emprise libérée permettra la construction d'un important immeuble de bureaux - 100 000 mètres carrés qui trouveront leur justification, selon le maire, dans le fait que, depuis six ans, la ville aurait construit six fois plus de logements que de telles surfaces - et de deux immeubles de logements de 10 000 mètres carrés. Mais c'est bien sûr vers la porte Maillot que tous ces regards convergent.

Serre-livre

Grand chambardement sur la place, « totalement recomposée, selon la description qu'en fait M. Chirac, avec en son centre un vaste espace public, facilement accessible et réservé aux piétons, situé à quelques mètres en dessous du niveau actuel et entouré de terrasses plantées d'arbres ». C'est là que sera implanté le mémorial au général de Gaulle, monument conçu par Olivier Debré et qui prendra la forme d'une haute flamme dans l'alignement de l'axe

historique des Champs-Élysées. Le Palais des congrès, qui était comme « éternelle et bienveillante » preuve de justice de vue de la critique architecturale et de la surdité des pouvoirs publics, va être agrandi en façade et singulièrement modifié. Il perdra les deux sortes de « pinces de crabes » qui le reliaient à la place et prendra une allure « bâtiment commercial des années 80 », dans la suite logique de sa formule esthétique initiale, typique des années soixante.

Et voici les fameux « serre-livre », les deux immeubles bizarroïdes qui devaient, à cheval sur le périphérique, devenir les « portes » triomphales de Paris. Ramenés de 50 à 35 mètres de haut, alignés sur l'avenue Charles-de-Gaulle, vers Neuilly, ils ont abandonné une partie de leur prétention « post-bau », pour devenir, si l'on en croit les documents disponibles, deux parallélépipèdes massifs et vides, là encore dans le vocabulaire si reconnaissable de l'architecture commerciale de la fin de la décennie. Ce vocabulaire - version française du plus tapageux de la production américaine -

dont le Centre Masséna (architectes Legrand, Rabinet et Debout), à l'autre bout de Paris, ou le Pontant à la lisière du quartier Citroën (du même Cacoub) étaient jusqu'alors les principaux champions. Un vocabulaire qui étone, qui consterne, lorsqu'on voit par ailleurs fleurir les réussites dans des domaines pourtant tout aussi arides, comme les hôtels industriels (Perrault, Chemetov, Viguière-Jodry, etc.).

Lorsque, demain, les historiens de Paris se pencheront sur les années 80, ils auront bien des sujets d'étonnement, bien des énigmes à résoudre. Comment, se demanderont-ils, une seule et même époque a-t-elle pu produire autant d'architecture et si peu d'urbanisme ? Et puis, se dit-on, si l'on veut du majestueux commercial, du symbolique sans signifiant, du monumental bon marché, si l'on veut un urbanisme clairement identifié à des modèles du passé, pourquoi ne pas avoir demandé à Ricardo Bofil d'inventer ce passage cérémonieux de la ville ?

FREDERIC EDELMANN

MUSIQUES

La lumière transalpine

L'Orchestre de la Scala de Milan en tournée a fait une halte au Théâtre des Champs-Élysées pour jouer Schubert et Brahms

Assemblée insensée de belles Italiennes décorées comme des chasses, de nobles qui volent de Salzbourg en Bayreuth (un prêt en costume très haute couture, une indienne au port de reine et l'une de nos grandes actrices de théâtre ornent la parterre), le public venu écouter en début de semaine Carlo-Maria Giulini et l'Orchestre philharmonique de la Scala de Milan ressemble à celui qui venait, il y a peu de temps encore, applaudir Herbert von Karajan. Public qui papote pendant que s'élevaient les sublimes premières mesures de l'*Inachevé* de Schubert, qui bouge sur son siège, qui toussie, se racle la gorge pendant les silences. Public qui n'a vu jamais au concert, comme autrefois à la grand-messe de 11 heures. Qu'est-ce qu'on peut y faire ?

L'Orchestre philharmonique de la Scala n'est pas une formation aussi solide que le Concertgebouw d'Amsterdam ou que l'Orchestre de Cleveland, il ressemble plutôt à un grand orchestre français d'autrefois : vents à la sonorité vibrante, fragile, si lyriques lorsqu'ils jouent à découvert (merveilleux hautbois, clarinettes, cors et trompettes), violoncelles légers et chatoyants, contrebasses dansantes, mais violons à l'intonation basar-deuse, aux attaques asynchrones.

Solidement campé sur ses jambes légèrement écartées, le dos droit comme un I, Carlo-Maria Giulini dirige avec une économie de gestes remarquable. Il dirige ses musiciens, pas pour le public. Par

fois, il ne dirige presque pas, ne bouge ni les bras ni les mains. Dans l'*Inachevé*, il prend son temps, ne force aucune nuance, ne souligne aucune rupture dans l'enchaînement des idées, laisse la musique, émuante dans sa nudité, surgir du silence, sans lui ajouter artificiellement une dimension tragique qu'elle porte de toute façon en elle.

Plus solaire qu'ombrageux

Le début de la *Quatrième Symphonie* en mi mineur de Brahms pêche par des violons trop imprécis (et peut-être à cause d'une battue trop lâche) : les tierces et les sixtes alternées du thème (*si-sol, mi-do, la-fa, ré-si...*) ne s'enchaînent pas avec la souplesse, la justesse et la précision rythmique requises (l'une des entrées en matière les plus traitées pour un orchestre, avec l'attaque du premier mouvement du *Concerto en fa mineur* de Chopin), mais très vite l'orchestre se ressaisit. Dans l'acoustique si sèche du Théâtre des Champs-Élysées, la formation italienne rappelle la sonorité de l'orchestre de Toscanini - telle que ses fameux enregistrements captés dans le Studio 5H de RCA, à New York, nous l'ont transmis. Tant de légèreté, de transparence donnée à l'ultime symphonie de Brahms un caractère plus solaire et rythmiquement implacable qu'ombrageux. Dirigés avec une énergie sans relâche, les musiciens de la Scala atteignent dans la passacaille un sommet d'intensité musicale que nous n'avons guère entendu en concert dans ce finale plus savamment élaboré qu'aucune autre œuvre orchestrale de Brahms ; et dans le second mouvement une sorte d'extase mystique bien dans la dernière manière du chef italien.

Carlo-Maria Giulini vient de réenregistrer cette symphonie pour Deutsche Grammophon (sortie prévue en juin) avec l'Orchestre philharmonique de Vienne. On en vient à le regretter, car, dans le calme du studio les musiciens italiens auraient pu apporter une couleur nouvelle à la musique de Brahms, comme autrefois l'Orchestre de la Société des concerts du Conservatoire dirigé par Carl Schuricht avait « réinventé » les symphonies de Beethoven.

ALAIN LOMPECH

Le bonheur de Martinu

Un quintette de 1944, radieux autant qu'inconnu, qui donne son goût tchèque à une centenaire

Le centenaire de Bohuslav Martinu (le 8 février) a soudainement réveillé les Français, au point que ce grand musicien, sur qui semblait peser un décret d'ostacisme, se trouve maintenant affublé de deux festivals : l'un (jusqu'au 28 avril, à Paris seulement) est patronné par l'Association pour la musique et les arts tchécoslovaques (8, rue Notre-Dame-des-Champs), l'autre (qui durera jusqu'au 19 décembre, dans diverses villes de France) est organisé par le Comité national pour le Festival Martinu du centenaire (8, boulevard de la Madeleine).

Le Comité du centenaire présentait, mercredi soir, dans le foyer de l'Opéra-Comique, le *Quatuor Dolézal*, qui jouait, avec Joseph Palenicek, le *Quintette piano et cordes* de Martinu, écrit en 1944 aux États-Unis, mais d'une inspiration profondément tchèque. Comme dans le *Concerto pour violoncelle* de Dvorak, on sent un extraordinaire frémissement national, un parfum de pays natal, comme si l'approche de la fin de la guerre signifiait la liberté et l'annonce du retour. Martinu, hélas ! ne reviendra jamais chez lui.

L'alto puis tout le quatuor émergent à travers les arpegges lumineux du piano et, tout de suite, s'annonce une danse vive et joyeuse, qui se mue en grandes efflorescences hymniques, si caractéristiques de Martinu. L'adagio tournoie longuement, insistant, questionnant, dououreux quand le piano se tait. Le final s'élève, tout en frémissements et tremolos qui se répondent des cordes au piano, puis vogue au calme en une chanson paisible.

Un peu rusé, manquant parfois de subtilité, le Quatuor Dolézal nous avait paru simplement honorable dans Haydn (op. 76 n° 2) et Schubert (mi bémol, D. 93). Mais il est apparu transfiguré dans le sillage du grand Joseph Palenicek. JACQUES LONCHAMPT. Prochains concerts du Festival Martinu à l'Opéra-Comique (à 20 h) : le 19 mars, avec la clarinettiste Suzanne Ruzickova et le Quatuor Dolézal et, le 3 avril, avec les admirables Madrigalisti de Prague. Les 5, 6, 7 et 8 avril, représentations de *Passion grecque* (d'après le Christ ressuscité de Kazantzakis) par le Théâtre national de Prague.

NOTE

« Les Toits » de Van Gogh resteront en France

Le ministre de la culture, M. Jack Lang, a décidé, jeudi 15 mars, d'interdire la sortie de France des *Toits* de Van Gogh. Cette aquarelle, qui doit être mise en vente mardi prochain à Drouot-Montaigne, est estimée entre 25 millions et 30 millions de francs. Par ailleurs, le Musée Paul-G Getty de Malibu (Californie) étudierait la possibilité de racheter les *Isis* de Van Gogh. Selon des personnes travaillant au musée, le tableau le plus cher du monde acheté pour 53,9 millions de dollars (environ 310 millions de francs) en 1987 par Alan Bond - qui connaît des difficultés financières - y est exposé depuis une semaine. Et malgré le démenti formel de la direction, il semblerait que les négociations soient bien avancées entre le magnat australien de la bière, le musée et Sotheby's, qui avait assuré la vente et aidé Alan Bond à acquérir l'œuvre en lui prêtant 27 millions de dollars, un prêt très controversé qu'il n'a pas fini de rembourser. La firme anglo-saxonne avait alors été accusée d'avoir gonflé artificiellement le marché de l'art par sa politique d'envolement à l'achat - (AFP).

2^e Biennale de danse en Yvelines

Karine Saporta

Les Taureaux de Chimène

Mardi 20 mars à 21 h

Théâtre Marmottan

Versailles

42-33-43-00

صلى الله عليه وسلم

صحنه من الأهل

CULTURE

VENTES

A Drouot-Montaigne
Pour estomacs robustes

La vente va durer deux jours complets. Le catalogue a plus de 600 cents pages (il coûte 1 200 francs) et approche les 3 kilogrammes : 1 180 pièces vont être dispersées. Elles concernent toutes le manger et le boire, de l'Antiquité au XX^e siècle. Le maître d'œuvre de cette opération gargantuesque est un ancien professeur de latin et de grec, Gérard Oberlé.

Amateur de bonne chair, Gérard Oberlé avoue apprécier le catman grillé de Nouvelle-Calédonie autant que la choucroute de son Alsace natale. Aujourd'hui expert en livres anciens, il vit hors du temps au cœur du Nivernais. Notre homme, un soir d'hiver de l'an 1970, a raconté au hasard d'un dîner Paul K. industriel du textile, alsacien lui aussi et grand gourmet devant l'éternel.

Pendant les quinze années qui vont suivre, ils se retrouveront ponctuellement dans les restaurants les plus divers, de Rome à Lyon et de Madrid à San-Francisco pour savourer leur passion de concert. « En 1972, je lui ai offert son premier livre, les Dons de Comus ou les Délices de la table, de Marin (1734), se souvient Gérard Oberlé. Il y retrouvait une sorte de partition écrite de ce qu'il

aimait. Ce précurseur de la cuisine moderne y livrait ses recettes et ses menus pour les quatre saisons. »

Ce cadeau sera le point de départ d'une collection de plus de 800 ouvrages sur le boire et le manger en Europe, de l'Antiquité jusqu'aux grands cuisiniers du XX^e siècle : des couverts de table aux régimes alimentaires, des manuels de santé aux recommandations religieuses sans oublier l'histoire des produits eux-mêmes. Cet ensemble, que Gérard Oberlé en compagnie d'un confrère allemand aura nourri, est aujourd'hui mis aux enchères à Paris. Son propriétaire, selon les mots de l'expert, « s'en est allé il y a trois ans goûter l'ambrosie dans l'improbable paradis paten des gourmets, puisque dans l'au-delà catholique les gros mangeurs vont en enfer ».

Le péché du chocolat

S'y ajoutent plus de 300 cents volumes qui complètent la collection. Le volumineux catalogue de la vente est aussi un livre de référence (1), une mine de renseignements sur les arts de la table et ses à-côtés. L'ensemble réuni

comprend 24 incunables, 130 livres du XVI^e siècle, 155 ouvrages du XVII^e siècle, 252 volumes du XVIII^e et 451 du XIX^e siècle. La liste a été publiée au XX^e siècle. Presque tous sont richement illustrés.

A travers ces ouvrages, les relations complexes de l'homme et de son alimentation sont passées en revue. Ainsi au XVII^e siècle, Antonio Pinelo, rapporteur au Conseil des Indes en Espagne, se demandait gravement dans son *Question moral et al chocolate* qu'étaient et ayuno eclesiastico (une édition originale de 1636, estimée à plus de 3 000 F) si c'était un péché mortel pour un prêtre de boire du chocolat avant la messe.

Avec l'Art de trancher les viandes - *Manuel de l'éuyer tranchant* (1647), illustré de 39 planches gravées et numérotées, assorties de commentaires manuscrits, le Français Pierre Petit (ou peut-être le Suisse Jacques Vomer) décrit la meilleure façon de découper ortolans, caillies, pigeons, cochon, tête de veau et fruits. Ces conseils sont estimés à 50 000 francs.

Au XIV^e siècle, les ouvrages « gastronomiques » étaient d'un tout autre genre. Dans le *Propri-*

taire des choses de Bartholomaeus Anglicus, précieux incunable, estimé entre 60 000 francs et 80 000 francs, l'auteur se prononce pêle-mêle sur la Trinité, les anges, la création de l'homme, les jeux d'enfants, les mines et les chercheurs d'or, l'achimie ainsi que les plantes aromatiques.

Autre rareté, la première version française du fameux *Projet facile, équitable et modeste pour rendre utile à notre nation un très grand nombre de pauvres enfants, qui lui sont maintenant fort à charge* (1749) de Jonathan Swift ou, l'auteur des *Voyages de Gulliver* se livre à une dénonciation féroce de la misère du peuple irlandais en illustrant les avantages économiques qu'il y aurait à consommer des nourritures ainsi que les diverses façons de les accommoder. Elle est estimée à 4 000 francs.

ALICE SEDAR

(1) Les Festes de Bacchus et de Comus, de Gérard Oberlé, Editions Belfond, 1 200 F.

► Ventes : à Drouot-Montaigne, le 17 mars (10 h 30, 14 h 30, 20 h 30) et le 18 mars (10 h 30, 14 h 30). Exposition publique au même endroit : le 15 et le 16 mars, de 11 heures à 20 heures.

COMMUNICATION

L'attribution d'une chaîne hertzienne à Paris

Les élus RPR montent au créneau

« Avec plus de 40 000 abonnés à Paris, la télévision par câble est en train de réussir, mais l'attribution d'une nouvelle chaîne hertzienne lui ferait perdre à nouveau deux ou trois ans de retard », estime M. Bernard Pons, député RPR et président de la société d'économie mixte Paris TV Câble.

Tout en affirmant que sa société améliore ses résultats de commercialisation, M. Pons « s'étonne » de la décision du CSA, qui ne lui paraît « pas convenable ». Il est rejoint dans cette contestation par un autre élu RPR, M. Robert André Vivien, dont nous publions le point de vue.

POINT DE VUE

Le câble en danger

par Robert-André Vivien

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel a récemment lancé un appel à candidatures pour l'attribution d'une fréquence hertzienne en région parisienne, tout en soulignant son souci de protéger le développement du câble et de promouvoir l'utilisation tant du satellite TDF 1 que de la norme D2 Mac Paquet.

Mon ancienneté dans les fonctions de rapporteur spécial du budget de la communication, de la radio et de la télévision à l'Assemblée nationale m'a permis, depuis plus de vingt-cinq ans, d'avoir quelques connaissances de ces problèmes. A ce titre, je ne peux que relever des contradictions qui traversent un légitime embarras.

Comment ne pas noter, en effet, que, si le satellite TDF 1 tourne « presque à vide » (malgré la présence de la SEPT, chaîne publique qui, dès son canal attribué, y a pris place), c'est en raison du bouquet de programmes choisis par le CSA il y a un an et dont les opérateurs (Canal Plus, Canal Plus Allemagne, Canal Enfants, et Sport 2/3) s'évaluent incapables d'exploiter les canaux qui leur ont été affectés ?

Il est difficilement admissible que des entreprises privées puissent poser à l'instance publique de régulation de l'audiovisuel des conditions au démarrage d'un programme dont la candidature a été retenue au terme d'une mise en concurrence et sur des critères précis. Ces conditions sont telles que le satellite TDF 1 — dont la durée de vie est limitée — ne diffuse en définitive aucun des programmes privés sélectionnés. C'est un cas, unique au monde, de gâchis d'investissements publics sur lequel je me réserve d'appeler solennellement l'attention de l'opinion et du Parlement.

Parmi ces opérateurs, qui tardent tant à vouloir montrer leurs programmes, le principal d'entre eux, Canal Plus, se fait le chantre de la norme dite D2 Mac Paquet, sans pour autant consentir à lancer sous cette forme son propre programme. Or cette norme, étape intermédiaire vers la future norme de télévision haute définition européenne, mettrait à la disposition des téléspectateurs des images en format 16/9, de qualité cinématographique, et un

son stéréophonique proche de la haute fidélité.

Eu égard à cette défaillance, la démonstration des qualités de la norme de diffusion D2 Mac Paquet ne serait-elle pas mieux administrée par des chaînes généralistes, comme TF1 ou Antenne 2, déjà diffusées en norme classique SECAM par des réseaux hertziens à couverture nationale ? Les télé-spectateurs pourraient ainsi établir par eux-mêmes la comparaison entre la norme actuellement existante et cette norme D2 Mac qui préfigure l'avenir. D'autant qu'une telle démonstration est nécessaire aux industriels qui souhaitent mettre au point et commercialiser des équipements de réception et des téléviseurs aux nouvelles normes.

Hésitations et hostilité

La diffusion des chaînes nationales n'est-elle pas aussi le seul moyen d'encourager le développement de productions audiovisuelles à ces nouvelles normes, ainsi que le matériel correspondant ? En effet, ces chaînes sont, pour l'instant, les principaux commanditaires des œuvres de création et des productions françaises. Ce point a d'autant plus d'intérêt qu'en France même, une entreprise de production liée à Canal Plus réalise déjà des émissions sur un système de haute définition japonais. Belle contradiction que de défendre un système français encore balbutiant en faisant travailler la concurrence japonaise dont on prétend vouloir protéger notre industrie nationale.

De plus, la diffusion de chaînes sur TDF 1 ne serait-elle pas plus cohérente avec l'objectif de diffusion internationale des programmes d'origine française qui est l'autre objectif majeur du satellite ? En lieu et place, celui-ci ne propose que des programmes nationaux, qui plus est cryptés et payants.

Au demeurant, le temps mis par le CSA pour lancer un appel à candidatures qui était exigé de lui par le seul véritable opérateur de programmes du satellite (par ailleurs déjà concessionnaire d'un service de télévision par voie hertzienne

cryptée), semble montrer que cette institution était pour le moins hésitante, voire hostile, devant la perspective de lancer cet appel d'offres.

La mise en place de cette nouvelle fréquence va occasionner des troubles techniques pour au moins trois cent mille téléspectateurs de la région parisienne. Ceux-ci, soit parce qu'ils dépendent d'une antenne collective utilisant le canal 35 pour recevoir TF1 et Antenne 2, soit parce qu'ils ont des magnétoscopes, vont avoir à supporter des coûts d'aménagement motivés par la simple volonté d'expansion d'un opérateur privé. Que cherche en effet Canal Plus, sinon à constituer un nouveau pôle commercial entre son propre réseau et ce nouveau réseau qu'il sollicite ?

Il y avait et il reste suffisamment de candidats à la diffusion d'un programme par TDF 1, comme TF1 et Antenne 2, qui ne posent pas de conditions exorbitantes du droit et du bon sens communs, pour que l'autorité du CSA puisse éviter d'être mise en cause à la première saive de menaces d'une entreprise de télévision dont on sait qu'elle accumule privilèges et situations des pouvoirs publics.

Ce n'est pas au dirigeant d'une entreprise privée, aussi dynamique et estimable soit-elle, de fixer les règles de fonctionnement de l'audiovisuel. C'est au gouvernement et à l'autorité indépendante qu'il a mis en place.

Ce point n'est pas négligeable puisqu'il y va de l'avenir de l'audiovisuel. Or cet avenir, c'est dans le satellite mais aussi et surtout dans le câble qu'on le trouve. Seul ce dernier mode de diffusion peut offrir, grâce à la multiplicité des canaux qu'il propose, des services nouveaux, les programmes échangés ou thématiques en grand nombre que nos écrans attendent. L'alternative posée au CSA se résume en peu de mots : plus d'hertzien c'est moins de câble, donc une télévision moins riche.

► Robert-André Vivien, député (RPR), est rapporteur spécial du budget de la communication, de la radio et de la télévision à l'Assemblée nationale.

Offensive
de M. Berlusconi
en Europe de l'Est

Depuis plusieurs semaines, M. Silvio Berlusconi voyage beaucoup entre Prague, Varsovie et Budapest. Et la presse des pays de l'Est commence à donner quelques échos des négociations menées par le magnat de la télévision privée italienne. M. Angelo Codignoni, directeur général de la Cinq et porte-parole de la Fininvest en France, confirme l'existence de trois projets de télévision privée. Le plus avancé concerne la Hongrie : si les négociations aboutissent, M. Berlusconi pourrait lancer à Budapest une télévision commerciale, en association avec la Banque centrale de Hongrie.

En Pologne, les discussions entamées depuis un an sont moins proches d'une conclusion. Le gouvernement polonais, qui songerait d'abord à autoriser une chaîne nationale privée concurrente de ses deux télévisions publiques, semble aujourd'hui préférer une privatisation de la seconde chaîne publique. Dans les deux cas, M. Berlusconi serait candidat. Enfin, l'homme d'affaires italien poursuit ses contacts avec les autorités polonaises avec l'espoir d'obtenir, là aussi, une autorisation d'émettre.

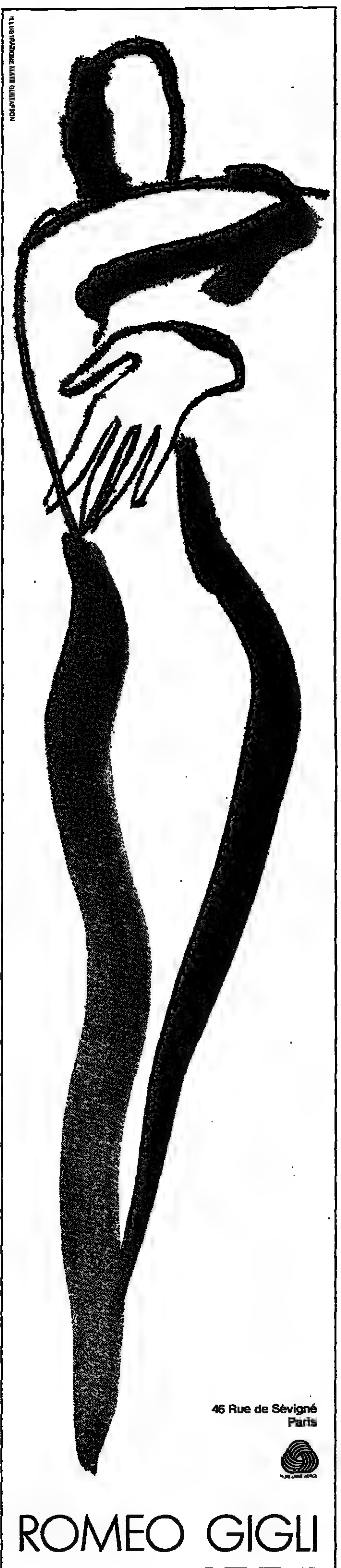
Dans ces trois pays, M. Berlusconi met en avant son savoir-faire publicitaire et son portefeuille de programmes, riche des droits de nombreuses séries et films américains. Le patron de la Fininvest a déjà un pied en Union soviétique, où, depuis septembre 1988, il assure la régie publicitaire de la télévision publique pour les annonceurs d'Europe de l'Ouest.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

► MCA acquiert Geffen Records. — En acquérant Geffen Records (Aerosmith, Rickie Lee Jones, Don Henley) pour 562 millions de dollars (plus de 3 milliards de francs), MCA, la compagnie californienne qui contrôle Universal (cinéma) et MCA Records (disques) est ainsi devenue la seconde firme phonographique des Etats-Unis, derrière WEA (filiale de Time Warner) mais devant CBS (filiale de Sony). L'accord entre MCA et David Geffen permet à ce dernier de rentrer dans le capital de l'acquéreur tout en restant à la tête de son label.

ESPACE J.J. GUYOT
du 9 mars au 8 avril
exposition

PATRICK ALBERT
Des tableaux
épais et poudrés,
des bleus intenses
et des jaunes lumineux
9, rue de Mézières, 75006 Paris
45-44-97-41



ROMEO GIGLI

46 Rue de Sévigné
Paris
ROMEO GIGLI

RELIGIONS

Un entretien avec M. Pierre Joxe sur l'islam en France

« Les émigrés musulmans finiront par faire souche comme toutes les communautés étrangères qui les ont précédés »

Nouvelle étape dans l'organisation de l'islam en France : M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, chargé des cultes, va réunir, lundi 19 mars, quinze personnalités musulmanes nommées par lui. Ce « conseil de réflexion » est appelé à se transformer en Conseil consultatif de la communauté musulmane (trois millions de fidèles). C'est la première fois qu'un ministre de l'intérieur s'engage aussi loin dans l'organisation de l'islam, devenu la deuxième religion en France. Dans un entretien avec le Monde, M. Pierre Joxe exprime sa conviction que les émigrés musulmans finiront par faire souche, comme toutes les communautés étrangères qui les ont précédés.

« Ne va-t-on pas accuser le ministre de l'intérieur, chargé des cultes, de vouloir autoritairement organiser l'islam en France, toutes proportions gardées, comme Napoléon avait créé un consistoire juif et un consistoire protestant ? »

« Vous allez un peu vite en besogne. Revenons en arrière, avec quelques rappels d'histoire et de droit. La loi de 1905, qui a institué la séparation des Églises et de l'État, est toujours en vigueur. Elle connaît une exception avec l'Alsace et la Moselle. Cette région, alors annexée à l'empire allemand, est restée soumise au concordat de 1801 et à ses textes subséquents, après la victoire et malgré son retour à la France. C'est la raison pour laquelle, en tant que ministre de l'intérieur, je nomme et je rémunère aujourd'hui, en Alsace et en Moselle, les curés, les pasteurs, les rabbins. Mais il s'agit là d'une situation héritée de circonstances historiques particulières.

« Le droit commun est donc la loi de 1905. Le principe de séparation des Églises et de l'État signifie-t-il que l'État doit se désintéresser de tout ce qui concerne les religions en France ? Pas du tout. La loi elle-même dit en effet, en son article premier, que la République « garantit le libre exercice des cultes » sous les seules restrictions édictées dans l'intérêt de l'ordre public. La convention européenne des droits de l'homme, que nous avons ratifiée en 1973, nous oblige aussi à veiller à ce que chaque personne puisse exercer sa « liberté de manifester sa religion ou sa conviction individuellement ou collectivement, en public ou en privé, par le culte, l'enseignement, les

pratiques ou l'accomplissement des rites », sans autres restrictions que « les mesures nécessaires, dans une société démocratique, à la sécurité publique, à la protection de l'ordre, de la santé ou de la morale publique, ou à la protection des droits et libertés d'autrui ».

« Vaste programme, donc, pour les pouvoirs publics, et pour le ministre de l'intérieur, en particulier, chargé des cultes en France ! Vaste programme, non pour les religions établies, avec lesquelles tout un réseau de relations traditionnelles existe, et fonctionne enfin comme un moteur bien huilé après tant de soubresauts dans notre histoire, mais face à une religion récente chez nous : l'islam.

« La façon dont les musulmans cherchent, en quelque sorte, leurs marques dans le paysage français avec les péripéties, les conflits que nous connaissons — car c'est ainsi que les sociétés vivantes évoluent — nous conduit à regarder d'un œil neuf ces principes vénéralés : liberté de culte, respect de l'ordre public. Appliqués à des circonstances inédites, ils prennent une nouvelle jeunesse.

« Et voilà comment, pour exercer en connaissance de cause l'une de mes missions de ministre d'une République laïque, qui est de garantir le libre exercice du culte musulman, entre autres cultes, mais dans le cadre de nos lois, j'ai été amené à m'entourer de gens capables de m'éclairer par leur expérience personnelle de la troisième « religion du Livre », telle qu'elle est pratiquée en France à la fin du XX^e siècle. »

« Des hommes de terrain »

« Sur quels critères et selon quels équilibres avez-vous fait le choix des personnalités qui participent à cette phase de réflexion et qui, demain vraisemblablement, formeront le Conseil consultatif de l'islam en France ? »

« Un critère dominant : avoir une expérience de terrain. J'ai certes consulté des universitaires, des intellectuels, qui m'ont beaucoup appris par leur vaste et profonde connaissance de l'islam. Mais, pour former le petit groupe original de six membres chargé de réfléchir à la viabilité d'une structure consultative permanente, j'ai fait appel, de façon un peu empirique, à des personnes qui m'avaient été signalées par leur engagement,

leur foi, et leur dynamisme dans la défense de projets concrets au service de leurs coreligionnaires.

Il y a, parmi ceux qu'on peut appeler les six membres fondateurs, des personnalités éminentes telles que M. Tedjini Haddam, recteur de la Mosquée de Paris, mais aussi chirurgien, ancien diplomate ; le professeur Lahneche, de Lyon, spécialiste de médecine nucléaire ; il y a M. Chabag, ancien officier de l'armée française, mais vous trouvez également un commerçant, un ouvrier, un étudiant.

« Parmi les autres personnes qui m'ont été suggérées par les six premiers, j'en trouve d'autres exemples, si elles acceptent de rejoindre ce « conseil de réflexion », un ancien ambassadeur, un fonctionnaire, un pâtissier ambulant, un producteur de fromages... L'essentiel pour moi, est de pouvoir dialoguer avec des gens qui m'informeront par une expérience de première main sur l'islam concret, vécu quotidiennement en France par des centaines de milliers d'hommes et de femmes, français et étrangers.

« Mais quand nous avons ensuite croisé cette méthode intuitive avec les données statistiques disponibles sur l'islam en France, nous avons été très satisfaits du résultat. Origines personnelles, sensibilités religieuses, régions d'implantation, se trouvent assez bien représentées dans leur diversité. D'ailleurs, tout ceci est évolutif, et le groupe lui-même pourra évoluer. Donc, pragmatisme et critères scientifiques se sont finalement rejoins sans grand effort. »

Des personnalités « significatives »

« Dans une communauté musulmane marquée par un émiettement des associations, quelle sera la représentativité de cet organisme ? Le poids des musulmans français (un tiers au moins de la communauté) vous semble-t-il suffisamment pris en compte ? »

« Je n'ai pas cherché à réunir des personnalités « représentatives », mais des personnalités « significatives » de l'islam en France. Si chacune était venue dans le groupe comme représentant et défenseur de telle association, confrérie, ou origine géographique, c'était évidemment la surenchère et l'échec. Chacun est venu comme homme, s'engageant lui-même, avec l'esprit d'humilité et de frater-



M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, chargé des cultes.

nité des vrais hommes de foi, et cela a permis de progresser. J'ai la même confiance en ce qui concerne le groupe élargi, qui se réunira pour la première fois le 19 mars.

« Mais, pour répondre précisément à votre question sur la place des musulmans de nationalité française dans le groupe, ils étaient trois sur six dans le groupe des fondateurs, et seront neuf sur quinze dans le groupe élargi : donc plus que le tiers que vous attribuez aux Français dans la communauté des musulmans résidant en France. »

« Une autorité d'influence et de persuasion »

« Quelle sera l'étendue des compétences de ce Conseil consultatif des musulmans de France ? Sera-t-il l'interlocuteur officiel des pouvoirs publics en tout domaine, comme par exemple les constructions de mosquées, d'écoles, la réglementation de l'abattage de viande rituel ? »

« Là encore, vous allez un peu vite. Beaucoup de ces questions sont à poser aux membres du groupe avant qu'à moi-même, et les réponses devront précisément sortir de la réflexion collective du conseil.

« Mais je peux vous donner quelques pistes, tracer quelques limites. L'organe créé est consultatif. C'est dire qu'il n'a pas pouvoir de décision, en tout cas aux yeux de l'administration. Il est là, comme je l'ai dit, pour m'aider, par ses avis et recommandations, à gérer le mieux possible les situations concrètes créées par l'exercice du culte musulman en France.

« Je ne suis pas lié par ses prises de position, non plus qu'aucune autre administration ou aucune collectivité locale. Mais je m'attends à ce que la qualité de ses travaux, la sagesse de ses avis, qui seront rendus publics chaque fois que nous le jugerons ensemble opportuns, conféreront à ce « conseil de réflexion » une autorité morale, d'influence et de persuasion, utile à l'ensemble de la communauté musulmane en France.

« Je s'écartere donc pas l'idée que le conseil, s'il croit pouvoir et devoir le faire, exprime en matière de rites, d'organisation du culte, des recommandations ou des résolutions qui pourront servir de référence au sein de cette communauté. Juridiquement, cela ne concerne pas le gouvernement, ni l'administration, liée par le principe de laïcité. Il y a, en revanche, des situations où ses recommandations pourront être utiles à l'administration, qui manque actuellement d'interlocuteurs qualifiés. Je pense aux problèmes de sépulture, d'abattages rituels, d'autres encore, que nous examinerons ensemble.

« Cooptation ? Election ? Quel sera le mode de désignation et de renouvellement des personnalités composant ce Conseil consultatif ? »

« S'agissant d'un organe consultatif, celui-ci n'a pas besoin d'être élu. Une tentative de désignation par élections serait d'ailleurs, je crois, prématurée et même vouée à l'échec dans l'état actuel de l'organisation de la communauté musulmane en France. C'est pourquoi j'ai préféré pour le moment ce mode de désignation, et d'une désignation encore informelle puisque c'est par lettre personnelle que j'ai convié les quinze personnalités présentes à se réunir avec moi le 19 mars. Nous verrons peu à peu comment tout ceci mérite d'être consolidé et officialisé.

« Mais, pour l'avenir, évidemment, les musulmans de France sont entièrement libres de s'organiser comme ils l'entendent. La loi française leur offre beaucoup de possibilités. Il existe déjà de nombreuses associations locales, régionales, et plusieurs nationales. »

« Les religions ont été les premières internationales »

« L'un des caractères historiques de cette communauté religieuse est le poids exercé par des gouvernements étrangers sur leurs ressortissants musulmans en France. Pensez-vous que ce Conseil consultatif soit de nature à protéger l'indépendance de cette communauté et son développement dans des conditions spécifiquement françaises ? »

« C'est vrai que s'exerce parmi certains des musulmans vivant en France l'influence de gouvernements, de pays étrangers. C'est un aspect auquel je suis attentif en ma

qualité de ministre de l'intérieur, mais auquel il faut également veiller à ne pas donner une importance excessive.

« Les religions ont été les premières internationales. Elles le sont toujours, presque par définition. En ce qui concerne le catholicisme, replongez-vous dans les luttes d'influence entre gallicans et ultragallicans, c'est-à-dire partisans de Rome, qui avait alors un rôle non seulement spirituel mais aussi temporel. En termes d'histoire des sensibilités, l'attachement à la laïcité descend d'ailleurs directement du vieux fonds gallican français. Les protestants ont longtemps été considérés comme un parti de l'étranger. Que n'a-t-on pas dit, en ces matières, sur les juifs ?

« Tout ceci doit aider à remettre en perspective les influences étrangères sur l'islam en France. A vrai dire, il faudrait distinguer ici, d'abord, les influences étrangères qui subissent l'existence de communautés musulmanes, mais pour lesquelles la religion n'est qu'un prétexte, un moyen de mener des contacts, et qui poursuivent de toutes autres fins, parfois des fins subversives. Il s'agit là d'une affaire de police, qui n'entre pas dans notre propos d'aujourd'hui.

« Il y a, d'autre part, les influences sur l'exercice du culte, exercées par des responsables religieux, parfois étroitement liés à des gouvernements, à des fins de prosélytisme. Il y a enfin l'action exercée par des gouvernements qui souhaitent par ce biais maintenir la cohésion de leurs expatriés, et conserver sur eux une certaine influence. Il y a évidemment des croisements entre ces différents formes d'intervention.

« Nul ne se soucie de savoir qu'un pasteur de l'Eglise anglicane de Paris est nommé par l'évêque de Gibraltar et payé par la reine d'Angleterre. Mais les émigrés musulmans, venus récemment en France, finiront par faire souche, comme toutes les communautés étrangères qui les ont précédés. Je suis persuadé qu'au cours de cette évolution, à laquelle participent les musulmans français, ou ceux qui deviendront français, la pratique du culte musulman portera sur notre sol un aspect spécifique et se colorera des traditions qu'il aura trouvées sur sa terre d'accueil : en matière d'éducation, de rôle de la femme par exemple. D'autant plus, qu'il n'y a dans l'islam aucun centre mondial de dogme... »

« Peut-être qu'un jour ce sont les Français qui exerceront une influence positive sur l'islam dans le monde. Mais, pour revenir au présent, je considère que le conseil de réflexion qui se met en place est une expérience d'hommes de bonne volonté, ouverte à toutes les suggestions, dans un esprit de tolérance. Or, en France, la tolérance religieuse a un nom juridique : elle s'appelle la laïcité. »

Propos recueillis par HENRI TINCQ

POLICE

Le recrutement des femmes
Sélection par la toise

Si elle n'est plus un « métier d'homme », la police serait-elle toujours une profession sexiste ? La question est posée après la décision du ministre de l'intérieur, acceptée mercredi 14 mars par les organisations syndicales, de porter de 1,63 mètre à 1,66 mètre la toise réglementaire imposée aux femmes candidates aux concours de recrutement de la police nationale. Cette mesure devrait fermer les portes de la police à 70 % des femmes, selon les statistiques de la place Beauvau. Pour les hommes, la taille minimale est de 1,71 mètre.

Le ministère de l'intérieur ne cache pas ses arrière-pensées sélectives. Jusqu'ici, des quotas étaient imposés dans les concours de recrutement : ainsi, en 1987, la proportion de femmes ne devait pas excéder 11,6 % des candidats au concours de gardien de la paix. Or la Cour européenne de justice vient de juger cette limitation contraire au principe de l'égalité entre les sexes. En haussant de trois centimètres la toise réglementaire, le ministère de l'intérieur renonce à ces quotas mathématiques mais maintient une majorité de femmes à l'écart des métiers policiers.

Il est vrai que, depuis des débuts récents et timides, la féminisation de la profession policière n'a cessé de s'accroître. Ce n'est qu'en 1972 que les femmes ont pu commencer à devenir inspecteurs ou commissaires de police. Sept ans plus tard, en 1979, s'ouvrait le premier concours mixte de gardiens de la paix. D'année en année, la progression fut exponentielle : entre 1981 et 1984, le nombre de « policières » a crû de plus de 800 % ! Un pourcentage impressionnant qui correspond cependant à des chiffres encore bien faibles : les « policières » sont aujourd'hui 4 952, soit 4,42 % des effectifs totaux et 6,90 % des effectifs en terrain.

Les freins mis à cette féminisation s'appuient sur deux types d'arguments : les aptitudes physiques nécessaires à ce métier « de rue » et la tendance des femmes, plus diplômées que leurs collègues masculins, à occuper des postes de commandement. Selon les études d'opinion menées par le ministère, le public souligne la toison de l'apport de la féminisation, la présence de « policières » favorisant le contact et la communication.

E. In.

L'unité de coordination de la lutte contre le terrorisme est renforcée

M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur, a annoncé, jeudi 15 mars, que les missions confiées à l'Unité de coordination de la lutte antiterroriste (UCLAT) vont être développées dans un sens plus opérationnel. Plusieurs nominations accompagnent ce mouvement, qui renforce le rôle joué par l'UCLAT depuis sa création, en 1984, dans la coordination de l'ensemble des services de police ayant à connaître du terrorisme.

Le commissaire divisionnaire Jean Dikran Tchividjian est nommé chef adjoint de l'UCLAT, dont il était le chef adjoint depuis décembre 1988. Il remplace à ce poste M. Georges Querry, contrôleur général, devenu conseiller technique pour les affaires de police au cabinet du ministre. Depuis 1982, M. Tchividjian a, notamment, enquêté sur l'attentat de la rue des Rosiers, les actions de l'ASALA arménienne, d'Action directe et de la Fraction armée libanaise, lorsqu'il était affecté à la section antiterroriste de la brigade criminelle de Paris.

Deux policiers venus de services spécialisés seront ses collaborateurs à l'UCLAT. Nommé chef adjoint, le commissaire divisionnaire Jean-Louis Ottavi a fait ses classes à la police de l'air et des frontières. Chargé des relations extérieures de l'Unité, le commissaire divisionnaire Jean-Louis Sabathier vient, quant à lui, de la direction centrale des renseignements généraux.

Parallèlement à ces nominations, l'UCLAT devient la cellule de coordination de la police nationale en matière de lutte contre le terrorisme et le trafic des stupéfiants, a précisé le ministre de l'intérieur.

(Né le 28 décembre 1940, à Ajaccio, commissaire depuis 1973, M. Jean Dikran Tchividjian a fait l'essentiel de sa carrière à la préfecture de police de Paris. Nommé à la brigade criminelle en 1982, où il était chargé de la cellule antiterroriste, puis chef d'état-major à la sous-direction des brigades centrales et des services généraux en 1985, il devient, en 1987, directeur de cabinet de M. Gérard Morin, préfet délégué pour la police en Corse. En décembre 1988, M. Tchividjian est nommé chef adjoint de l'UCLAT.)

« L'USC-Police proteste contre une circulaire ministérielle. — L'Union des syndicats catégoriels (USC-Police) (29,5 % des voix aux dernières élections chez les policiers en tenue) a quitté une réunion du comité technique paritaire de la police, mercredi 14 mars, afin de protester contre un projet de circulaire présenté par le ministère de l'intérieur. Selon l'organisation syndicale, « une « sécheresse » aurait pour effet d'« éliminer » l'USC des comités médicaux et des commissions interdépartementales de réforme des policiers. Instaurant un scrutin majoritaire pour l'élection des représentants du personnel, la circulaire écarterait, selon l'USC, les organisations non majoritaires de ces instances paritaires locales.

Le catéchisme du mercredi

Les évêques reprochent à M. Jospin son « silence »

Réuni du 12 au 15 mars, le Conseil permanent de l'épiscopat français s'est livré à une vive critique de M. Lionel Jospin, ministre de l'Éducation nationale, à propos de la réforme de l'école élémentaire et des mesures qui, selon les évêques de France, portent atteinte à l'enseignement religieux du mercredi.

« Les évêques sont prêts à soutenir une réforme centrée sur le bien de l'enfant. C'est pourquoi, souligne leur communiqué, ils jugent inadmissible le silence du ministre

sur le temps réservé dans la semaine à l'enseignement religieux. Ce temps est garanti par les lois de la République. Les évêques demandent que cette garantie soit effectivement exprimée et prise en compte dans les nouvelles dispositions qui seront arrêtées. » Le projet de réforme de M. Jospin propose aux écoles primaires de choisir entre la semaine traditionnelle avec le mercredi libre ou la semaine continue libérant le samedi.

FAITS DIVERS

Un policier de Dijon inculpé de vol à main armée

Patrick Beaussart, enquêteur à la sûreté urbaine de Dijon (Côte-d'Or), a été inculpé, jeudi 15 mars, de vol à main armée et d'écrou. Il a reconnu avoir commis un hold-up le 1^{er} mars, dans une agence du Crédit agricole de Dole (Jura),

d'un montant de 100 000 francs. Considéré par ses collègues comme « un très bon élément, très ponctuel, bien noté », il aurait agi pour payer les traites de la maison qu'il s'était fait construire dans la banlieue lyonnaise.

SOCIÉTÉ

L'alibi électoral de Marcel Long

L'un des inculpés du meurtre de Léonce Mout, patron de la Polyclinique nord de Marseille assure qu'il se trouvait ce soir-là à un meeting RPR dans la banlieue parisienne

JUSTICE

Les policiers qui continuent d'enquêter sur l'affaire dite des « cliniques de Marseille » viennent de faire un instructif séjour dans la banlieue parisienne. Et les témoignages d'une poignée de militants RPR de Seine-Saint-Denis vont peut-être, dans les semaines qui viennent, faire basculer l'enquête.

Le 18 mai 1988, il y eut meeting à Neuilly-Plaisance. Réduits quelques jours auparavant, François Mitterrand venait de dissoudre l'Assemblée, et l'on entraînait en campagne législative. Candidat RPR dans la 13^e circonscription de Seine-Saint-Denis, maire de Neuilly-Plaisance, M. Christian Demuyck organisait ce jour-là la première réunion de ses supporters et sympathisants.

Parmi la petite troupe de fidèles qui, plusieurs semaines durant, vont assurer son service d'ordre et, chaque nuit, coller ses affiches, un quinquagénaire discret : Marcel Long, aujourd'hui inculpé de complicité dans l'assassinat de Léonce Mout, le 13 mai 1988 à Marseille.

Dans le « staff » du candidat RPR, connaît-on son passé ? Sait-on qu'il fut naguère, pour avoir installé dans le Midi des laboratoires de raffinage de morphine-basé, condamné à dix-huit ans de réclusion ? Évidemment, on assure que non, et on affirme se souvenir d'un militant « correct, discret, sérieux, et très serviable ».

Un point essentiel du dossier

Peu importe. L'essentiel, c'est qu'il soit dévoué et toujours prêt. Et il l'est. Dans le dispositif élaboré avant la campagne — quatre équipes de deux militants — il appartient au duo n° 3. Il a assuré avec nous toute la campagne législative », assure-t-on aujourd'hui à l'état-major de campagne.

Le voilà donc chaque soir, à son poste, sans et balai à la main. Était-il présent à cette fameuse réunion du 18 mai ? Deux ans après, comment s'en souvient-il précisément ? « Logiquement, il devait être là », avance-t-il, prudent, ses anciens compagnons. Mais sans plus.

Le détail est évidemment capital pour Marcel Long. Car le 18 mai 1988, pratiquement au même moment que le début de la réunion de M. Demuyck, le propriétaire de la Polyclinique nord, Léonce Mout, était assassiné sur le parking de son établissement, dans les quartiers nord de Marseille.

Alors qu'il a reconnu, presque spontanément, sa participation à l'équipe qui devait couvrir la vie à Jean-Jacques Peschard, Marcel Long, dès le début de sa garde à vue en janvier dernier, a protesté de son innocence dans l'affaire Mout, expliquant invariablement qu'il avait, pour le 18 mai 1988, un alibi « en béton ».

Si les inspecteurs, au cours de leur enquête à Neuilly-Plaisance, ne semblent pas avoir pu établir avec certitude la présence ou non de Marcel Long à cette fameuse

réunion du 18 mai, ils ont en revanche rassemblé une impressionnante quantité de détails sur la soirée : « Avec leurs techniques d'interrogatoire, ils arrivent à vous faire souvenir de tout, avec une précision diabolique », s'exclame un témoin. Muni de tous ces détails, le juge d'instruction est, aujourd'hui en mesure de poser à l'inculpé des questions précises — qui était présent ou absent, les parties prenantes étaient-ils assis ou debout ? etc. — qui devraient permettre de valider ou non son alibi.

Contrairement aux apparences, l'implication ou non de Marcel Long dans l'assassinat de Léonce Mout est, pour toute l'édification des assassins de Mout et de Jean-Jacques Peschard, un point essentiel. Pour le comprendre, il faut revenir aux toutes premières heures de l'enquête, en janvier dernier, juste après la mort du docteur Peschard, maire de 7^e secteur de Marseille.

Affilié par la publication dans la presse d'un portrait-robot très ressemblant, Marcel Long va prendre l'avis d'une vieille connaissance, policier en retraite, qui lui conseille d'aller éclaircir son cas auprès de la brigade criminelle. Long s'y rend et, reconnaissant qu'il était présent le soir du crime dans la pizzeria où dînaient le docteur Peschard et ses amis, commence par expliquer aux inspecteurs qu'il y était entré « pour manger ».

Évidemment, cette version des faits ne satisfait pas les enquêteurs. Est-ce alors Long qui, comme les policiers l'affirmeront à la presse, livre le nom de son complice, Roger Memmoli ? Ou, comme l'explique Marcel Long, les enquêteurs, avant que lui-même ait proposé le nom, tentent-ils de le faire « craquer » en martelant : « On sait que tu étais sur ce coup-là avec Memmoli ? » Mais, dans ce cas, si la police sait, comment sait-elle ?

Quoi qu'il en soit, voilà Memmoli interpellé et placé en garde à vue. Et bien sûr, vieille recette, on s'empresse de lui expliquer que c'est Long qui l'a « balancé ». Le procédé réussit au-delà des espérances, puisque Memmoli, non seulement, avoue l'assassinat de Peschard, mais à son tour dénonce Long pour meurtre, dix-huit mois plus tôt, de Léonce Mout.

Mais là, Marcel Long n'est plus d'accord. D'abord, il était à cette époque-là à Neuilly-Plaisance, explique-t-il d'emblée. Ensuite, il a toujours entendu Memmoli se vanter d'avoir assassiné Mout avec « un certain Jean-Paul », raconte-t-il aux policiers.

L'énigmatique « Jean-Paul »

Voici la première apparition dans le dossier de cet énigmatique « Jean-Paul ». On va le revoir. Marc Galeazzi et Armand Gallo, deux des commanditaires présumés des crimes commis par Memmoli, vont successivement le citer comme un homme de main de Memmoli, à mi-chemin entre le maître-chanteur et le recouvreur de franchises muscées. Gallo va même obligamment fournir aux policiers son numéro de téléphone. Quant à Memmoli, il reconnaît parfaitement avoir envoyé Jean-Paul réclamer de l'argent au docteur Gallo.

La pénurie de moyens et d'effectifs

Le président du tribunal d'Avignon suspend les audiences matrimoniales

Toutes les audiences de jugement de divorces sont suspendues sine die à Avignon (Vaucluse) depuis le jeudi 15 mars. Le président du tribunal a pris cette décision pour protester contre la pénurie de moyens et d'effectifs.

AVIGNON

de notre correspondant

M. Jean-Claude Xuereb, président du tribunal de grande instance d'Avignon, estime que les magistrats des affaires matrimoniales ne peuvent plus assumer leurs tâches. « J'ai pris la décision de geler les audiences pour combler un retard de cinq mois », a-t-il déclaré en jugeant « la situation inacceptable ». Selon le président, deux magistrats, siégeant trois fois par mois, ont dû juger 2 050 dossiers en 1989 contre 1 439 en 1988. Quatre fonctionnaires, dont deux à temps partiel, sont chargés de dactylogra-

phier les jugements. Des moyens « nettement insuffisants ».

Emboitant le pas au président du tribunal, le bâtonnier de l'ordre des avocats, Me Jacques Méron, a aussitôt saisi par télé le garde des sceaux. Déjà, le 6 mars dernier, il avait attiré l'attention de M. Xuereb sur « les problèmes graves posés aux justiciables par le retard affectant la délivrance des copies de grosses d'ordonnances de non-conciliation dans des jugements de divorce, délinés plus de cinq mois après avoir été rendus ». M. Méron souligne que l'appel téléphonique du président Xuereb au directeur responsable à la chancellerie du personnel des greffes est resté sans suite.

La décision prise durera « aussi longtemps que le retard ne sera pas résorbé », a précisé M. Xuereb, donnant un autre exemple des conséquences de la pénurie d'effectifs : dans les affaires concernant la sécurité sociale, 4 000 dossiers sont en retard.

PAUL SIGNOUD

Bref, voilà pour le moins un citoyen dont l'audition semblait nécessaire à une enquête complète. Pourtant, non seulement les enquêteurs ne jugent pas nécessaire de le dérangier, mais ils semblent même éprouver quelque scrupule à le mêler à cette affaire, puisque, au moins sur un procès-verbal d'audition, Jean-Paul, nommé en toutes lettres par Gallo et Galeazzi, ne figure que sous les initiales « J.-P. ».

Il faudra donc attendre près d'un mois, le 12 février, pour que Jean-Paul Mar, chauffeur routier de trente-sept ans, soit interpellé et placé en garde à vue. Encore aura-t-il fallu qu'un journaliste de l'hebdomadaire *Le Point* montre la voie aux enquêteurs, en allant quelques jours auparavant interviewer Jean-Paul à son domicile.

Appréhendé, Jean-Paul Mar est relâché après une quinzaine d'heures de garde à vue, rien n'ayant pu être retenu contre lui. Heureuse coïncidence : tout cet épisode s'est déroulé durant les

vacances du magistrat instructeur, M^{me} Gaudino, à qui les policiers ne jugent même pas nécessaire de faire parvenir les procès-verbaux d'interrogatoire de Jean-Paul Mar. Dans les couloirs du palais de justice, on assure que M^{me} Gaudino en aurait conçu, disons, par euphémisme, un certain étonnement.

Un doute sérieux

L'important, dans toute cette affaire, n'est pas tellement que la police ait fait tout son possible pour protéger un de ses indicateurs, si tant est que ce soit bien Mar qui, au début de l'enquête, soit spontané à exposer aux policiers le nom de Memmoli. L'important, c'est l'hypothèse que ces nouveaux développements pourraient faire peser sur toutes les déclarations de Memmoli, et partant sur toute la construction policière.

Car tout le scénario de la pré-

sur les aveux d'un Memmoli à qui les enquêteurs, selon certaines sources, auraient fait vider deux bouteilles de whisky au cours de sa garde à vue. C'est Memmoli qui met en cause le docteur Armand Gallo et le directeur administratif de la Polyclinique nord, Marc Galeazzi. Et c'est ce dernier, à son tour, avant de se rétracter s'il est arrivé chez le juge d'instruction, qui assure devant les policiers que « Chouraqui, le super-commanditaire » présumé, lui avait promis une somme d'argent pour faire intimider Léonce Mout.

Que Memmoli ait menti ou affabulé sur un point aussi important que l'identité de son complice au cours de cette soirée du 18 mai 1988, et un sérieux doute serait jeté sur tous ses autres « aveux » de la garde à vue. D'autant que bien des mystères continuent d'entourer le meurtre de Léonce Mout. Ainsi, environ un mois avant sa mort, le patron de la Polyclinique nord avait assuré à plusieurs de ses proches avoir été victime, sur le par-

king de son établissement, d'une tentative d'intimidation.

« C'est toi, Mout ? » lui avaient demandé deux hommes le visage masqué par des bords de femme. « Non, moi je suis son chauffeur », avait assuré avoir répondu le septuagénaire, avant de s'enfuir sans être davantage inquiété. Et lui, le vieil autocrate obsédé par le secret qui dissimulait même à ses plus proches la majeure partie de sa vie, il s'était empressé de raconter l'épisode — qui n'avait eu aucun témoin — à une bonne demi-douzaine de personnes.

Memmoli, quant à lui, a toujours nié toute responsabilité dans cette scène d'intimidation, mystère supplémentaire de ce feuilleton qui en compte déjà tant. Et voilà aussi pourquoi un certain nombre de policiers, d'avocats et de magistrats marseillais gardent aujourd'hui, avec angoisse et avec espoir, les yeux rivés sur Neuilly-Plaisance.

DANIEL SCHNEIDERMAN

JOURNAL D'UN AMATEUR

PHILIPPE BOUCHER

PLUS que la France unie, la Force unie, l'Hexagone transversal ou la table à rallonges des salles à manger de province, pour servir de modèle à la majorité présidentielle, le racisme, c'est du nanan, une franchise politique.

Comme machine à consensus, on ne saurait rêver mieux. De M. Pasqua jusqu'au dernier des stalinistes, via le plus souffrant des démocrates-chrétiens, pas un homme politique qui ne s'agrippe sur le racisme pour montrer la pureté de sa conscience par la hauteur de son mépris pour un comportement aussi bas.

Il ne serait même pas étonnant que le Front national trouvât — malgré tout — un procédé péroratoire pour joindre sa voix au concert de nos consciences effarouchées. M. Giscard d'Estaing y découvrirait alors un motif supplémentaire d'être compréhensif pour les estimables électeurs de cet intéressant mouvement.

La liberté, si l'on y regarde de plus près, appellerait bien quelques soupçons : l'égalité à mauvaise réputation pour longtemps, les « gagnants », de préférence « agressifs », jouissant de l'estime générale ; mais la fraternité, ça ronfle plus fort qu'un réacteur d'Aérbus au-dessus de Bangalore.

La France, encore une fois, est un exemple, une figure de vitrail, un sujet d'allégorie.

La morale, qui ne s'enseigne plus dans les classes primaires, fait éclatant retour en force dans le discours de la classe dirigeante.

M. Michel Rocard y puise l'occasion de faire oublier sa risible et double bêtise sur les fichiers (en signant, puis en retirant) et annonce que « les lois de la République seront appliquées sans défaillance » (lesquelles le sont « avec » ?).

Devant quelques photographes qui passaient par là, M. Harlet Dézir, en visite d'Etat à Roanne, y raffermirait un fond de commerce que l'on disait écorné. M. Pasqua devint sans conteste cet « homme bon » que décrivait un jour son épouse à la télévision. Le racisme, c'est tout bénéfice ; c'est le miroir qui rend beau.

Pour les hommes politiques, c'est du vrai pain béni. Pas un pour qui la condamnation de la violence raciste ne puisse tenir lieu de cette savoureuse à vilains qui, sous l'Ancien Régime, permettait sans grands frais à la rotture d'accéder à la noblesse. La franchise commande d'avouer que ce n'est pas moins un subaïns pour les éditorialistes. Comme on dit sans doute dans les beaux quartiers, ça ne mange pas de pain.

M. Rocard est bien sympathique, et efficace pas moins, en rappelant que la République a ses lois contre le racisme. A cela près qu'il n'en existe pas et que s'il n'en existe pas, c'est qu'il ne peut en être. La loi réprime l'expression du racisme, qu'elle soit verbale, écrite ou physique, mais non pas le racisme lui-même, qui ronge le cœur, suscite l'effroi, engendre la haine, entretient l'amertume et nourrit la sottise ; virulent et pervers au point, dans un deuxième stade, d'inoculer le racisme à ceux qui le subissent. La loi contre le racisme, c'est l'éducation ; la loi contre le racisme, c'est le niveau de vie.

Ce ne sont pas, en tout cas, les incantations qui se feront entendre, si touchantes qu'on les imagine, à la première séance de questions d'actualité après la rentrée parlementaire qui changeront d'un iota la nature des choses. En quoi M. Pasqua a raison de faire part de son scepticisme dans un entretien à *Libération* du 14 mars : « Un débat au Parlement n'est pas inutile. Mais je ne crois pas que ça réponde tellement à la situation ».

Il faut aussi se faire à l'idée, même si elle n'est pas d'une fulgurante élévation de pen-

sée, que si nombre de racistes au visage de bon élève ou de brave père de famille ne se livrent pas à des actes répréhensibles, c'est d'abord qu'ils n'en ont pas l'occasion.

Osons cette étonnante banalité, tous les faits le vérifient, que s'il est plus facile de ne pas se montrer raciste à Lyon du côté de la Tête d'Or que vers les Minguettes, ou à Paris dans les avenues du VI^e arrondissement que dans la plaine de St-Denis, c'est qu'il est des quartiers où l'occasion ne fait pas le lion, et d'autres où elle le fait. Face au même visage basané, l'un est OS ou chômeur et l'autre diplomate, ou en tout cas prospère à l'extrême. C'est tout le racisme, mais le premier risque le plomb et le second ne s'expose qu'à un sourire pincé.

Nanan

Si le niveau de vie peut contenir les passions de cet ordre, c'est l'éducation qui en fait la source. Non pas seulement grâce à ce qu'elle apporte à l'école, tant par l'enseignement que par la pédagogie, mais aussi par le dépensement d'une référence qui n'a pas lieu d'être en ces termes.

C'est donc quand le temps de l'éducation est achevé qu'on voit si elle a répondu à son objet le plus noble et que nul examen ne peut sanctionner : prendre un petit animal braillard pour rendre un homme, effacer le temps des caprices (qui deviennent terribles quand un adulte les éprouve) au profit de celui de la civilisation. C'est vrai qu'un raciste ne peut se prétendre civilisé, ce qui est, on voudra bien en convenir, un cran au-dessus de l'homme bien élevé.

PAR définition, le racisme est une affaire d'Etat. Adolf Hitler l'a démontré à qui ne voulait pas le voir. S'il se développe en France, comme il serait à craindre, les premiers qu'il faut questionner à ce propos, ce sont les hommes de l'Etat, c'est-à-dire ceux qui le tiennent et pas seulement les élus ; ceux d'aujourd'hui comme ceux d'hier. Sur ce point, M. Rocard et M. Pasqua ont raison de parler de la même voix, car ils sont également responsables. Mais tant d'autres avant eux.

S'il fut voté en 1972 une loi contre le racisme (devenue par la succession des toilettages un texte protégeant la différence), c'est que le racisme avait déjà pris ses aises. Les lois sont rarement préventives. Ce n'est pas dans leur esprit de l'être, disaient déjà les auteurs du code civil.

Elles ne font que proposer des remèdes à un mal suffisamment avéré pour que l'Etat les estime nécessaires. Or la première loi contre le racisme remonte à 1936. Les signaux d'alarme ont tinté il y a longtemps. Si la loi les entendit alors, c'était déjà que le racisme vivait sa vie. Il n'y a rien de changé. Ce sentiment existe que partage une partie de la population et qui se développe ou recule au gré des circonstances... économiques notamment ; mais aussi de la plus ou moins grande porosité de la nation à un moment donné pour une confrontation donnée.

On parlait de xénophobie pour les violences meurtrières dont furent victimes les immigrés italiens de l'entre-deux-guerres dans la région de Marseille ; on parlait de racisme à propos des événements du moment. C'est exactement la même chose ; les mêmes fureurs produisant les mêmes drames et les mêmes tentatives de leur trouver, sinon des excuses, du moins une justification.

Contre ces comportements qui empoisonnent une nation, quelles initiatives ont été

prises, en dehors du vote de lois pénales dont on attend plus qu'elles ne peuvent fournir, par les dirigeants dont c'était la mission toujours inachevée ? Entre deux discours horribles, pas grand-chose, en tout cas pas assez, ou mal conduit.

Plus, il est un terrain où cela grippe nettement pour appliquer « sans défaillance » les lois de la République : lorsque le racisme cesse par principe d'en être un parce qu'il risquerait de compromettre ces « abusifs d'Etat » que paraissent être les policiers. Dans le dossier de la Clotat, le policier n'est pas raciste — et d'abord il était en légitime défense. Voilà pourquoi ce brigadier de police a recouvré la liberté mais l'abandon qu'a écorné Mejjib Labadoui à Roanne a perdu la sienne ; voilà pourquoi la liberté de l'un ne trouble pas l'ordre public mais celle de l'autre la menacerait gravement.

Reconnaissons que le parquet de Toulon souhaitait le maintien en détention du brigadier. Mais on est bien élevé dans la magistrature. Des souhaits, cela s'exprime avec tact et discrétion. Admettons. Mais les questions demeurent.

Où est la nécessité de se défendre quand l'assailant fuit à toute allure en tournant le dos ? D'autre part, à supposer, ce qui est bien bon, que cette légitime défense soit réelle, ne met-on pas aussi sûrement hors d'état de nuire un homme désarmé en lui tirant dans les jambes plutôt que dans la tête ?

Mais, à la question innocente : « Les exercices de tir ne pourraient-ils pas changer de cible ? », la réponse, voisine du sublime, vient sous la forme d'un syllogisme : les policiers ne peuvent tirer qu'en état de légitime défense, s'ils le sont c'est que leur vie est en danger ; ils ne peuvent protéger leur vie qu'en ripostant à coup sûr. Le raisonnement est sans bavure. On n'en dira pas autant de ses conséquences. Relisons les philosophes grecs et achetons des gilets pare-balles.

P.S. — S'il est vrai que la loi Neiertz sur le surendettement des particuliers doit d'abord à la démagogie et à l'américanisme, il était injuste de lui reprocher (dans *Dettes*, 3 mars) de ne pas prendre en compte la créulité des gens, cela étant prévu dans la loi du 22 décembre 1972 sur la protection des consommateurs. Son application est cependant d'une suffisante rareté pour mentionner le jugement rendu le 14 décembre 1989 par le tribunal de Belley (Ain) sous la présidence de M. François Ruellan. Cette décision se fonde sur l'article 7 de ce texte qui punit d'emprisonnement « quiconque aura abusé de la faiblesse ou de l'ignorance d'une personne » pour lui faire souscrire des engagements dont elle ne mesurait pas la portée.

Avec ses six enfants, un couple disposait, allocations familiales comprises, d'un revenu d'environ 11 000 F. Sachant cela, et aussi que le foyer avait déjà souscrit des emprunts pour une maison, pour l'achat de deux voitures ainsi que de prêts personnels, une seule société de vente à domicile avait fait signer au couple, en l'espace de vingt-cinq mois, pour 95 000 F d'achats, dont 48 000 F de lingerie, représentant un endettement de 130 000 F. Le gérant de cette société de vente à domicile avait fait signer les risques en établissant les douze dossiers de crédit auprès de six organismes dont les taux d'intérêt pouvaient dépasser 24 % l'an.

Le tribunal de Belley a condamné les agents de la société à vingt-quatre mois d'emprisonnement, dont vingt avec sursis. Le jugement a été frappé d'appel. C'est la cour de Lyon qui doit se prononcer.

La reprise légale des expulsions à Paris

Détresse des mal logés

Interrompus au début de l'hiver, les expulsions reprennent leur cours légal depuis le jeudi 15 mars. A Paris, l'inquiétude du lendemain est de retour parmi les mal logés : trois mille dossiers en souffrance rien que dans le dixième arrondissement et la tentation de venir grossir le nombre des squatters qui, selon la mairie, occupent aujourd'hui cent quatre-vingt-six immeubles illégalement.

Kenza, quatre ans, n'y comprend rien : pour la première fois de sa vie, elle ne s'est pas rendue, lundi matin 12 mars, avec Ouhada, sa mère, à la mairie du dixième arrondissement de Paris. Pour la première fois, Kenza ne s'est pas ennuyée, comme les autres lundis, pendant près de trois heures, dans cette petite pièce aux murs jaunes sales et aux néons dépressifs : il fallait attendre qu'Ouhada expose, pour la énième fois, à l'ère de permanence, sa détresse de vivre à cinq dans une chambre d'hôtel de 18 mètres carrés pour 7 500 F par mois. Le calvaire de cette famille s'est, en principe, terminé vendredi 9 mars, après avoir obtenu du chef du cabinet de M. Jacques Chirac, l'assurance d'avoir, « dans les plus brefs délais », une proposition de logement sur Paris ou la proche banlieue.

Trois mille dossiers

Neuf familles du dixième arrondissement sont, au total, concernées par cet accord arraché à la Ville de Paris (le Monde du 13 mars). Deux d'entre elles devraient être finalement relogées par l'Office public municipal d'habitations, les sept autres se voyant proposer des solutions par différentes sociétés d'économie mixte. Mais ces déblocages n'ont été obtenus qu'au prix de deux jours d'occupation pacifique de la mairie du dixième et de l'intervention du MRAP, de SOS-Racisme et du Comité des mal logés en faveur de ces neuf familles de

famille, excédées de voir leur dossier s'enliser depuis plusieurs années et angoissées à l'idée d'être expulsées à la fin du mois.

Neuf dossiers résolus mais trois mille encore en souffrance, rien que dans le dixième arrondissement. Lundi matin, la permanence des élus était de nouveau bondée. Que dire à Marguerite, mère de cinq enfants, au chômage depuis dix-huit mois, qui s'attend à être expulsée, le 31 mars, de son appartement vendu par son propriétaire ? Comment rassurer Isabelle, gardienne d'immeuble, licenciée, à la fin du mois, et qui perd du même coup sa loge de 16 mètres carrés où elle s'entasse avec son mari et ses deux enfants ?

Réfugié politique srilankais, Shanmugaratnam est tout aussi désespéré : il est sommé, depuis le 12 octobre 1989, de déguerpir de la chambre d'hôtel de 8 mètres carrés où il survit depuis quatre ans avec sa femme et ses trois enfants pour un loyer de 1 500 F par mois. Son sursis s'achève avec le retour, le 15 mars, des expulsions légales. A côté de ce Sri-Lankais, Françoise fait figure de privilégiée, vivant avec son mari et ses deux enfants dans une chambre d'hôtel de 18 mètres carrés : mais où va-t-elle loger, sinon par terre, son beau-fils de douze ans qui arrive définitivement à la fin du mois d'avril ? Shanmugaratnam et Françoise n'ont théoriquement pas de difficultés pour payer un loyer. Tous deux travaillent, le premier comme veilleur de nuit, la seconde comme surveillante dans un hôpital. Mais comment arriver à se loger ailleurs qu'à l'hôtel quand on vous oblige à disposer d'un revenu quatre fois supérieur au loyer proposé ? A moins de partir en lointaine banlieue, ce qui semble difficile à ces travailleurs nocturnes.

Les dossiers s'entassent mais les élus d'arrondissement n'en ont pas moins les mains presque vides. « Notre marge de manœuvre directe s'arrête aux trois ou quatre logements que la Ville de Paris met, chaque mois, à notre disposition », reconnaît cet adjoint au maire d'arrondissement. Pour le reste, il n'y a plus qu'à forcer l'attention de l'Office public HLM sur les cas les plus criants... Sans beaucoup de succès : « Nous sommes pris en sandwich, explique

encore cet adjoint, entre la détresse des mal logés que nous recevons toutes les semaines, et l'inflexibilité de l'Office qui gère des matrices ».

L'Office en question en est tout réduit à gérer la pénurie. Pour cinq mille logements construits chaque année sur le territoire de la ville, cinquante mille demandeurs font le siège des différents bureaux parisiens d'aide sociale. Dans le cadre de ses projets à moyen terme, Paris entend notamment multiplier les contacts avec les autres communes de l'Île-de-France afin de décongestionner ses propres services de logement. Mais, pour l'heure, elle pare au plus pressé en relogant à l'hôtel, dans des foyers, ou en banlieue, des familles expulsées d'habitations insalubres ou sinistrées.

L'Office vient aussi de relancer la guerre « aux squatters » qui, selon M. Jean Tibéri, premier adjoint au maire et président de l'Office, se font justice eux-mêmes au détriment de ceux qui respectent la loi. Selon lui, cent quatre-vingt-six immeubles seraient actuellement occupés illégalement. Il est vrai que lorsque les démarches classiques n'aboutissent pas et que les expulsions tombent, la tentation est grande d'occuper un appartement laissé momentanément vide. En mai 1988, huit familles expulsées d'un hôtel pouilleux du vingtième arrondissement, n'y ont pas résisté, s'emparant d'un immeuble voisin qui venait tout juste d'être rénové par l'Office public HLM. Un squat « modèle », s'il en est, contrôlé par le Comité des mal logés : les occupants ont ainsi spontanément versé 800 F par mois à leur « propriétaire », qui les a encaissés, sans broncher, durant plus d'un an.

Las ! Le jugement définitif d'expulsion a été rendu au mois d'août dernier, aussitôt suivi de la descente nocturne d'un commando lâchant des gaz chlorés pour nettoyer les lieux plus rapidement. Les murs bleus de l'immeuble en gardent aujourd'hui encore les traces. Les familles sont, elles, toujours là, vivant dans la crainte diffuse d'une nouvelle expulsion. Il ne leur restera plus alors qu'à revenir gonfler les bataillons de demandeurs de logement, bataillons qu'ils ont eux-mêmes alimentés durant des années avant de renoncer à la légalité.

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

quelques semaines pour pleinement se retrouver et envisager son avenir. En cas de casse dans le Vendée Globe Challenge, il avait pris la précaution de s'inscrire pour le prochain BOC Challenge, dont le départ sera donné en septembre à Newport. En aura-t-il encore envie ?

« Quand on me demande ce que je fais, je dis que je suis peintre », raconte le navigateur breton dans l'une de ses récentes liaisons radio avec Robert Combas, l'un des chefs de file du mouvement Figureur libre. « C'est difficile de ne pas peindre quand tu te sens peintre, poursuivait-il. Mais il m'est difficile aussi de ne pas naviguer. J'ai envie de faire construire un catamaran atelier que j'installerais dans les îles afin d'avoir un lieu pour travailler tout en étant sur un bateau ».

Plus pragmatique, son frère José pense à l'avenir de leur chantier Capitaine Fluit. « Pour faire tourner notre affaire entre deux commandes de prototypes, nous aimerions faire une petite série de catamarans de haute mer, explique-t-il. Nous avons déposé un brevet. Pourqu'il Titouan n'envisagerait-il pas de l'utiliser pour une tentative de tour du monde en quatre-vingt jours ?

GÉRARD ALBOUY

Résultats

FOOTBALL

CHAMPIONNAT DE FRANCE
Jeudi 15 mars, lors de matches avancés de la vingt-neuvième journée du championnat de France de football de première division, le club des Girondins de Bordeaux a concédé le nul sur son terrain face à Monaco. L'autre match de la soirée opposait Auxerre à Saint-Étienne et s'est terminée par une victoire des Bourguignons, grâce à deux buts de leur meneur de jeu Enzo Scifo (2-1).

SKI ALPIN

COUPE DU MONDE

L'italien Christian Ghedda a remporté, jeudi 15 mars, la descente d'Aire (Suisse), épreuve comptant pour le Coupe du monde de ski alpin. Le skieur de vingt ans précède le Suisse Franz Heinzer et l'Autrichien Helmut Holderer. Le premier français, Christophe Pélissier, se classe dix-neuvième.

Mort de Jacques Chapsal ancien directeur de Sciences-Po

L'homme de l'institution

Jacques Chapsal, qui fut directeur de l'Institut d'études politiques de Paris pendant plus de trente ans, est décédé le 11 mars à l'âge de quatre-vingts ans.

Certes, il y avait les richesses privées que, par pudeur, par volonté de ne pas mêler personnes et fonctions, Jacques Chapsal n'offrait guère au regard : sa famille, sa foi, ses amitiés, et aussi les chemins de grande randonnée qu'il contribua à développer et qu'il pratiqua toujours avec passion.

Il y avait aussi, il y a toujours le manuel *Thémis* sur la vie politique française depuis quarante ans, qui, dès sa première édition en 1966, devint l'outil auquel on constamment recourait étudiants, professeurs et praticiens.

Mais Jacques Chapsal s'est tellement identifié à une institution que c'est à travers son œuvre institutionnelle qu'il convient de lui rendre hommage. Une institution qui n'aurait pas vu le jour sans sa participation décisive aux négociations qui, en 1945-1946, ont permis de faire de la nationalisation de la célèbre Ecole libre des sciences politiques le point de départ d'une entreprise unique en son genre. Une entreprise double : la Fondation nationale des sciences politiques avait, apparemment, pour tâche centrale la gestion d'un établissement d'enseignement, l'Institut d'études politiques. Administrateur, donc patron de la Fondation, directeur de l'Institut, Jacques Chapsal a assumé pleinement le double pouvoir.

Accordant une confiance parfois sourcilieuse aux deux hommes exceptionnels, secrétaires généraux successifs de la Fondation, Jean Meynaud, et surtout Jean Touchard, il a œuvré pour que, dans un cadre juridique initialement un peu vide, se créent des centres de recherche — devenus ensuite les plus gros de France — sur la vie politique française et les relations internationales, une maison d'édition scientifique, un centre de documentation et une bibliothèque de sciences sociales exemplaire. Avec une ouverture constante sur le monde extérieur : ce n'est pas par hasard que l'Association internationale de sciences politiques (dont Jacques Chapsal fut président) a depuis quarante ans son siège social rue Saint-Guillaume.

La sage réforme de 1968

Avec le souci d'allier la recherche et l'enseignement — en cinquante-six ans, c'est à la Fondation que fut créé le premier 3^e cycle en sciences humaines, celui d'études politiques. L'IEP, lui, cessa vite d'être l'école des cadres qu'avait été l'Ecole libre. Jacques Chapsal voulut en faire à la fois une grande école préparant aux hautes fonctions de l'Etat et de l'entreprise et une institution universitaire. Lorsque, en 1974, l'IEP put délivrer lui-même ses doctorats et disposer de postes de professeurs d'université, la seconde orientation parvenait au succès que la première avait connu depuis longtemps.

Auparavant, Sciences-Po avait vécu la révolution de 1968, Jacques

Chapsal y préservant son autorité par une certaine invisibilité. La révolution aboutit à une sage réforme dont un point central fut que le directeur n'était plus nommé à la discrétion du gouvernement, mais élu par un conseil des directions, composé pour un tiers de représentants des étudiants. Le premier élu fut Jacques Chapsal, ce qui ne montrait pas seulement que la transformation de 1968 n'était assurément pas un bouleversement, mais aussi que tout le monde voulait que l'originalité de l'institution fût préservée, et aussi la sécurité qu'offre une administration fermée.

Une fermeté pratiquée de façon telle que pour quelqu'un de la génération suivante, recruté comme enseignant permanent en 1966, Jacques Chapsal est resté le seul patron auquel on pouvait, sans en être diminué, se sentir en pleine situation d'allégeance.

ALFRED GROSSER

[Toute la carrière de M. Jacques Chapsal est associée au développement de l'Institut d'études politiques de Paris. Né le 31 mai 1909 à Villeneuve-sur-Yonne (Yonne) et lauréat de l'Ecole libre des sciences politiques, il devient dès 1939 secrétaire général de cette école. Directeur adjoint en 1943 puis directeur en 1947 de l'Institut d'études politiques de Paris, il restera à la tête de l'Institut jusqu'en 1979. Il fut également administrateur de la Fondation nationale des sciences politiques, membre du conseil d'administration de l'Ecole nationale d'administration, président de l'Association internationale de sciences politiques (1958-1961) et auteur d'ouvrages de référence dont la *Vie politique sous la IV^e République* et la *Vie politique sous la V^e République*].

PRESSE

Deux candidats à l'ACP

Le tribunal de commerce de Paris examinera les deux candidatures de reprise de l'Agence centrale de presse (ACP), lundi 19 mars. M. Charles-Emile Loo lui proposera de reprendre l'agence en location-gérance pour neuf mois. De son côté M. René Tendron a menacé de retirer sa candidature si l'AFP et le gouvernement n'ont pas précisé leur engagement avant le week-end. Quant à M. Maxwell, il attend le choix d'un repreneur par le tribunal avant d'accepter de se ranger derrière l'une ou l'autre bannière.

M. Loo envisage une location-gérance pour neuf mois

M. Charles-Emile Loo, PDG de la Socoma et maire (ex-PS) du 5^e secteur municipal de Marseille, va soumettre au tribunal de commerce de Paris, qui doit statuer le 19 mars sur le sort de l'entreprise, une proposition de location-gérance, pour une durée de neuf mois, de l'Agence centrale de presse (ACP). Si elle était acceptée, cette formule transitoire permettrait de sauvegarder les chances de survie de l'agence en attendant le dépôt d'un projet définitif de reprise. M. Loo, qui s'est mis sur les rangs il y a moins d'un mois, estime, en effet, qu'il n'a pas disposé du temps nécessaire pour étudier complètement le dossier. Le PDG de la Socoma ignore encore, en particulier, s'il pourra compter sur la coopération de l'Agence France Presse (AFP), dont il fait une condition sine qua non de son plan de relance. A ce sujet, il a rencontré, le mardi 13 mars, le PDG de l'AFP, M. Claude Moisy, qui n'a pu lui fournir de réponse avant la prochaine réunion, le 28 mars, du conseil d'administration de l'agence.

Dans le document qu'il devait remettre au tribunal de commerce, M. Loo précise que, « si l'AFP refusait tout accord de coopération, notamment tarifaire, avec l'ACP, le redéploiement de l'agence deviendrait quasi impossible ». En revanche, le PDG de la Socoma a reçu l'accord du PDG de la Cote Desfossez, M. Georges Ghossein, pour que le futur fil financier de l'ACP et, sans doute, prendre une participation financière dans la nouvelle société.

Le Syndicat de la presse quotidienne régionale (SPQR) serait, lui aussi, favorable au plan de la Socoma. Enfin, M. Loo a eu, mardi 13 mars, une longue entrevue, qu'il a qualifiée « d'ouverte et de positive », avec la rédaction et le comité d'entreprise de l'ACP auxquels il a notamment donné des assurances sur la neutralité politique de l'agence. Il leur a cependant indiqué qu'une réduction des effectifs serait nécessaire (M. Valliot a d'ailleurs, dès le début de cette année, adressé une lettre circulaire à tous les titulaires de la presse régionale pour leur demander d'examiner le reclassement des licenciés).

ACP Communication, la nouvelle société d'exploitation de l'agence, aurait un capital social de 5 millions de francs, complété par des apports en compte courant des actionnaires — de l'ordre de 12 à 15 millions de francs — au prorata de leur participation. M. Loo a indiqué que plusieurs partenaires, dont la Caisse des dépôts et consignations et M. Robert Maxwell, s'engageraient à ses côtés.

GUY PORTE

M. René Tendron lance un ultimatum

Autre candidat à la reprise de l'ACP, M. René Tendron, gérant du groupe Tel-Presse, ainsi que ses actionnaires (Société de développement régional Centre-Est, le Journal des finances, GAN, banque du Crédit mutuel, etc.) envisagent d'injecter 25 millions de francs dans la nouvelle ACP. Détenteurs de 51 % du capital, ils prendraient aussi en charge les 4 % réservés à la presse régionale et les 10 % dévolus à l'AFP. Les 35 % restant seraient souscrits par M. Robert Maxwell, dont M. Tendron dit qu'il « est prêt à l'accueillir si les deux conditions suspensives étaient remplies ».

Ces deux conditions tiennent à l'attitude de l'AFP et des pouvoirs publics. M. Tendron, dans une lettre adressée cette semaine à la direction de l'AFP, a demandé que l'ACP bénéficie de la fourniture de son fil général, auquel, en le retransmettant à destination de leurs clients, les journalistes de l'ACP

pourraient donner « une plus-value ». Il indique aussi que la filiale de l'AFP chargée de la diffusion par satellite, Polycom, pourrait l'aider à la constitution d'un fil financier de l'ACP fourni par l'agence Tel-Presse.

Dans une lettre adressée le 14 mars à l'administrateur judiciaire de l'ACP, M. Régis Valliot, M. Catherine Tasson, ministre déléguée à la communication, a indiqué que « le gouvernement [était] prêt à examiner avec le repreneur de l'ACP retenu par le tribunal de commerce les modalités d'accompagnement nécessaires afin que soit maintenue la pluralité des sources d'information, sans toutefois s'engager à garantir l'équilibre d'exploitation de l'ACP ». Ces mesures d'accompagnement se traduiraient par des abonnements souscrits par l'Etat à l'ACP pour le compte de l'audiovisuel public, de grandes entreprises comme EDF, etc. Mais il n'est question ni de subvention ni de dotation.

Dans un communiqué diffusé le 15 mars, M. Tendron indique que « la lettre du ministre laisse planer un doute sur le montant de l'engagement financier de l'Etat », et note « l'absence d'engagement formel de l'AFP de fournir à l'ACP son fil général », dont il rappelle qu'il est pourtant déjà fourni à l'agence américaine Associated Press. « Si aucune précision n'est apportée par les pouvoirs publics et par l'AFP sur la nature de leur engagement avant vendredi 16 mars à 18 heures, conclut M. Tendron, nous nous verrons au regret de retirer notre dossier de reprise. » « Il n'est pas vital pour nous de reprendre l'ACP, confie M. Tendron. Nous ne voulons pas en faire une agence spécialisée mais lui donner les moyens de vivre. Si certains souhaitent la liquidation, il faut qu'ils le disent. »

Y.-M. L.

SPORTS

Titouan des mers

Suite de la première page

Contrairement à Philippe Poupon ou à Loick Peyron, authentiques marins dont la vie a été rythmée dès le plus jeune âge par le flux et le reflux des vagues puis par la compétition, Titouan Lamazou est d'abord un homme de défis, épris d'absolu. La voile, il l'a découverte adolescent, grâce à Yvon Le Cors, professeur aux Beaux-Arts de Marseille, qui lui a donné simultanément le goût de la peinture et celui de la navigation sur un vieux cotre anglais.

Cette nouvelle passion le pousse à abandonner ses études à dix-sept ans pour partir en quête d'embouteillages aux Açores puis aux Caraïbes. Son premier capitaine, sur *Vendredi-13*, est Yvon Fauconnier, vainqueur quelques années plus tard de la Transat anglaise en solitaire. C'est sur *Pen-Duick VI* d'Eric Tabarly qu'il effectue son service militaire et dispute, en 1976, la Course autour du monde en équipage aux côtés de Philippe Poupon, Jean-Louis Etienne, Jean-François Coste, Olivier Petit.

Dessinateur, il illustre le *Guide de manœuvres* d'Eric Tabarly. A l'occasion d'une escale de *Pen-Duick VI* au Maroc, il est fasciné par le pays où il est né, mais que ses parents ont quitté alors qu'il n'avait qu'un an. De deux longs séjours de plusieurs mois dans le massif de l'Atlas avec sa compagnie Karin, il revient avec de nombreuses photos, un premier roman, le *Trésor de l'Atlas*, et un album, *Sous les toits de terre*, consacré aux plafonds décorés des maisons berbères.

L'appel du grand large se fait à nouveau pressant. « J'ai réalisé que j'avais commencé en bateau quelque chose que je n'avais pas fini », dit-il. Afin de construire à moindre frais son premier monocoque (l'actuel *Lada-Poch* de Loick Peyron) pour le BOC Challenge (course autour du monde en solitaire en quatre étapes), il mobilise tous ses copains, dont Olivier Petit, devenu architecte naval.

Arrivé épuisé au Cap (Afrique du sud), après la défection prématurée de ses pilotes automatiques, Titouan Lamazou a couru perdue dès la première étape. Sa victoire dans la deuxième et ses deuxième places dans les deux dernières étapes lui donnent pourtant la deuxième place à l'arrivée derrière Philippe Jeantot. L'idée d'une course autour du monde sans escale germe dans leurs esprits, et Titouan rêve d'y prendre sa revanche.

Mercedes

Des treize concurrents au départ du Vendée Globe Challenge, le skipper d'Ecureuil-d'Aquitaine était sans doute celui qui avait le plus minutieusement préparé sa course. Depuis sa préparation physique, sa nutrition et l'étude de ses cycles de sommeil, sous le contrôle de l'Institut régional de médecine du sport de l'université de Bordeaux (le Monde du 14 et du 29 décembre 1989), jusqu'à un stage en volerie. Avec son frère José et deux spécialistes en prototypes de Jeanneau, il a même créé son propre chantier naval, Capitaine Fluit, pour construire son second monocoque.

Un excellent départ et, surtout, les premiers pièges météorologiques de l'Atlantique, négociés au mieux avec le concours de son routier Pierre Lasnier (le Monde du 7 décembre 1989), ont permis à Titouan Lamazou d'aborder les mers du Sud avec une avance qui a atteint 511 milles le 16 janvier. Là, le skipper d'Ecureuil-d'Aquitaine a connu deux alertes, avec la casse du palier de barre qui soutient le gouvernail puis l'usure du système de drosses commandant les deux dérives. Après le stress de la navigation dans le terrifiant désert maritime du Sud, il a encore dû subir la pression psychologique imposée par le stupéfiant retour de Loick Peyron dans l'Atlantique.

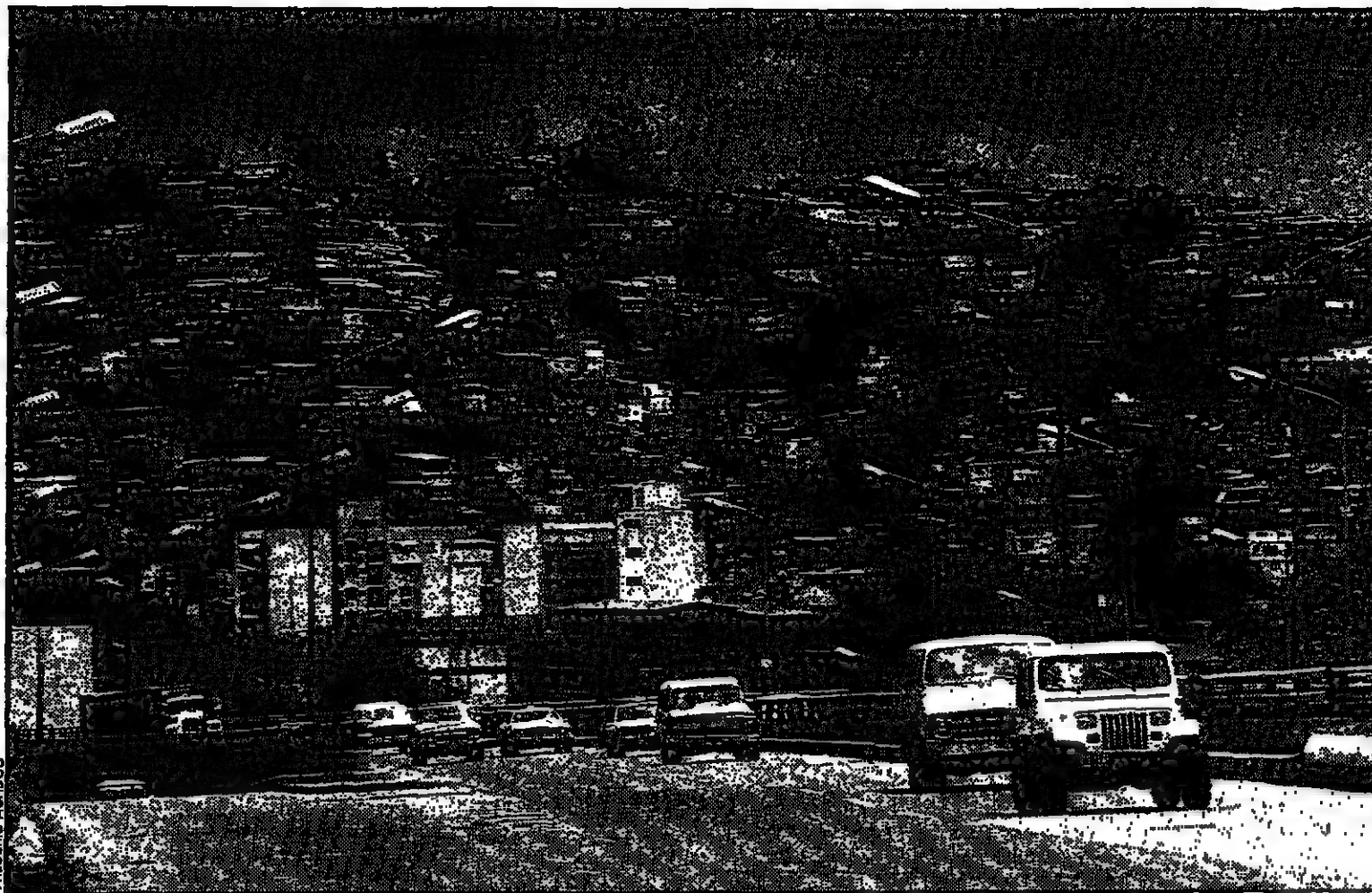
Même s'il est apparu en excellente forme à l'arrivée, Titouan Lamazou aura sans doute besoin de

Le Monde SANS VISA

Le Monde • Samedi 17 mars 1990 19

Croquis au pays de Bolivar

Sans passé,
mais nanti d'un présent
de crise économique et morale,
le Venezuela espère demain.
Plus caraïbe que sud-américain,
le pays de Bolivar
et de l'Orénoque fabuleuse
ne croit plus au seul pétrole :
la mer, les forêts, le monde indien
rythment le voyage.



COMMENT se pas la suivre ? Elle traversait à pas nets et sonores le hall dallé de noir du Cubo Negro, le magnifique immeuble de bureaux récemment édifié près de l'aéroport militaire. Une jupe violette se balançait à sa taille et elle avançait en marchant diagonale ; elle passait le long des escaliers entrecroisés, où s'élevaient perchés des employés en chemise blanche, sous la sculpture de Jésus Soto qui tombait du plafond en une myriade d'aiguilles bleu nuit.

Je m'arrêtai un instant pour comprendre comment l'œuvre tenait l'air puisque là, en son patio, l'édifice s'ouvre sur le ciel. La jeune femme, dont je n'avais entrevu les traits indiens qu'au profit d'un fusage regard oblique, avait disparu. Il bruisait, comme souvent à Caracas en ces fins de journée de février ; plutôt pollution qu'intempérie d'ailleurs, qui justifiait sans doute l'usage sporadique de l'essieu-glace dans cette Amérique anarcho - un mot guère adéquat - qui me servait de taxi. Ici, comme à Buenos-Aires, des pistes d'aviation traversent le centre ville, hippodrome urbain destiné, paraît-il, à faciliter la fuite éventuelle et instantanée de quelque « lider » touché d'un coup de la déroute ; de fait, le palais présidentiel est à deux pas, étonnante demeure coloniale encadrée de murs blancs.

A vrai dire, ces précautions, qui semblent aujourd'hui ressortir du folklore, illustrent un état récent : trente années seulement d'élections libres, dont les dernières qui bariolent encore de slogans et de fresques les murs de la ville. « CAP », Perez « El Gaucho » socio-démocrate, est redevenu président en terrassant son adversaire, « El Tigre » démo-chrétien, et, pour la murie de Caracas, Claudio Fermín a été élu alcalde.

Fermín est noir, ce qui ne compte en rien dans ce pays à la fois caraïbe et amazonien, nègre et indien, hispanique et créole, qui ignore le racisme. « Nous n'avons pas de passé », expliquait un haut fonctionnaire, il nous faut bien un avenir. C'est que le Venezuela - « Petite Venise » aux yeux du conquistador Americo Vesputi, frappé par les maisons de pêcheurs construites sur pilotis - ne fut jamais qu'une colonie de deuxième ordre. Ni civilisation précoloniale élaborée, comme au Mexique, ou au Pérou, ni richesses minérales alors exportables : le cacao, puis le pétrole révélèrent leur pays aux Vénézuéliens, et leur donneront le goût très continental de l'exotisme.

Trop riche pendant quinze ans et gravement imprévoyant, le Venezuela a connu l'émiettement durable, cette hantise de l'Amérique latine qui taraude autant la fierté que les revenus. Naguère prospère, sa classe moyenne en émigration est retombée dans la pauvreté. « Les banques créatrices ont provisionné noire dette depuis longtemps », indique le ministre du tourisme d'un pays à cet égard encore non développé. Nous obliger à la rembour-



ser, c'est tuer la capacité d'investir qui est notre seule voie pour le développement national.

Ministères, administrations ; fonctionnaires en surnombre très occupés à ne pas faire grand-chose. Conversations et « cafecito », appartements et secrétaires ; si l'inflation atteint encore 80 %, le chiffre du chômage est près de dix fois moindre, et Caracas dépense désormais les 4 millions d'habitants. Colombiens et Péruviens rejoignent les gens des campagnes dans les bidonvilles de brique et de torchis qui bordent l'autoroute sinieuse venant de l'aéroport : on « monte » à Caracas comme on « descend » à La Paz, et ce sont des millions de heures allouées une à une qui scintillent devant les « ranchitos » posés abrupts sur les collines parcourues de coursives, de passerelles, d'escaliers. Les enfants en uniforme, frais déposés par l'autobus de l'école, vont y retrouver leur famille, leur planche à roulette ou leur ballon.

Quinze années « glorieuses »

Plus encore que le foot, le baseball - on écrit « beisbol » - est le sport favori des Vénézuéliens. Nouvel exemple de la relation complexe entretenue avec les Etats-Unis, omni-influents par l'économie puis les gros clients du pétrole local, et par le mode de vie qui, ici comme partout ailleurs, représente une fin en soi. Du temps de leur splendeur, les belles Vénézuéliennes allaient faire leurs emplettes et passer le week-end à Miami.

Au reste, les 30 milliards de dollars que doit le pays existent en avoirs placés à l'étranger pendant les « quinze glorieuses » du renchérissement du prix de l'énergie. Epoque révolue, mais dont chacun espère le retour d'ici à deux

ans. Pour préparer durablement ce nouvel âge d'or, le pays s'est fixé trois objectifs : la pétrochimie, l'aluminium et le tourisme. L'ère du tout-pétrole est révolue.

Pays caraïbe davantage encore que sud-américain, le Venezuela se sent plus proche de la Jamaïque ou d'Haiti que de l'Argentine. Mais la Colombie, à laquelle il fut réuni après que le grand Bolivar eut libéré les deux pays, jouit d'une vraie solidarité que la lutte contre la drogue a encore affirmée. Là encore, l'omniprésence américaine biaise les relations : mon guide, fier de ses origines castillanes, me désigne le Parque Cristal, audacieux building bleu aux vagues allures d'Arche de la Défense. Bombé en lettres rouges sur un pilier, le slogan « Yankis fuera de Panamá ».

« Nous n'acceptons pas », me diront des officiels comme de simples citoyens, le retour à la politique du « gros bâton » et la présence de vingt-cinq mille soldats américains à notre porte. Et de me rappeler avec amertume qu'en Europe, seule l'Espagne s'est élevée contre cette invasion. Mais ils savent que c'est pourtant du Vieux Monde et de Washington que viendront les investissements espérés, et que c'est aux Etats-Unis que se trouvent les vrais remèdes au trafic des stupéfiants.

Ville folle car sans urbanisme, Caracas en fit pourtant un jour le rêve et confia au Français Rotival, il y a un demi-siècle, le soin de l'ordonner. Une récente exposition confrontait ce que l'on avait imaginé et ce qui était advenu : aucun rapport. Sans doute, entre autres maux, Caracas avait-elle déjà souffert d'une première fatalité de l'Amérique latine, l'universelle corruption, si admise que l'on trouve en librairie un Dictionnaire de la corruption en deux volumes, et qu'un chauffeur de taxi qualifiait

vacances peu onéreuses et « paradisiaques » : lagons, mer turquoise, coraux et poissons bigarrés.

Le Canada exporte aussi sa technique de régénérescence des bois et de fabrication de la pâte à papier, dont le Venezuela est devenu le premier producteur en Amérique du Sud : alternative au pétrole pour se refaire et redonner sa chance au bolivar, la devise nationale, concurrencée en permanence comme monnaie d'usage par le billet vert. Sur la jetée du petit port, on peut demeurer des heures à contempler les pélicans raser les eaux, gagner soudain de la hauteur pour plonger en piqué, bec tendu en quête de leur proie.

Le fleuve au nom magique

C'est vers le Sud qu'apparaît un autre Venezuela, l'indien. Aux petites heures décollera l'avion de la compagnie Aeropostal, un beau nom, en direction de Ciudad Bolívar, l'ancienne Angostura où, dans une anse, relâchaient les vaisseaux pirates. Déjà dans l'Amérique espagnole du seizième siècle résonnait le nom magique du fleuve Orénoque, l'Orinoco de tant de sortilèges. Comme l'Amazonie ou le Limpopo, il charrie plus que l'or improbable ou le limon fertile : c'est un cours de deux milliers de kilomètres au bord de pueblitos aux noms de rêve, qui naît dans le département d'Amazonas et s'achève en une embouchure vaste comme une province.

C'est là, dans la Guyane vénézuélienne, que git la mémoire du pays. J'y accédai, oubliant les DC 3 encore vaillants ordonnés en nombre sur l'aéroport de Ciudad Bolívar, parés pour un départ retardé pour toujours. Un avion minuscule m'a fait survoler le Saut

de l'Ange, cette étroite chute d'eau haute d'un kilomètre, oui, de plus de mille mètres, pour se poser sur un ruban de piste à Kavak, dans l'immense réserve naturelle de Canaima. La brume se dissipait, découvrant un paysage de plateaux tout à fait africain.

Le village indien, cinq ou six huttes, des chiens comme déjà abattus par la chaleur à venir, une ou deux poules. Le silence, que ne brisent ni les enfants ni les vieilles femmes adonnées aux travaux domestiques. Ils ne me regardent pas. Bientôt nous allons faire route vers la rivière, et la remonter ; le chemin s'élève aussitôt, à flanc de montagne, coupé par des théories de fourmis charriant des brins de feuille verte pomme, ou par des chenilles écarlates.

Il faut franchir une première cascade, passer franchement sous le filet d'eau fraîche large à peine comme un miroir. De l'autre côté, l'ascension reprend, plus pentue, le cours d'eau bruni par le fer et les végétaux semble plus froid ; il faut pourtant s'y enfoncer jusqu'à la taille, et se glisser entre deux hautes falaises ne dégageant qu'un goullet large d'une brassée.

L'envie de poursuivre est irrésistible, car l'on entend de plus en plus distinct le fracas rapproché d'une nouvelle chute d'eau. Les guides indiens désignent le passage : c'est là, à 20 mètres, après une dernière courbe. La voici, haute comme un immeuble, tonitruante, aveuglante : nous nous en approchons à nage forcée, les yeux fermés par les milliards de gouttes d'eau.

OLIVIER BARROT
Lire la suite page 21

(1) Traduction française aux éditions Métailié, 1982.

EXPLORATOR EXPEDITIONS

Du Kenya au Maroc,
du Botswana
au Chili,
de l'Ethiopie
au Colorado,
du Yémen à la Crète,
du Taurus
à l'Argentine...

**PLUS DE 100
ITINERAIRES INEDITS**

Brochure gratuite,
sur simple demande

EXPLORATOR 16, PLACE DE LA MADELEINE
75006 PARIS - TEL: (1) 42.55.65.21

SANS VISA

LA TABLE

Coquilles saint-jacques

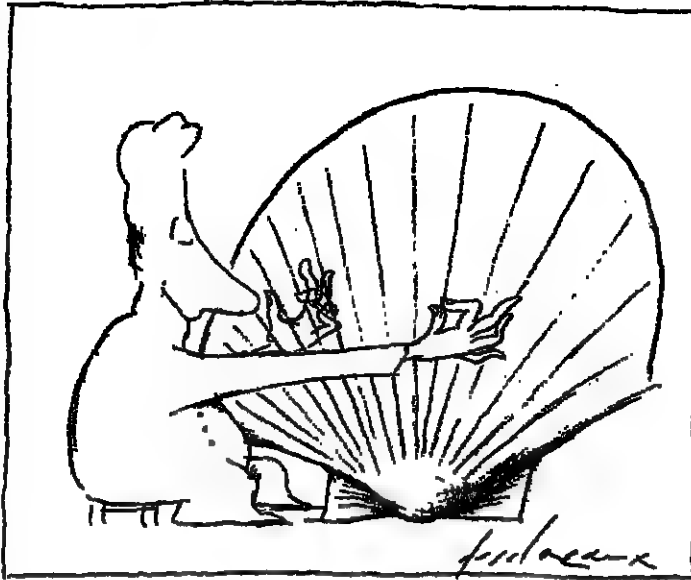
Aujourd'hui on les propose crues, à la façon japonaise

ANIMAL préhistorique, ainsi que l'appelle M. Jérôme Stern ? Peut-être pas, mais il y a longtemps que l'Atlantique abrite le *Pecten maximus* et la Méditerranée le *Pecten jacobaeus* qui sont, de reste, le même animal. Animal au demeurant non « fixé » en mer, mais y nageant – et vite – par réaction, ouvrant et fermant violemment ses deux valves.

Au Moyen Âge, les pèlerins se rendant à Compostelle longeaient les côtes atlantiques et se servaient des coquilles vides des saint-jacques (que l'on n'appelait pas encore ainsi) comme sèble pour demander aumône et comme assiette. Ainsi naquit son nom. On ne la pêche que durant les mois en « R » cette coquille que les pèlerins revenus d'Espagne gagnaient le droit d'afficher sur leurs armes et de poser au fronton de leurs portes.

Mais, en fait, de quoi se compose-t-elle, si l'on ose écrire ? Entre les deux valves, d'une noix charnue à laquelle est attachée une « langue » (on dit le corail, à cause de sa jolie couleur), ainsi que de « barbes ». Noix et corail sont les seules parties mangeables. Mais combien délicieuses...

Longtemps les coquilles saint-



jacques furent uniquement cuisinées. Depuis quelques années, on les propose crues, à la façon japonaise. Car il y en a aussi là-bas, et les Japonais ont décidé de les cultiver en séparant, après études de laboratoire, les parties mâles des

parties femelles de ce coquillage hermaphrodite. Les ! Le corail, s'il reste « corail » chez les dames-coquilles, devient gris-jaunâtre chez le monsieur. Il n'importe, et les Japonais cultivent intensivement ces couples pour nous les envoyer en surgelé !

Notons que la saint-jacques devrait être davantage proposée par les diététiciens, puisqu'elle est à la fois peu calorique et riche en iode et en vitamines A et B – à condition, bien sûr, de les acheter vivantes, en coquilles, et de les cuisiner aussitôt !

On peut se demander qui, au préalable, avait mangé le contenu des coquilles pélerines (c'est le nom que plus tard Escoffier donnera aux saint-jacques). Et comment elles étaient apprêtées, car, curieusement, aucun ouvrage de cuisine d'autrefois n'en donne de recettes. Massaliot, comme Viard, comme Beauvilliers et plus tard Grimod de la Rayssière, semblent les ignorer. Et, plus près de nous, le guide culinaire d'Escoffier ne donne que trois recettes, toutes

trois en vin blanc.

Aujourd'hui elles figurent, en saison, sur toutes les cartes. Crues – mais attention ! ne vous laissez pas tenter ailleurs que dans des restaurants dont vous êtes sûrs, et appréciez-les sans fioritures, comme chez Jean Minichelli par exemple, simplement émincées en fines lamelles, étendues sur une assiette bien froide légèrement huilée puis nappées au pinceau d'huile et poudrées de poivre du moulin (Le Duc, 243, boulevard Raspail ; tél. : 43-20-96-30) ou cuisinées.

Les saint-jacques à la nage sont devenues classiques. On les prépare aussi poêlées, grillées, au gratin, en brochettes. Et les champions des casseroles se laissent aller à des improvisations exceptionnelles, comme Daguin avec ses papillotes de saint-jacques au foie frais et basilic (Hôtel de France, 2, place de la Libération, à Auch ; tél. : 62-05-00-44) ; Freddy Girardet avec sa cassiole de saint-jacques aux amandes (1, route d'Yverdon, à Crissier, en Suisse ; tél. : 634-05-05) ; Joël Robuchon avec ses saint-jacques grillées à la crème de persil (32, rue de Longchamp ; tél. : 47-27-12-27) ; Jacques Le Divellec qui les propose en daube à la vapeur d'algues (107, rue de l'Université ; tél. : 45-51-91-96) etc.

Bien avant guerre déjà, dans le dix-septième arrondissement, une cuisinière avait baptisé sa maison *La Coquille* et fait de saint-jacques cuites dans leurs coquilles son plat de bataille. Les successifs successeurs ont maintenu la tradition et, aujourd'hui, M. Lausecker continue (*La Coquille*, 6, rue du Débarcadère tél. : 45-72-10-73).

Puis-je écrire que, en dehors de ces exceptions de qualité, je préfère les saint-jacques « à la nage », voire « à la vapeur ». Mais surtout il ne faut pas séparer la noix du corail en deux. L'hermaphrodite manège qui les lie. Trop de cuisiniers l'oublient (mais l'apprend-on seulement dans les écoles ?) et pensent que cela fait plus « beau voir » (comme disent les Suisses). Sans doute, mais au dépend de la dégustation.

LA REYNIÈRE

Fourchettes américaines

On n'est pas obligé de régler en dollars...

L'UNE des conquêtes de la société moderne est assurément la vitesse. Son fléau aussi. Le fondateur du « futurismo » en Italie, F. T. Marinetti, obsédé par le temps, donnait comme recette de plat unique de son invention celle du « porc excité, mélange de chair cuite et crue, disséminé au son d'une trompette et arrosé d'eau de Cologne et de café expresso ». L'avenir nous a préservé d'un tel « futur », comme des visions alimentaires d'Orwell. Il est vrai moins provocantes.

Le « fast-food » ne conduit pas à de tels excès, du moins pas encore. La « nourriture rapide », symbole aujourd'hui en Europe de l'autonomie et de l'émancipation des adolescents, traduit moins l'américanisation de la société – nous ne sommes guère « italianisés » par la foudroyante percée des pizzas – que le souci compréhensible d'apaiser sa faim à toute heure et sans contrainte. « vite fait, bien fait » entre copains. On comprend donc, même si l'on doit le déplorer, le succès impressionnant des McDonald's, plus de 10 000 à travers le monde, jusqu'en URSS et en Chine.

Mais l'on sait moins les raisons de la permanence des restaurants américains de Paris. Mis à part quelques hauts lieux obligés, tel le *Harry's Bar*, qui n'est pas un restaurant mais où l'on se restaure si l'on a des espèces (des cartes de crédit y sont interdites !), tel aussi, le *Western*, restaurant en sous-sol du Hilton Suffren, le seul à s'enorgueillir d'importer sa viande des États-Unis.

Une scène de théâtre

Le *Michelin*, dans sa rubrique « spécialités étrangères », s'obstine à ignorer la cuisine américaine, jusqu'à l'absorption de *Good Year*. Mais demain ? Claudio Lebel, dans ses *Restaurants étrangers de Paris*, identifie une dizaine d'américains, avec mal et sans indulgence. Ils se comptent en fait par dizaines, pour le meilleur ou pour le pire. La littérature américaine, en ce domaine, n'a rien fixé définitivement. Tant il est vrai « qu'il n'y a jamais de fin à Paris et le souvenir qu'en gardent tous ceux qui y ont vécu diffère d'une personne à l'autre », écrit Hemingway dans *Paris, est une fête*. La *Ritz*, *Maxim* ou *Prunier* en ces temps-là, semblaient déjà « des listes inscrites dans le souvenir et qu'un hasard restitue entières, comme le rêve de ce que nous avons écrit. Une scène de théâtre où s'inscrit à jamais notre sentiment d'être » (G. Gerschwin, *Un Américain à Paris*, 1928).

Les Américains, aujourd'hui, apprécient toujours le Paris de cette époque, du moins ce qu'il en reste, à *La Coupole*, au *Dôme*, au *Fouquet's* ou à *La Cuisine*, écrit encore Hemingway, le dollar se porte bien, dans les grandes et surtout les très grandes maisons. Fréquenté, même un soir de nostalgie,

les restaurants de leurs compatriotes ? Vont-ils au *Chicago Mustpackers*, par exemple, nouveau venu près du *Pied de Cochon* ?

Une fois franchie l'entrée bariolée, à dominante rouge et bleu, le client est propulsé dans une séquence des *Incompréhensibles*, avant d'entendre la « vapeur » des petits trains électriques qui circulent au-dessus des tables et rythment le temps en musique, image du « loop » de Chicago. Là, on vous servira avec gentillesse, au milieu des deux cent cinquante couverts, un « five day chili » (son cannel), un « big popper », contre-fillet saignant avec des frites « à la peau », le tout arrosé de vins californiens en pichet.

D'Américains, peu. Quelques Asiatiques parmi la clientèle des Français en majorité, « yupies » en tenue de week-end, venus se ressourcer ; quelques étudiants « fluo », américains sans doute, et dont le tour de taille traduit un goût immodéré pour le « mud pie » à l'chocolat. Etablissement « middle class » très « Middle West » dont le patron – anglais – est aussi propriétaire du *Chicago Pizza Pie Factory*, rue de Bercy.

A l'opposé, *Marshall's*, avenue Franklin-Roosevelt, offre une version très décente et distinguée de la côte ouest, à l'atmosphère très BP (beautiful people) ; minettes astiquées du monde de la « pub », familles nombreuses des VIII^e et XVII^e arrondissements qui « brunchent » le dimanche midi. Quelques Américains aussi, pour le décor.

Mais *Marshall's* est-il encore un restaurant américain ? La « spinach salad », classiquement composée d'un émincé de bœuf bien dégraissé, de champignons et d'oignons minces, est judicieusement assaisonnée d'une vinaigrette à la française. « A crab salad » n'est pas noyée de mayonnaise. Le hamburger est dans le texte, mais avec des frites « de chez nous ». Le spaghetti au homard – plat intéressant – est accompagné d'une bûche de crustacés savoureuse. A l'évidence, c'est là l'une des meilleures tables « américaines » de Paris, qui laisse loin derrière les *Joe Allen*, *Conways* et autres *Mother Earth's*. Usagés.

Mais où vont donc les Américains de Paris, amateurs de vins et de cigares, tel malicieux et propos impudique, ces hommes et ces femmes au palais curieux ? Vous en trouverez quelques-uns, en alternance à *La Cagouille*, rive gauche, restaurant de poisson, cognac et cigares, et à *l'Enothèque*, délicieux bistrot à vins, rive droite, au pied de la Nouvelle Athènes. Immuablement, le samedi, ils seront chez *Willy's*, rue des Petits-Champs, et le dimanche, chez *l'Ami Louis*, immortalisé, et ils ont subordonné le destin à la cuisine, écrit encore Hemingway, elle est le lieu de leur appétit de vivre.

JEAN-CLAUDE RIBAUT

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

06400 CANNES

HOTEL LIGURE *NN**
5, rue Jean-Jaures - 06400 CANNES
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970275
FAX 93-39-19-48
A 300 mètres de la célèbre Croisette et de plages climatisées, insonorisées, chambres TV couleur. Tél. direct, minibar.

06100 CAP-D'ANTIBES

MOTEL BON SOLEIL
153, bd Kennedy, A 500 m de la mer.
STUDIOS et ch. Park, piscine, 2 pers.
1150 F la sem. 1780 F 2 sem. 3100 F.
4 sem. t.a. (sauf juin, juil., août, sept.).
Tél. : 93-61-68-36.

06500 MENTON-CARAVAN

HOTEL VILLA NEW-YORK *NN**
Forfait 7 jours 1/2 pers. A partir de 1360 F. Chambres d. w.c. ou h. w.c., climatisé, TV, jardin, parking, vue panor., la tranquillité à 100 m des plages et à 10' de Monaco. Déjeuner. Tél. : 93-35-78-69 Fax : 93-28-55-07.

NICE

HOTEL LA MALMAISON

Best Western ***NN
Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.
50 ch. INSONORISÉES ET CLIMATISÉES
TV COULEUR PAR SATELLITES
Rustique de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE.
Tél. 93-97-42-56 - Tél. 478-416.
Télécopie 93-16-17-89.

HOTEL VICTORIA ***

33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. 93-38-39-60
Plein centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin.
chambres TV couleur ciblée.
Mélange direct, minibar.

Montagne

HAUTE-SAVOIE

LAC ANNECY

Hôtel ***NN ouvert
LES PRÉS DU LAC
74200 TALLOIRE
Lac d'Annecy et lac
Situation privilégiée, pure, bord du lac.
Tél. : 50-60-76-11 - Fax 50-60-73-42
Tél. 302288 Presac F

HAUT-JURA

Chapelle-des-Bains 25240 - Alt. 1100. Ski de fond.
VTT. Randonnées pédestres. Initiation Golf.
HOTEL LES MELEZES ***
Lac de St. Saut. Pous. compl. 7 j. sans ex. en été.
1400 A 1800 F. Tél. : 81-49-21-42.

06300 SAINT-VÉLAN

(Hautes-Alpes, Queyras)

Parc rég. Site classé. Stn. village. Piste. food. Plus lnt comm. d'Europe 2040 m.
LE VILLARD, tél. 92-45-82-08
Appt et chambres avec cuisinette. Grill. de 650 à 1500 F/pers./sem.
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62
Au départ des pistes de fond, demi-pension à partir de 1400 F/pers./sem.

Paris

SORBONNE

HOTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bain, w.c., TV couleur.
Tél. direct.
De 250 à 350 F. - Tél. 43-54-92-55.

Provence

AIX-EN-PROVENCE

HOTEL RESIDENCE
Location d'appartements meublés pour séjour de courte ou longue durée.
Prestations de qualité.
L'HOTEL PARTICULIER
Tél. : 42-38-29-92

Provence

DRÔME PROVENÇALE

Paris/4 h par TGV (Montélimar). Site exempt. micro-climat, prom., muséol. UVA sauna. Cais. à votre goût. On ne fume pas à table.
Chambres gd ch. prix d'hiver. Mireille Colombet. Tél. : 75-26-12-89.
Auberge du village d'Andert.
26110 Nyons - Fax : 75-26-38-10.

ROUSSILLON BAZZO GORGES

Vacances d'hiver au MAS DE GARRIGON ***
TGV et aéroport d'Avignon
séjours détente et fuges à prix doux dans le petit hôtel de charme de Labrousse.
Espace gourmande.
Réservations et renseignements : 90-05-63-22
FAX : 90-05-7001

Sud-Ouest

PÉRIGORD

AUBERGE
LA CLÉ DES CHAMPS *NN**
PISCINE, TENNIS
1/2 pension à partir de 152 F
GOLF
Praticien à l'hôtel
parcours 9 trous, à 20 km
24500 VILLEFRANCAIS-DU-PÉRIGORD
Tél. 53-29-95-94.

Suisse

VERBIER

HOTEL PIRENIX - SPORTS D'HIVER
Confort - Accueil - Cuisine personnalisée du chef
Semaine de ski de 17 à 24-3 ou de 25 à 30-3
Demi-pension par jour en chambre double et par semaine
600 F - Tél. : 194/24718-44
ou 2 400 FF - (par personne, la semaine)

SEMAINE GOURMANDE

Le Relais Perceire

Depuis que les anciens habitués de *Le Relais* (rive gauche) ont su que c'était là qu'ils retrouveraient Alain Perceire, la petite maison ne désemplit pas.

Avec une cuisine excellente, son fils, et surtout son allent et son accueil de charme, certes, mais aussi avec un menu (165 F ou 185 F, vin compris) parfaitement ordonné : choix entre six ou sept entrées, du foie gras avec son jus de cuisson moelleux à la frisée aux lardons ouf poché autant de plats (du confit au cassoulet, de l'onglet poêlé au poisson du jour), fromages et bons desserts. A la carte, quelques plats également exquis. Une bonne cave de prix honorables. « Vaut le détour », comme dirait Michelin !

LE RELAIS PEREIRE

10, rue du Printemps.
75017 Paris.
Tél. : 42-27-26-97.
Fermé samedi et dimanche.
Carte bleue. Chiens acceptés.

Le bistrot de la tour

Une carte « modeste » ! Les plats de tous les jours mitornés par Laurent, jeune chef de qualité (excellent foie gras, soupe de poissons, sole au beurre nantais, saint-pierre aux pointes d'ortie, bavette échaudée, pavé et filet de bœuf à votre choix et goût), avec aussi le marché et les

Idées du chef (poêlée de foies blancs au vinaigre de cidre) et « la saison et les goûts de Mireille » (salade au cou de canard farci, saint-jacques aux pâtes fraîches). Hommage carte des vins. Une formule « bistrot », avec une entrée et un plat, à 65 F ; à la carte, compter 180 F-250 F.

Mireille Tachon est une patronne de choc, sensible et précise, de bon goût, et sa petite maison vaut la visite.

LE BISTROT DE LA TOUR

6, rue Desaix,
75015 Paris.
Tél. : 43-06-04-24.
Fermé dimanche et lundi midi.
Parking : Champs-de-Mars.
Carte bleue. Chiens acceptés.

Le Provençal

Enfin fué ! Le jeune cuisinier-prodige des « Semaines » montmartroises, Jean-Jacques Jouteau, après diverses escalades vient d'aborder au bon port de Saint-Jean, en cette vieille enseigne autrefois réputée et, après des années de confort et d'élégance, en fait une adresse-phare de la Côte.

Une carte originale avec huîtres plates en coque au jus de truffe et grillées en feuille de chou, huîtres creuses en marinier verte ou « fenouillée » au beurre noisette (excellente idée d'émincer le fenouil comme le chou-couronné, saint-pierre rôti, loup accompagné d'un soufflé de pommes de terre au gingembre, homard à l'huile vierge « bigarrée », pré-salé avec haricots coco au jus, etc. Petits chèvres frais moutonnés à l'huile provençale et l'assortiment des cinq desserts. J'en passe. La cave est riche en bordeaux et s'écoule en bourgogne. Si, à la carte, il faut compter 500/600 F, il y a, aux djeuners un menu à 160 F (2 plats, fromages et dessert) et midi et soir un menu à 250 F, bien remarquable.

LE PROVENÇAL

2, avenue Denis-Sarnet,
06130 St-Jean-Cap-Ferrat.
Fermé dimanche soir.
A.E.-C.B.-D.C. Chiens acceptés.

CLUB FAUNE

Le spécialiste des safaris photos en Afrique du Sud.

Renseignements

CLUB FAUNE
22, rue Basse-9018 Paris
Tél. : 11-43-87-28-48
11-42-86-31-22

مكتبة الامم المتحدة

archettes américaines

SANS VISA ESCALES



Voyages chez les écrivains

Villes et paysages ne sont l'objet de leur diction que si un écrivain y a écrit ses pas. Leur nom est lire et partir (8, rue Simon-Lefranc, 75004 Paris. Tél. : 42-71-84-26 et dans les agences de voyages). Lire d'abord sous peine de perdre en partie le bénéfice du voyage, puis partir pour retrouver l'auteur dans les

lieux où il a vécu, qui l'inspirent et qu'il a décrits. Colette naquit en 1873 à Saint-Sauveur-en-Puisaye. Une balade d'un jour s'arrêtera à l'école de Claudine, à la maison natale. Le 7 avril, 580 F. Un week-end sur les traces de Montaigne et de Montesquieu se doit de visiter Bordeaux, le palais de l'Ombrière, l'ancien Parlement dont Montaigne fut conseiller et où il fit la connaissance de La Boétie, le château qui le

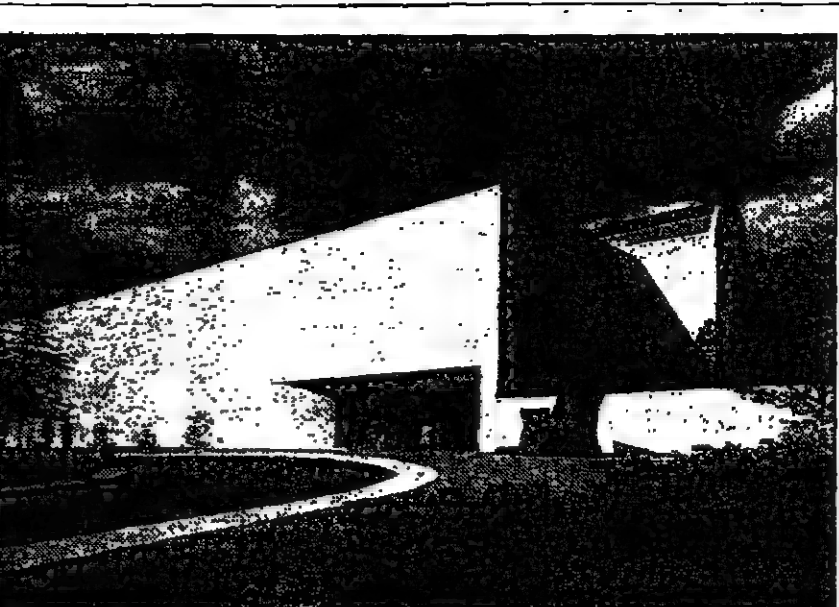
vit naître, vivre et mourir, et celui de La Brède, demeure de Montesquieu. Du 2 au 5 juin, 2 735 F. Marbach, Darmstadt, Francfort, Weimar, Bayreuth seront les étapes d'un premier voyage dans l'Allemagne romantique de Goethe et de Schiller. Visite du château baroque de Ludwigsburg, et du palais baroque de Mannheim, excursion à Metzlar où Goethe rencontra Charlotte et écrit Werther. Du 9 au 15 juillet, 9 300 F. Le second voyage rend hommage à Hoffmann sans négliger Goethe : Nuremberg (maison de Dore), Bamberg dont Hoffmann dirigea le théâtre, Bayreuth où il se rendit pour écrire ou festoyer avec ses amis. Bayreuth, Mannheim. Du 18 au 22 avril, 8 850 F. Tous ces prix s'entendent vols, hôtels en chambre double et en pension complète, visites, spectacles et présence d'un animateur littéraire compris.

Golfs à la chaîne

Le golf sort de ses bunkers élitistes pour jouer la carte du tourisme et des loisirs de proximité. Principaux alliés de cette conquête démocratique, certaines chaînes hôtelières qui ont compris qu'un des-tours de qualité pouvait constituer un « plus » déterminant dans le choix d'une clientèle sollicitée de toute part. C'est ainsi que le groupe Pullman International Hotels (réservation centrale au

42-68-22-88) a découvert qu'une centaine de ses établissements étaient situés à moins de 10 kilomètres d'un golf. Certains d'entre eux ont même conclu des accords avec les parcours voisins afin que leurs clients puissent y bénéficier de tarifs préférentiels. C'est le cas, par exemple, de l'hôtel Altas Omaha Beach, près de Port-en-Bessin (à deux heures de Paris par l'autoroute A-13), implanté au centre d'un golf de vingt-sept trous, dont neuf dominant la mer. Des stages y sont organisés régulièrement et des forfaits sont proposés aux golfeurs, notamment pour le week-end (deux nuits) au prix de 990 F par personne en chambre double et en demi-pension avec deux green fees. Des formules semblables sont proposées dans les hôtels de la chaîne situés à Saint-Jean-de-Monts, Cabourg (dans un palace 1900 haub par Marcel Proust), Val-de-Reuil, la Grande-Motte, Châtellayon et en Martinique.

A consulter également la nouvelle brochure « golf » des hôtels Lucien Barrière (réservation au 42-96-98-59 et dans les agences de voyages) où sont présentées les différentes propositions de cette chaîne (privileges, stages, forfaits et tarifs préférentiels) à partir de ses établissements de La Baule, Cannes, Deauville, Dinard, Englien et Fontainebleau, avec, également, un pèlerinage au Gienegies Hotel, l'une des Meccas du golf écossais, avec deux parcs Queen's. Outre ce dé-



cours de rêve, le King's et le Queen's. Outre ce dernier, nous avouons un faible pour l'hôtel du Golf à Deauville (on joue sur place, au milieu des pommiers, mais aussi à Saint-Gatien et Omaha-Beach) et le Grand Hôtel de Dinard avec accès, côté mer, au golf de Saint-Briac et, côté campagne, aux parcours du Tronchet et du château des Omnes. Quant à la chaîne Sofitel, elle présente avec l'agence CGA Voyage (8, rue Pous-sin, 75016 Paris, tél. : 45-25-63-09), sur huit destinations (Orléans, Nantes, Bordeaux, Toulouse, Montpellier, Marseille, Cannes et Nice) des forfaits comprenant l'avion, une voiture de location et un green fee par jour sur l'un des trois parcours sélectionnés à proximité de l'hôtel.

Modernes et Américains

Avant de se banaliser en style international, l'architecture moderne est née à Chicago, où furent dressés avant 1900 les premiers gratte-ciel, premiers défis d'une technique qui n'ait plus admettre de limites. C'est à Chicago, mais aussi à Detroit et à Boston que se rendront, sous la conduite savante de l'excellent connaisseur des sources du moderne au vingtième siècle qu'est François Loyer, les vingt-cinq participants du voyage organisé, du 20 au 31 mai prochain, par les Amis de l'union des arts décoratifs (107, rue de Rivoli, 75001 Paris, tél. :

42-88-98-17. Télécopie : 42-60-49-48). Posée en majesté au bord du lac Michigan, Chicago n'a jamais remé son génie architectural : œuvres de Sullivan, maisons de Frank Lloyd Wright, purisme de Mies Van der Rohe, extravagances post-modernes du contemporain Helmut Jahn. Detroit, enrichie puis sinistrée au même rythme que l'industrie automobile, retiendra moins l'attention que Boston, patricienne et intellectuelle, où règne l'émulation par les styles, de la brique rouge à la façade de verre. L'association qui organise le voyage a de plus la faculté de faire visiter des collections d'art privées et des demeures, ce qui n'est pas le plus mince attrait de ce voyage (21 900 F, hébergement compris).

Croquis au pays de Bolivar

Suite de la page 19

Les Indiens, adossés à un fût d'huile vide, ont guetté notre départ. Je suis revenu le soir à Ciudad Bolivar. C'était un dimanche et la cathédrale, toutes portes ouvertes, diffusait de la musique profane comme pour attirer les fidèles. Des jeunes filles y menaient à petits pas leur grand-mère le long des rues monotones, s'arrêtant un instant au petit jardin qui domine, comme dans tout le pays, la statue fleurie en son socle du *Libertador*. Après l'office, suivant tous les habitants de la ville, j'ai rejoint les rives grises du fleuve Orénoque, qu'un bac propose de traverser, et j'ai atteint la rambola où, sous les haut-parleurs diffusant la *lambada* sans discontinuer et les guirlandes de fleurs jaunes, chacun attendit le soir. La nuit équatoriale s'étendit d'un coup. Que fait de ses soirées le vice-consul du Danemark à Ciudad Bolivar, dont j'ai aperçu la résidence fleurie, flanquée du drapeau rouge et blanc ? A-t-il, comme naguère son confrère, français de La Plaza, trouvé

un Henry-Jean-Marie Levet pour évoquer le spécin qui ne peut manquer l'assillir ? Au Venezuela, où l'on dort peu, le plus célèbre écrivain devint un jour président de la République. Romulo Gallegos, mathématicien contemporain de Giraudoux et de Larbaud, avait été déposé peu après son installation, et s'opposait toute sa vie à la dictature en connaissance de cause. Personne n'a évoqué la Guyane comme Gallegos dans *Canaima*. Son œuvre demeure largement inédite en français, et son pays bel et bien tel que le définit l'étrange lirore qui sert de slogan à la campagne du ministère du tourisme : « Venezuela, le secret le mieux gardé des Caraïbes ». Si l'on sait qui fut Bolivar, on oublie souvent l'autre belle figure de son aîné Miranda, qui participa à notre Révolution et tenta de soulever son peuple contre l'Espagne. On l'exila, et, au Panthéon de Caracas, bâtiment décoré de sa tête en prison et une maison coloniale, son cénotaphe demeure entrouvert puisque,

à sa mort, son corps fut jeté dans la fosse commune de Cadix, loin du Nouveau Monde. Sur le terrain cimenté posé au pied du monument national, les enfants jouent au baseball. Avec la crise, la construction s'est arrêtée dans le pays. Finies, les inaugurations symboliques comme celle, encore récente, du beau théâtre Teresa Carreno avec son acoustique parfaite et sa scène monumentale, qui détonnent un peu dans le désordre de Caracas, « démonstration tangible, dit la brochure de présentation, de ce que nous, Vénézuéliens, pouvons faire ensemble ». Il faut revenir à des tâches plus fondamentales, régionaliser la culture, l'intégrer dans les préoccupations continentales. « Elle devient pour nous arme sociale, le budget du ministère du quadrupler », plaide Graziella Pastin, directrice des projets culturels, qui y passe littéralement ses nuits. Du nationalisme chauvin, il s'agit désormais de passer à un patriotisme critique, dont témoigne également l'ancien patron des brasseries Polar, l'une des plus importantes entreprises du pays. Le licenciado Gustavo Roosen devenu ministre de l'éducation. Dans un langage de manager précis, ce technocrate formé à l'américaine expose avec conviction son projet, « l'ère d'un Venezuela intégré à nouveau à l'économie mondiale et expert en ingénierie financière. Il espère une nouvelle « algèbre des valeurs morales »

d'où la corruption serait enfin bannie par l'exemple. En le quantifiant, je suis retourné à la librairie Alencor, où j'ai acheté l'intelligente revue *Imago, maisons moris*, le roman de Miguel Otero Silva (2), et un livre sans fard sur les sanglants événements de février dernier. Un Venezuela d'auteurs : l'avenir, disent-ils. (2) Traduction française chez Gallimard, 1987.

OLIVIER BARROT

Repères

La Venezuela est encore à peu près ignorée des agents de voyage, mais on se rend facilement à Caracas par Air France (deux vols hebdomadaires, AR à 10 525 F), par la compagnie vénézuélienne Viasa (47-42-20-07), qui propose d'intéressantes réductions, ou via Nouvelles Frontières (42-73-10-64 : AR de 4 500 à 5 600 F). Trois voyageurs offrent des circuits : El Condor (43-20-90-48, 8 jours, 9 000 F), Jet Tours, filiale d'Air France (40-26-84-22, 13 jours, 19 000 F), et Uniclam (40-15-07-07), qui dispose de diverses formules.

Évadez-vous avec

AKIOU

L'ART DU BEAU VOYAGE

- Lisbonne
Avion + 2 nuits (hôtel 4*)
A partir de 2.500 FRF
- Berlin
Avion + 2 nuits (hôtel 4*)
A partir de 2.300 FRF
Option concert à la philharmonie, Opéra ou Deutsche Oper.
- Mais aussi, Amsterdam, Vienne, Milan, Rome, Florence, Venise, Madrid, New-York, Moscou, Leningrad.

Renseignements et catalogue AKIOU dans toutes les agences de voyages et au 47.59.47.47

LES SECRETS DE

COSMOVEL

Dans votre agence de voyages

- TURQUIE 1 semaine 4.590 F
CLUB SALIDA au départ de Paris
- ALGERIE 1 semaine 3.700 F
VILLAGE CLUB CORNE D'OR au départ de Paris
- MALTE 1 semaine 3.260 F
HOTEL GALAXY au départ de Paris

* à partir de

Possibilités de week-ends et de mini-séjours
Départs de province : nous consulter au 42.61.57.33

ICELANDAIR
VOL DIRECT DE PARIS

Islande

BIENVENUE AU PAYS
QUE LA LUMIÈRE A CHOISI

Circuit découverte « Panorama de l'Islande » circuit accompagné 11 jours Paris/Paris 11.320*	Circuit aventure « l'Islande sauvage » randonnée par petits groupes 15 jours Paris/Paris 11.800*
--	--

Voyages individuels, location de voitures...

ALANTOURS
Votre agent de voyages ou ALANTOURS
5, rue Danielle Casanova
75001 Paris
Tél. : (1) 42 96 59 78
un vrai spécialiste de l'Islande

info mail 3015 code OTISLAND

DANEMARK

Découvrez le charme discret du Danemark !

Partez en avion, train ou voiture
Une nuit d'hôtel à partir de 185 F (en chambre double)

TOUT dans la brochure DSB Voyages

Séjour prolongé ou week-end

sur demande à votre Agent de Voyages ou
DSB VOYAGES - 142, Champs-Élysées 75008 PARIS ☎ 43.59.20.06

Nom _____
Adresse _____

SANS VISA

JEUX

échecs

N° 1376

UN NOUVEAU CHALLENGER

(Tournoi de Linares, février 1990)

Blancs : R. GUERFAND
Noirs : G. KASPAROV
Défense est-occidentale.
Système Talmanov

1. d4 C6 24. Fd4 Fd7
2. c4 g6 25. h3 g6
3. Cc3 Fg7 26. c5! g6! (g)
4. d4 d6 27. d5! (f) g6! (g)
5. Fd2 (a) e4 28. Cc3 h6
6. Cc3 e5 29. d5! Fd7
7. e4 Cc7 30. Fd3 Td3 (a)
8. d5 Cc7 31. Dd3 Fd7
9. Cc1 (c) Cc7 32. Dd3 Dd4
10. Cc3 (f) Fd3 33. Dd3 Cc7 (v)
11. Fd2 (g) Cc7 34. Fd3! (v) Dd4
12. D3 Dd4 35. Cc2 Dd4
13. Td1 e5 (b) 36. Cc4 Dd4
14. g4 (f) a6 (f) 37. Cc2 Dd4
15. Cc2 h6 (g) 38. Dd3 (x) Td1
16. h4! Dd3 39. Td2! Td2
17. Dd4 Cc6 40. Td2! Fd7
18. Dd2 (f) Cc7 41. Dd5 (y) Dd2 (t)
19. Td1 Fd6 42. Dd3 Dd3
20. g5! h6 43. Dd3! Dd3
21. h5! (m) Dd3 44. Td2! Dd3
22. h4! (n) e4 45. Cc3 Dd3 (m)
23. Cc4! (a) Fd7 (g)

NOTES

a) La partie Guelfand-Kasparov donna lieu, quelques rondes plus tard dans le même tournoi, à un combat intense, à partir d'une « Semisch » : 5. f3, 0-0 ; 6. f4, 0-0 ; 7. f3, 0-0 ; 8. d5, h5 ; 9. c5, d5 ; 10. e4, f4 ; 11. c4, d5 ; 12. f3, Dd6 ; 13. Dd2, Cb-d7 ; 13. f3, Cc4-f6 ; 14. Cc4-f6, Cc6-f6 ; 15. f3, f6 ; 16. Cc2, Td8 ; 17. 0-0-0, d5 ; 18. f3, a6 avec, apparemment, une forte initiative pour les Noirs, mais non seulement le champion du monde ne parvint pas à s'imposer, il dut s'incliner devant la farouche résistance de son adversaire et concéder un point, le premier perdu depuis huit mois.

b) L'ouverture du centre ne profite pas aux Noirs : 7... e4d4 : 8. Cc4d4, Td8 ; 9. f3. c) Ou 9. Cc2 ; 9. b4 ou 9. Fd2. d) 9... c5 est une perte de temps que les Blancs peuvent exploiter de plusieurs manières, 10.a3, Cc8 ; 11. b4, f5 ; 12. b5, d5 ; 13. f3, f4 ; 14. Cc3 ou 10. Fd3, Cc8 ; 11. Cc3, f5 ; 12. f3, Cc6 ; 13. b4 ou aussi 9. f3, e4d4 ; 11. Fd4, Cc8 ; 12. Cc3, f6 ; 13. Dd2. e) Le plus précis : maintenant si 11... f6 ; 12. Fg1. f) Ou 11... e4d4 ; 11... c5 ; 11... Td7. g) La suite usuelle issue de la partie L'aveug-Donner (Amsterdam, 1971) : 12. f3, 0-0 ; 13. Cc3, Td7 ; 14. Dd2, Cc8 ; 15. a4, h5 ; 9. Cc2, Fd8 ; 20. h3, 1e7 est bien analysée dans la partie Fucini-Zsu, Polgar, 1985 ; 21. Dd3, Cc4 par Karpov (The Semi-Closed Opening in Action chez Batsford). Karpov apprécie peu ce recul de R... un coup d'attente qui permet cependant au Cc7 de rentrer en jeu vite.

h) Blocant la colonne c. i) 14. d5p donne aux Blancs un léger avantage après 14... bxc6 ; 15. Fd3, Dd8 ; 16. Dd4, Fd6 ; 17. Td4! (Dr. Hübner-Nann, 1985). j) Après 14... Cc6, Fucini-Zsu, Nann par 15. Rg2, Cc8 ; 16. g3, f4 ; 17. h4, Td7 ; 18. Td1, Fd8 ; 19. Dd1, Cc7 ; 20. Fd1 (Vienna, 1986), 14... h6 est faible : 15. h4, g4 ; 16. f4, g3 ; 17. h5 ; de même, si 14... f6 ; 15. h4 ; 16. Cc4, Cc8 ; 17. f4, Cc6. k) Cédant la case b7 au Cc6. l) Si 18. g5, Cc7. m) L'attaque des Blancs semble dangereuse pour le R noir entouré de ses deux C. Le pion h5 n'est pas à prendre à cause de Td5 suivi de Dd1. n) Avec beaucoup de panache, les Blancs attaquent sur tous les fronts. o) Menace 24. Cb6 suivi de Cc6 et de Fd4-d5. p) Le champion du monde doit se défendre très précisément. q) On retrouve maintenant les thèmes stratégiques habituels dans cette variante, l'avance des pions sur chaque aile. r) Les Blancs percent les premiers. s) Mais la menace 28... Td2+ est prioritaire. t) Si non 30. d5p à cause de 30... Td2! ; 31. Td1! (si 31. Dd2!, D d5+); 32. Fd3, Dd4. u) Au trentième coup Kasparov reprend l'initiative.

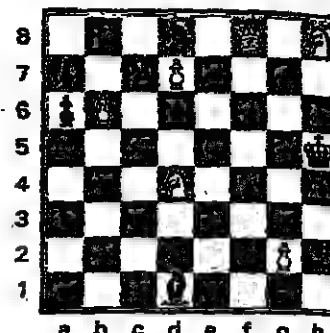
v) Menace Fd7 et Tg8 et le R blanc est perdu. w) Peut-être la seule issue? x) Le R noir est, à son tour, en danger, les menaces des Blancs étant nombreuses. 38... Td5 n'est pas suffisant : 39. Td1, Dd5 (ou 39... Fd7 ; 40. Dd7) ; 40. Dd8, Dd5 ; 41. Rf1, Cc5 ; 42. Td7+! Rxb7 ; 43. Dd7+. y) Menace 42. Dd8+. z) Quel sang-froid ! aa) Personne ne perd. Si 45... Cc5 ; 46. Cc5, Fb6 ; 47. Rg2, Fd5 ; 48. T x5, Cc7 et la nuite est évidente. Un grand combat entre deux adversaires qui se retrouveront peut-être un jour pour un match au sommet.

mat : 8. Cc5! Si 8... Rxb5 ; 9. d5-D+ et si R... C x6 ; 9. Cc7 mat dans une jolie position.

CLAUDE LEMOINE

ÉTUDE N° 1376

V.I. KALANDADZE (1983)



BLANCS (6) : Rf8, Cd4 et h8, Pb6, d7, g2.
NOIRS (6) : Rh5, Fd1, Cc8, Pa7, a6, d2.
Les Blancs jouent et gagnent.

bridge

N° 1374

LA PETITE FAIT LA LOI

Avec deux basses cartes, il est normal d'entamer la plus grosse pour indiquer un doubleton quand on fourrera une carte plus petite. On ne peut donc reprocher au joueur qui a entamé en Ouest d'avoir « livré » le grand chelem dans cette donne qui a fait le bonheur des journalistes.

Ann. : E. don. N.-S. vult.

Ouest Nord Est Sud

— 7 SA — 3 SA

— 7 SA — 3 SA

(3 SA : 24 à 25 points d'honneurs)

Quest a entamé le 6 de Carreau. Comment Suez en Sud avait gagné ce GRAND CHELEM A SANS ATOU contre toute défense?

Réponse

Il manque une levée et seul un squeeze à Carreau-Trèfle peut procurer la troisième levée. Après que Sud a tiré la plupart des cartes maîtresses, Est a été squeeze dans la position suivante sur le Roi de Pique :

Sur l'As de Pique Est défait le 5 de Carreau qui devient maître ! Mais, si Ouest n'avait pas entamé le 6 de Carreau, il aurait conservé cette carte au lieu du 4 de Carreau, et Est aurait pu défausser tous ses Carreaux pour la chute !

Remarque : on a vu dans la chronique précédente que si Sud avait ouvert de 2 Trèfles (forçant de manche avec réponse à l'As) il aurait été facile d'aboutir au grand chelem à Carreau qui n'offre aucune difficulté.

Extraordinaire réduction

Les champions anglais Terence Reese et David Bird viennent de traduire en anglais le livre de Le Dentu intitulé *Donnes extraordinaires* (édit. Le Bridgeur) car ce sont des connaissances en donnes spectaculaires et instructives. Voici par exemple celle qu'ils ont publiée il y a quelques années dans leur livre *Improving your Bridge* (Améliorez votre bridge) aux éditions Faber.

Quest entame le 3 de Carreau, Sud prend avec le Roi et tire le Roi de Trèfle sur lequel Ouest défait le 4

♠ R1075
♠ A87
♠ A974
♠ 43
♠ V832
♠ D9654
♠ D1083
♠ 4
♠ D64
♠ 102
♠ V65
♠ DV108
♠ 7
♠ A9
♠ RV3
♠ R2
♠ AR9652

Cœur. Comment gagner CINQ TRÈFLES contre toute défense?

Note sur les enchères

Les deux auteurs anglais ne donnent pas l'origine de la donne, mais les enchères pourraient être les suivantes si Nord est donneur :

Nord

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 10 — 3 SA

— 1

ENQUÊTE

Europe de l'Est : la nature en ruine

IV. — Tout reconstruire

Que faire contre les pollueurs d'Europe de l'Est ? Sévir, comme l'on décide la Pologne ou la RDA, ou dialoguer, comme le gouvernement tchèque ? Une chose est sûre : la « dépollution » coûte cher. Et se paiera en devises... (Le Monde des 14, 15 et 16 mars).

de nos envoyés spéciaux en Europe de l'Est

C'est paradoxalement la RDA, pays de la chape de plomb, qui, la première, a créé à l'Est un ministère de l'environnement, dès 1971, en même temps qu'en France. Cette avancée sur les pays frères a permis à l'Allemagne de l'Est de se porter longtemps en champion des techniques de dépollution, vantées à longueur de catalogue, alors même que les nécessités de la production l'obligeaient à polluer davantage. Faites ce que je dis — et sachez-moi mes appareils — mais ne faites pas ce que je fais...

La Hongrie, très préoccupée par la sauvegarde du lac Balaton, a créé son propre ministère en 1977. En Pologne, il a fallu attendre 1985. Cette année-là, en Tchécoslovaquie, l'Académie des sciences publie un rapport alarmant sur la situation de l'environnement dans le pays. Ce rapport, préparé de longue main par d'innombrables chercheurs, tels le « géobotaniste » Emil Hladec et l'économiste Jaroslav Stoklasa, fondateurs en 1971 de l'Institut d'écologie du paysage, contraint le gouvernement à doubler les crédits alloués à la protection de l'environnement dans le plan quinquennal 1986-1990. Mais la sauvegarde de l'environnement était toujours confiée aux organes de production, donc aux pollueurs ! Et c'est seulement en janvier dernier que le gouvernement a franchi le pas en créant un ministère de l'environnement — quelque deux cents personnes entassées jusque dans les couloirs d'un immeuble du

centre de Prague. Mais quel pas ! Le tout nouveau ministère de l'environnement, Bederic Moldal, est un universitaire « écolo », vice-président de la Société biologique et spécialiste des pluies acides.

Jusqu'à présent, cependant, ces administrations ont surtout été au pécéd mignon des bureaucrates : la statistique. On entreprit donc de recenser, mesurer, quantifier les nuisances, on établit des tableaux comparatifs, on dessina de beaux graphiques et des courbes édi-fiantes, jamais publiées faute de papier, mais que leurs auteurs sortaient religieusement des armoires pour les visiteurs.

Les gendarmes de l'environnement

On édicta des normes, aussi, des normes sévères, parfois même plus contraignantes qu'en Suisse, tant qu'on y était, car cela n'engageait à rien : les pollueurs continuèrent à les outrepasser allègrement, acquiesçant dans le meilleur des cas des amendes dérisoires. « On pouvait verbaliser un tractoriste qui avait vidangé son réservoir dans le fossé, mais pas une usine », précise Petr Sanc, un médecin tchécoslovaque qui a appartenu pendant deux ans à une commission officielle de l'environnement, et qui a démissionné pour adhérer au parti des Verts.

Enfin les entreprises étrangères étaient contraintes de respecter les normes. « Ils nous ont emboîtés pour de simples réservoirs de fioul. Ils voulaient des murs de 30 centimètres d'épaisseur pour préserver la nappe phréatique », se rappelle cet ingénieur français de Bouygues, parti construire une usine d'engrais « clés en main » du côté de Rostock, en 1982. D'étrangers vendant leur savoir-faire en devises, on exigeait le maximum. Mais on se montrait moins regardant avec les producteurs nationaux.

C'est sans doute en Pologne, où la contestation s'est installée dès 1980, que les premières mesures sérieuses de protection de l'environnement ont été prises. On est allé jusqu'à fermer l'usine d'aluminium de Skawina, en Galicie, dont les rejets de fluor étaient dénoncés par toute la communauté scientifique.

Grievés par leur pouvoir tout neuf, les gendarmes de l'environnement ont parfois tenté de frapper fort, édictant des plans draconiens de réduction des nuisances, sans trop se préoccuper de savoir si les « pollueurs », à la tête d'entreprises obsolescentes et de systèmes improductifs, ont les moyens de les appliquer.

Ainsi Bronislaw Kaminski, ministre polonais de l'environnement, vient de faire publier dans le journal du gouvernement, après l'avoir montré à son collègue de l'industrie qui n'y a rien trouvé à redire — la liste des quatre-vingt entreprises les plus polluantes du pays, à charge pour elles de respecter désormais les normes qu'elles transgressaient impunément jusqu'alors. « Si je ne suis pas radical aujourd'hui, la conscience écologique nous contraindra demain à fermer beaucoup plus d'entreprises encore », explique-t-il.

Depuis un an, les autorités de Katowice ont ainsi fermé dix-huit entreprises. « Si j'utilisais toutes mes attributions », explique Bernard Blaszyk, directeur de l'environnement de la voïvodie de Cracovie, je pourrais fermer la moitié des entreprises qui sont de mon ressort. Mais nous ne sommes pas aveugles. Car une politique antipollution coûte cher. Et se paie en devises. Il faut des dollars pour acheter à l'étranger les électrofiltres capables de piéger les pollutions avant leur sortie des cheminées. Il faut des dollars pour acheter un bras du mini-travail de fer moins coûteux que celui fourni par l'URSS, dont le traitement est très polluant. Il en faut aussi pour remplacer les vieux fours Martin ton-

jours en usage par les procédés de coulée continue.

« Notre usine a quarante ans, nos technologies aussi », reconnaît Bederic Chaloupka, chef du département de l'environnement des aciéries de Nowa-Huta, le Nowa-Huta tchécoslovaque. Une addition a été faite par les experts du SPD de RDA et de RFA : il en coûterait 119 milliards de dollars pour réparer les dégâts et moderniser complètement la production en RDA !

Un cercle vicieux dramatique

Mais pour se procurer ces dollars, il faut produire et exporter, donc continuer de polluer. Drama-

du plan, à consommer un maximum d'énergie et de matières premières. Si par extraordinaire elle se lance dans des économies d'énergie, elle sera pénalisée l'année suivante car on lui diminuera alors son quota disponible...

« Jusqu'à présent, explique le ministre polonais de l'environnement, Bronislaw Kaminski, on ne savait pas combien nous coûtait notre énergie, hautement subventionnée. Son prix a déjà très fortement augmenté en janvier, il va augmenter encore. Cela va forcer toutes les entreprises à diminuer leur consommation. » Cette vérité des prix pourrait avantageusement s'étendre aux particuliers, qui bénéficient souvent d'un chauffage collectif extrêmement gaspilleur : comme on ne peut pas régler les appareils par appartement, on a

maxima d'émission, définis par région, à charge pour les pollueurs de se les répartir entre eux, au besoin en s'achetant ou en se vendant des « permis de polluer ». Aux Etats-Unis, on appelle cela le « concept de la bulle » : peu importe à l'Etat quelles transactions s'opèrent sous la bulle, l'important est qu'en dehors la pollution ne dépasse pas les maxima autorisés. Jeune technocrate prodige du ministère de l'environnement, Tomasz Zyllicz a vu ce système fonctionner aux Etats-Unis et rêve de la transporter en Pologne. Cracovie pourrait faire fonction de zone expérimentale.

En RDA, les stratégies du ministère de l'industrie lourde préparent un programme qui, rien que pour la réduction des émissions de soufre, coûtera 35 milliards de marks d'ici à l'an 2000. « On va remplacer le parc de vieilles machines et changer les usines chimiques, annoncent-ils. On va mettre des filtres nouveaux sur les cheminées à partir de 1995, et l'on va réduire de près de moitié la consommation de lignite ». L'objectif, à terme, est de parvenir à un approvisionnement énergétique équilibré, reposant sur trois ressources à part égale : le gaz naturel (importé pour une grosse moitié d'URSS et pour le reste d'Algérie, des Pays-Bas et du Danemark), le charbon ou le pétrole, et enfin le nucléaire.

Aux technocrates allemands et polonais soudain décidés à trancher dans le vif s'opposent les Tchèques, partisans de la démocratie au quotidien. « Rien ne sera possible si l'on n'associe pas la population aux changements », avertit le professeur Stoklasa. Il faut offrir au public les données recueillies par les réseaux de surveillance et lui donner les vrais chiffres de production et de consommation.

Autoritaire ou flexible, quel que soit le système coercitif adopté, il est clair que l'antipollution coûtera cher. Donc elle ne pourra se faire qu'avec l'aide des pays à devises fortes. Déjà, l'Allemagne fédérale a offert 1 milliard de marks à la RDA pour nettoyer l'Elbe et renforcer le réseau de surveillance de la pollution atmosphérique. Le premier ministre tchèque, dont le pays souffre des pesticides de la Pologne, est venu proposer à Varsovie une « écoconversion » de la dette polonaise : au lieu de rembourser sa dette, la Pologne serait tenue d'investir dans l'écologie. La chance des pays de l'Est accablés de retards, de dettes... et de pollutions, c'est en effet que l'Ouest a tout intérêt à ce que l'Europe, elle aussi, devienne enfin propre.

ROGER CANS
et DANIEL SCHNEIDERMAN
FIN



tique cercle vicieux, dont les pays de l'Est ne sortiront qu'en procédant à une remise en cause radicale de leurs modes de production, et donc du système tout entier. « Notre système économique est la plus polluante de toutes nos institutions », déclare sans ambages Jaroslav Stoklasa, économiste tchèque « corrompu par l'écologie » qui travaille aujourd'hui à l'Institut de prospective (dirigé par le vice-premier ministre, M. Komarek). « Regardez les courbes, dit-il. Notre consommation d'énergie et de matières premières augmente plus vite que notre production, alors que c'est le contraire dans des pays comme la Suède ou le Japon. Nous ne pouvons pas continuer comme ça ! »

pris l'habitude d'ouvrir les fenêtres lorsqu'il fait trop chaud, ou de vivre en bras de chemise...

« La première chose à faire, martèle le professeur Hladec, c'est d'économiser l'énergie. En Tchécoslovaquie, on produit le ciment et l'acier avec des méthodes périmées qui consomment le double de la normale. Bien sûr, cela conduira à comprimer les effectifs, mais il faudra le faire. » En Pologne, on prévoit déjà près de deux millions de chômeurs dans les prochains mois, dont trois cent mille pour la seule Silésie.

Le « concept de la bulle »

Libéralisme oblige, les autorités polonaises souhaitent introduire un système radicalement nouveau, dans lequel seraient délégués par le gouvernement non seulement des normes d'ambiance, mais des

Des Verts pronucléaires

On pourrait croire à une mauvaise plaisanterie, mais ce n'est pas une : il existe en Europe des Verts en faveur du nucléaire. Pour les trouver, il suffit de se rendre en Bohême du Nord, haut lieu de la pollution de l'air par le dioxyde de soufre (SO₂). A Usti-nad-Labem, ville de 100 000 habitants empoisonnée par les complexes chimiques, les centrales thermiques et le lignite qui se consume spontanément sur le carreau des mines, les écologistes sont unanimes : « Nous devons arrêter progressivement le lignite et passer au nucléaire », dit Jiri Jelinek, président des protecteurs de la nature de Bohême du Nord. L'animateur local des Verts, Petr Sanc, un neurochirurgien de quarante ans, est aussi de cet avis.

Même à Prague, beaucoup de défenseurs de l'environnement débouchent sur la même conclusion. « Nous ne sommes pas partisans du nucléaire, mais nous voyons les dégâts du lignite », observe Yvan Dejmal, rédacteur en chef du Bulletin écologique — une publication régulière clandestine, qui a valu à son auteur deux séjours de deux ans en prison. Dans trente ans, nous aurons de toute façon épuisé nos ressources en lignite. Nous ne pouvons donc pas d'ambler rejeter le nucléaire comme énergie alternative.

Emil Hladec et Jaroslav Stoklasa, les deux éminents universitaires qui ont les premiers tiré publiquement la sonnette d'alarme dans leurs ouvrages (la Nature en danger, en 1983, et Catastrophe écologique en 1987), constatent aussi que l'atome représente de fait la seule énergie nationale de remplacement. Ils plaident donc pour l'ouverture rapide de la centrale nucléaire en cours d'achèvement à Temelin, en Bohême du Sud. Quant à Hana Rambouskova, botaniste « écologiste » employée aujourd'hui au ministère de l'environnement, elle enfonce le clou : « Le nucléaire, s'il est bien contrôlé, est encore le moins polluant.

Heureusement, nous n'avons pas de réacteurs du type de Tchernobyl. »

La phobie du SO₂ et des fumées est telle que les écologistes acceptent aussi le gigantesque barrage de Gabčíkovo, en cours d'achèvement sur le Danube, alors que leurs amis autrichiens ont fait renoncer à celui de Hainburg, à 50 kilomètres en amont, et que leurs camarades hongrois ont bloqué celui de Nagymaros, à 100 kilomètres en aval. Ils estiment que 700 mégawatts par an produits sans fumée valent bien l'abandon d'un morceau de Danube aux bétonneurs. Le chantier, énorme, situé à seulement 40 kilomètres de Bratislava, capitale de la Slovaquie, n'a jamais reçu la visite de manifestants. On y entre d'ailleurs comme dans un moulin...

Sauver les épiciers

En RDA, les seuls « écologistes » partisans du nucléaire se trouvent à l'Institut forestier de Tharandt (université technique de Dresde), au pied des montagnes de l'Erzgebirge, où les épiciers ont aussi tendance à déprimer. « Il faut comprendre, explique un professeur de sylviculture, Eitel Liebold. Pour combattre le dépérissement, nous sommes obligés d'élargir par avion du magnésium et de la potasse. En trois ans, nous avons dépensé 180 millions de marks pour traiter 40 000 hectares ! »

Dans le reste de la RDA, les écologistes sont résolument contre le nucléaire, y compris au sein du ministère de l'environnement. Ils ont encore manifesté le dimanche 11 mars contre la centrale de Stendal, en cours de construction — bien avancée — à 100 kilomètres à l'ouest de Berlin. Mais l'absence de fixation des antinucléaires reste la centrale de Greifswald, au bord de la mer Baltique. Cette gigantesque usine, dont la salle des machines mesure 1 kilomètre de long, dispose actuellement

de quatre réacteurs de 440 mégawatts entrés en service entre 1973 et 1979. Un cinquième réacteur, mis en route l'an dernier, tourne à mi-capacité, cependant qu'un sixième réacteur est en construction.

Les experts de l'Agence internationale de Vienne ont visité l'installation à deux reprises, après un début d'incendie en 1976 et tout récemment à la suite d'une série de pannes (570 incidents déclarés en 1988 et 621 en 1989). Lors d'un premier bilan, ils ont estimé qu'il s'agissait là d'« incidents de routine ne mettant pas en danger la sécurité ». Et ils ont délivré un certificat de bonne conduite aux Allemands en jugeant « la gestion du site de Greifswald hautement qualifiée, et les cadres parfaitement conscients des déficiences de l'usine ». Mais des déficiences, entravées par manque d'entretien, sont « plus nombreuses que dans la moyenne des installations » et surtout de plus en plus fréquentes...

A Greifswald même, une ville de 80 000 habitants située à 25 kilomètres de là, on apprécie surtout le bassin d'emploi que représente l'usine (3 500 personnes employées sur le chantier en construction). Et on sait que les radiateurs sont chauffés grâce aux conduites qui, tel un immense serpent de mer, relient la centrale à la ville. « Nous n'évions qu'une dizaine à manifester lorsque Topfer, le ministre ouest-allemand de l'environnement, est venu visiter la centrale », précise Christoph Podrack, un jeune assistant de théologie amateur du groupe dissident Neues Forum.

A Berlin, en revanche, c'est l'unanimité des écologistes. « Nous sommes pour la fermeture de Greifswald, explique Ingo Ludwig, porte-parole de Grüne Liga (la ligue verte). Ce ne peut pas se faire en un jour, mais on peut déjà arrêter deux réacteurs l'an prochain. Et tant pis pour l'eau chaude... »

R. C.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M^{me} Geneviève Beau-Méry, M. André Fontaine, gérant.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composé 36-15 - Tapes LEMOND
ou 36-15 - Tapes LM

Le Monde

PUBLICITE
11, rue de Valenciennes, 75001 PARIS
Tél : (1) 45-55-51-71
Tél : MONDIPUB 296 1367

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 7, RUE DES ITALIENS, 75487 PARIS CEDEX 09
Tél : (1) 42-47-97-27
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY, 94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél : (1) 49-60-30-00
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-81

ABONNEMENTS

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS tarif normal
3 mois	365 F	399 F	504 F	788 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMOND code d'accès ABO

SERVICE À DOMICILE : Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

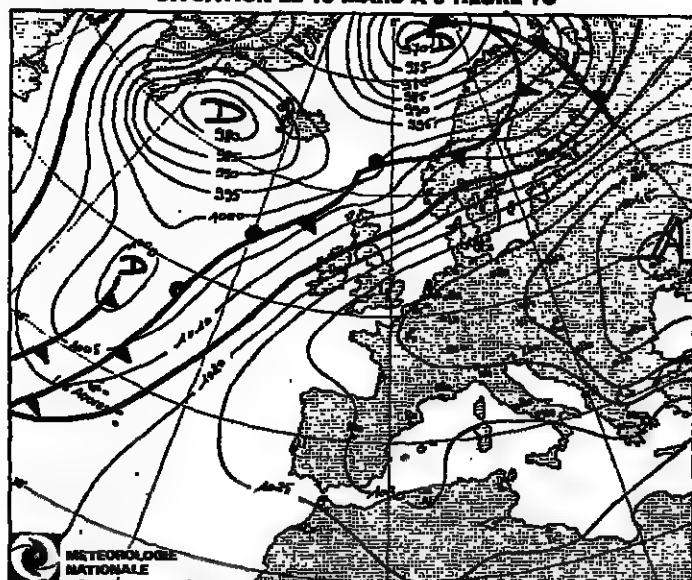
BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

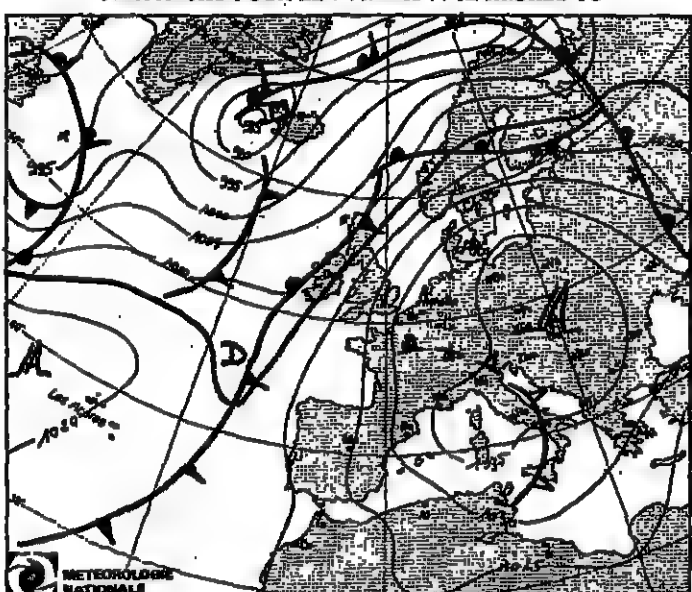
AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 16 MARS À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 16 MARS À 12 HEURES TU



Evolution probable du temps en France entre le vendredi 16 mars à 0 heures et le dimanche 18 mars à 24 heures.

Les conditions anticycloniques se maintiendront sur la France au cours des prochains jours, assurant à la quasi-totalité du pays un temps sec, chaud et ensoleillé.

Samedi : soleil quasi général. Hausse des températures.

La France bénéficiera dès le lever du jour d'un temps particulièrement ensoleillé, les quelques brumes matinales ayant été dissipées. Il fera cependant bien frais avec encore de petites gelées.

La Corse, la Côte d'Azur et le pourtour du golfe du Lion seront les moins favorisés avec un ciel partagé entre nuages et éclaircies. Des ondées pourront même se produire en Corse et sur la Côte d'Azur.

Les températures minimales resteront stationnaires par rapport aux jours derniers : elles seront comprises entre 1° et 4° C du Nord et de la Normandie au Massif Central et aux Alpes d'abaissant localement vers 0° ou -1° C. Elles avoisineront 4 à 7° C du Sud-Ouest au Sud-Est et à 12° C sur les régions méditerranéennes.

Dimanche : ciel voilé sur la moitié Est, nuages et orages sur la Sud-Est, soleil à l'Ouest.

Les régions s'étendant du Pas-de-Calais et de la Normandie à la Bretagne, aux Pays de Loire et à l'Agglo de Bordeaux auront toute la journée un ciel dégagé, garant de chaleur et de soleil.

La rive du pays connaîtra une matinée une aggrégation nuageuse : la ciel se verra de plus en plus à l'arrivée de nuages d'altitude assez dense. On ne verra plus le soleil que par transparence.

Les températures minimales auront stationnaires ou en légère hausse par rapport à la veille.

PHILATÉLIE

Jean Guéhenno

La Poste mettra en vente générale, le lundi 26 mars, un timbre à 3,20 F Jean Guéhenno.

Jean Guéhenno est né le 25 mars 1890 dans une famille modeste. Il passe par Normale Sup et entame une brillante carrière universitaire. L'auteur de *l'Évangile éternel*, du *Journal d'un homme de quarante ans*, le *Journal d'une révolution*, le *Journal des années noires*, 1940-1944 entre à l'Académie française en 1962. Il fut chroniqueur au *Monde* en 1977-1978. Jean Guéhenno est décédé à Fougères le 22 septembre 1978.



Le timbre au format vertical 22 x 36 mm, est mis en page par Pierre Forget d'après un dessin de Dabit, gravé par Pierre Forget et imprimé en taille-douce en feuilles de cinquante.

► Vente anticipée à Fougères (Ille-et-Vilaine), les samedi 24 et dimanche 25 mars, de 9 heures à 18 heures, au bureau de poste temporaire « premier jour » ouvert au Musée des urbanités, le 24 mars, de 9 heures à 12 heures, au bureau

de poste de Fougères (boîte aux lettres spéciale).

► Souvenir philatélique : 15 F plus port auprès de R. Bohuon, 5, allée des Mimosa, 35133 Beaumont.

Rubrique réalisée par la rédaction du *Monde* des philatélistes, 24, rue Chancas, 75009 Paris. Tél. : (1) 47-47-99-88.

LE WEEK-END D'UN CHINEUR

Drouot Montaigne, samedi 17 et dimanche 18 mars, 10 h 30 et 14 h 30 livres anciens.

ÎLE-DE-FRANCE
Samedi 17 mars

Sena, 14 h 30 : grands vins, alcools.

Verrières, 20 h 30 : livres, estampes.

Dimanche 18 mars

Chartres, 14 h : objets d'art.

Chartres, 14 h 30 : mobilier.

La Verrière-Saint-Hilaire : 14 h 30 : autographes.

Provins, 14 h : mobilier, tableaux.

Versailles : Cheval-Légers, 14 h 30 : tableaux modernes.

Versailles : Rambeau, 21 h : tableaux.

PLUS LOIN
Samedi 17 mars

Auxerre, 14 h 30 : livres, lithographies.

Azay, 14 h : mobilier, livres.

Biarritz, 10 heures et 14 h 30 livres.

Bordeaux, 14 h : monnaie.

La Rochelle, 14 h : tableaux modernes.

Le Havre, 20 h 30 : cartes postales.

Lyon, (rue du Professeur-Baufigue) : 14 h : télécartes.

Nîmes, 9 h et 14 h : objets d'art, mobilier.

Orléans, 14 h : mobilier, poupées.

Rodéz, 14 h : gravures, objets d'art.

Vienne, 14 h : cartes postales ; Villefranche-sur-Saône, 16 h : grands vins.

Dimanche 18 mars

Albi, 14 h : tableaux anciens et modernes.

Aulun, 14 h 30 : mobilier, objets d'art.

Calais, 14 h 30 : mobilier, argenterie.

Dijon, 14 h : Exémine-Orient, mobilier.

Douai, 14 h : arts d'Asie.

Doulens, 14 h 30 : tableaux.

Leigle, 14 h : mobilier, objets d'art.

Louviers, 14 h 15 : mobilier, tableaux.

Marseille : Castellano, 14 h 30 : Extrême-Orient.

Meaux, 14 h : Argenterie, tapisserie.

Nancy, 14 h : mobilier, objets d'art.

Nollet, 14 h : mobilier, objets d'art.

Pont-Audemer, 14 h 30 : militaire livres.

Reims, 14 h : mobilier, instruments de musique.

Rochefort, 14 h 30 : mobilier, tableaux.

Rouen, 14 h 30 : jeux, jouets.

Saint-Etienne, 14 h 30 : archéologie, mobilier.

Solons, 14 h 30 : tableaux, sculptures modernes.

Tours, 14 h 15 : mobilier, objets d'art.

FOIRES ET SALONS
Perpignan, Vestoux, Leuville, Bourbon-Lancy.

CARNET DU MONDE

Mariages

— Claude BARUC et Bernard LOUVERIER

ont la joie d'annoncer leur mariage, qui a été célébré à Paris-14^e, au mois de février 1990.

Décès

— M. François Busnel, Nicolas et Julien, M. et M^{me} Vitaly Nicolaïeff, M. et M^{me} Bernard Nicolaïeff, M. Pierre Nicolaïeff, Et leurs familles.

ont la douleur de faire part du décès de

Catherine BUSNEL-NICOLAÏEFF,

survécant le 13 mars 1990, à l'âge de trente-cinq ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le samedi 17 mars, à 10 heures, en l'église Notre-Dame (chapelle du Saint-Sacrement), à Versailles.

131, rue de la Santé, 75013 Paris.

4, rue Le Veneur, 78000 Versailles.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 42-47-99-05.

Les avis peuvent être insérés LE JOUR MÊME

dès nous parviennent avant 9 h du siège du journal.

Tel. MONPAR 650 572 F.

Téléfax : 46-23-05-81.

Tarif de la ligne H.T.

Toutes rubriques : 87 F

Abonnés et actionnaires : 77 F

Communications diverses : 90 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur le bon de deux lignes.

Les lignes bleues sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

En filigrane

• Andorre et Monaco. — Nouvelles émissions dans les deux principautés. En Andorre, version française, le 26 février, *Pont de la Margineda* à 2,30 F. A Monaco, le 15 mars, Antony Noghès, fondateur du Grand Prix de Monaco et Rallye Monte-Carlo (3 F), Sport vélocipédique de Monaco et Automobile-Club de Monaco (4 F), *Croix-Rouge, Sainte-Dévote* (4 F et 5 F), *Flora* (2 F, 3 F, 4 F et 5 F).



jusqu'au 23 mars). Très belle vente avec classique de France, timbres-monnaie (prix de départ de 125 F à 5 000 F), colonies générales, marques postales départementales, bel ensemble d'Alsace-Lorraine, cartes postales pré-courriers... Importante rubrique de poste sérieuse : courrier transporté par Zepplins, par exemple, ou plus accidentée.

Soluphi (Paris, tél. : (1) 42-47-13-41) vous laisse jusqu'au 30 mars pour sa vente de près de deux mille lots de France, colonies françaises, Luxembourg et monde entier. Quelques prix de départ : 20 c noir *Cérès* sur lettre, cachet à date Montagu-Vendée 2 janvier 1849 : 9 000 F ; 25 c bleu très foncé *Cérès* paire tête-bêche : 30 000 F ; 2 c chocolat clair *Cérès*, émission de Bordeaux, bloc report de quinze timbres neufs : 85 000 F, une feuille du *Triquetra* de cinquante unités premier timbre de Nouvelle-Calédonie, rare : 28 500 F.

• Beethoven et deux cents timbres. — Le Philatelic Music Circle vient d'éditer un catalogue d'une douzaine de pages, qui répertorie près de deux cents timbres émis en l'honneur de Beethoven, des origines de la philatélie à nos jours (1,50 livre sterling, commandes à adresser à Shirley K. Rouse, 82, Beechwood Park Road, Solihull, West Midlands B91 1 EU, Angleterre).

• Catalogue Yvert et Teller 1990 des *Timbres d'Europe de l'Ouest*. — La nouvelle édition du catalogue Yvert et Teller des *Timbres d'Europe de l'Ouest* est parue. Avec une remise à jour importante, puisqu'il reprend toutes les nouveautés sorties depuis deux ans (150 F + port 20 F, auprès de l'éditeur, Yvert et Teller, 37, rue des Jacobins, 80036 Amiens Cedex).

• Ventes. — Bertrand Sinais (Paris, tél. : (1) 48-78-29-80) disperse plus de cinq mille lots dans sa quinzième vente sur offres (ordres reçus

• Expositions. — Le Musée d'histoire des PTT d'Alsace, à Riquewihr, organise à partir du 25 mars, jusqu'au 11 novembre, une exposition consacrée à l'histoire de la communication en Europe à travers les cent plus beaux objets provenant des musées postaux de la CEE, où chaque pays des Douze sera évoqué par le parfum qui le caractérise. Une carte-souvenir parfumée à la rose est disponible (17 F port inclus, auprès des Amis de l'histoire des PTT d'Alsace, BP 153 R4, 67004 Strasbourg Cedex. Tél. : 89-47-93-80).

L'hôtel de ville de Nancy accueille une exposition pour le cent cinquantième anniversaire de la naissance d'Emile Barin, avec un bureau de poste temporaire le vendredi 23 mars, dans le hall d'entrée, côté place Stanislas (renseignements, souvenirs philatéliques : B. Olivier, 27 d, rue Cardinal-Mathieu, 64000 Nancy).

Communications diverses

— La Fondation Nicole-Chouraqui organise au festival cinématographique, « Images de la femme juive », du 17 au 21 mars 1990, au Centre Rachl, 30, boulevard de Port-Royal, 75005 Paris. Projections suivies de débats.

Renseignements : 43-31-98-20, 42-04-15-44.

Nomination

— Le président de la République, François Mitterrand, a remis, le jeudi 15 mars, au palais de l'Élysée, les insignes d'officier de la Légion d'honneur à

Jean DANET,

directeur du Centre dramatique national les Théâtres de France.

Jean Danet a créé les Théâtres de France, qui sont devenus en 1980 Centre dramatique national, dont l'originalité est de présenter sous des chapiteaux des créations théâtrales dans des villes dépourvues de hauts lieux culturels.

Fondateur et président pendant cinq ans du Syndicat national des directeurs d'entreprises artistiques et culturelles (SYNDACAL), il est président de l'Agence pour la création et l'innovation dans la décentralisation dramatique (ACID), membre de la commission culturelle du VI^e Plan, secrétaire des Lecteurs du journal *le Monde* et président de l'Association professionnelle du spectacle regroupant les professionnels du cinéma, de la télévision et du théâtre.

Anniversaires

— Le 16 mars 1986, notre fille bien-aimée,

Florence GUIGUL,

décédait de nous quitter pour partir vers d'autres horizons. Ne l'oubliez pas.

Une pensée est également demandée pour sa grand-mère,

M^{me} Fernande GUIGUL,

décédée le 6 mars 1988.

— Il y a trois ans

Maximilien SCHEININGER

nous quitte.

Ses amis se souviennent.

Lotus TAFITAF

Le numéro 785517 gagne 4 000 000,00 F

Les numéros gagnants sont : 088511 488511 40 000,00 F

088511 488511 40 000,00 F

088511 488511 40 000,00 F

088511 488511 40 000,00 F

088511 488511 40 000,00 F

088511 488511 40 000,00 F

088511 488511 40 000,00 F

088511 488511 40 000,00 F

088511 488511 40 000,00 F

088511 488511 40 000,00 F

088511 488511 40 000,00 F

088511 488511 40 000,00 F

088511 488511 40 000,00 F

088511 488511 40 000,00 F

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi. Les symboles : > Signifié dans « le Monde radio-télévision » □ Film à l'écran ■ Ou peut voir ■ Ne pas manquer ■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 16 mars

TF 1

- 20.40 Variétés :
Avis de recherche.
Invité : Gilbert Bécaud.
- 22.45 Magazine : 52 sur la Une.
De Jean Berthoin.
Maye, de Dominique Agniet et Jean-Marc Pélissier.
Véritable situation d'apartheid pour les Mayas au Guatemala.
- 23.45 Documentaire :
La saga de la chanson française.
De Christian Mesnil.
3. Yves Montand.
- 0.40 Journal, Météo et Bourse.

A 2

- 20.40 Série : SOS-Disparus.
21.35 Apostrophes.
Magazine littéraire de Bernard Pivot.
Thème : La sexe homicide.
Invité : William Galt (Corrad D'Amico), Hervé Guibert (A l'ami qui ne m'a pas sauvé la vie), Dominique Lapierre (Plus grande que l'amour), Jean-Didier Vincent (Cassandre, la contagion du plaisir).
- 22.55 Journal et Météo.
23.15 Eurochallenge 90.
23.25 Cinéma : Un ami vient ce soir. ■
Film français de Raymond Bernard (1946). Avec Madeleine Solagne, Michel Simon, Paul Bernard.

FR 3

- 20.35 Magazine : Thalassa.
Piloté à bord de Lise Blanchet et Patrick Milleriaux.
- 21.35 Feuilleton :
Pierre le Grand.

Avec Jan Nides, Vinessa Redgrave (2 épisodes).

- 22.30 Journal et Météo.
22.55 Magazine :
Faut pas rêver.
- 23.55 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

- 20.30 Sport : Football.
Championnat de France : La Havre-Rennes, en direct du Havre.
- 22.35 Flash d'informations.
22.40 Magazine : Exploits.
23.00 Cinéma : Saigon.
L'enfer pour deux flics. □
Film américain de Christopher Crowe (1987). Avec William Defoe, Gregory Hines, Fred Ward.
- 0.40 Cinéma : Soleil de nuit. ■
Film américain de Taylor Hackford (1985). Avec Mikhail Baryshnikov, Gregory Hines (v.o.).

LA 5

- 20.40 Série :
Sur les lieux du crime.
Péché d'amour, de Heinz Schick, avec Manfred Böhm et Witte Pohl.
- 22.10 Téléfilm :
Les secrets d'une call-girl.
De Robert Markowitz, avec Lori Anderson, Paul Sorvino.
- 0.00 Journal de minuit.

M 6

- 20.35 Téléfilm :
Les marais de l'enfer.
De Joe Catalano, avec Bill Hickey, Chuck Long.

22.55 Feuilleton : Jo Gaillard.

LA SEPT

- 20.00 Documentaire :
Le reflet de la vie.
D'Eiane de Istour.
- 21.00 Concert : Claudio Abbado dirige l'Orchestre de chambre d'Europe.
- 22.30 Court métrage :
La femme qui se poudra.
De Patrick Bokanowski.
- 23.00 Concert : Messe en ut mineur, de Mozart, par le Concerto Musicus de Vienne, dir. Nikolaus Harnoncourt.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Radio-archives, Andersen.
21.30 Musique : Black and blue.
Buddy, premier musicien de jazz (1877-1931).
- 22.40 Nuits magnétiques.
Tendres barbares.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.
Concerto pour échantillons.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 25 mai 1988 à Paris) : Symphonies d'instruments à vent de Stravinski ; Sérénade n° 10 pour trois instruments à vent en si bémol majeur K 370 a (K 381) Gran Partita, de Mozart ; La nuit transfigurée op. 4, de Schönberg, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. Marek Janowski.
- 22.20 Musique légère.
Claves de David, Liza, Herfurth, Wierwille.
- 23.07 Le livre des mélanges.
0.30 Poissons d'or.

Samedi 17 mars

TF 1

- 13.50 La Une est à vous.
13.55 Feuilleton :
Saut les homards !
- 14.30 La Une est à vous (suite).
15.45 Tiercé à Saint-Cloud.
15.55 La Une est à vous (suite).
16.55 Divertissement :
Mondo Dingo.
- 17.25 Tremble millions d'amis.
Europe : carte postale de Heidelberg ; Un héritier sans cor ; Le berceur bien-aimé de Donna Mills.
- 18.00 Série :
Les professionnels.
18.55 Série : Marc et Sophie.
19.25 Jeu : La roue de la fortune.
- 20.00 Journal, Météo.
Tapis vert et Loto.
- 20.45 Variétés :
Sébastien, c'est fou !
- 22.25 Magazine : Ushazua.
De Nicolas Huk. Sommaire : Montgolfière au-dessus d'Arc-et-Senans ; Trois pèches pour un défi : Cézanne ; Impossible (1^{er} péri) ; L'île aux innards blancs ; Free style à Moorea.
- 23.25 Magazine : Formule sport.
0.20 Journal et Météo.

A 2

- 14.15 Série : Un duo explosif.
14.45 Magazine : Sports passion.
Ski alpin : Coupe du monde en Suède (descente hommes) ; Rugby : Tournoi des cinq nations (Écosse-Angleterre) ; Cyclisme : Milan-San-Remo ; Voile : Vendée Globe Challenge.
- 17.30 Magazine :
Aventures-voyages.
Le raid aérien Paris-Langkavé-Paris.
- 17.55 INC.
18.00 Inauguration de l'Opéra-Bastille.
18.10 Club sandwich.
19.30 Jeu :
Dessinez, c'est gagné !
- 20.00 Journal et Météo.
20.40 Variétés :
Champ-Élysées.
Avec Julien Clerc.
- 22.30 Magazine :
Musiques au cœur.
23.25 Journal et Météo.
23.45 Magazine :
Lettres noires pour nuits blanches.

FR 3

- 13.00 Télévision régionale.
14.00 Magazine : Rencontres.
- De 15.00 à 19.00 La Sept —
19.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
- De 20.00 à 0.00 La Sept —
0.00 Série rose :
Le partenaire instable.

CANAL PLUS

- 13.05 Magazine : 24 heures.
D'Hervé Chabrier et Eric G. Bert. Alger : 8 mars, journée internationale de la femme.
- 14.00 Téléfilm : Lapidation à Fulham county.
14.45 Série : Bergersac.
16.40 Documentaire :
J'ai douze ans et je fais la guerre.
De Gilles de Maistre.
- 17.30 La bandière de Marc Tesson.
- 18.00 Cabou cadin.
Christos, Fido et Benjamin.
- 18.02 Dessins animés :
Décède pas Bunny.

En clair jusqu'à 20.30

- 19.35 Top 50.
20.30 Téléfilm : Une question de culpabilité.
22.05 Documentaire :
Cendres et poussières, quinze millions de pèlerins en Inde.
De Michael York.
- 22.50 Flash d'informations.
23.00 Cinéma :
L'enfant du diable. ■
Film américain de Peter Medak (1980). Avec George C. Scott, Tish Van Doren.
- 0.45 Cinéma : Le solitaire. ■
Film américain de Michael Mann (1980). Avec James Caan.

LA 5

- 14.30 Série :
L'inspecteur Derrick.
15.40 Série : Bergersac.
16.45 Série : Simon et Simon.
17.40 Série : Rintintin Junior.
18.00 Série : Ripides.
18.50 Journal images.
19.00 Tout le monde il est gentil.
19.40 Dessin animé : Manu.
19.45 Journal.
20.30 Drôles d'histoires.
20.40 Téléfilm :
Meurtres sous le soleil.
22.30 Téléfilm :
La femme chassée.
0.00 Journal de minuit.

M 6

- 13.20 Série : Cosby show (rediff.).
13.50 Série :
Commando du désert.
14.20 Série : Laramie.
15.10 Série : Les envahisseurs.
16.05 Musique :
Boulevard des clips (et à 1.05).
16.15 Série : Brigade de nuit.
17.05 Série : Vegas.
18.00 Informations :
M 6 express.

- 18.05 Variétés : Multitop.
19.25 Magazine : Turbo.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Cosby show.
20.35 Téléfilm :
Grand écart.
22.05 Téléfilm :
Les complices.
23.40 Magazine : Culture pub.
0.10 Six minutes d'informations.

LA SEPT

- 14.30 Méthode Victor : Anglaise.
15.00 Magazine : Imagine.
18.35 Documentaire :
Julio Cesar Chavez, une idole de la boxe. De François Reichenthal et Claude Duon de Soes.
- 16.35 Série : Contacts.
(Effort Erwin et Leonard Freed).
- 17.05 Documentaire : Dernière rencontre avec Bruno Bettelheim. De Daniel Karlin.
- 18.00 Magazine : Mégamix.
19.00 Documentaire :
Hélio Actor's studio
50 D'après Tragot.
- 20.00 Documentaire :
Histoire parallèle.
De Philippe Grandjean.
- 20.50 Feuilleton : Les Bertini (2). D'Egon Monk.
- 22.20 Soir 3.
22.35 Documentaire :
La Pologne comme jamais vue à l'Ouest (2). De Marcel Lohr.
- 23.30 Documentaire :
Le cinéma en Iran.
De Jean-Luc Léon.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Photo-portrait.
Hervé Nio, artiste vidéo.
Dramatique.
Mythologie de Thierry Jonquet.
- 22.35 Musique : Opus. Concert :
Musique pour quatre musiciens et trois voix, de Machali, sol. : Jean-François Canapa, trompette et bugle, Michel Godard, tibia et serpent, Jacques Labrière, piano et synthétiseur, Jean-Louis Mecheil, batterie et percussions, Régis Herbet, Gilles Budin, Charlotte Herben.
- 0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

- De 18.00 à 0.30 Opéra : Benvenuto Cellini, de Berlioz, par les Chœurs de Covent-Garden et l'Orchestre de la BBC, dir. Sir Colin Davis ; Nicolas Geddes, Christiane Ede-Pierre, Jane Berbie, Jules Bastin, Robert Messard, Roger Sayer.
- 0.30 La tournée des auditeurs du clair de lune.
Gerard Oppitz, pianiste.

Dimanche 18 mars

TF 1

- 8.10 Série : Mézaventures.
8.35 Série : Intrigues.
8.58 Météo (et à 7.53, 11.20).
7.00 Série : Mézaventures.
7.25 Feuilleton :
La bonheur d'un face.
7.55 Jardinez avec Nicolas.
8.10 Le Disney club.
Les Gammis ; La bande à Pissou ; Tu et Tac ; Reportages : Séquences bricolage ; Séquences primaires : Série : Le chevalier Lumière ; Variétés.
10.05 Hlt NFL-TF1.
10.50 Magazine :
Les animaux du monde.
11.25 Magazine : Auto-moto.
11.50 Jeu : Toutnez... manège.
12.25 Jeu : Le juste prix.
12.55 Météo et Journal.
13.20 Série :
Un flic dans la Mafia.
14.15 Série :
Nick Hunter.
Invité : Sabine Azéma.
15.10 Variétés :
Y a-t-il encore un coco dans le show ?
15.40 Feuilleton : Côte Ouest.
16.30 Tiercé à Autouil.
16.40 Dessins animés :
Disney parade.
18.00 Magazine : Têléméte.
19.00 Magazine : 7 sur 7.
19.50 Loto sportif.
20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
20.45 Cinéma :
L'hôtel de la plage. □
Film français de Michel Lang (1977). Avec Daniel Ceccaldi, Hélène Béraud.
- 22.40 Flash d'informations.
Spécial dessins en RDA.
- 22.45 Cinéma :
Trocadero bleu citron. □
Film français de Michael Schock (1978). Avec Anny Duperey, Defoe, Gregory Hines, Fred Ward.
- 0.20 Journal et Météo.

A 2

- 8.00 Magazine :
Océan et Déphné.
Halo Kitty ; James le chat ; Bibbo ; Bouli.
8.40 Knock-Knock (rediff.).
8.47 Jardinages.
9.00 Connaitre l'islam.
9.15 Émissions hétéroclites.
10.00 Présence africaine.
10.30 La jour du Seigneur.
11.00 Messe, en la paroisse Saint-Sauveur de Lille.
- 12.05 Dimanche Martin.
Comme sur un plateau, présenté par David et Jacques Martin.
- 13.00 Journal et Météo.
13.20 Dimanche Martin (suite).
Le monde est à vous, avec Carole.
- 14.55 Série : Mac Gyver.
15.50 L'école des fans.
Spécial papas et mamies.
- 16.35 Série : Rallye.
17.35 Documentaire :
L'équipe Cousteau à la redécouverte du monde.
Nouvelle-Zélande : la pêche et la rédemption.
- 18.20 Magazine : Stade 2.
Ski alpin : bilan de la Coupe du monde ; Ski artistique : Coupe du monde à la Coupe ; Basket : championnat de France (Limoges-Antibes) ; Rugby : Tournoi des cinq nations (Angleterre-Australie) ; Cyclisme : Milan - San-Remo ; Football : championnat de France ; Voile : Vendée Globe Challenge.
- 19.30 Série : Mégamix.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Série :
Les cinq dernières minutes.
Sauté qui peut, de Bernard Choquet, avec Jacques Debary, Marc Eyraud.
Autour d'un parachute brégué.
- 22.15 Magazine :
L'œil en coulisses.
De Fabienne Pascaud, Marine Chevalier, Georges Fournier.
- 23.15 Journal et Météo.
23.45 L'équipe Cousteau à la redécouverte du monde (rediff.).

FR 3

- 8.00 Sandymite.
10.30 Magazine : Mascarnes.
12.00 Flash d'informations.
12.05 Télévision régionale.
12.45 Journal.
13.00 Magazine :
D'un soleil à l'autre.

Magazine du monde rural de Jean-Claude Widmann.

- 13.30 Magazine : Musicales.
D'Alain Dault. Place à la musique russe.
4. Szavinsky.
- 14.30 Expression directe.
PO ; RPR.
- 14.50 Magazine :
Sports 3 dimanche.
17.30 Magazine : Montagne.
Correspondances écosseuses, de Claude Andrieux.
- 18.00 Amuse 3.
19.00 Le 19-20 de l'information.
De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
- 20.00 Série : Benny Hill.
20.35 Variétés : Chapiteau 3.
Enlèvement présumé par Sylvain Augier, à Lyon. Avec Jean-Louis Murat, Les porte-manteaux, Kent, Blues trottoir, Jean-Michel Jarry, Alain Bashung, Mans Lavigne, Julie Férié.
- 22.10 Journal et Météo.
22.35 Magazine : Le divan.
D'Henry Chapier.
Invité : Sabine Azéma.
- 23.00 Cinéma :
Marie Chapdelaine. ■
Film français de Julien Duvivier (1934). Avec Madeleine Renaud, Jean Gabin, Jean-Pierre Aumont.
- 0.15 Musique de notes.

CANAL PLUS

- 7.00 Dessins animés.
8.25 Cabou cadin.
9.00 Cinéma :
Une poignée de plomb. ■
Film américain d'Allen Smith (1969). Avec Richard Widmark, Lane Home, John Saxon.
- 10.45 Cinéma : Saigon.
L'enfer pour deux flics. □
Film américain de Christopher Crowe (1987). Avec William Defoe, Gregory Hines, Fred Ward.

En clair jusqu'à 14.00

- 12.30 Magazine : Rapido.
13.00 Flash d'informations.
13.05 Magazine :
Mon zénith à moi.
14.00 C'est arrivé demain, votre futur simple.
Émission spéciale présentée par Jérôme Bonaldi et Inès de La Fressange sur les nouvelles technologies.
- 15.40 Sport : Sumo.
16.15 Magazine : Exploits.
16.35 Magazine : 24 heures.
Rediffusion de l'émission du samedi 17 mars.
- 17.30 Documentaire :
Terre fragile.
18.00 Cinéma :
Un couple à la mer
(La belle nautragée). ■
Film américain de Gary Marshall (1987). Avec Goldie Hawn, Kurt Russell, Edward Herrmann.

En clair jusqu'à 20.30

- 19.45 Flash d'informations.
19.55 Dessins animés :
Ça cartoon.
20.30 Cinéma :
September. ■
Film américain de Woody Allen (1987). Avec Denholm Elliott, Dianne Wiest, Mia Farrow.
- 21.50 Flash d'informations.
21.55 Documentaire :
Drawing the line.
22.25 Cinéma :
Thérèse Raquin. ■
Film français de Marcel Carné (1933). Avec Simone Signoret, Renée Valleron, Jacques Duby.

LA 5

- 6.30 Le journal permanent.
8.00 Dessins animés.
10.40 Série : L'homme qui valait trois milliards.
11.35 Série : Supermille.
12.30 Documentaire :
Beauté sauvage.
13.00 Journal.
13.35 Téléfilm :
Des filles de rêve.
De Rick Wallace, avec Robby Benson, Martha Longley, Téléfilm : Air Hawk.
De David Baker, avec Eric Oldfield, Loulou Hoult.
- 16.20 Magazine :
17.00 Magazine :
Télé-match dimanche.
18.00 Série : Ripides.
18.50 Journal images.
19.00 Tout le monde il est gentil.

- 19.40 Dessin animé : Manu.
19.45 Journal.
20.30 Drôles d'histoires.
20.40 Cinéma :
Little big men. ■
Film américain d'Arthur Penn (1970). Avec D. Hoffmann, F. Deneuve, M. Balsam, D. George.
- 23.05 Magazine : Ciné Cinq.
23.15 Cinéma : Les désirs de Melody in love. □
Film allemand d'Hubert Frank (1978). Avec Melody O'Bryan, Claudia Bied.
- 0.00 Journal de minuit.

M 6

- 8.00 Musique : Boulevard des clips (et à 16.05, 0.35).
7.50 Variétés : Multitop.
9.00 Jeu : Pour un clip avec toi.
10.30 Variétés : Fréquentator.
11.00 Série : L'île fantastique.
11.55 Infocommunication.
12.00 Informations :
M 6 express.
12.05 Magazine :
Sport 6 première.
12.10 Série : Mon ami Ben.
12.35 Série : La petite maison dans la prairie.
13.20 Série : Cosby show (rediff.).
13.50 Série :
Commando du désert.
14.20 Série : Laramie.
15.10 Série : Les envahisseurs.
16.15 Série : Brigade de nuit.
17.05 Série : Vegas.
18.00 Informations :
M 6 express.
18.05 Série : Devlin connection.
19.00 Magazine : Culture pub.
19.30 Série : Murphy Brown.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Cosby show.
20.35 Cinéma :
La vallée des pharaons. ■
Film italien de Fernando Cerchio (1960). Avec Debra Paget, Enzo Mann, Camilla Pant.
- 22.20 Magazine : Sports.
22.25 Capital.
22.30 Téléfilm : Sortilèges.
De Bert L. Gordon, avec Susan Swift, David Goodie.
- 0.00 Six minutes d'informations.

LA SEPT

- 14.50 Téléfilm : L'homme idéal pour une mission délicate.
Magazine : Dymaro.
16.55 Documentaire :
Jean-Jacques.
De Jean Guany.
- 18.00 Concert : Claudio Abbado dirige l'Orchestre de chambre d'Europe.
19.25 Court métrage :
Le déjeuner du matin.
De Patrick Bokanowski.
Court métrage :
La femme qui se poudra.
De Patrick Bokanowski.
- 19.55 Concert : Messe en ut mineur, de Mozart, par le Concerto Musicus de Vienne, dir. Nikolaus Harnoncourt.
- 21.00 > Cinéma :
Au-delà du feu. ■
Film iranien de Kiarash Amir (1989).
- 22.40 Court métrage :
P comme pélican.
De Parviz Kimiavi.
- 23.05 Concert :
Pierrot joue Beethoven.

FRANCE-CULTURE

- 20.30 Atelier de création radio-phonique. Le bâton et le cor de Serge Pey, points.
Musique : Le concert. Musique classique arabe du Proche-Orient.
0.05 Clair de lune.

FRANCE-MUSIQUE

- 20.30 Concert (donné le 24 mai 1989 au Printemps de Prague) :
Initiales, mouvement symphonique, de Pauer ; Concerto pour violoncelle et orchestre n° 2 en si mineur op. 104, de Dvorak ; Symphonie n° 7 en la majeur op. 82, de Beethoven, par la Philharmonie tchèque, dir. Václav Neumann, sol. Yo Yo Ma (violoncelle).
23.05 Climats. Musiques traditionnelles, Fromental en Kors.
0.30 Archives dans la nuit.
Pierre Montaut dirige l'Orchestre symphonique de San-Francisco.

Audience TV du 15 mars BAROMETRE Le Monde / SOFRES-NIELSEN

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	50,1	Roue Fortune 17,1	Pub 6,9	Actual. région. 16,7	Nude part 2,5	Reporters 3,2	Huk 2,9
19 h 45	67,1	Roue Fortune 28,4	11,1	19-20 Infos 8,8	Nude part 4,4	Journal 2,6	Coup de cœur 3,4
20 h 16	70,8	Journal 28,5	15,5	La classe 12,2	Nude part 4,3	Journal 5,2	Cosby show 5,4
20 h 55	71,3	Navarro 30,1	12,2	Tour infamie 12,7	Poignée dol. 2,7	C'est facile... 9,4	The Rose 6,3
21 h 08	80,0	Navarro 30,8	4,4	Tour infamie 13,3	Surprise 1,7	C'est facile... 8,8	The Rose 4,4
22 h 44	35,7	Ex Libris 5,5	7,3	Tour infamie 14,2	Lie maris... 0,4	Deux flics... 4,0	The Rose 4,8

سكرا من الامم

22 Chutes des revenus de l'essence britannique La coopération industrielle en Europe	30 Les difficultés de la mégisserie française Un nouvel apéritif, le fic de Gascogne	32 Marchés financiers 33 Bourse de Paris
---	---	---

BILLET

Le dilemme francilien

L'Ile-de-France est la terre de tous les paradoxes, c'est bien connu. La plus riche de France, elle ne parvient pas à maintenir l'équilibre entre zones d'activités et logements, entre l'est et l'ouest, entre les plus riches et les plus pauvres ; la plus urbanisée, elle ne s'est dotée d'aucun organisme urbain, d'aucun organe intercommunal capable de coordonner efficacement les actions entreprises.

D'une commune à l'autre, les inégalités fiscales enrichissent les communes riches, qui construisent des bureaux, appauvrissent les communes pauvres, qui construisent des logements. Les disparités sociales s'aggravent, les populations modestes sont depuis des décennies chassées du centre vers la périphérie la plus lointaine. Le constat est classique et bien mis en évidence par le Livre blanc préparé par le Comité économique et social de la Région à la demande du premier ministre, et présenté par M^{me} Anne Cancellieri, qui connaît bien le logement social. On en discute en ce moment dans de multiples réunions, débats et colloques avec les professionnels de tout poil, pour préparer le futur Schéma directeur de la région, le SDAU.

La double ambition des responsables, du haut en bas de l'échelle, de reconquérir la petite couronne pour faire du logement social, qu'il s'adresse aux classes moyennes ou aux plus démunis, et donner toutes ses chances à Paris pour rester une capitale européenne digne de ce nom recèle une contradiction fondamentale. Si Paris est une vraie capitale, le terrain, les logements, les bureaux y seront de plus en plus chers, comme à Londres, Tokyo ou New-York, et le lieu d'une spéculation effrénée. Et cela rendra hors de prix pour la collectivité et pour le contribuable, parisien, francilien ou provincial, la construction de logements sociaux « au prix du marché » pour maintenir les plus pauvres sinon à Paris, du moins en proche périphérie.

À défaut de trancher le dilemme, on ne fera qu'accroître les disparités, les inégalités, les déséquilibres. Peut-on l'éviter ?

J. D.

Un entretien avec M. Klaus Murmann le président du patronat ouest-allemand

« L'Europe à Douze et demi, c'est une chance pour tout le monde »

M. Klaus Murmann, qui dirige la confédération patronale ouest-allemande BDA (Bundesvereinigung der Deutschen Arbeitgeberverbände), est à Paris pour une « concertation bilatérale » avec son homologue du CNPF (Conseil national du patronat français), M. François Perigot. Alors que l'actualité est dominée par le mouvement vers la réunification des États allemands, les deux responsables patronaux veulent faire passer ensemble un message simple mais fort : la Communauté européenne reste la priorité.

Dans un entretien accordé au Monde, M. Murmann s'est efforcé, dans un français chaleureux, de dissiper toutes les inquiétudes que pourraient susciter, en France, les perspectives d'une Allemagne réunifiée.

« Pour décrire ce qui se passe actuellement entre les deux Allemagnes, on a dit en France que la RFA lançait une CPA sur la RDA. Est-ce la bonne image ?

— Non, c'est l'image contraire qui est vraie. Le mouvement n'a pas été lancé par l'Ouest, mais par l'Est. Ce sont les citoyens de Leipzig et de autres villes est-allemandes qui ont voté avec leurs pieds. Pour nous, ça a été une surprise totale.

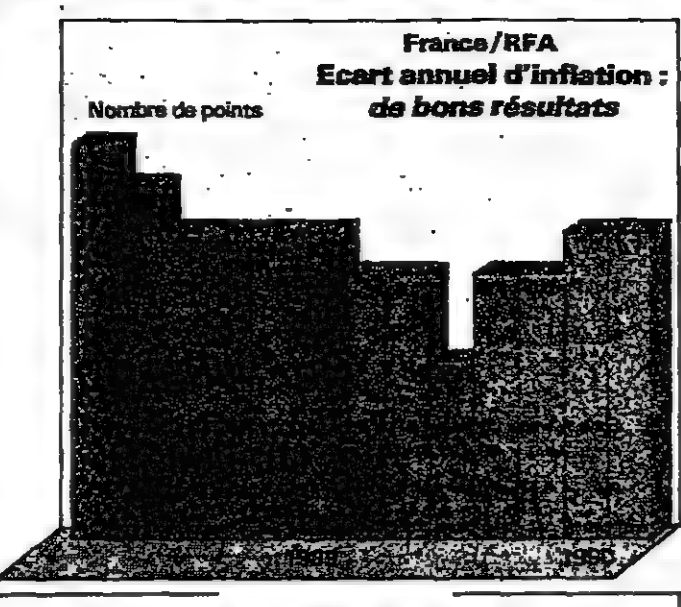
« Savez-vous qu'hier encore deux mille cinq cents habitants d'Allemagne de l'Est sont passés à l'Ouest, et comme ça chaque jour ? Or le trou laissé dans le tissu économique est-allemand par chaque départ est infiniement plus important que l'apport correspondant à l'arrivée d'un ouest-allemand. Il fallait trouver des moyens d'arrêter cet exode.

« Qu'est-ce qui, selon vous, reste utilisable dans l'appareil économique est-allemand et ne craignez-vous pas de voir surgir des difficultés sociales ?

— Utilisable !... Enfin, nous avons fait un grand pas vers la paix en Europe, avec la fin de cette coupure. C'est quand même ça l'essentiel. Maintenant, du point de vue économique, la RDA représente un atout, surtout grâce à ses quinze millions de consommateurs, bien formés et qualifiés à tous les niveaux. Je crois que le changement économique sera le plus rapide dans les services, l'artisanat, le tourisme et les infrastructures.

« Pour le secteur industriel, on avait très mal évalué, à l'Ouest, la situation dans les pays de l'Est, et pas seulement en RDA. Nous découvrons maintenant des usines dans un état très dégradé. Par exemple, dans l'industrie automobile, il faudra tout reconstruire de zéro.

« Quant aux problèmes sociaux,



Selon la Deutsche Bank

La réunification coûterait moins de 30 milliards de marks par an à la RFA

Le coût de la réunification allemande pour le budget de la RFA ne devrait pas dépasser 30 milliards de deutschmarks (114 milliards de francs) par an, une somme très inférieure aux estimations jusqu'ici avancées, selon une étude de la Deutsche Bank publiée jeudi 15 mars.

Ces charges supplémentaires pourront facilement être couvertes par l'emprunt, ajoute la première banque privée ouest-allemande. L'endettement supplémentaire correspondrait à 3 % du produit national brut (PNB) en 1991, soit un point de plus qu'en 1990. Ce ratio resterait cependant inférieur à son niveau de la première moitié des années 80 (plus de 3,5 %).

Pour la banque, le coût global de la reconstruction de l'économie est-allemande — on a parlé de 500 milliards de deutschmarks — est grossièrement surévalué, parce que ne tenant pas compte du fait que l'essentiel des sommes nécessaires proviendront de la RDA elle-même.

mon sentiment est que les attentes et les espoirs accumulés depuis quarante ans pèsent plus lourd qu'une éventuelle instabilité sociale.

« Reconstruire toute l'industrie d'Allemagne de l'Est, cela représente un effort financier considérable ?

— C'est un investissement. Il y a assez d'argent dans les pays de l'Ouest, et pas seulement en RFA. La question serait plutôt de savoir où, dans quel pays, investir : le choix s'est beaucoup élargi !

« Croyez-vous à un « partage des tâches » : la RFA s'occupant de la RDA et les pays occidentaux, des autres pays de l'Est ?

— J'espère bien que non ! Il y a évidemment des liens naturels entre les deux parties de l'Allemagne. Mais je

Le dialogue s'amorce entre l'OCDE et les pays de l'Est

A la réunion de Vienne du 14 au 16 mars

Plutôt discrète au cours des derniers mois à propos des bouleversements économiques et politiques intervenus en Europe de l'Est, l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) entend nouer des contacts avec cette partie du monde.

Vienne

de notre envoyée spéciale

Après avoir annoncé, le 12 mars, la création d'un « centre pour la coopération avec les économies européennes en transition » (largement financé pour l'instant par les États-Unis), l'organisation du château de la Muette réunissait pour la première fois ses experts avec des représentants de la Bulgarie, de la Hongrie, de la Pologne, de la RDA, de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie et de l'Union soviétique du 14 au 16 mars à Vienne.

Principalement axée sur la réflexion en matière de politique, l'OCDE souhaite instaurer un dialogue avec les pays qui s'orientent vers l'économie de marché. Même si les réformes avancent à grands pas, il faudra beaucoup de temps avant que l'OCDE songe à accepter en son sein les pays d'Europe de l'Est. Plusieurs « économies dynamiques d'Asie » (Corée du Sud, Hongkong, Malaisie, Singapour, Taiwan et Thaïlande), ne s'ajoutent vraisemblablement pas aux vingt-quatre membres actuels avant plusieurs années.

Realisme prématuré

Comme le soulignait M. Pierre Vinde, secrétaire général adjoint de l'OCDE, même si l'Europe de l'Est enregistre un taux de croissance annuel de 6 %, le double de la moyenne de l'OCDE, il faudrait entre vingt et vingt-cinq ans pour qu'elle rattrape le niveau de vie de l'Europe occidentale. D'ailleurs, pour l'instant, certains pays men-

bres de l'OCDE ne verraient pas d'un bon œil l'entrée au sein du « club » des voisins de l'Est. Cela parce qu'ils n'entretiennent pas de bonnes relations diplomatiques avec ces pays, entre autres, en raison de conflits ethniques, soit simplement parce qu'ils jugent prématuré un renforcement des liens.

Même si la Pologne fait valoir que l'état actuel des économies des pays de l'Est est similaire à celui de l'Europe occidentale à la fin des années 40, lorsque fut créé l'OEEC (Organisation européenne de coopération économique, l'ancêtre de l'OCDE), l'heure est seulement aux discussions. A Vienne, les pays industrialisés ont conseillé à leurs voisins orientaux de reconstruire un système commercial non planifié comme l'est le COMECON, mais basé sur un système de compensation comme l'était, dans l'après-guerre, l'Union européenne des pays. L'incompréhension est parfois grande entre les représentants des deux régions, voire même au sein de l'Europe de l'Est. Ainsi la Hongrie s'est-elle vu reprocher par un représentant de l'OCDE d'avoir imposé des restrictions au tourisme. Son représentant a vertement répondu qu'il approuvait la ligne de conduite de l'OCDE, « mais qu'un pays qui lutte pour sa survie n'est pas en mesure d'accepter un trou de 1,5 milliard de francs dans sa balance des paiements provoqué par les achats des touristes », comme ceux d'essence subventionnée effectués de manière routinière par les automobilistes autrichiens en Hongrie.

Le ministre des finances tchécoslovaque, M. Václav Klaus, expliquait que, comme les Esquimaux canadiens savent distinguer cinquante sortes de neige, il était capable de différencier cinquante conceptions du marché. Le représentant polonais, M. Zdzisław Sadowski, estimait, pour sa part, que, lorsqu'on a vraiment envie de skier, on se satisfait de n'importe quelle sorte de neige. Une opinion vraisemblablement partagée par la délégation roumaine et d'autres...

FRANÇOISE LAZARE

INSOLITE

Chère Trabant

Destinée à disparaître, la Trabant, ce petit véhicule est-allemand popularisé dans le monde entier lors de la fuite des Allemands de l'Est de l'automne dernier, reste une grande vedette en RDA. A la Foire de Leipzig, le modèle exposé entre un tracteur et quelques ordinateurs, connaît un grand succès. Un fabricant ouest-allemand de laque, Spies Hecker, a réussi un miracle. Peinte à la laque vert bouteille, la Trabant se métamorphose... et ressemble presque à une voiture. Une information publiée dans le Journal de Leipzig de jeudi 15 mars, confirme d'ailleurs que la Trabant est une voiture.

A Vienne (Autriche), un citoyen est-allemand a « touché » avec sa Trabant trois grosses voitures occidentales. Coût des réparations sur ces trois véhicules : 50 000 schillings (25 000 francs). Mais pas une égratignure sur la Trabant.

En grève depuis deux semaines aux Etats-Unis

Les 6 000 conducteurs de Greyhound refusent de reprendre le volant

NEW YORK

de notre correspondant

Les vingt-cinq millions de passagers qui, chaque année, montent à bord, peuvent en témoigner : les bus Greyhound sont généralement à l'heure. Leurs six mille chauffeurs au moins autant. Le 2 mars, à minuit une très exacte minute après l'expiration de leur convention collective - ils se mettaient en grève à l'appui de revendications salariales.

Depuis, le conflit s'est durci entre des syndicalistes et une direction cramponnée à ses résultats financiers, positifs pour la première fois en 1989.

Depuis qu'il a repris Greyhound Lines en 1987 dans le cadre d'une opération de LBO (Leveraged Buy Out), par effet de levier financier, M. Fred G. Curry s'est efforcé de moderniser la flotte, de rendre plus accueillants des terminaux souvent sinistres et d'élargir son réseau.

En trois ans, la société a doublé son parc qui compte aujourd'hui 3 950 bus desservant 9 500 localités sur l'ensemble du territoire et les fameux autocars frappés d'un levrier en pleine course, restent le moyen de transport privilégié des routards - et des fauchés.

Mais les résultats de la politique de redressement entreprise par la nouvelle direction se font attendre. Et les salariés s'impatientent. Greyhound qui était déjà en perte avant son rachat, pour 375 millions de dollars il y a trois ans, a perdu 2,6 millions de dollars en 1987, 17 millions l'année suivante et les 730 000 dollars gagnés en 1989 (sur un chiffre d'affaires de 1,02 milliard en 1989) ont encore valeur de symbole. M. Curry en est bien conscient et il sait l'entreprise encore fragile après un LBO qui lui laisse encore plus de 350 millions de dollars de dettes.

Passagers

Mécontent

Les 11 800 salariés de l'entreprise (dont 6 300 chauffeurs) estiment avoir largement contribué au redressement de l'entreprise. En 1987, lors de la reprise par l'équipe de Fred Curry, ils ont accepté une diminution de salaires de 25 % en échange de garanties d'emploi. A présent que la situation est un peu meilleure, ils réclament des augmentations de leurs rémunérations représentant 206 millions de dollars sur trois ans, la durée de la nouvelle convention collective. Le patron de l'entreprise, lui, affirme

qu'il ne peut pas offrir plus de 63 millions à ses employés. Blocage total, depuis deux semaines, en dépit de l'intervention d'un médiateur fédéral qui, de Washington, a essayé de concilier les deux parties.

Dans cette négociation qui s'annonce longue et empreinte de violence, les salariés comptent sur leur syndicat, l'Amalgamated Council Of Greyhound Local Unions, rattaché au puissant syndicat des transporteurs, pour faire plier la direction. Cette dernière, se retranchant derrière les salaires de ses conducteurs (25 000 à 30 000 dollars par an), prend aussi prétexte des derniers incidents pour durcir sa position. Dès les premiers jours du conflit, à Chicago, à Philadelphie et dans d'autres grandes villes, des autobus conduits par des non-grévistes ont été attaqués et des passagers blessés. Se posant en justicier, la direction offre d'ailleurs 25 000 dollars de prime à quiconque permettra de retrouver les auteurs de ces violences. Les grévistes ont eux aussi payé leur tribut au conflit. Un des leurs a été écrasé par un conducteur non-gréviste alors qu'il faisait partie d'un piquet de grève dans une petite ville de Californie. Il allait prendre sa retraite dans quelques mois.

SERGE MARTI

L'ÉCOLE DES PARENTS

au sommaire du numéro de mars

dossier : CHANGER LES RYTHMES SCOLAIRES

Et aussi :

- Apprivoiser les maths
- Longévité : les femmes toujours en tête
- S'épanouir dans l'eau (au bébé-club de Montgeron)

et nos rubriques habituelles

Abonnement pour un an (dix numéros) : 252 F TTC

Le numéro 128 F

Imprimé par la référence 745, toujours plus

ENPE Services 5, Impasse Bon-Secours

75543 Paris Cedex 11 - Tél. 4348000-16

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOVABAIL

Le conseil d'administration de SOVABAIL, Société du groupe SOVAC, s'est réuni le 14 mars 1990 pour prendre connaissance de l'activité et arrêter les comptes de l'exercice 1989.

Dans un climat de vive concurrence, caractérisé par une surenchère sur les conditions de taux et d'appréciation des risques, SOVABAIL a été conduite à limiter ses financements en crédit-bail immobilier et n'a pris à ce titre que 18 engagements nouveaux pour un montant global de 82 MF.

Dans l'attente de la totale livraison et commercialisation des immeubles en pleine propriété acquis au cours des exercices antérieurs, elle a par ailleurs marqué une pause dans ses investissements locatifs, dont la valeur nette comptable représente 142 % des fonds propres.

Le montant brut HT des engagements en fin d'exercice s'élève à 2 050 MF, dont 1 596,4 MF se rapportent au crédit-bail et 453,6 MF à la location simple.

Le montant des loyers et préloyers HT encaissés au cours de l'exercice, en progression de 5,5 %, s'est établi à 282,1 MF, dont 43,6 MF afférents aux opérations locatives (+ 25 %) et 238,5 MF aux opérations de crédit-bail (+ 2,7 %), cette faible progression étant liée à la sortie, en 1988, de nombreux contrats de crédit-bail anciens fortement indexés.

Après amortissements et provisions assimilées, d'un montant de 96 MF, le bénéfice net comptable s'est établi à 79 493 931 F (après plus-values de cession de 14,5 MF), contre 92 068 965 F (après plus-values de 31 MF) ; hors plus-values de cessions et impôt s'y rapportant, il ressort à 66,8 MF, contre 61,2 MF, en progression de 9 %.

Le conseil proposera à l'assemblée générale des actionnaires la distribution d'un dividende global de 63 000 000 F représentant 90,97 % du bénéfice distribuable et 81,77 % du bénéfice net comptable.

Le dividende par action s'élève à 50 F, dont 44,95 F (39,30 F en 1988) au titre du dividende courant et 5,05 F (18,20 F en 1988) au titre du dividende lié au résultat des cessions.

Dans la ligne de la politique de relance de l'activité de crédit-bail immobilier décidée par le conseil fin 1989, les perspectives d'engagements nouveaux pour l'année en cours s'annoncent favorables.

L'assemblée sera réunie le mercredi 2 mai 1990 à 17 h 30 au siège de SOVAC, 19/21, rue de la Bienfaisance, à Paris 8^e.

Un formulaire de vote par correspondance et de procuration ainsi que les autres documents prévus par la loi seront adressés aux actionnaires qui en feront la demande, au plus tard six jours avant la date de la réunion, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée soit au siège de SOVAC, soit chez LAZARD Frères et Cie, 121, boulevard Haussmann, à Paris 8^e.

LBi Livret BOURSE INVESTISSEMENTS

INVESTISSEZ DANS LES ENTREPRISES FRANÇAISES PERFORMANTES

MODIFICATION DES STATUTS

Le conseil d'administration, sous la présidence de Monsieur Bruno BOUTROUILLE, proposera aux actionnaires de la Sican, réunis en assemblée générale extraordinaire le 23 mars 1990, une mise à jour des statuts conforme aux nouvelles normes, définies par la COB, donnant accès au marché européen des Sicav.

MISE EN PAIEMENT DU DIVIDENDE DE L'EXERCICE 1989

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 23 mars 1990, de fixer le dividende net de l'exercice clos le 29 décembre 1989 à 18,50 F par action.

	NET	CREDIT D'IMPOT personnes physiques	personnes morales
• obligations françaises non indexées	12,38 F	0,47 F	0,48 F
• actions françaises	5,70 F	3,31 F	3,39 F
• autres actifs	0,25 F	0,03 F	0,03 F
• créances négociables	0,17 F	-	-
TOTAL	18,50 F	3,81 F	3,90 F

Sous réserve du vote de l'assemblée générale, ce dividende sera détaché le 6 avril 1990 et mis en paiement le 9 avril 1990.

PERFORMANCE 1989 (dividende net réinvesti) : + 20,41 %

Valeur de l'action au 29/12/89 : 550,73 F

PERFORMANCE annuelle moyenne sur 5 ans : + 17,74 % (dividendes nets réinvestis)

GESTION
GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CAISSES D'ÉPARGNE ÉCUREUIL, BUREAUX DE POSTE, TRÉSOR PUBLIC

HORIZON

SICAV DIVERSIFIÉE FRANÇAISE

pour la valorisation de votre capital à long terme

MODIFICATION DES STATUTS

Le Conseil d'administration, sous la présidence de Monsieur Alain Chazel, proposera aux actionnaires de la Sicav, réunis en assemblée générale extraordinaire le 3 avril 1990, une mise à jour des statuts conforme aux nouvelles normes, définies par la COB, donnant accès au marché européen des Sicav.

MISE EN PAIEMENT DU DIVIDENDE DE L'EXERCICE 1989

Le Conseil d'administration proposera à l'assemblée générale ordinaire, qui se tiendra le 5 avril 1990, de fixer le dividende net de l'exercice clos le 29 décembre 1989 à 47,05 F par action.

	NET	CREDIT D'IMPOT personnes physiques	personnes morales
• obligations françaises non indexées	26,91 F	1,58 F	1,78 F
• actions françaises	16,13 F	3,77 F	4,14 F
• créances négociables	1,20 F	-	-
• autres revenus	2,81 F	0,60 F	0,65 F
TOTAL	47,05 F	5,95 F	6,57 F

Sous réserve du vote de l'assemblée générale, ce dividende sera détaché le 6 avril et mis en paiement le 9 avril 1990.

PERFORMANCE 1989 (dividende net réinvesti) : + 15,53 %
Valeur de l'action au 29/12/89 : 1 233,15 F

GESTION
GROUPE CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CAISSES D'ÉPARGNE ÉCUREUIL, BUREAUX DE POSTE, TRÉSOR PUBLIC

CHARGEURS S.A.

Le conseil d'administration, réuni le 14 mars 1990 sous la présidence de Jérôme Seydoux, a examiné les comptes audités de l'exercice 1989 qui seront soumis à l'assemblée générale convoquée pour le 30 mai prochain et font ressortir les chiffres suivants :

1) Comptes consolidés (en millions de francs)	1989	1988
Chiffres d'affaires	19 404	15 572
Marge opérationnelle	368	941
Bénéfice revenant à Chargeurs S.A.	705	913
Investissements d'exploitation	2 871	1 252
Bénéfice net par action (en francs)	108,52	142,49
Situation nette par action (en francs)	944,80	866,10

Par secteur d'activité, les chiffres d'affaires et les résultats sont les suivants :

Transports aériens :		
Chiffre d'affaires	6 744	6 122
Marge opérationnelle	(221)	453
Résultat net	193	729
Textile :		
Chiffre d'affaires	10 711	6 840
Marge opérationnelle	435	356
Résultat net	(225)	29
Transports et industries diverses :		
Chiffre d'affaires	1 843	2 527
Marge opérationnelle	181	293
Résultat net	147	124
Non-opérationnel et communication :		
Résultat net	590	31

Le résultat des transports aériens enregistré en 1989 les effets des grèves des personnels navigants et des ouvertures de nouvelles dessertes par UTA et Aéro-martime. Chargeurs S.A. a cédé 54,6 % du capital d'UTA à Air France en janvier 1990 ; les effets de cette cession seront pris en compte en 1990.

Les résultats du secteur textile enregistrés en 1989 les effets des importantes mesures de restructuration engagées depuis un an dans les activités de négoce-peignage ou des tissus d'habillement acquis en 1988 et 1989. Ces coûts comportent notamment des charges de restructuration (158 millions de francs), des amortissements complets de goodwill (69 millions) ou des pertes sur activités arrêtées ou cédées (34 millions de francs). L'amortissement régulier des goodwill constitue en outre une charge de 68 millions de francs.

Les chiffres d'affaires et les résultats d'exploitation des trois divisions textiles ont été les suivants :

	1989	1988
Négoce-Peignage :		
Chiffre d'affaires	5 958	2 828
Marge opérationnelle	-216	212
Tissus d'habillement :		
Chiffre d'affaires	2 778	2 356
Marge opérationnelle	5	(23)
Maille et textiles techniques :		
Chiffre d'affaires	1 976	1 656
Marge opérationnelle	214	167

Les résultats d'exploitation du négoce-peignage ont été affectés en 1989 par la forte chute des prix de la laine et par la diminution des achats des pays d'Extrême-Orient (notamment la Chine).

Les actions de modernisation de l'outil industriel et d'amélioration de l'organisation commerciale des sociétés acquises depuis deux ans se poursuivent et intensifient au cours de l'exercice 1990.

Les activités Maille et Textiles Techniques (textures et apprêts, entoilage, tissus automobile et maille) ont dégagé des résultats très satisfaisants en 1989.

Le secteur Transports et Industries diverses ne comprend les résultats d'exploitation de Spontex (cédés le 17 mai 1989) que pour une période de trois mois.

Chargeurs S.A. a réalisé en 1989 un chiffre d'affaires de 1 393 millions de francs, en progression de 15 % sur celui de 1988, grâce à une activité favorable et aux acquisitions de sociétés en République fédérale allemande et en Hollande. La marge opérationnelle atteint 111 millions de francs, contre 75 millions en 1988.

Croisières Paquet, exploitée en commun avec Accor, a obtenu des résultats favorables, encore en amélioration. Il est de même pour Novacel sur le marché de la protection de surface.

Le secteur non opérationnel enregistre la plus-value de cession de Spontex, pour un impact net de 692 millions de francs et la constitution d'une provision de 135 millions correspondant à la prise en compte par Chargeurs S.A. de sa quote-part des résultats de British Satellite Broadcasting, dont les émissions commenceront le 25 mars 1990.

2) Comptes annuels de Chargeurs S.A. :

Les comptes annuels de Chargeurs S.A. pour l'exercice 1989 font apparaître un bénéfice de 820 millions de francs contre 255 millions de francs pour l'exercice 1988.

3) Dividende :

Le conseil a décidé de proposer à l'assemblée annuelle statuant sur les comptes de 1989 le versement d'un dividende de 42 francs, avoir fiscal compris (au lieu de 21 F pour 1988). Au cours des années passées, Chargeurs S.A. n'a distribué qu'une faible part de ses bénéfices. La forte situation financière de la société et la diminution des investissements d'exploitation liés à la cession de la majorité d'UTA permettent de recommander aux actionnaires un taux de distribution plus favorable.

ENSAE

ECOLE NATIONALE DE LA STATISTIQUE ET DE L'ADMINISTRATION ECONOMIQUE

MASTERS CERTIFICATS D'ETUDES SUPERIEURES SPECIALISEES

FINANCE-ACTUARIAT ANALYSE ECONOMIQUE ECONOMETRIE MODELISATION

Les CESE offrent une formation à temps partiel compatible avec une activité professionnelle ou des études supérieures.

Les MASTERS offrent une formation à temps plein sur quatre trimestres.

RESEIGNEMENTS : Pour recevoir une brochure d'information et un dossier d'inscription, écrire à : ENSAE / SEA DIRECTION DES ETUDES 3, Av. Pierre-Larousse 92441 MALAKOFF CEDEX ☎ 45 40 10 30

CFPI

Compte tenu de l'évolution de l'activité en progression de 11,5 % à fin février et des perspectives plus modérées pour les quatre prochains mois, le chiffre d'affaires et la capacité d'auto-financement de la société mère pour l'exercice se clôturent le 30 juin 1990 seront supérieurs aux prévisions annoncées en novembre dernier à l'occasion de l'introduction des actions au second marché de la Bourse de Paris.

Au niveau du groupe, le chiffre d'affaires dépassera 1,1 milliard de francs et la contribution favorable de l'ensemble des filiales permettra de dégager un bénéfice net consolidé largement supérieur à celui prévu de 52 millions de francs, auquel viendront s'ajouter 11 millions de francs de plus-values immobilières nettes.

Le Monde
PUBLICITE FINANCIERE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

GROUPE PRINTEMPS

GROUPE PRINTEMPS

la Redoute

Le conseil d'administration de la Redoute S.A. réuni le 14 mars 1990 sous la présidence de Monsieur Jean-Jacques Delart, a arrêté les comptes sociaux de la société et examiné les comptes consolidés du groupe.

Résultat consolidé	en millions de francs	
	1989 (12 mois)	1988 (10 mois)
Chiffre d'affaires H.T.	12.987,5	9.997,5
Résultat courant avant impôt	406,3	367,8
Résultat net consolidé	267,3	217,9
dont part du groupe	248,7	208,4
intérêts des minoritaires	18,6	9,5

L'exercice 1989 a marqué une rupture, en France et dans plusieurs pays européens, de la croissance soutenue qu'avait connue la vente par catalogue depuis un certain nombre d'années.

En France le marché de la V.P.C. n'a progressé en 1989 que de 2,1 % en valeur. Cependant l'ensemble Redoute Catalogue a vu son chiffre d'affaires croître, à périmètre et durée de 12 mois comparables, de près de 6 %. Son résultat net s'élève à 189 millions de F contre 153 millions de F en 1988.

Ce résultat a été obtenu alors même que l'entreprise a supporté pour la première fois les charges de ses développements récents (Empire Stores, Vert Baudet, Maison de Valérie).

En Italie, le marché de la V.P.C. a régressé en 1989 de 2 % après une progression de 27 % en 1988. Dans ce contexte, le résultat net de Vestra a marqué une perte de 7,7 millions de francs contre un profit de 866 millions de francs en 1988.

La chaîne Prénatal a vu son chiffre d'affaires progresser fortement en Italie, Espagne et Allemagne et ses résultats consolidés ont été de 13,9 millions de francs contre 7,3 en 1988.

Financièrement, les produits financiers en augmentation de près de 34 % et un résultat net de 92,3 millions de francs contre 71,9 millions en 1988.

La Redoute S.A. fait apparaître un résultat courant avant impôt de 85,8 millions de francs contre 128,6 millions de francs en 1988. Le résultat net s'élève à 91,5 millions contre 68,8 millions en 1988.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale qui se tiendra le 27 juin 1990 le versement d'un dividende net de 70 F par action assorti d'un avoir fiscal de 35 F, soit un revenu global unitaire de 105 F.

Perspectives :

La Redoute devrait enregistrer à l'issue de l'exercice en cours une nouvelle progression d'activité accompagnée d'une amélioration de ses résultats.

unibail



RÉSULTATS 1989 LA CONTRIBUTION DU PATRIMOINE LOCATIF

Le patrimoine locatif, après une prise en compte prudente de l'évolution du marché, peut être évalué à 5 milliards de francs, dont 4,2 milliards pour les immeubles de bureaux de Paris, Neuilly, La Défense. D'importants travaux de rénovation sont en cours sur quatre immeubles du Triangle d'Or dont les mises en location s'échelonnent entre début 1990 et fin 1991. La recette locative supplémentaire attendue est de l'ordre de 33 millions de francs.

Les renégociations de baux intervenues en 1989 entraînent une augmentation des loyers de l'ordre de 10 millions de francs en année pleine. L'ensemble des bureaux parisiens restent occupés à 100 %.

La contribution du patrimoine locatif à la formation du bénéfice d'exploitation continue à croître et dépasse pour la première fois cette année 50 %.

En crédit-bail, la production demeure élevée, avec 533 millions de francs d'engagements nouveaux. Fin 1989, l'encours brut atteint 4,8 milliards de francs.

Le bénéfice net : 295,4 millions de francs (y compris 61 millions de plus-values sur la cession de divers immeubles) progresse de 11 %.

Lors de l'assemblée générale du 22 mai 1990, le conseil d'administration proposera la mise en réserve de 55,4 millions de francs et la distribution de 239,9 millions, soit un dividende de 51 francs, y compris un avoir fiscal de 0,33 franc.

Chiffres-clés 1989

Chiffre d'affaires	919 MF + 7,7 %	Bénéfice net	295,4 MF + 11 %
Bénéfice d'exploitation	246,6 MF + 2,3 %	Dividende	51 F + 4,1 %
		(y compris avoir fiscal de 0,33 F)	

PARC UNION MANDATAIRE

5021 من الامم

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Premier déficit de la balance des services en trente ans

Les récentes catastrophes naturelles provoquent une chute des revenus de l'assurance britannique

La balance britannique des services, dite des « invisibles » (banque, assurance, transferts financiers), a enregistré un déficit au dernier trimestre de 1989, pour la première fois depuis la publication des statistiques de ce poste de la balance des paiements en 1955. Ce revers est provoqué notamment par une baisse des gains de l'assurance, conséquence directe de la série noire de catastrophes survenues l'an dernier aux États-Unis, comme le tremblement de terre de San-Francisco ou le passage de l'ouragan Hugo.

LONDRES

correspondance

Pas tranquilles, les agents des Lloyd's, le numéro mondial de l'assurance, « Les 28 770 noms (noms) de ce club collectif fondé sur la responsabilité personnelle et le partage des risques sont dans leurs petits souliers : l'ardoise du passage de l'ouragan Hugo aux Caraïbes et aux États-Unis est estimée à 5 milliards de dollars (30 milliards de francs environ), la facture du tremblement de terre de San-Francisco à 1 milliard et celle de l'incendie de l'usine pétrochimique de Pasadena (Texas) à 1,4 milliard. Sans parler des milliards à verser aux autorités de l'Alaska pour la pollution causée par l'Exxon ou aux habitants de Newcastle (Australie), détruite par un séisme.

Cette incroyable série noire est en tout cas responsable de la baisse importante des revenus de l'assurance, l'une des principales raisons de la contre-performance de la balance des « invisibles », dont le déficit s'est élevé à 713 millions de livres (7 milliards de francs) lors du dernier trimestre de 1989. Outre l'assurance, ce poste regroupe les exportations et importations de services financiers (dividendes, profits, intérêts...), de brevets, le tourisme, et la contribution nette au budget de la CEE.

Nulle part cet échec est plus durement ressenti que dans l'Underwriting Room des Lloyd's, la salle des transactions où les « souscripteurs » installés dans des boxes en teck clair négocient avec les courtiers des contrats toujours rédigés sur des « slips », des morceaux de papier carton.

À elle seule, la vénérable Bourse produit la moitié des revenus extérieurs de l'assurance et un quart de la part des services financiers à la balance des « invisibles ».

Une active concurrence

La réassurance des risques de catastrophe est en effet la « spécialité maison » de cette institution de la vieille Angleterre, fondée au dix-septième siècle par le cabaretier gallois Edward Lloyd. Or cette opération par laquelle un assureur se fait garantir par d'autres assureurs une partie des risques qu'il a couverts au profit d'un client constitue entre 60 % et 70 % des revenus des quatre cent « syndicats », ces groupes d'investisseurs responsables sur la totalité de leurs biens. Par ailleurs, un nombre important de ces tragédies à la chaîne s'est produit en Amérique du Nord, qui fournit à elle seule une bonne moitié du volume des primes, contre un quart au Royaume-Uni et 9 % seulement au reste de l'Europe.

Cette malchance frappe de surcroît les Lloyd's au moment où de dangereux rivaux, en Grande-Bretagne (comme l'Institute of Lon-

don Underwriters) ou à l'étranger, lui font une active concurrence. De grosses multinationales pétrolières et chimiques, des compagnies aériennes mettent sur pied leurs propres sociétés d'assurance offshore.

« Les contrats d'assurance tiennent toujours compte de la possibilité de gros sinistres - Hugo va coûter cher - mais on est préparé à ce genre de drame. Si le Tout-Puissant devait multiplier, au cours d'une même année, un grand nombre de calamités naturelles, cela deviendrait sérieux. Statistiquement, toutefois, il n'y a aucun danger », déclare Murray Lawrence, le chairman de la Corporation of Lloyd's, en nous recevant au deuxième étage du siège de verre et d'acier de Leadenhall Street.

Tel un navire qui laisse de l'écomie mais pas de sillon sur son passage, le patron des Lloyd's se veut rassurant. Car, paradoxalement, les catastrophes en cascade devraient entraîner un relèvement substantiel des primes lors de la renégociation des contrats en janvier 1991. Or celles-ci dépriment depuis 1986-1987 surtout dans le secteur marin et dans l'aviation, et stagnent dans le non-marin. Résultat : le rendement annuel du placement assurance Lloyd's plafonne à 6,5 %, estiment les analystes.

La capacité globale d'assurance, qui dépasse 10,5 milliards de livres, le total des primes dépassant 6 milliards, la conclusion rapide de contrats grâce à la présence physique en un même lieu de tous les intervenants, la dérogation « à l'américaine » qui doit intervenir en 1991, constituent d'autres atouts de ce marché unique au monde. Sa devise qui proclame « Fidelity » (confiance) est à elle seule tout un programme.

MARC ROZEN

INDUSTRIE

La création de Vision 1 250

Une nouvelle structure européenne va favoriser la coopération entre les industriels de l'électronique et des télécommunications

Les industriels de l'électronique grand public, les chaînes de télévision, les producteurs de programmes indépendants, les entreprises publiques ou privées de télécommunications intéressées au projet européen de télévision à haute définition (TVHD) devaient se réunir vendredi 16 mars, à Bruxelles, sous les auspices de la commission Delors, afin de constituer un GEIE (Groupement européen d'intérêt économique).

BRUXELLES

(Communautés européennes)

de notre correspondant

L'objectif de cette nouvelle structure, déjà nommée Vision 1 250 (1), est de favoriser la coopération entre ces différents acteurs, d'inventer notamment les diffuseurs à se familiariser avec les équipements mis au point par les industriels européens et d'inciter ces derniers à les utiliser pour produire des programmes. Bref, il s'agit de prolonger au niveau de la démonstration et de la promotion la coopération technologique entreprise par les industriels européens, dans le cadre du projet EUREKA 95 et de tenir tête ainsi aux japonais, particulièrement actifs sur le terrain commercial.

Le contrat qui est proposé aux quelque 200 entreprises invitées vendredi à Bruxelles a déjà recueilli l'accord des principaux intéressés, à l'issue de négociations supervisées par la Commission européenne qui ont duré un an et demi. L'action du GEIE sera organisée par un comité directeur où siègeront, selon une répartition soigneusement dosée, les différents intérêts concernés.

Il sera créé un « comité de patronage » où se retrouveront des représentants des États membres, voire des pays de l'AELE (Association européenne de libre échange), ainsi que de la commission Delors et qui illustrera la volonté des gouvernements européens de soutenir l'opération.

Le concours financier de la Commission

La Commission pourrait apporter son concours financier, par exemple par le biais de son programme « Media », à la production de films expérimentaux. L'aide du budget communautaire porterait alors sur le sur-coût que représente un programme tourné en TVHD par rapport à un programme classique PAL ou SECAM. Mais l'idée est que l'essentiel de l'effort croisé (industriels-diffuseurs) à l'instar de ce que font les Japonais, soit supporté par les entreprises : la création du GEIE apparaît comme un moyen pour amener les industriels à mettre à la disposition des producteurs, gratuitement et en quantité suffisante, les équipements de tournage - ce qu'ils ne font pas aujourd'hui -, étant entendu que les diffuseurs, de leur côté, ouvriront largement les portes de leurs studios.

La mise en place du GEIE est considérée à Bruxelles comme une étape supplémentaire importante de l'action entreprise depuis 1986 par les industriels et les gouvernements de la CEE pour assurer le développement d'une norme européenne de TVHD et empêcher la mainmise japonaise sur le secteur. La norme européenne mise au point par les industriels d'EUREKA avec, à l'heure actuelle, Thomson (France), Philips (P-B), Bosch (RFA), Nokia (Finlande) et un consortium italien, présente le double avantage sur sa concurrente

japonaise d'être compatible avec le parc de télévisions actuellement en service et de permettre des conversions faciles avec les films tournés en 35 millimètres.

Il convient maintenant d'exploiter cet avantage et de s'opposer avec efficacité aux contre-attaques tentées par Tokyo. Selon les dirigeants bruxellois, la position européenne dans ce bras de fer technico-politico-industriel se présente en ce début d'année 1990 de manière plutôt encourageante. C'est assurément vrai pour les matériels de studios et de transmission, développés à partir de la norme européenne Mac Paquet. Les équipements de production dont on a pu vérifier l'efficacité lors de la réunion de l'EFA en août 1989 à Berlin, sont désormais fabriqués en série et ne posent aucune problème, sinon peut-être qu'il y a davantage d'équipements japonais disponibles sur le marché.

Les résultats ne sont pas aussi satisfaisants en matière de récepteurs : les industriels en sont encore au niveau des prototypes, la technologie des écrans de grande dimension n'est pas parfaitement maîtrisée et un fabricant japonais a pris en la matière de l'avance par

rapport à ses concurrents... japonais et européens.

La Commission envisage de participer à la deuxième phase d'EUREKA 95 (la première phase vient à expiration l'été prochain) par le truchement des programmes communautaires RACE ou ESPRIT, afin précisément d'accélérer la mise au point de ces grands écrans. Sa contribution pourrait porter également sur la transmission de l'image en TVHD par d'autres moyens que le satellite - le seul aujourd'hui exploité - par câble ou faisceau hertzien.

Le GEIE et la coopération qu'il va favoriser permettront, on l'espère, de rattraper le retard qui, sur le plan psychologique, est peut-être le plus fâcheux : grâce à l'effort de promotion des entreprises nippones, il existe aujourd'hui dans la Communauté, comme aux États-Unis, davantage de programmes produits avec la norme japonaise qu'avec la norme européenne.

PHILIPPE LEMAITRE

(1) La norme européenne de TVHD est composée de 1 250 lignes pour une fréquence de courant de 50 hertz ; la norme japonaise est de 1 125 lignes à 59,94 hertz.

Accord Renault-Volvo : avis défavorable du comité central d'entreprise de Renault - Le Comité central d'entreprise de Renault, au sein duquel la CGT est majoritaire, a formulé jeudi 15 mars un avis défavorable au projet d'accord entre la Régie et le constructeur suédois Volvo. Les douze élus CGT ont voté contre tandis que les neuf élus qui regroupent la CFDT, FO et la CFE-CGC ont émis un avis favorable. Intervenant au début de la réunion, M. Raymond Levy, PDG de la régie, avait évoqué les « convergences d'intérêt » avec Volvo.

Panne de téléphone dans le sud-ouest de la France. - Pendant cinq heures, les abonnés du sud-ouest de la France ont été dans l'incapacité d'appeler l'international, jeudi 15 mars, en raison d'un problème technique rencontré sur un logiciel du central international automatique de Bordeaux. Cet incident, qui est intervenu lors d'une manipulation technique sur ce central, a touché les régions de Bordeaux, Toulouse, Limoges, Poitiers et Montpellier, qui comptent 4,5 millions d'abonnés.

SOCIAL

Les négociations sur le travail précaire

Le CNPF propose d'améliorer la protection des salariés « atypiques »

Pour leur troisième séance de négociations sur le travail temporaire, le 15 mars, les partenaires sociaux se sont accordés un répit relatif. Avant l'affrontement décisif prévu pour le 23 mars, où il leur sera difficile de trouver un accord.

L'ordre du jour retenu facilitait cette pause puisque la délégation patronale, conduite par M. Jean-Louis Girat, président de la commission sociale du CNPF, présentait des propositions de nature à améliorer les conditions d'existence des travailleurs précaires, sous contrat à durée déterminée ou en mission d'intérim. Outre de nouveaux moyens pour la prévention des risques professionnels, le principe de la corresponsabilité entre l'entreprise utilisatrice et l'entreprise de travail temporaire, en matière d'accidents du travail, a été reconnu. Pour les accidents les plus graves, la cotisation pourrait être prise en charge pour un tiers par l'utilisateur et pour deux tiers par l'agence d'intérim.

Avec des modalités qui pourraient être précisées lors de négociations internes à la branche du travail temporaire, un fonds social et culturel pourrait être créé grâce à un versement de 0,3 % de la masse salariale qui offrirait aux intérimaires des

avantages proches de ceux d'un comité d'entreprise.

A propos de l'indemnisation du chômage, quelques progrès sont annoncés. Par exemple, les titulaires d'un contrat à durée déterminée enchaînant des missions de trois mois verront le délai de carence, pendant lequel ils ne perçoivent pas d'indemnisation ramené de deux ans à un an. Mais le plus, comme prévu, en matière de formation professionnelle furent les propositions patronales furent les plus nettes. Avec un financement de l'ordre de 1 % de la masse salariale, serait constitué, pour les salariés en contrat à durée déterminée, un dispositif intégré dans le système du congé individuel de formation qui garantirait à chacun un droit de tirage pour des stages.

Dans l'ensemble, ces projets ont été bien accueillis, à des détails près. Mais là n'était pas l'essentiel, que résumait M. Alain Delou (CFDT), dans une formule qui aurait pu être prononcée par la CFDT ou la CGC : « On verra la prochaine fois si le CNPF veut faire reculer la précarité ou si le renforcement de la protection sociale qui il vient de nous proposer ne sera pas un argument supplémentaire pour la développer. »

A. L.

Après le transfert du nettoyage à une société privée

Conflit entre le préfet d'Indre-et-Loire et le personnel d'entretien

Un conflit oppose depuis le 1^{er} mars la préfecture d'Indre-et-Loire, à Tours, à la majeure partie de son personnel d'entretien qui refuse son changement de statut, après la décision du préfet de confier les activités de nettoyage à une société privée.

Neuf employés sur onze - qui perçoivent quelque 2 500 francs par mois pour un travail à mi-temps - ont refusé de rejoindre leur nouvel employeur en invoquant une dégradation de leurs conditions de travail (surface plus importante à nettoyer et obligation de réaliser une partie de leur activité à l'extérieur de la préfecture) et une légère perte de salaire.

Dans l'entourage du préfet, M. Pierre Cayron, on souligne que

le contrat de prestation de services passé avec l'entreprise privée en raison de problèmes « d'encadrement et de renouvellement de matériel » est conforme au Code du travail. On précise en outre que « les conditions d'ancienneté et de rémunération du personnel ont été maintenues ».

Alors que les femmes de ménages manifestent chaque matin devant l'entrée de l'Hôtel du département, le préfet a proposé de prendre en charge le salaire des grévistes depuis le 1^{er} mars afin de débloquer la situation. De son côté, la CFDT entend contester la décision de ce transfert de personnel devant le tribunal administratif. Pour l'heure, l'entretien des locaux est assuré par le personnel de la société privée.

Deux journées de réflexion

Le Grand Orient lance un débat sur la protection sociale en Europe

Le Grand Orient de France organisera les 31 mars et 1^{er} avril à Paris des journées de réflexion sur la protection sociale en Europe. Selon M. Jean-Robert Ragache, grand maître du Grand Orient, il s'agit de « dénoncer le fait que l'on construit l'Europe économique et politique mais pas l'Europe sociale et culturelle ». Dans la perspective de ces journées, les sept cent dix loges du Grand Orient, qui revendiquent trente trois mille membres, ont entamé depuis six mois une réflexion et rédigé quelque deux cents contributions.

Le Grand Orient, a rappelé M. Ragache le jeudi 15 mars devant la presse, « est l'obédience qui, dès le début de la III^e République, la première, a réfléchi en termes de droits économiques et sociaux ». Désireux d'aborder « les sujets dont on ne débat pas », le Grand Orient souligne que ses membres acceptent le principe de l'économie de marché, mais estime que l'État « ne doit pas se contenter de gérer, en aval, les conséquences de la dérégulation et du libéra-

lisme » et plaide pour la constitution de contre-pouvoirs. L'objectif des journées d'études qu'il organise avec la collaboration de spécialistes de la protection sociale, de syndicalistes et de représentants patronaux, « sera de cerner les bonnes questions qui se posent à l'Europe ».

J.-M. N.

CONJONCTURE

Dans son rapport sur le premier semestre 1990

Le Conseil économique juge « sérieuse » la situation du commerce extérieur

« S'il y a eu une légère accélération de la croissance de la demande des ménages, il n'y a pas aujourd'hui surchauffe de l'économie », écrit le Conseil économique et social dans son rapport sur la conjoncture au premier semestre 1990.

Jugeant pour l'heure inutiles des mesures supplémentaires de rigueur, le rapport du Conseil économique présenté par M. Henri de Benoist (président de l'Association générale des producteurs de blé) n'en insiste pas moins sur le déficit des échanges extérieurs de la France. « Malheureusement, la croissance de nos exportations s'est ralentie plus que celle de nos importations (l'écart est de 2,7 points). Cette situation n'est pas sans conséquence sur notre politique de croissance, même si le déficit de la balance commerciale apparaît en comparaison internationale, relativement faible par rapport au total des échanges ou à la production nationale (de l'ordre de 0,4 à 0,5 % du PIB). »

« La situation n'est pas dramatique mais elle est sérieuse », écrit le Conseil économique, qui cite parmi ses principaux motifs d'inquiétude le secteur des biens intermédiaires. « On peut mettre en avant l'insuffisance de l'offre résultant des restructurations passées et le retard de l'important effort d'investissement de capacité. »

EN BREF

■ Cinq milliards de francs pour loger les plus défavorisés. - La Caisse des dépôts et consignations, l'Union nationale interprofessionnelle du logement (UNIL) et l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH), qui consacrent dès 1990 près de 5 milliards de francs pour le logement et la réinsertion des plus défavorisés, ont décidé mercredi 14 mars, de coordonner leurs efforts. Pour tirer le meilleur parti de leurs actions respectives, ces trois organismes lanceront des initiatives coordonnées sur le terrain, concentrant les moyens financiers sur des sites retenus en commun. Cette volonté commune se traduira par une coopération de leurs réseaux locaux.

■ Fonctionnaires : manifestations à l'appel de la CGT. - Trois à quatre mille fonctionnaires ont manifesté jeudi 15 mars à Paris à l'appel de la CGT contre la politique salariale du gouvernement et la réforme de la grille de la fonction publique. Les cégétistes ont reçu le renfort des fédérations CFDT et CFTC des finances et du SNUI (Syndicat autonome des impôts). A Marseille, la CGT a mobilisé près de trois mille salariés alors qu'à Rennes, où s'ouvrait le congrès du Parti socialiste, quelque 400 fonctionnaires CGT, CFDT et FO de l'équipement ont bloqué plusieurs heures les accès au Parc des expositions. La CGT a annoncé de nouvelles actions le 21 mars, lors de la

négociation destinée à apurer la politique salariale 1988 - 1989.

■ SONACOTRA : deux délégués syndicaux font la grève de la faim. - Depuis le 13 mars, les délégués syndicaux centraux de la CFDT et de la CGC font la grève de la faim au siège national de la SONACOTRA, à Paris, pour protester contre la répression syndicale dont ils s'estiment victimes. Leur action est soutenue par le MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples). Ce conflit fait suite à différentes affaires qui opposent les syndicats à M. Michel Gagneux, président de la SONACOTRA, dont le transfert du nettoyage des foyers à des sociétés extérieures ayant entraîné la suppression de 900 emplois.

LA BOURSE EN DIRECT

LE MONDE DE LA BOURSE

Suivez en direct l'évolution des cours de la Bourse

BOURSE

36.15 LEMONDE

Concurrencée par les pays en voie de développement

La mégisserie française se réduit comme peau de chagrin

La mégisserie française a perdu en vingt ans la moitié de ses entreprises et de ses emplois. Surtout concentrée dans la région Midi-Pyrénées, elle n'occupe plus que 3 500 personnes qui travaillent pour 40 % à l'exportation. Confrontés à des pays en voie de développement qui traitent de plus en plus leurs peaux brutes chez eux et aux « quatre dragons » d'Extrême-Orient qui se lancent eux aussi dans l'industrie du cuir, les mégisiers français parviendront-ils à sauver leur peau ?

ALBI

de notre correspondant

La mégisserie française n'a pas aujourd'hui l'optimisme à fleur de peau. Cette industrie du traitement des cuirs d'ovins et de caprins, en pleine expansion jusqu'au début

dans la sous-préfecture de l'Aveyron employait encore plus de trois cents personnes et réalisait 5 % de la production nationale, surtout en direction de l'habillement.

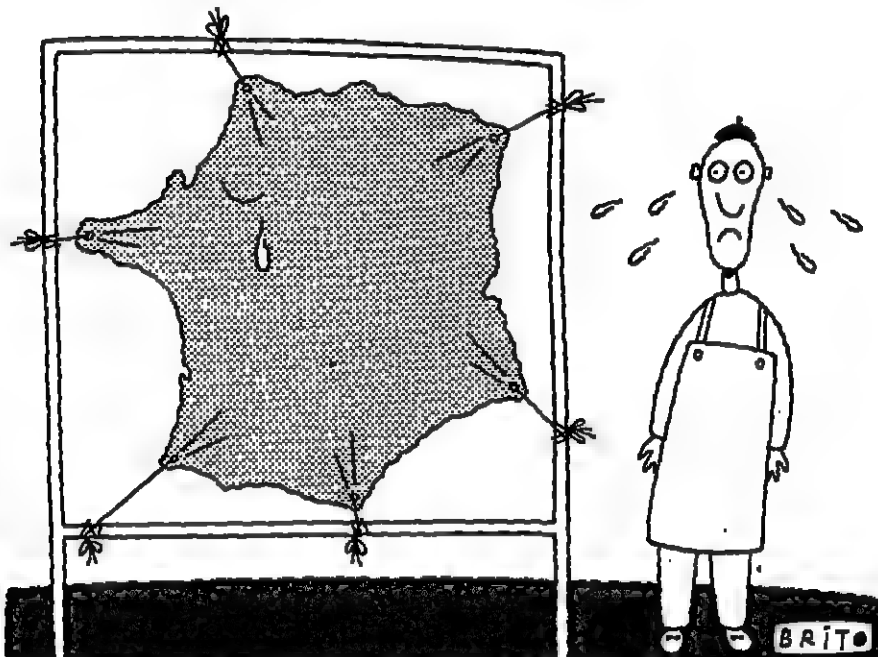
« Il y a dix ans des pays comme la Turquie, l'Inde ou le Pakistan nous fournissaient des peaux brutes », explique François Martin Estrabaud, le président de l'Union des mégisseries françaises. « Maintenant ils les travaillent sur place, et fabriquent des vêtements de cuir qu'ils nous revendent à des prix imbattables grâce à leur main-d'œuvre bon marché. » Et d'ajouter, à propos des gouvernements indien et pakistanais : « Ils interdisent à la matière brute de sortir du pays et accordent 20 % de primes à l'exportation des produits finis... »

Si les mégisiers français ne se cachent pas pour dénoncer « la concurrence faussée par le travail au noir en Italie », leur grand souci viendrait plutôt des « quatre dragons » d'Extrême-Orient. « Depuis deux ou trois ans la Corée du Sud, notre principal client à l'exportation, monte elle aussi ses propres

tre technique du cuir de Mazamet et son laboratoire de recherche appliquée ne semblent pas mieux réussir auprès de la profession.

« Quand les mégisiers ont un problème, ils essaient de le résoudre eux-mêmes », avoue François Martin Estrabaud. Ainsi, dans son usine d'une cinquantaine de salariés, il a passé une convention avec l'Ecole supérieure de chimie de Toulouse pour la mise au point de processus de fixation du chrome aboutissant à des économies importantes et à un abaissement des taux de pollution. D'autres accords de ce type lui ont également permis de se doter de machines à dégraisser et à retailer automatiquement les peaux n'existant qu'à deux exemplaires dans le monde.

« En profitant de contraintes comme l'obligation de diminuer nos rejets polluants et la nécessité d'investir dans des équipements modernes, il faut revoir l'ensemble de la technologie de nos entreprises et les équiper d'un matériel performant et adéquat, affirme



des années 80 avec près de sept mille salariés, se fait désormais rogner toutes ses parts de marché par les pays en voie de développement hier encore fournisseurs de matières premières.

Surtout basée dans la région Midi-Pyrénées, qui a produit l'année dernière 85 % des trente quatre millions de peaux traitées en France, cette activité n'occupe plus que trois mille cinq cents personnes dans cent quarante-deux entreprises. Elles sont réparties dans les bassins de Graulhet et Mazamet (Tarn), Millau (Aveyron) et dans une moindre mesure à Saint-Junien (Haute-Vienne), Issoudun et Lezoux (Indre).

Le chiffre d'affaires total de cette branche s'est élevé à 2,7 milliards de francs en 1989, dont plus de 40 % à l'exportation, surtout en direction des pays d'Extrême-Orient (Corée, Taiwan, Hongkong), mais aussi vers les Etats-Unis et de plus en plus vers le Maroc et la Turquie. Ces marchandises sont essentiellement destinées à l'industrie de l'habillement.

Le bassin de Graulhet, avec sa soixantaine d'entreprises et ses mille six cent cinquante salariés, réalise près de 37 % de la production nationale de peaux. Mazamet compte de son côté vingt-sept usines employant six cents personnes pour un cinquième des peaux traitées en France en 1989. Le développement de la mégisserie dans ces deux villes s'explique par l'implantation, au milieu du siècle dernier, d'un grand centre mondial du délainage dans le sud de Tarn. Des millions de peaux de moutons - ces animaux étant surtout abattus pour leur viande - affluaient alors d'Australie et d'Argentine. Sous-produits du délainage, les « cuirs » étaient récupérés et traités pour fabriquer des doublures de chaussures. Aujourd'hui les usines graulhetaises et mazamétaines fournissent surtout l'industrie du vêtement et les « cuirs » ne rentrent plus que pour un quart dans l'approvisionnement des mégisseries.

Le cas de Millau est bien particulier puisque la ville est située à la lisière des grands causses et tout près des célèbres caves de Roquefort. Dès le Moyen Age, les agneaux étaient abattus en nombre dans la région pour réserver le lait des brebis aux fromageries. La récupération de ces peaux sèches et délicates a donné naissance à une activité mégissière « haut de gamme » étroitement liée à une industrie locale du pant. Aujourd'hui les neuf mégisseries restant

mégisseries, affirme Serge Ramière, le secrétaire général de la chambre syndicale des mégisseries de Mazamet, les investisseurs s'appellent notamment Samsung et Hyundai. On les retrouve de plus en plus comme concurrents sur le marché restreint de la matière première. Aujourd'hui ils achètent en Australie et en Nouvelle-Zélande des peaux à des prix supérieurs à ceux qu'on peut payer... »

Dans cette industrie où la main-d'œuvre entre, en France, pour près d'un quart dans le prix de vente d'une peau traitée, les mégisseries nationales se retrouvent impuissantes devant la flambée des cours des matières premières et voient leurs marges se lamenter. Ils veulent rester dans la course sur le marché des produits finis.

« Nous traversons la même crise que le textile, analyse François Martin Estrabaud, on débâche pour essayer de rester compétitif, on marche encore grâce à quelques avancées technologiques, mais je ne crois pas au miracle dans ces conditions... »

Déjà fermé sur lui-même par tradition, jaloux de ses secrets et méfiant envers tout ce qui pourrait ressembler de près ou de loin à un concurrent, le petit monde des mégisseries devient encore plus impénétrable dans ce contexte difficile. S'ils arrivent à lâcher leur chiffre d'affaires et leur pourcentage à l'exportation, rares sont les patrons qui parlent sans détour de la composition de leur clientèle, de leurs investissements et de leurs projets d'avenir.

Individualisme de règle

Dans le tissu des PMI familiales de Graulhet, dont la taille moyenne oscille entre trente et quarante salariés, l'individualisme est de règle. La chambre syndicale des patrons mégisseries est surtout ici chargée de représenter les intérêts de la profession auprès de l'administration. « Une tentative de groupement a eu lieu il y a quinze ans pour essayer de mieux vendre à l'étranger, explique Alain Fournier, son président, le boycott des politiques et la mauvaise entente ont tout fait capoter... »

Les produits chimiques, qui entrent pour près d'un quart dans le coût de la peau finie, sont ainsi achetés au niveau de chaque entreprise. Seul un système d'assurance en commun est envisagé dans l'avenir pour réduire une partie des charges. La délégation du Cen-

Serge Ramière. C'est la seule façon de nous en sortir en continuant à rester très souples par rapport à la demande, rigoureux sur la qualité et les détails, originaux dans nos productions... »

Saïri des animaux

Du côté de Millau la situation se présente de façon encore plus délicate, puisque, spécialisée dans les « plongeons » de très haut de gamme, la mégisserie locale n'arrive pas à trouver suffisamment de peaux de qualité pour répondre à ses besoins. « Aujourd'hui la matière première est plus difficile à dénicher que le client, précise Jacques Lombard, mégissier en retraite et secrétaire bénévole de la chambre syndicale patronale, et quand on tombe sur des lots convenables, les cours sont tellement prohibitifs qu'ils donnent des prix de vente à rebattre les acheteurs... » Ici aussi on ne cache pas que les pays tiers ont fait d'énormes progrès sur le plan de la qualité de leurs productions de peaux traitées et que le « savoir-faire » français en la matière passe de moins en moins comme argument de vente.

Les peaux de pays constituant encore les trois quarts de leurs approvisionnements, les entreprises millavoises se sont lancées depuis quelques années dans une grande action de suivi des animaux, de l'élevage aux abattoirs, pour sauvegarder la qualité de la matière première française. Des traitements contre les parasites, de nouvelles méthodes de marquage, de découpe et de stockage ont été mises en place en même temps qu'une marque « Peau de Millau ».

« Nous manquons de moyens financiers mais nous espérons qu'à terme ce travail de suivi portera ses fruits, déclare Jacques Lombard, de tout façon je ne pense pas qu'on puisse tomber plus bas qu'actuellement... » Dans les régions Midi-Pyrénées la mégisserie a également induit toute une série d'activités en aval, telles que la maroquinerie (près d'un millier d'emplois sur Graulhet et Mazamet), la ganterie (près de quatre cents personnes à Millau), des ateliers de confection de vêtements de cuir, de maroquinerie, des secteurs importants du transport et de la chimie avec plus d'une centaine de salariés chacun. Directement ou non, près de cinq mille personnes sont, encore aujourd'hui, dépendantes d'une mégisserie française qui ne voudrait pas finir comme peau de chagrin.

ALAIN ALBINET

Appellation contrôlée en mai prochain

Le floc de Gascogne : du raisin, de l'armagnac et c'est tout

Au printemps prochain, le floc nouveau coulera à flots en Gascogne. C'est, en effet, au mois de mai que doit paraître le décret officiel accordant au floc de Gascogne son classement dans la catégorie des appellations d'origine contrôlée. Pour les deux cent dix producteurs de cet apéritif à base d'armagnac, cette admission « parmi les grands » couronne quinze années d'efforts au niveau de la qualité et de l'homogénéité du produit, même si, par ailleurs, le label « appellation contrôlée » présuppose des exigences accrues sur le plan qualitatif et méthodologique de la part des vignerons gascons.

AUCH

de notre correspondant

Pour les responsables du Syndicat du floc, créé en 1977, l'appellation contrôlée ne saurait être un simple aboutissement mais plutôt un tremplin, une nouvelle légitimité pour séduire de nouveaux palais. Si c'est un vigneron qui parle, ou conquérir de nouveaux marchés, si c'est un négociant qui s'exprime. Les uns et les autres se retrouveront désormais représentés à parité égale dans un bureau interprofessionnel du floc de Gascogne qui aura la tâche délicate de gérer les intérêts collectifs dans une Gascogne viticole volontiers rebelle aux structures.

Dans le contexte délicat de la viticulture locale, le Syndicat du floc, présidé par un producteur, Francis Déche, a déjà eu le grand mérite de souder les bonnes volontés autour de ce vin de liqueur à l'armagnac de 16 à 18°. « Du jus de raisin, de l'armagnac, et c'est tout ! » affirment les professionnels, une simplicité gourmande qui peut expliquer la montée en puissance de la production de floc de Gascogne jugée à l'origine comme une activité complémentaire par les

producteurs d'armagnac amenés, peu à peu, à réviser leur jugement. Un changement d'optique qui s'explique aisément, le chiffre d'affaires du floc de Gascogne ayant frôlé les 40 millions de francs lors de la dernière campagne. Un poids dans l'économie locale qui ne cesse d'augmenter tant en termes de production qu'en termes de vente.

En 1986, la production de floc, qui était de l'ordre de 7 500 hectolitres, est passée à 10 000 hectolitres en 1988. Dans le même temps, c'est bien sûr essentiellement la commercialisation qui a connu un mouvement parallèle à la hausse, de 880 000 cois en 1986 à 1 220 000 pour la campagne 1988 (c'est-à-dire du 1^{er} septembre 1988 au 31 août 1989). On est évidemment loin des 30 000 bouteilles vendues en 1978. Et compte tenu de la progression régulière des ventes, les producteurs de floc misent à court terme sur 2 millions de bouteilles vendues. Un objectif qui n'est pas forcément irréaliste dans la mesure où le succès croissant du floc auprès des consommateurs relève de critères aisément cernables.

Sur le créneau du porto

Dans un monde de la consommation qui a légitimement soif de produits sains et naturels, le Syndicat du floc joue résolument la carte de l'authenticité. Avec l'aide de techniciens et de pagéistes régionaux, il a su imposer les nécessaires contrôles en amont. Il s'agit en fait de concevoir un produit qui réponde aux nouveaux goûts de la clientèle en évitant de jeter le bébé de la tradition avec l'eau du bain de la modernité. Car le floc, bien évidemment, n'est pas tombé de la dernière vendange : il a un passé, des racines profondément ancrées dans la tradition viticole gasconne. Déjà au seizième siècle, il régala les « fines gueses » locales et même, dit-on, quelques « grands de France... » « Mais aujourd'hui, le goût du consommateur va vers un produit frais, explique Francis Déche. Nous essayons précisément de garder ce goût fruité, jeune.

C'est aussi ce qui fait la différence avec le pineau des Charentes qui est un produit plus vieilli... »

Pineau des Charentes ? Le mot - inévitable - est lancé. Car même s'il cultive sa différence, le floc de Gascogne garde un cousinage très prononcé avec le fameux apéritif charentais, commercialisé dès 1946. « Mais nous n'entendons surtout pas jureller avec les gens du pineau, souligne très vite Francis Déche. Il n'y a pas de comparaison possible. Le floc représente 10 % de la production du pineau comme d'ailleurs l'armagnac représente 10 % de la production du cognac. Ajoutons que le pineau est surtout un produit blanc alors que le floc est davantage un produit rouge... »

Une coloration qui, dans l'esprit des producteurs de l'apéritif gascon, lui permet de viser un autre créneau, très ambitieux... celui du porto : « Ce n'est pas surprenant, confirme Francis Déche. Le floc rouge se situe tout à fait dans ce créneau. Nous n'oublions pas que le porto représente un marché de 40 millions de bouteilles et que la France est le premier pays importateur de porto du monde ! »

Ces nouvelles ambitions se doublent d'une volonté exportatrice au-delà du maché français, du nord de la Loire jusqu'en Belgique, Angleterre, Allemagne et Canada. Mais pour que la réussite commerciale soit effective, les responsables professionnels savent qu'il leur faudra mettre à mal un certain nombre de pesanteurs et de mauvaises habitudes locales : « Ici, nous sommes en pays gascon, souligne le président du floc, tout ce qui est contrôlé et collectif est difficilement accepté par des vignerons individualistes. Au niveau de la distribution, il faudra faire cesser les aberrations, les démarches individuelles auprès de la grande distribution qui nuisent à la politique commune. » Un propos qui ne manquera de faire grincer les dents ici et là dans la nouvelle région d'appellation contrôlée. Mais les règles du jeu d'une expansion maîtrisée passent sans doute par une révolution des mentalités en pays d'Armagnac.

DANIEL HOURQUEBRE

Malgré une récolte 1990 qui s'annonce bonne

L'industrie du vin argentin est en crise

Au pied de la cordillère des Andes, en cette fin d'été austral, les vendanges ont commencé dans la plus importante région viticole d'Argentine. Malgré les pluies inhabituelles en janvier et en février, la récolte s'annonce bonne; pourtant, l'atmosphère est morose. Même la Fête des vendanges, qui se célébrait début mars en grandes pompes dans la capitale provinciale, ne parvenait pas à faire illusion: l'industrie du vin argentin, la cinquième du monde, est en crise.

MENDOZA

de notre envoyée spéciale

Le malaise reflète la situation économique catastrophique de l'ensemble du pays, mais le monde viticole argentin souffre de ses propres maux. « Nous traversons une véritable crise », dit M. Raúl De La Mota, l'œnologue le plus connu du pays. Il en cherche les racines dans l'origine et le développement du vin argentin. Comme ailleurs dans le monde, l'histoire illustre en effet l'évolution économique et sociale du pays.

Introduite à partir du Pérou par les conquistadors et le clergé qui les accompagnait, la culture de la vigne s'est développée en Argentine grâce aux millions d'immigrants italiens, espagnols et français, qui arrivèrent dans le pays à la fin du dix-neuvième siècle et au début du vingtième. « Tous ces travailleurs d'origine latine avaient l'habitude de boire du vin pour se désaltérer. Les viticulteurs ont donc d'abord produit pour satisfaire les besoins de leur propre communauté », explique M. De La Mota.

A Mendoza, ils étendirent le système d'irrigation introduit par le cacique inca Guaymallen dans une région de maquis, et bénéficièrent d'un climat très sain, sec et ensoleillé. Pour atteindre des rendements spectaculaires, jusqu'à 360 hectolitres à l'hectare (en Bourgogne par exemple, la production est de l'ordre de 45 hectolitres à l'hectare). L'Argentine devenait ainsi un des premiers producteurs de vin de table du monde, mais qui était consommé sur un marché interne, dont la soif semblait inex-

tingible. La vigne couvrit jusqu'à 350 000 hectares plantés de cépages soigneusement transportés par les immigrants depuis leur village natal, des malbec, des lambruscos ou des plants déjà adaptés aux Amériques, comme les criollos et Cerezas. Mais la situation s'est dégradée à partir des années 70. Malgré l'arrachage de 100 000 mille hectares, elle est au plus bas actuellement avec une production massive, alors que la consommation interne suivait une tendance mondiale, est passée de 90 litres par an et par personne, il y a trente ans, à 30 litres actuellement.

Le gouvernement tente bien d'imposer un prix minimum, mais celui-ci n'est guère respecté. Ainsi, certains producteurs sont presque tentés cette année de vendre directement les raisins à une entreprise qui fabrique des moules concentrés. Ceux-ci sont fort prisés au Japon, en Allemagne, en Suède et, plus récemment, en France. Ils peuvent être utilisés comme jus de fruit, édulcorant ou même être vinifiés.

Des produits nouveaux

Le marché est suffisamment intéressant pour que des grandes entreprises comme Penfolds s'y aventurent avec 4 millions de litres pour une production globale de vins de 15 millions de litres par an, soit 10 % du marché national. « L'entreprise cherche à se diversifier. Il faut trouver des produits nouveaux », dit M. Angel Mendoza, son œnologue en chef qui cependant bien plus fier de sa production de vins fins. Si la production et la consommation de vin de table sont en chute libre, il en va en effet tout autrement pour les vins de qualité bien que ceux-ci ne représentent encore que 10 % de la production nationale.

Une vingtaine de « bodegas » se sont sérieusement mises au travail, et une dizaine d'entre elles concentrent leurs efforts sur le marché de l'exportation. « Etant donné la situation économique du pays, les caves ne pourront survivre que grâce à l'exportation », constate Horacio Lopez de la maison Lagarde. Les maisons de vins trouvent en effet actuellement rarement leur seuil de rentabilité. Proviar, la filiale argentine de Moët et Chandon y parvient grâce aux

ventes spectaculaires de ses vins mousseux : plus de trois millions de bouteilles vendues en 1989 malgré la crise.

Pourtant produits dans la même région, les vins argentins souffrent souvent de la comparaison avec ceux du Chili. De l'autre côté de la cordillère des Andes, la priorité fut donnée dès le départ aux vins de qualité. Et les vins chiliens ont conquis depuis longtemps leur place sur le marché international, alors que les vins argentins sont encore à la recherche de leur propre style.

On trouve actuellement deux tendances sur le marché. L'école « traditionnelle » de vins charpentés, nettement boisés, en raison de longs séjours en foudres de vieux chêne. L'autre, celle des « modernes », préfère des vins plus légers, plus secs et concentre ses efforts sur les vins de cépages tels les chardonnay ou les cabernet, particulièrement pour les Etats-Unis, où ils sont vendus entre 12 et 18 francs la bouteille. M. Mendoza, qui propose un chardonnay qui a vieilli sur lie, est cependant guère satisfait. Il a du mal à placer son malbec qui, pour la plupart des œnologues, est pourtant le vin argentin par excellence.

A trop vouloir copier les vins européens, et plus récemment à trop vouloir séduire le marché américain, les vins argentins n'ont jamais vraiment trouvé leur identité. Les œnologues fondent leur espoir sur le malbec, un cépage en voie de disparition dans le Bordelais, mais qui a trouvé sa terre de prédilection en Argentine, où il produit un vin rouge sans grande complexité, mais agréablement équilibré. Pour les blancs, le torrontés, qui vient d'Espagne, mais qui est acclimaté dans la région de Salta, à l'extrême nord de l'Argentine, produit un vin particulièrement fruité qui a déjà été remarqué dans des concours professionnels.

Ces deux vins, totalement différents du gros de la production viticole seront sans aucun doute les porte-drapeau des vins argentins sur le marché international.

EDITH CORON

ص.ك.ا. من الامم

MARCHÉS FINANCIERS

Avec 4,4 milliards de francs de bénéfices consolidés

Une croissance tranquille pour Saint-Gobain en 1989

Le groupe Saint-Gobain a rendu public jeudi 15 mars ses résultats consolidés définitifs pour 1989. Un exercice qui s'est déroulé dans une croissance tranquille, tout au long de l'année. Le bénéfice net consolidé du groupe atteint 4,31 milliards de francs, soit une progression de 6 % par rapport à 1988. Hors plus-values exceptionnelles (cession de la Société Générale d'Entreprise et de Sofitru Poelman) le résultat net croît d'ailleurs de 20 % à 3,69 milliards de francs.

Durant l'exercice écoulé, les ventes consolidées se sont élevées à 66 milliards de francs contre 59 milliards en 1988 en augmentation de 12 %. A périmètre comparable, le groupe a inclus dans ses comptes les acquisitions récentes de l'italien Veini (verre creux), de Steiner. TSL

et Nuova Sima pour les céramiques industrielles, d'Europlastic et Glauco en matière d'isolation, enfin du cartonier Sisa - la hausse est de 9 %.

Le marché français a représenté en 1989 environ 30 % des ventes du groupe, les exportations à partir de la France 12 %, et les pays européens hors Hexagone 36 %.

Les investissements industriels ont représenté une progression de 16 % à 0,2 milliards de francs, somme couverte par l'autofinancement de 8,8 milliards de francs (+15 %).

Parmi les branches du groupe, les matériaux de construction ont connu l'évolution la plus défavorable avec un bénéfice net retrait par rapport à 1988.

Grand Metropolitan vend ses brasseries à Elders IX

Le groupe britannique Grand Metropolitan (boissons, spiritueux, restauration) a confirmé le 13 mars la vente de ses brasseries à l'australien Elders IX pour 366 millions de livres (3,3 milliards de francs). En échange, Elders va céder à Grand Met le contrôle de ses quelque 5 000 pubs en Grande-Bretagne.

Cette transaction fera de Elders IX, qui devrait bientôt s'appeler Foster's Brewing Group, le quatrième brasseur de bière du monde avec un volume annuel de 37,5 millions d'hectolitres et

6,7 milliards de dollars (38 milliards de francs). De son côté, Grand Met, qui ne pouvait pas prétendre à une place de leader dans ce secteur, renforce ses positions dans les pubs.

Aux 5 000 pubs *Courage* détenus par Elders en Grande-Bretagne s'ajoutent donc les 3 500 pubs que détient le groupe britannique par l'intermédiaire d'Entrepreneur Estates, une joint-venture dont Grand Met assurera la gestion. Cet ensemble constituera la première chaîne de débits de boissons en Grande-Bretagne.

Avec l'aide d'un groupe japonais

Les dirigeants de Saks Fifth Avenue proposent de racheter leur société

Les dirigeants du grand magasin Saks Fifth Avenue, à New-York, ont annoncé leur intention de racheter la chaîne américaine de quarante-six grands magasins, avec l'appui d'un groupe de détail japonais, Tokai, qui souhaite distribuer en Asie les produits Saks. La chaîne de grands magasins est mise en vente par son propriétaire, le conglomérat britannique BAT Industries, victime d'une tentative d'OPA de 13,4 milliards de francs (environ 130 millions de dollars) lancée par Hoylake Investments, société basée aux Bermudes et contrôlée par les financiers internationaux Jimmy Goldsmith, Jacob Rothschild et Kerry Packer. Pour contre cette OPA, BAT introduit en Bourse ses filiales, notamment Angos (vente par correspondance), et a prévu de vendre d'autres intérêts dans le commerce de détail, comme Saks et Marshall Field aux Etats-Unis, et Horden en Allemagne fédérale.

Les remisiers-gérants doivent cesser leur activité le 1^{er} avril. Les remisiers-gérants de portefeuille, auxiliaires de la profession boursière, devront, à défaut d'agrément de la Commission des opérations de bourse (COB), cesser leur activité à partir du 1^{er} avril, vient de rappeler la COB dans un communiqué. La loi du 2 août 1989 relative à la sécurité et à la transparence du marché financier, avait abrogé la loi du 21 décembre 1972 relative aux remisiers. Elle prévoit qu'à compter du 1^{er} avril l'activité de gestion de portefeuille sera réservée aux sociétés anonymes ayant obtenu un agrément de la COB.

Le chiffre d'affaires de SMT-Goupil a progressé de 19 %

Le groupe de micro-informatique SMT a connu un bon exercice 1989 : un chiffre d'affaires en hausse de 19 %, à 1,263 milliard et un résultat consolidé de 30 millions de francs (+11 %). Ces chiffres n'intègrent pas Normerel, rachetée à la fin de l'exercice et qui a perdu une vingtaine de millions de francs en 1989 pour 320 millions de chiffre d'affaires. Selon M. Claude Perdrillat, le président du groupe, Normerel (qui avait perdu 32 millions en 1988), sera bénéficiaire en 1990.

L'an passé, la maison-mère, Goupil, avec des ventes de 1,11 milliard et un résultat net de 33 millions affichait une progression comparable au reste du groupe, légèrement freinée par la grève de fin d'année des douanes qui a gêné les importations de composants. Privilegiant la croissance interne, M. Perdrillat pense atteindre le milliard et demi de chiffre d'affaires cette année (toujours hors Normerel).

Sopra cotée sur le second marché le 27 mars. La société de conseil et assistance en informatique Sopra sera introduite au second marché de la Bourse de Paris le 27 mars. 153 072 actions de l'entreprise représentant 10 % du capital seront proposées sous la forme d'une offre publique de vente au prix de 195 francs l'unité. Fondée à Annecy en 1968, cette firme spécialisée dans l'ingénierie informatique et les prestations intellectuelles se situe parmi les vingt premières du secteur. Elle a réalisé en 1989 un chiffre d'affaires de 534 millions de francs en progression de 19,3 % sur l'exercice précédent.

REPÈRES

AÉROPORTS

Hausse du trafic de 10,3 % en 1989

Les aéroports français ont accueilli, en 1989, 77,17 millions de passagers contre 69,95 millions l'année précédente, ce qui représente un accroissement de 10,3 %, selon les chiffres publiés par l'Union des chambres de commerce et d'établissements gestionnaires d'aéroport (UCEGA). Cette croissance de 7,2 millions équivaut au trafic annuel des aéroports de Marseille et de Bordeaux réunis. Paris continue de s'adjuger la part du lion avec 44,95 millions de passagers. Le classement reste inchangé : 1^{er} Paris ; 2^e Nice ; 3^e Marseille ; 4^e Lyon.

CHOMAGE

Nouvelle diminution en Grande-Bretagne

La baisse du chômage s'est poursuivie en février en Grande-Bretagne, avec une diminution de 2 000 le nombre de chômeurs par rapport à janvier, à 1 610 100, soit le plus bas niveau depuis octobre 1980, selon des statistiques corrigées des variations saisonnières publiées jeudi 15 mars par le ministère de l'Emploi. Le taux de chômage par rapport à la population active passe de 5,7 % à 5,6 %. Toutefois, ce nouveau recul du chômage est le plus faible depuis juillet 1986 et les analystes s'attendent à une prochaine reprise du chômage compte tenu des signes de ralentissement de l'économie britannique.

NEW-YORK, 15 mars ↑

Léger mieux

A la veille de la journée des « trois sorcières », la Bourse de New-York a évolué, jeudi, selon une tendance irrégulière, le Dow Jones ne parvenant pas à se maintenir au-dessus de la barre des 2 700 points.

L'indice a terminé à 2 693,72, en hausse de 7,88 points par rapport à la veille. Quelque 145 millions d'actions ont été échangées. Le nombre des hausses était supérieur à celui des baisses : 740 contre 666. 530 titres étaient inchangés.

Les investisseurs étaient sur la réserve avant la journée de vendredi, qui va être consacrée à l'échéance d'importants contrats sur les marchés à terme. Au cours de cette journée, appelée familièrement des « trois sorcières », les fluctuations peuvent être très importantes et imprévisibles.

Vendredi, vont être publiées aux Etats-Unis d'importantes statistiques économiques concernant notamment la production industrielle et l'évolution des prix de gros en février. Mais ces indices ne semblent pas préoccuper outre mesure le marché, qui se montre plutôt confiant dans l'évolution de l'économie américaine.

IBM a gagné 1 107 1/8, Colgate a progressé de 1 3/8 à 60 et Johnson & Johnson de 15 7/8 à 56 7/8.

Digital Equipment a perdu 1 1/8 à 76 1/4. Citicorp a cédé 1 1/8 à 23 7/8 et Delta 1 1/2.

VALEURS	Cours du 14 mars	Cours du 15 mars
Alcoa	85	86
A.T.T.	41	41
Banque	67 1/2	67 3/8
Chemical	28 1/2	28 1/4
De Post de New York	36 3/4	36 7/8
Eastman Kodak	28 7/8	28 1/4
General Electric	47 1/2	47 1/8
IBM	107 1/8	107 1/8
Johnson & Johnson	15 7/8	15 7/8
McDonald	61 1/4	61 1/8
Pfizer	68 3/4	69 3/8
Procter & Gamble	58 1/4	58 1/2
Union Carbide	139 1/2	140 1/2
Westinghouse	73 5/8	74 5/8
Xerox Corp.	58	58 7/8

LONDRES, 15 mars ↑

Positif

Les bons résultats annoncés par diverses sociétés de premier plan britanniques ont stimulé, jeudi, la Bourse de Londres, qui a terminé la séance sur une note positive.

L'indice des cent valeurs a gagné 8,8 points à 2 234,9 points.

Le marché est resté cependant très calme. Quelque 348,7 millions de titres ont été échangés contre 376,1 millions mercredi.

Les investisseurs ont décidé de ne pas tenir compte du mauvais score réalisé par le gouvernement aux derniers sondages d'opinion. Ils ont préféré s'intéresser aux bons résultats publiés par des groupes comme Rolls Royce, Glaxo et United Biscuits.

La société de paris Ladbrokes a grimpé en signe de soulagement, après que le cheval Desert Orchid, favori incontesté de la Cheltenham Gold Cup, fut arrivé en troisième position.

La compagnie d'assurances General Accident s'est appréciée en raison d'une forte demande spéculative, tandis que Legal and General s'est affaiblie après l'annonce d'un bénéfice annuel quasiment inchangé. Les fonds d'Etat ont terminé sur une note irrégulière.

Les mines d'or comme Driefontein et Vast Reef se sont repliées.

VALEURS	Cours du 14 mars	Cours du 15 mars
Alstom	1 220	1 190
Banque	1 460	1 460
Carson	1 510	1 500
Fujitsu	3 130	3 170
General Electric	1 850	1 850
IBM	2 010	1 980
Microsoft	945	934
Sony Corp.	7 740	7 640
Toshiba	2 250	2 170

TOKYO, 15 mars ↓

Repli

Après la reprise des derniers jours, la Bourse de Tokyo s'est repliée, vendredi, dans un marché troublé une fois de plus par l'évolution du yen et des taux d'intérêt au Japon.

L'indice Nikkei a cédé 55,20 points soit 0,17 %, à 32 616,44 après avoir gagné 319,51 points la veille. A l'inverse, la tendance était pourtant ferme avec une hausse de 0,8 % à la suite du réajustement des autres places financières ces derniers jours.

Mais les prises de bénéfice ont très vite pris le dessus, les investisseurs redoutant une fois de plus le réajustement du taux de l'escompte par la Banque du Japon. Le volume des échanges était faible, avec environ 500 millions de titres échangés.

VALEURS	Cours du 14 mars	Cours du 15 mars
Alstom	1 220	1 190
Banque	1 460	1 460
Carson	1 510	1 500
Fujitsu	3 130	3 170
General Electric	1 850	1 850
IBM	2 010	1 980
Microsoft	945	934
Sony Corp.	7 740	7 640
Toshiba	2 250	2 170

FAITS ET RÉSULTATS

□ Rapprochement dans les hydrocarbures entre Coparex et Esso. Coparex spécialisée dans l'exploration et la production d'hydrocarbures du groupe Paribas va acquérir de divers actionnaires et notamment du groupe Lazard 35 % du capital d'Esso. Le groupe Paribas détient actuellement 16 % du capital d'Esso, firme tournée vers l'exploration et la production d'hydrocarbures. Les titres qui seront acquis auprès de Gaz et Eau et Esso, deux sociétés du groupe Lazard au prix de 3 350 F par action, permettront de porter la participation de Paribas à 51 % dans Esso.

□ Progression de 28 % du bénéfice de British Aerospace. Le bénéfice imposable de British Aerospace a progressé de 28 % en 1989 et atteint 333 millions de livres (3 milliards de francs) contre 259 millions en 1988. Le résultat a été acquis notamment grâce à un chiffre d'affaires record dû à l'intégration du constructeur automobile Rover dans le compte de British Aerospace. Les bonnes performances de Rover et le retour aux bénéfices de la division des avions civils ont permis de compenser la baisse de l'activité du secteur de la défense. Il faut comptabiliser dans les bénéfices des réalisations d'actifs pour 70 millions de livres environ puisque British Aerospace a cédé en tout ou partie des parts qu'elle détenait dans DAF et Istel Holdings.

PARIS, 15 mars ↑

Poursuite de la hausse

La Bourse a vécu jeudi sa troisième séance consécutive de hausse, bien que la progression soit allée en s'affaissant au fil des heures. L'indice CAC-40, après s'être apprécié de 1 % dès l'ouverture, revenait à 0,46 % en milieu d'après-midi. Il terminait la journée sur un gain de 0,53 %. La progression depuis le début du mois bourgeois de mars est ainsi de 7,4 %, et la hausse depuis le début de l'année est revenue à près de 2 %, grâce à ce redressement observé depuis maintenant quinze jours.

La progression de Wall Street, la veille, consécutive à une baisse des taux d'intérêt, et la reprise du Kubeu Cho ont été bien accueillies. Rue Vivienne, bien que la place parisienne semble s'être déconnectée depuis quelque temps de l'environnement international, la hausse d'un marché modérée des prix, et d'un recul de 0,6 % des prix de gros en RFA, ont également figuré parmi les facteurs favorables. On notait comme la veille un regain d'activité et des achats d'origine étrangère. Les écarts les plus importants à la hausse se situaient entre 5,7 % et 2,2 %.

La Navigation mine était recherchée, de même que La Rochette, Centrost et Ingimco. A l'inverse, on notait des prises de bénéfices sur la BIP, Fininvest Raffinage Distribution et toujours sur la SCOA après le désengagement de Lohr. Sur le second marché, Fininvest était toujours très entouré, mais les rumeurs de désengagement dans Chapelle Darblay et de la prise de direction de la CFAO. Aux valeurs étrangères, on notait une hausse de certaines mines d'or et des actions allemandes.

Le SBF annonçait que la Coparex du groupe Paribas se proposait d'acquérir 35,2 % du capital d'Esso, compte tenu des titres déjà détenus par Société Générale, Esso et Esso. La participation globale des Paribas passera de 15,7 % à 50,9 %. La transaction est effectuée au cours unitaire de 3 350 francs.

TOKYO, 15 mars ↓

Repli

Après la reprise des derniers jours, la Bourse de Tokyo s'est repliée, vendredi, dans un marché troublé une fois de plus par l'évolution du yen et des taux d'intérêt au Japon.

L'indice Nikkei a cédé 55,20 points soit 0,17 %, à 32 616,44 après avoir gagné 319,51 points la veille. A l'inverse, la tendance était pourtant ferme avec une hausse de 0,8 % à la suite du réajustement des autres places financières ces derniers jours.

Mais les prises de bénéfice ont très vite pris le dessus, les investisseurs redoutant une fois de plus le réajustement du taux de l'escompte par la Banque du Japon. Le volume des échanges était faible, avec environ 500 millions de titres échangés.

VALEURS	Cours du 14 mars	Cours du 15 mars
Alstom	1 220	1 190
Banque	1 460	1 460
Carson	1 510	1 500
Fujitsu	3 130	3 170
General Electric	1 850	1 850
IBM	2 010	1 980
Microsoft	945	934
Sony Corp.	7 740	7 640
Toshiba	2 250	2 170

PARIS:

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amal & Associés	415	415	La 1 ^{re} lire du mois	480	480
Amal	78 50	78 50	Lucas Investissement	286	286
B.A.C.	208	208	Locomac	140 40	140 40
B. Dancow & Assoc.	575	575	Meca Communication	212	212
Bois de France	188	188	Metallurg. Miniere	214 30	214 30
B.L.C.M.	840	840	Molins	228	228
Bolton	288	288	Mytel-Telecom	1272	1272
Bolton Lyon	222	222	Mytel-Telecom	240	240
Châles de Lyon	2730	2730	On. Gest.Fin.	580	580
Châles de Lyon	726	726	Plamit	536	536
Châles	800	800	Prebony (C. la F. F.)	94	94
Châles	1048	1048	Prévision Assurance	519	519
C.I.M.E.	1890	1890	Publicis. Filippacci	748	748
C. E. B. B.	380	380	Racal	810	810
CEGEF	280	280	Riley & Associés	394 50	394 50
CEGEF	682	682	Robeco-Alcan. Ind. Lp.	310	310
C.I.M.E.	786	786	St. Bernard Menages	228	228
Colson	284	284	S.C.E.P.M.	730	730
Colson	1175	1175	Sepin	316	316
Colson	406	406	Sélection Inv. Lyon	112 80	112 80
Colson	800	800	S.E.P.	410	410
Colson	877	877	Servis	525	525
Colson	484 50	484 50	S.I.T. Group	394	394
Colson	173	173	Sepin	215	215
Colson	230	230	Thomson Ind. Lyon	302	302
Colson	15 85	15 85	T.F.	316 20	316 20
Colson	158	158	Union	185 50	185 50
Colson	147	147	Union France de Fr.	940	940
Colson	238 50	238 50	Union de Fr.	180	180
Colson	888	888	Yves Saint-Laurent	1082	1082
Colson	272	272			
Colson	308	308			
Colson	147	147			
Colson	1200	1200			
Colson	305	305			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables le 15 mars 1990

Nombre de contrats : 25 274.

VALEURS	PRIX exercice	Options d'achat	Options de vente
		Mars	Mars
		derrière	derrière
Beuysses	600	9	30
COE	520	65	0,30
EX-Agribusiness	600	40	6,30
Euromet SA-PLC	60	8,60	3
Euromet SA-PLC	100	3	2,50
Euromet SA-PLC	1 300	12	4
Euromet SA-PLC	133	10	0,60
Euromet SA-PLC	1 300	26	80
Euromet SA-PLC	600	35	62
Euromet SA-PLC	1 083	729	160
Euromet SA-PLC	440	4	16
Euromet SA-PLC	600	14	34
Euromet SA-PLC	1 600	28	95
Euromet SA-PLC	560	31	40
Euromet SA-PLC	440	28,10	38
Euromet SA-PLC	140	6,10	14

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 15 mars 1990

Nombre de contrats : 142 371.

COURS	Mars 90	Sept 90	Sept 90
Dernier	99,58	99,76	99,90
Précédent	99,26	99,46	99,60

Options sur notionnel

Options d'achat Options de vente

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
	Sept 90	Sept 90
99	1,80	0,97

INDICES

CHANGES

Dollar : 5,74 F ↓

Le dollar s'inscrit en baisse le vendredi 16 mars, s'échangeant à Paris à 5,74 F contre 5,730 F au jeudi. La dérive du billet vert a largement été provoquée par des déclarations du président américain, George Bush, selon lesquelles les taux d'intérêt devraient baisser aux Etats-Unis pour soutenir la croissance. Le yen a s'écroulé par profit de l'achat de dollars du billet vert, et le dollar cédant, vendredi à 160, sensiblement en même niveau que la veille.

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100: 29-12-89)

Valeurs françaises : 947,95

Valeurs étrangères : 949,94

(SBF, base 100: 31-12-81)

Indice général CAC : 517,48

(SBF, base 1000: 31-12-87)

Indice CAC 40 : 1 946,37

NEW-YORK (Index Dow Jones)

Industrielles : 2 687,84

Industrielles (Index Financial Times)

Industrielles : 1 758,6

Mines d'or : 281,2

Fonds d'Etat : 77,16

TOKYO

15 mars 15 mars

Nikkei Dow Jones : 32 616,44

Indice général : 2 427,44

2 419,21

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 15 MARS

Cours relevés
à 17 h 39

Règlement mensuel																	
Compensation	VALEURS	Cours préfé.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compensation	VALEURS	Cours préfé.	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compensation	VALEURS	Cours préfé.	Premier cours	Dernier cours	% + -
2682	C.M.E. 3% +	9667	3061	3061	- 0 16												
1051	B.L.F. 1000	1057	1057	1057	+ 0 00												
1044	C.C.F. T.P.	1230	1230	1230	+ 0 10												
1045	Ch. Ligne T.P.	1052	1052	1052	- 0 28												
1046	Ch. Ligne T.P.	1765	1765	1765	- 0 41												
1047	Ch. Ligne T.P.	1540	1540	1540	- 0 41												
1048	Ch. Ligne T.P.	1220	1220	1220	- 0 41												
1180	Thomson T.P.	1220	1220	1220	- 0 41												
610	A.L. Ligne	985	985	985	+ 1 21												
2120	A.S. S. S. S.	2100	2100	2100	+ 1 22												
2580	A.S. S. S. S.	575	575	575	+ 1 22												
615	A.S. S. S. S.	600	615	615	+ 2 50												
675	A.S. S. S. S.	1010	1030	1030	+ 2 87												
675	A.S. S. S. S.	200	200	200	- 0 75												
300	A.S. S. S. S.	221	222	222	+ 1 11												
340	B.A.P.F. +	342	340	340	+ 1 11												
230	B.L. S. S. S.	321	317	321	+ 1 11												
685	B.L. S. S. S.	420	420	420	+ 0 12												
685	B.L. S. S. S.	760	683	689	- 0 11												
730	B.L. S. S. S.	572	572	572	- 0 11												
730	B.L. S. S. S.	700	700	700	- 0 11												
730	B.L. S. S. S.	700	700	700	- 0 11												
1410	B.L. S. S. S.	1361	1361	1361	- 0 11												
685	B.L. S. S. S.	1180	1180	1180	- 0 11												
685	B.L. S. S. S.	967	967	917	- 4 18												
685	B.L. S. S. S.	574	574	582	+ 1 39												
2580	B.L. S. S. S.	2910	2910	2910	+ 1 17												
1030	B.L. S. S. S.	980	980	980	+ 1 17												
176	B.L. S. S. S.	186	186	182	- 2 16												
710	B.L. S. S. S.	754	754	754	+ 0 15												
480	B.L. S. S. S.	470	470	470	+ 0 15												
480	B.L. S. S. S.	470	470	470	+ 0 15												
3100	Ch. Ligne T.P.	2225	2225	2225	+ 0 15												
1030	Ch. Ligne T.P.	1220	1220	1220	- 0 41												
1030	Ch. Ligne T.P.	1220	1220	1220	- 0 41												
1030	Ch. Ligne T.P.	1220	1220	1220	- 0 41												
1030	Ch. Ligne T.P.	1220	1220	1220	- 0 41												
1030	Ch. Ligne T.P.	1220	1220	1220	- 0 41												
1030	Ch. Ligne T.P.	1220	1220	1220	- 0 41												
1030	Ch. Ligne T.P.	1220	1220	1220	- 0 41												
1030	Ch. Ligne T.P.	1220	1220	1220	- 0 41												
1030	Ch. Ligne T.P.	1220	1220	1220	- 0 41												
1030	Ch. Ligne T.P.	1220	1220	1220	- 0 41												
1030	Ch. Ligne T.P.	1220	1220	1220	- 0 41												
1030	Ch. Ligne T.P.	1220	1220	1220	- 0 41												
1030	Ch. Ligne T.P.	1220	1220	1220	- 0 41												
1030	Ch. Ligne T.P.	1220	1220	1220	- 0 41												
1030	Ch. Ligne T.P.	1220	1220	1220	- 0 41												
1030	Ch. Ligne T.P.	1220	1220	1220	- 0 41												
1030	Ch. Ligne T.P.	1220	1220	1220	- 0 41												
1030	Ch. Ligne T.P.	1220	1220	1220	- 0 41												
1030	Ch. Ligne T.P.	1220	1220	1220	- 0 41												
1030	Ch. Ligne T.P.	1220	1220	1220	- 0 41												
1030	Ch. Ligne T.P.	1220	1220	1220	- 0 41												
1030	Ch. Ligne T.P.	1220	1220	1220	- 0 41												
1030	Ch. Ligne T.P.	1220	1220	1220	- 0 41												
1030	Ch. Ligne T.P.	1220	1220	1220	- 0 41												
1030	Ch. Ligne T.P.	1220	1220	1220	- 0 41												
1030	Ch. Ligne T.P.	1220	1220	1220	- 0 41												
1030	Ch. Ligne T.P.	1220	1220	1220	- 0 41												
1030	Ch. Ligne T.P.	1220	1220	1220	- 0 41												
1030	Ch. Ligne T.P.	1220	1220	1220	- 0 41												
1030	Ch. Ligne T.P.	1220	1220	1220	- 0 41												
1030	Ch. Ligne T.P.	1220	1220	1220	- 0 41												
1030	Ch. Ligne T.P.	1220	1220	1220	- 0 41												
1030	Ch. Ligne T.P.	1220	1220	1220	- 0 41												
1030	Ch. Ligne T.P.	1220	1220	1220	- 0 41												
1030	Ch. Ligne T.P.	1220	1220	1220	- 0 41												

Comptant (selection)

SICAV (selection)

15/3

VALEURS	% du total	% du secteur	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Franchise	VALEURS	Emission	Franchise	VALEURS	Emission	Franchise
Obligations						Étrangères											
Exp. 5,00% 77	117 20	7 326	C.I. Marlene	858	Magasin Unifié	...	197 80	A.A.A.	118 71	1088 42	France Obligations	468 91	464 37	Passionnisme Benetton	190 64	177 10	...
Exp. 8,00% 78/79	98 36	6 036	Chapin (R)	2340	Magasin S.A.	233 75	227 40	Adrian	233 75	227 40	France	494 84	490 43	Procter	664 41	635 26	...
10,00% 78/79	100 20	8 881	Châlon	670	Marinier Part.	358	...	Action France	588 92	577 22	France Pénale	118 90	118 10	Pharm. Placemont	271 00	263 50	...
12,25% 80/80	100 46	10 346	Claudio (L)	...	Méla Déplé	605	...	Action allocations	683 96	659 24	France Régions	1340 80	1301 84	Pharm. Investis	770 83	738 57	...
15% juin 82	107 08	12 320	Cofin	...	Méla	673 56	649 20	Adrian	673 56	649 20	France Associations	23 23	23 23	Pharm. Placemont	1200 83	1182	...
14,00% 80/82	103 50	8 880	Ch. Ind. Indus.	8350	Hort	228 50	...	A.G.F. Actives (ex-CP)	1204 21	1174 94	France Epargne	23 23	23 23	Pharm. Placemont	1330 83	1250 83	...
13,40% oct. 83	108 80	9 084	Comp. Lyon-Alain	525	Optim	436	...	A.G.F. 5000	702 75	685 61	France	33 85	33 85	Pharm. Placemont	5885 85	5884 28	...
12,25% oct. 84	100 40	6 261	Concorde (R)	1350	Optim (I.T.C.)	2200	2200	A.G.F. 500	1057 57	1047 04	France	15984 86	15984 86	Pharm. Placemont	5885 85	5887 87	...
11% 84/86	104 55	8 083	C.S. G. Ind. Ind.	617	Origny-Denise	617	118 10	A.G.F. 5000	1057 57	1047 04	France	281 21	281 21	Pharm. Placemont	5885 85	5887 87	...
10,25% oct. 86	99 80	6 084	C.S. G. Ind. Ind.	617	Origny-Denise	617	118 10	A.G.F. 5000	1057 57	1047 04	France	281 21	281 21	Pharm. Placemont	5885 85	5887 87	...
DAT 10% 2000	99 80	6 084	C.S. G. Ind. Ind.	617	Origny-Denise	617	118 10	A.G.F. 5000	1057 57	1047 04	France	281 21	281 21	Pharm. Placemont	5885 85	5887 87	...
DAT 8,00% 1987	100	2 486	Dahlema Velpen	4600	Parfums	218	212 40	A.G.F. 5000	1057 57	1047 04	France	281 21	281 21	Pharm. Placemont	5885 85	5887 87	...
DAT 8,00% 1996	96 44	1 181	Dahlema Velpen	4600	Parfums	218	212 40	A.G.F. 5000	1057 57	1047 04	France	281 21	281 21	Pharm. Placemont	5885 85	5887 87	...
Ch. France 3%	145 50	...	Dahlema Velpen	4600	Parfums	218	212 40	A.G.F. 5000	1057 57	1047 04	France	281 21	281 21	Pharm. Placemont	5885 85	5887 87	...
Ch. France 5%	145 50	...	Dahlema Velpen	4600	Parfums	218	212 40	A.G.F. 5000	1057 57	1047 04	France	281 21	281 21	Pharm. Placemont	5885 85	5887 87	...
Ch. France 7%	145 50	...	Dahlema Velpen	4600	Parfums	218	212 40	A.G.F. 5000	1057 57	1047 04	France	281 21	281 21	Pharm. Placemont	5885 85	5887 87	...
Ch. France 8%	145 50	...	Dahlema Velpen	4600	Parfums	218	212 40	A.G.F. 5000	1057 57	1047 04	France	281 21	281 21	Pharm. Placemont	5885 85	5887 87	...
Ch. France 9%	145 50	...	Dahlema Velpen	4600	Parfums	218	212 40	A.G.F. 5000	1057 57	1047 04	France	281 21	281 21	Pharm. Placemont	5885 85	5887 87	...
Ch. France 10%	145 50	...	Dahlema Velpen	4600	Parfums	218	212 40	A.G.F. 5000	1057 57	1047 04	France	281 21	281 21	Pharm. Placemont	5885 85	5887 87	...
Ch. France 11%	145 50	...	Dahlema Velpen	4600	Parfums	218	212 40	A.G.F. 5000	1057 57	1047 04	France	281 21	281 21	Pharm. Placemont	5885 85	5887 87	...
Ch. France 12%	145 50	...	Dahlema Velpen	4600	Parfums	218	212 40	A.G.F. 5000	1057 57	1047 04	France	281 21	281 21	Pharm. Placemont	5885 85	5887 87	...
Ch. France 13%	145 50	...	Dahlema Velpen	4600	Parfums	218	212 40	A.G.F. 5000	1057 57	1047 04	France	281 21	281 21	Pharm. Placemont	5885 85	5887 87	...
Ch. France 14%	145 50	...	Dahlema Velpen	4600	Parfums	218	212 40	A.G.F. 5000	1057 57	1047 04	France	281 21	281 21	Pharm. Placemont	5885 85	5887 87	...
Ch. France 15%	145 50	...	Dahlema Velpen	4600	Parfums	218	212 40	A.G.F. 5000	1057 57	1047 04	France	281 21	281 21	Pharm. Placemont	5885 85	5887 87	...
Ch. France 16%	145 50	...	Dahlema Velpen	4600	Parfums	218	212 40	A.G.F. 5000	1057 57	1047 04	France	281 21	281 21	Pharm. Placemont	5885 85	5887 87	...
Ch. France 17%	145 50	...	Dahlema Velpen	4600	Parfums	218	212 40	A.G.F. 5000	1057 57	1047 04	France	281 21	281 21	Pharm. Placemont	5885 85	5887 87	...
Ch. France 18%	145 50	...	Dahlema Velpen	4600	Parfums	218	212 40	A.G.F. 5000	1057 57	1047 04	France	281 21	281 21	Pharm. Placemont	5885 85	5887 87	...
Ch. France 19%	145 50	...	Dahlema Velpen	4600	Parfums	218	212 40	A.G.F. 5000	1057 57	1047 04	France	281 21	281 21	Pharm. Placemont	5885 85	5887 87	...
Ch. France 20%	145 50	...	Dahlema Velpen	4600	Parfums	218	212 40	A.G.F. 5000	1057 57	1047 04	France	281 21	281 21	Pharm. Placemont	5885 85	5887 87	...
Ch. France 21%	145 50	...	Dahlema Velpen	4600	Parfums	218	212 40	A.G.F. 5000	1057 57	1047 04	France	281 21	281 21	Pharm. Placemont	5885 85	5887 87	...
Ch. France 22%	145 50	...	Dahlema Velpen	4600	Parfums	218	212 40	A.G.F. 5000	1057 57	1047 04	France	281 21	281 21	Pharm. Placemont	5885 85	5887 87	...
Ch. France 23%	145 50	...	Dahlema Velpen	4600	Parfums	218	212 40	A.G.F. 5000	1057 57	1047 04	France	281 21	281 21	Pharm. Placemont	5885 85	5887 87	...
Ch. France 24%	145 50	...	Dahlema Velpen	4600	Parfums	218	212 40	A.G.F. 5000	1057 57	1047 04	France	281 21	281 21	Pharm. Placemont	5885 85	5887 87	...
Ch. France 25%	145 50	...	Dahlema Velpen	4600	Parfums	218	212 40	A.G.F. 5000	1057 57	1047 04	France	281 21	281 21	Pharm. Placemont	5885 85	5887 87	...
Ch. France 26%	145 50	...	Dahlema Velpen	4600	Parfums	218	212 40	A.G.F. 5000	1057 57	1047 04	France	281 21	281 21	Pharm. Placemont	5885 85	5887 87	...
Ch. France 27%	145 50	...	Dahlema Velpen	4600	Parfums	218	212 40	A.G.F. 5000	1057 57	1047 04	France	281 21	281 21	Pharm. Placemont	5885 85	5887 87	...
Ch. France 28%	145 50	...	Dahlema Velpen	4600	Parfums	218	212 40	A.G.F. 5000	1057 57	1047 04	France	281 21	281 21	Pharm. Placemont	5885 85	5887 87	...
Ch. France 29%	145 50	...	Dahlema Velpen	4600	Parfums	218	212 40	A.G.F. 5000	1057 57	1047 04	France	281 21	281 21	Pharm. Placemont	5885 85	5887 87	...
Ch. France 30%	145 50	...	Dahlema Velpen	4600	Parfums	218	212 40	A.G.F. 5000	1057 57	1047 04	France	281 21	281 21	Pharm. Placemont	5885 85	5887 87	...
Ch. France 31%	145 50	...	Dahlema Velpen	4600	Parfums	218	212 40	A.G.F. 5000	1057 57	1047 04	France	281 21	281 21	Pharm. Placemont	5885 85	5887 87	...
Ch. France 32%	145 50	...	Dahlema Velpen	4600	Parfums	218	212 40	A.G.F. 5000	1057 57	1047 04	France	281 21	281 21	Pharm. Placemont	5885 85	5887 87	...
Ch. France 33%	145 50	...	Dahlema Velpen	4600	Parfums	218	212 40	A.G.F. 5000	1057 57	1047 04	France	281 21	281 21	Pharm. Placemont	5885 85	5887 87	...
Ch. France 34%	145 50	...	Dahlema Velpen	4600	Parfums	218	212 40	A.G.F. 5000	1057 57	1047 04	France	281 21	281 21	Pharm. Placemont	5885 85	5887 87	...
Ch. France 35%	145 50	...	Dahlema Velpen	4600	Parfums	218	212 40	A.G.F. 5000	1057 57	1047 04	France	281 21	281 21	Pharm. Placemont	5885 85	5887 87	...
Ch. France 36%	145 50	...	Dahlema Velpen	4600	Parfums	218	212 40	A.G.F. 5000	1057 57	1047 04	France	281 21	281 21	Pharm. Placemont	5885 85	5887 87	...
Ch. France 37%	145 50	...	Dahlema Velpen	4600	Parfums	218	212 40	A.G.F. 5000	1057 57	1047 04	France	281 21	281 21	Pharm. Placemont	5885 85	5887 87	...
Ch. France 38%	145 50	...	Dahlema Velpen	4600	Parfums	218	212 40	A.G.F. 5000	1057 57	1047 04	France	281 21	281 21	Pharm. Placemont	5885 85	5887 87	...
Ch. France 39%	145 50	...	Dahlema Velpen	4600	Parfums	218	212 40	A.G.F. 5000	1057 57	1047 04	France	281 21	281 21	Pharm. Placemont	5885 85	5887 87	...
Ch. France 40%	145 50	...	Dahlema Velpen	4600	Parfums	218	212 40	A.G.F. 5000	1057 57	1047 04	France	281 21	281 21	Pharm. Placemont	5885 85	5887 87	...
Ch. France 41%	145 50	...	Dahlema Velpen	4600	Parfums	218	212 40	A.G.F. 5000	1057 57	1047 04	France	281 21	281 21	Pharm. Placemont	5885 85	5887 87	...
Ch. France 42%	145 50	...	Dahlema Velpen	4600	Parfums	218	212 40	A.G.F. 5000	1057 57	1047 04	France	281 21	281 21	Pharm. Placemont	5885 85	5887 87	...
Ch. France 43%	145 50	...	Dahlema Velpen	4600	Parfums	218	212 40	A.G.F. 5000	1057 57	1047 04	France	281 21	281 21	Pharm. Placemont	5885 85	5887 87	...
Ch. France 44%	145 50	...	Dahlema Velpen	4600	Parfums	218	212 40	A.G.F. 5000	1057 57	1047 04	France	281 21	281 21	Pharm. Placemont	5885 85	5887 87	...
Ch. France 45%	145 50	...	Dahlema Velpen	4600	Parfums	218	212 40	A.G.F. 5000	1057 57	1047 04	France	281 21	281 21	Pharm. Placemont	5885 85	5887 87	...
C.E.E. 0% Jan. 85-89	67 700	...	Dahlema Velpen	4600	Parfums	218	212 40	A.G.F. 5000	1057 57	1047 04	France	281 21	281 21	Pharm. Placemont	5885 85	5887 87	...
Donner sans C.M. cont.	...	...	Dahlema Velpen	4600	Parfums	218	212 40	A.G.F. 5000	1057 57	1047 04	France	281 21	281 21	Pharm. Placemont	5885 85	5887 87	...
Actions						Hors-cote											
A.G.E. (St. Cr.)	...	1188	Agropar	359 90	Siph. (P. Nat.)	...	...	Amorim Protection	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Alcatel	1200	...	Agropar	359 90	Siph. (P. Nat.)	...	...	Amorim Protection	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Artel	923	...	Agropar	359 90	Siph. (P. Nat.)	...	...	Amorim Protection	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autony	300	...	Agropar	359 90	Siph. (P. Nat.)	...	...	Amorim Protection	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Avant	778	...	Agropar	359 90	Siph. (P. Nat.)	...	...	Amorim Protection	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Banq. C. Monaco	760	...	Agropar	359 90	Siph. (P. Nat.)	...	...	Amorim Protection	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Benelux-Gr. Ind.	...	...	Agropar	359 90	Siph. (P. Nat.)	...	...	Amorim Protection	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Blaise-Gr. Ind.	...	...	Agropar	359 90	Siph. (P. Nat.)	...	...	Amorim Protection	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Bouygues-Gr. Ind.	...	...	Agropar	359 90	Siph. (P. Nat.)	...	...	Amorim Protection	...	...	...	...	...	...	...	...	...

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
-55-91-62, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

A Toulon

M. Chirac confirme son refus de tout accord électoral avec l'extrême droite

M. Jacques Chirac a effectué, jeudi 15 mars, un déplacement à Toulon pour rencontrer les cadres et les militants de la fédération RPR du Var. Cette première visite depuis les Assises nationales du RPR du 11 février s'est donc déroulée au sein d'une des fédérations dont les cadres locaux sont pour la plupart favorables à M. Charles Pasqua. Devant eux, M. Chirac a confirmé M. Jean-

Pierre Giran dans les fonctions de secrétaire départemental auxquelles il avait été nommé par M. Alain Juppé. Le président du RPR a évoqué l'attitude de son parti à l'égard du Front national à travers la situation de ce département après l'élection partielle du Luc, où une alliance locale - désavouée par lui - avait été conclue et où doit se dérouler à Ollioules le 18 mars une nouvelle élection municipale. M. Chirac a refusé toute alliance avec le parti de M. Le Pen en disant : « En aucun cas nous ne devons passer d'accord avec le Front national. C'est contraire à la morale et, accessoirement, à notre intérêt politique. » Il a poursuivi : « Ne vous trompez pas. Sur cent électeurs qui votent FN, il y en a quarante qui viennent de la gauche et qui expriment un vote protestataire. Ceux-là seront toujours contre vous. Il y en a ensuite une quinzaine qui sont toute la bande de pétainistes-naziflous-OAS qui ont toujours combattu le gaullisme et qui ne voteront jamais pour vous. Et il y a les 45 % de braves gens de droite qui expriment, avec ce vote protestataire, leur ras-le-bol de voir fouler aux pieds des valeurs auxquelles on croit. Et ils le disent avec ce vieux fond gaulliste. Que vous fassiez ou non des accommodements avec le FN, ils voteront pour nous au deuxième tour. »

M. Chirac a condamné le comportement de « bêtes » des auteurs de meurtres récents contre les immigrés. Evoquant « La force unie » de M. Noir, le président du RPR a estimé qu'elle ne visait pas à créer un nouveau parti, « si ce qu'on m'a dit est exact », ajoutant : « toute nouvelle réflexion sur l'union de l'opposition, nécessaire à la victoire, est utile. »

C. F.

Un expert nommé par le tribunal administratif de Grenoble pour Superphénix

GRENOBLE

de notre correspondant

Le président du tribunal administratif de Grenoble, M. Guy Gardavaud, a désigné jeudi 15 mars un expert, M. Jean Pronost, qui sera chargé, dans un délai d'un mois, d'examiner la faisabilité du dispositif technique de déchargement du réacteur Superphénix de Creys-Malville. Il devra, d'autre part, dire si celui-ci est en mesure de répondre à une situation d'urgence.

Dans un recours devant le tribunal administratif de Grenoble, six communes helvétiques et deux associations suisses regroupant des physiciens et des médecins demandaient aux magistrats de prononcer un sursis à exécution contre la décision, prise le 30 août 1989 par le ministre de l'Industrie et le secrétaire d'Etat à l'Environnement, autorisant la société NERSA à remettre en route le réacteur de la centrale de Creys-Malville. Le tribunal ne se prononcera sur ce point qu'après avoir eu communication du rapport d'expertise.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Géopolitique : « La Pologne face à ses frontières », par Michel Foucher ; Paris : « Changer la politique », par Monique Pelletier ; Extrême droite : « Opportune immunité », par Daniel Amson 2

Les élections

du 18 mars en RDA ... 4

Elections municipales

partielles

Sarcelles : Les abstentionnistes « politiques » feront la différence. • Pénin : son maire, ses Verts et son mur. • Clichy-sous-Bois : un maire communiste face à l'immigration 11-12

SECTION C

Les aventures du film

de Léos Carax

Les amants du pont d'or 13

Gargantua à Drouot

De l'art de trancher la viande à l'intérêt du chocolat, plus de mille ouvrages à la gloire du boire et du manger, de l'Antiquité au XXI^e siècle seront dispersés samedi et dimanche 15

Mobilisation autour

du câble 15

La France et l'Islam

Un entretien avec M. Pierre Joxe 16

Journal d'un amateur

par Philippe Boucher 17

L'affaire des cliniques

de Marseille

Inculpé de complicité d'homicide, Marcel Long affirme que le jour de

l'assassinat de Léonce Mout, propriétaire de la Polyclinique Nord à Marseille, il se trouvait dans la région parisienne pour participer à la campagne électorale d'un candidat RPR 17

Le sort de l'Agence

centrale de presse ... 18

A Paris, la détresse

des mal-logés

Interruptions au début de l'hiver, les expulsions ont également repris depuis le 15 mars 18

SANS VISA

Venezuela : croquis au pays de Bolivie • La table : coquilles saint-jacques • Jeux 19 à 22

Europe de l'Est :

la nature en ruine

IV. - Tout reconstruire 23

SECTION C

Entretien avec

le président du patronat

ouest-allemand

« La réunification allemande est une chance pour toute l'Europe » ... 27

L'OCDE et les pays

de l'Est 27

Services

Abonnements 23
Annonces classées 31
Carnet 25
Jeux 22
Marchés financiers 32-33
Météorologie 25
Philatélie 26
Radio-télévision 26
Spectacles 24

La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde »
daté 16 mars 1990
a été tiré à 553 910 exemplaires.

Manifestations antiracistes dans plusieurs villes de France

Plusieurs manifestations ont été organisées, jeudi 15 mars, dans diverses villes de France, pour dénoncer les « crimes racistes » de ces derniers jours. A Roanne, environ mille cinq cents personnes, en majorité des lycéens et collégiens, se sont rassemblées à la mémoire de Majib Labdaoui, écrasé par un automobiliste dans la nuit du samedi 9 au dimanche 10 mars. A La Ciotat, ce sont quelque quatre cents personnes, accompagnées d'élus de la ville, qui ont protesté contre la mise en liberté du sous-brigadier Jean-Claude Marin, inculpé de coups mortels sur la personne de Saad Saoudi, abattu le 6 mars lors de son transfert au palais de justice de Marseille.

Le ministère de la Justice a affirmé sa « vigilance constante » à réprimer les actes de racisme, rap-

pelant la circulaire du 6 juillet 1989 par laquelle les procureurs de la République étaient invités à faire preuve de « célérité comme de fermeté dans l'application de la loi ». Réagissant à l'explosion d'origine criminelle qui a endommagé, jeudi 15 mars, la mosquée de Rennes, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) a exprimé « sa consternation et son effroi ». Pour sa part, l'Union des organisations islamiques de France (UOIF) réclame « le droit de vivre dans la paix et la liberté pour toutes les communautés vivant sur le sol français ». Enfin, le père Di Falco, porte-parole de l'épiscopat français, « désapprouve Jean-Marie Le Pen et tout autre homme politique qui excuse les réflexes racistes ».

«Après tout, on n'est pas des chiens»

Trottinant aux côtés d'Harlem Désir, elle tient à la main la carte d'identité de Magid, son fils tué à Roanne le week-end dernier. « Assassiner les enfants des autres c'est raciste. Après tout, on n'est pas des chiens », murmure-t-elle avant de détourner la tête. Cette mère en deuil est venue de Roanne pour manifester en tête du défilé organisé par SOS-Racisme jeudi 15 mars, dans la capitale. Serrée dans son imperméable rose, un keffiyeh autour du cou pour ne pas prendre froid, au coude à coude avec sa famille et les camarades de lycée de Magid, elle scande : « Assés, assés de crimes. Egalité, justice pour tous. »

De Roanne, ils sont quarante, de Saint-Florentin, de La Ciotat, des dizaines. De Paris, 1 500 seulement. « Tuer un étranger ou un fils d'étrangers, c'est devenu banal, on dirait », commente tristement un soixante-huitard. « Les socialistes sont tous à Rennes pour leur congrès. Ils ont lâché Harlem ! » C'est un fait : rares sont les personnalités présentes au rendez-vous. Deux membres du gouvernement, MM. Lionel Stoleru, ministre du plan et Brice Lalonde, secrétaire d'Etat chargé de l'environnement, font un petit tour et puis s'en vont. Le saxophoniste Menu Dibango et le chanteur Jean-Jacques Goldman suivent la marche, de la place Saint-Michel à celle de la Bastille. « Eux sont toujours avec nous, contre le racisme », explique une jeune fille à sa copine qui brandit vaillamment un drapeau blanc, le symbole choisi pour ce défilé. « Sa couleur signifie la paix entre les peuples et la

suppression de notre couleur. »

Malek, quatorze ans, vient, lui de Saint-Florentin. « Depuis le crime de samedi soir, je vis dans la peur, je ne sors pas sans garder toujours un œil derrière. »

Presque

des enfants

Sur les trottoirs parisiens, les badauds, surpris, découvrent ces drôles de jeunes. Ce sont presque des enfants et ce sont eux qui osent occuper la rue et réclamer « l'égalité pour tous même pour les immigrés ». A leurs côtés il y a bien quelques groupes de travailleurs marocains ou turcs. Mais la majorité des nés ne s'est pas dérangée. Bras dessus, bras dessous, ces manifestants se définissent « ni Algériens, ni Maghrébins, mais des jeunes de France ». Ils espèrent que leurs trois camarades victimes de meurtres ces jours-ci « seront les derniers corps à tomber ». Il faut que cessent les tracasseries administratives, le délit raciste, la police policière, lancent-ils en substance à l'adresse du gouvernement. « Car les mots de Le Pen se sont aujourd'hui transformés en actes criminels ». Avant de se disperser dans un coin sombre de la place de la Bastille, ils tiennent à informer l'opinion. Le matin même, à Saint-Florentin, racontant-ils, de sinistres lascar ont attaqué dans la cour du collège, à coups de cutter, un garçonnet d'origine marocaine. La veille, une rumeur avait vicié le même collège : des familles marocaines voulaient, dit-on y mettre la fin.

DANIELLE ROUARD

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Héros

Vous vous rappelez, il y a une quinzaine d'années, le retour triomphal des onze de Saint-Etienne après leur écrasante défaite contre une équipe allemande ? Ils étaient plus de cent mille à délirer de fièvre patriotique sur les Champs-Élysées : Allez-les-Verts ! Moi, j'étais apathique de l'homme. Et puis là, dimanche, on remet ça pour Toulon-Le-Tan. Je sais qu'il trouve ça tout aussi grotesque, pas moi.

Moi, ce me comble cet hommage rendu, à travers lui, aux derniers aventuriers des temps modernes, ceux qui s'éloignent du plancher des vaches, ceux qui s'envolent vers les étoiles, ceux qui tanguent et qui roulettent sur les mers. Sauf. Même en course, soif, on le reste. D'accord, ce n'est plus comme pour Ulysse ou même Alain Gerbault, ils gardent, quand ils ne le perdent pas, le contact avec la terre dans ces cockpits transformés en habitacles automatisés. N'empêche, l'exploit ici rejoint et prolonge le mythe du singe nu, l'homme qui se dresse et qui s'élève à la découverte de l'univers. Pour contrôler l'inconcevable, pour avancer en équilibre sur l'eau et sous le vent.

Nous, que terrassent quelques arbres arrachés par la tempête, on est écrasés d'admiration devant un Lamazou, un Kersauson, un Teberly, un Loïc Peyron. Ils ont tout, ces gens-là. Et il leur faut tout : l'intelligence, le courage, la connaissance, la force de caractère et de résistance. A la solitude. A l'imprévisible et prévisible danger. Un danger de mort. C'est ça qui les élève, l'espace d'un rêve trop souvent englouti, au-dessus, bien au-dessus des Borg, des Pold, ces idoles aux pieds agiles.

Qu'on mette quelques jours ou quelques heures de plus ou de moins à faire le tour du monde en se cognant à des grates-ciel qui vous défilent dessus dans les quarante-huit heures, ou en taquinant des brises obstinées à jouer les demoiselles, trop sèches pour vous pousser au cul, je ne vois pas tellement l'intérêt. Sinon celui, bien sûr et c'est vrai, c'est essentiel, de la compétition, du record à battre. La fureur de vaincre, le désir peut-être de tous le plus noble, en dépassant les autres, de se dépasser soi-même.

La NASA ne récupérera pas le satellite Intelsat

La NASA a rejeté, jeudi 15 mars, l'éventualité d'utiliser une navette spatiale pour tenter de récupérer le satellite de télécommunications Intelsat-6, en perdition depuis son lancement, mercredi 14 mars, par une fusée américaine Titan 3 (le Monde du 16 mars). « Je ne pense pas que l'Agence soit prête à se transformer en organisation de secours pour des lancements autres que les siens », a déclaré M. Karl Kristofferson, l'un des porte-parole de la NASA.

Ne s'étant pas séparé correctement de la fusée porteuse, le satellite, d'une valeur de 150 millions de dollars (900 millions de francs, lancement non compris), a dû être éjecté sans son moteur d'apogée. Il ne peut donc pas rejoindre son orbite stationnaire, à 36 000 kilomètres d'altitude, où il devait remplacer deux autres satellites de télécommunications. Selon un porte-parole du commandement spatial américain, Intelsat-6 est toutefois en relative sécurité sur une orbite basse. Il pourrait y rester une dizaine de jours. Ce qui permettra peut-être, en utilisant les moteurs d'attitude du satellite, de le placer sur une orbite stable plus élevée, puis de tenter progressivement, dans les mois à venir, de lui faire rejoindre son orbite géostationnaire. (AFP, UPI.)

Grande « signature »

radiophonique

Jacques Paoli est mort

Une des grandes voix de la radio s'est tue, vendredi 16 mars au matin : le journaliste Jacques Paoli, soixante-six ans, est décédé à Paris des suites d'un cancer.

Né le 15 février 1924 à Alger, Jacques Paoli fait ses débuts au micro de Radio-Marois en 1954. Mais c'est trois ans plus tard que la chance lui sourit, lorsqu'il pousse la porte d'une station qui vient juste d'être lancée : Europe 1. Pendant vingt ans, il accompagne l'essor de cette radio périphérique où il s'est rapidement imposé comme une des grandes « signatures ». En 1973, pourtant, un an après avoir été promu directeur adjoint de l'information et des programmes, il quitte les locaux de la rue François-I^{er} pour rejoindre ceux, voisins, de RTL, rue Bayard. « Tout cela s'est fait le plus simplement du monde, disait-il pour expliquer un départ qui intrigue. Mes fonctions à Europe 1 m'avaient conduit à m'occuper beaucoup de gestion, tâche qui ne passionnait guère le journaliste actif que je suis et que j'entends bien demeurer. »

Marité, père de deux enfants - dont l'un Stéphane présente le 13 heures sur Europe 1 - Jacques Paoli rejoint RMC en 1977, dont il est directeur de l'information chargé de la coordination de l'information et des programmes.

(Publicité)
Métros Sébastien ou Durac,
aux Entrées du Marais : en

flanelle

doublée

pantalon

homme... 189F

et 240 F en serge. Ces chertons du prêt-à-porter masculin de luxe à prix de fabrication proposent aussi des blazers pure laine woolmark à 399 F, vestes laine et cachemire 699 F, costumes tissu noblesse à partir de 990 F (ils en ont aussi en Downhill), anoraks laine mérinos 1.397 F. Rayon spécial grande et forte jusqu'à 62. Dans leurs deux boutiques : 3, rue du Pont-aux-Choux (9) et 112, rue du Charbon-Midi (9), de 10 h à 19 h, seul lundi matin.

POUR JUGER LES PRIX DE LA MODE : PRENEZ L'EXEMPLE DE NOS TISSUS !

Même les plus coléreux d'entre eux sont « pour rien » par rapport aux vêtements qu'ils permettent de réaliser. Quant aux autres, la majorité, ils offrent de fantastiques possibilités d'accéder à la mode, mais sans payer les prix de la mode. Tout ce qui se fait de meilleur et de séduisant dans la mode, depuis 30 F le mètre.

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS



EN BREF

Le Parlement européen demande à Pékin de surseoir à l'exécution d'un étudiant tibétain. - Le Parlement européen a demandé, jeudi 15 mars, à la Chine de surseoir à l'exécution de M. Lobsang Tenzing, étudiant tibétain de vingt-deux ans condamné à mort en

BOURSE DE PARIS

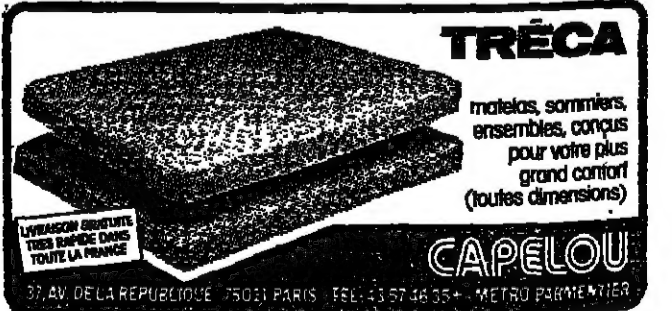
Matinée du 16 mars

Consolidation

Après trois séances consécutives de hausse, l'heure était à la consolidation rue Vivienne. L'indice CAC-40 perdait 0,55 % en fin de matinée après avoir ouvert sur une note quasi stable (- 0,02 %). Parmi les plus fortes progressions figuraient la Navigation Mixte (+ 2,7 %), Via Banque (+ 2,5 %) et Casino ADP (+ 2,4 %). Du côté des baisses, on notait UIF (- 4 %), Scrog (- 3,4 %) et CFAO (- 3,3 %).

1988 sous l'accusation d'avoir tué un policier chinois. De façon plus générale, les parlementaires ont demandé à Pékin de commuer les peines capitales, nombreuses dans le pays. Ils ont dénoncé les « pratiques intimidantes » à l'égard des Tibétains, préconisé une solution pacifique aux problèmes ethniques au Tibet et au Xinjiang, et demandé à Pékin de respecter le droit à l'information et de laisser circuler librement les journalistes étrangers accrédités. (AFP.)

AFRIQUE DU SUD : visas pour les journalistes de l'Humanité. - Dans son édition du vendredi 16 mars, l'Humanité annonce que l'ambassade d'Afrique du Sud en France vient de faire savoir que des visas seraient accordés à trois de ses journalistes. Il y a quelques semaines, le quotidien communiste, qui voulait « couvrir » la libération de M. Mandela, avait reçu une réponse négative.



سكيا من الامال